

LE SOMMET DE LONDRES

La France
et la Grande-Bretagne
en plein accord
sur les euromissiles

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,00 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 65 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 S. ; Yougoslavie, 130 din.

Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 68572 F
C.C.P. 4200 15 PARIS
Tél. : 246-72-23

Regain de tension en Espagne

Face au terrorisme

L'assassinat d'un capitaine de l'armée espagnole commis de sang-froid par un groupe d'ETA politico-militaire a soudainement ravivé outre-Pyrénées les inquiétudes latentes depuis l'instauration d'un régime démocratique.

Une nouvelle fois, la classe politique et l'opinion sont à l'écoute des rumeurs qui viennent des casernes, et une manifestation unitaire doit illustrer ce vendredi à Madrid le double souci de défendre les libertés conquises depuis 1975 et d'apaiser les colères de l'armée.

Bien que le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez ait, depuis au qu'il est au pouvoir, agi avec la plus grande courtoisie à l'égard de militaires parfois mal résignés, il est clair que toutes les séquelles du putsch avorté de février 1981 ne sont pas effacées.

On ne dira jamais assez le caractère exemplaire et admirable d'une transition démocratique qui a permis à l'Espagne de passer sans dommages majeurs du régime autoritaire du général Franco à un système parlementaire moderne. M. Jordi Pujol, président de la Généralité de Catalogne, rappelait cette semaine à Barcelone, à l'occasion d'une rencontre entre hommes d'affaires français et espagnols, que tous les dirigeants politiques, des communistes à la droite, avaient contribué au succès de cette expérience unique. Et de souligner que l'Europe pourrait et devrait faire confiance à la nouvelle Espagne.

L'immense majorité des Espagnols entend défendre les acquis d'un régime démocratique encore menacé et fragile. D'abord parce que la crise frappe l'Espagne de plein fouet. A quelques jours du premier anniversaire de son installation à la Moncloa, M. Felipe Gonzalez doit admettre que l'état de grâce est terminé. Les querelles sur les réformes de société et sur l'enseignement durcissent le débat parlementaire. L'Eglise apparaît de nouveau aux côtés d'une seule des deux Espagnes.

Les Espagnols, qui souhaitent entrer dans la Communauté européenne, s'irritent des lenteurs de la négociation sur l'élargissement. Après leur avoir refusé l'adhésion au club Europe parce qu'ils n'avaient pas un Etat démocratique, on les maintient aujourd'hui dans l'antichambre pour des motifs techniques qu'ils jugent, non sans raison, mesquins, compte tenu de l'ampleur des enjeux pour l'Europe et pour l'Espagne. M. Gonzalez a carrément envisagé cette semaine un « changement de politique » si les négociations sur l'entrée de l'Espagne n'aboutissaient pas d'ici à la fin de l'année.

La France, jugée largement responsable des lenteurs de la négociation européenne, est aussi critiquée pour son manque de collaboration contre le terrorisme basque. L'affaire des policiers espagnols appréhendés à Hendaye est de ce point de vue révélatrice des risques de dérapage entre les deux pays.

C'est bien le cancer basque qui menace le plus dangereusement la stabilité de l'Espagne démocratique. Le terrorisme aveugle et fou des commandos d'ETA nourrit les rancœurs d'une armée dont certains chefs, et non des moindres, recommandent aujourd'hui la proclamation de l'état d'exception au Pays basque espagnol et une révision radicale du processus des statuts d'autonomie par une suspension de l'article 8 de la Constitution. Les chefs de l'armée se posent de nouveau en « garants » de l'ordre constitutionnel, et le capitaine général de Valladolid a été filmé pour l'avoir dit en public. Ils sont encouragés dans cette voie par certaines personnalités civiles qui préconisent des pressions militaires sur le gouvernement Gonzalez pour en finir avec la chélie.

L'accentuation du malaise dans l'armée inquiète tous les partis politiques

De notre correspondant

Madrid. — La capitale espagnole devait vivre, ce vendredi 21 octobre, sa première manifestation unitaire depuis le gigantesque rassemblement qui, quatre jours après le putsch militaire manqué du 23 février 1981, avait amené dans les rues de Madrid plus d'un million de personnes.

La mort du capitaine Alberto Martin Barrios, exécuté mardi soir d'une balle dans la tête après deux semaines de captivité aux mains de l'organisation indépendantiste basque ETA politico-militaire (ETA-P.M.) (le Monde du 21 octobre), a, en effet, temporairement effacé les querelles politiques et scellé — le temps d'une manifestation — une véritable « union sacrée » pour la défense de la démocratie.

Tous les partis politiques nationaux représentés au Parlement — des communistes aux conservateurs de l'Alliance populaire (A.P.), — les centrales syndicales, mais aussi le patronat, se sont joints à la convocation de la manifestation, qui pourrait ainsi permettre de voir défiler côte à côte — comme ce fut le cas le 27 février 1981 — l'ancien ministre franquiste Manuel Fraga Iribarne, président de l'A.P., et le secrétaire général des commissions ouvrières (syndicat pro-communiste), M. Marcelino Camacho.

Dans tout le pays sont prévus des rassemblements similaires, organisés sous le thème : « Contre le terro-

risme, contre l'ETA. Pour la démocratie, l'Espagne et sa Constitution. Pour la paix au Pays basque ». Par ailleurs, les syndicats ont appelé à un arrêt de travail d'une minute dans tout le pays à midi.

Le seul accord, vite réparé, s'est produit à Bilbao, où le parti nationaliste basque (parti autonomiste de centre droit exerçant le pouvoir dans la communauté basque) avait refusé le thème choisi par les socialistes (« Tous contre l'ETA et avec l'armée »), estimant qu'il privilégiait par trop l'armée. Les socialistes ont finalement cédé et la manifestation se déroulera samedi avec un thème plus neutre — et plus acceptable pour un parti nationaliste — « Avec le peuple, contre l'ETA ».

(Interim.)

(Lire la suite page 6.)

La nouvelle donne syndicale

Le recul de la C.G.T. et de la C.F.D.T. réduit la marge de manœuvre du gouvernement

Dans l'éditorial de l'Humanité du vendredi 21 octobre, René Andrieu formule tout haut l'une des questions que se posent la majorité et le gouvernement après les élections à la Sécurité sociale : « Peut-on espérer que M. Bergeron, malgré l'appui que lui a apporté généreusement M. Chirac, et bien qu'il ait accepté jusqu'ici de gérer les caisses de concert avec les représentants du patronat contre la C.G.T. et la C.F.D.T., se souviendra qu'il est lui-même socialiste et que de nombreux membres de son syndicat adhèrent à ce parti ? ».

La réponse à cette question sera positive et, en attendant, on évite soigneusement de donner crédit à l'interprétation du scrutin qui situe Force ouvrière dans le camp de l'opposition. « Pas question de mettre F.O. dans le même sac que la C.G.C. », dit-on au cabinet du premier ministre. « Le vote politique a moins joué pour F.O. qu'en faveur de la C.G.C. ».

Dans l'entourage du chef du gouvernement, on se plaît à dire — en dépit d'une réelle crispation entre les deux hommes que M. Pierre Mauroy a — « un bon contact » avec le secrétaire général de F.O. et qu'il en est de même pour le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy. On le souligne comme si l'on voulait conjurer un éventuel mauvais sort. On affirme aussi que M. Bergeron, qui a demandé audience, dès jeudi, au président de la République, a donné l'assurance de ne se livrer à aucune surenchère lors des futures négociations salariales.

Cette prudence expectative résulte d'un constat d'évidence : le syndicat de M. Bergeron décline désormais les principaux atouts majeurs du jeu syndical dans la mesure où il pourra désormais, encore plus facilement

que par le passé, alterner le chaud et le froid, face au pouvoir, suivant les circonstances.

Comment en usera-t-il ? La crainte non formulée, tant à l'Elysée qu'à Matignon, est que Force ouvrière fasse indirectement le jeu des adversaires de la majorité en s'alliant ponctuellement avec les organisations qui, telle la C.G.C., s'opposent ouvertement au gouvernement, ou en jouant du nouveau rapport de forces pour tenter de mettre hors jeu, ici ou là, la C.G.T. ou la C.F.D.T., ce qui provoquerait de fortes tensions.

Cette préoccupation demeure pour l'instant informelle parce que les analystes gouvernementaux manquent encore d'éléments pour tirer tous les enseignements du scrutin.

Ils s'en tiennent, dans l'immédiat, aux résultats du sondage réalisé par l'IFOP — à la sortie des urnes — (le Monde, du 21 octobre) qui confirme notamment la prédominance de l'adhésion de la C.G.T. parmi les ouvriers, les employés et les chômeurs, alors que la C.G.C. prédomine surtout chez les cadres supérieurs, les cadres moyens, les étudiants, et F.O. chez les retraités.

Le pouvoir se borne donc à prendre acte de la poussée globale de Force ouvrière, qui revêt une dimension politique importante, sans en tirer de conclusions définitives. La seule conclusion qu'en tire, à chaud, le parti socialiste, par l'intermédiaire de son secrétaire national aux entreprises, M. Jean-Paul Bachy, est que le score obtenu par la centrale de M. Bergeron « témoigne de l'attachement des Français à la politique contractuelle et à la solution négociée des problèmes que prône le gouvernement ».

En fait, le pouvoir apparaît beaucoup plus préoccupé par l'éclosion de l'adhésion de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Tel était en tout cas, semble-t-il, jeudi matin, le sentiment personnel de M. François Mitterrand avant son départ pour Londres, où il devait participer au sommet franco-britannique. Et cette préoccupation est double.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 33.)

AU JOUR LE JOUR

Boomerang

Lorsque la gauche ne respecte pas ses engagements, c'est le tollé. Normal. Mais quand elle tient ce qu'elle promet, cela ne lui vaut que des déboires.

La décentralisation, les pouvoirs accrus des régions : c'est la droite qui en tire profit. Les élections à la Sécurité sociale : idem.

Ne serait-il pas prudent, dans ces conditions, de faire une bonne fois pour toutes la politique pour laquelle on n'a pas été élu ?

BRUNO FRAPPAT.

DEUX DOSSIERS SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

AUJOURD'HUI, pages 2 et 3 : les données stratégiques et techniques du débat sur les euromissiles.

DEMAIN (numéro daté 23-24 octobre) : l'Europe entre les missiles et le pacifisme.

Un plan de paix pour l'Amérique centrale

Le Nicaragua cesserait d'aider le Salvador si les Etats-Unis renonçaient à soutenir les antisandinistes

De notre correspondant

Washington. — Le Nicaragua a soumis le jeudi 20 octobre aux Etats-Unis une proposition de règlement global des conflits centro-américains. Tendrait essentiellement à un arrêt parallèle de l'aide nicaraguayenne à la guérilla salvadorienne et du soutien américain à la guérilla antisandiniste, cette proposition s'articule autour d'un document sur les possibilités de solution politique au Salvador, et de trois projets de traités de non-agression — entre le Nicaragua et les Etats-Unis, entre le Nicaragua et le Honduras et entre l'ensemble des pays d'Amérique centrale.

Cette proposition a été présentée au cours d'un entretien d'une heure au département d'Etat entre le ministre des affaires étrangères nicaraguayen, M. d'Escoto, et le sous-secrétaire d'Etat pour l'Amérique latine, M. Mooley, qui s'était rendu la semaine dernière à Managua.

Cette démarche est intervenue le jour même où la Chambre des repré-

sentants, à majorité démocrate, a refusé, pour la seconde fois en trois mois, d'accorder à la C.I.A. les 50 millions de dollars que M. Reagan souhaitait lui voir accorder pour appuyer l'action de la guérilla antisandiniste. Acquis par 227 voix (dont celles de 18 républicains) contre 194, ce refus est sans réelle conséquence, car il n'y a aucune probabilité que le Sénat, dominé par les républicains, adopte une attitude semblable.

Politiquement, ce geste des représentants n'a pas moins une importance pour trois raisons. Il traduit d'abord la grande réticence de l'opinion américaine devant le développement de l'engagement militaire au Salvador et autour du Nicaragua. Il constitue, ensuite, une rebuffade pour M. Reagan et son secrétaire d'Etat, M. Shultz, qui, la veille, avaient, l'un défendu la légitimité pour un gouvernement de recourir à l'action clandestine, et l'autre,

adjuré les représentants d'adopter les fonds réclamés pour la C.I.A.

Ce vote reflète enfin, et surtout, le débat qui traverse le pays, et même une partie de l'administration républicaine, sur la politique à suivre en Amérique centrale. Si l'unanimité est quasi totale sur la condamnation du régime de Managua et du soutien qu'il apporte à la guérilla salvadorienne, deux grandes écoles s'affrontent en revanche sur la meilleure manière d'endiguer son influence dans la région.

M. Reagan et la plupart des républicains entendent combiner une pression militaire sur Managua devant conduire les sandinistes à des concessions politiques, une aide économique aux Etats démocratiques de l'isthme, et une aide économique et militaire aux Etats qui ne le sont pas et que Washington entend aider à la fois à résister à l'extrême gauche et à se démocratiser.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

DANS « UN SEUL MONDE »

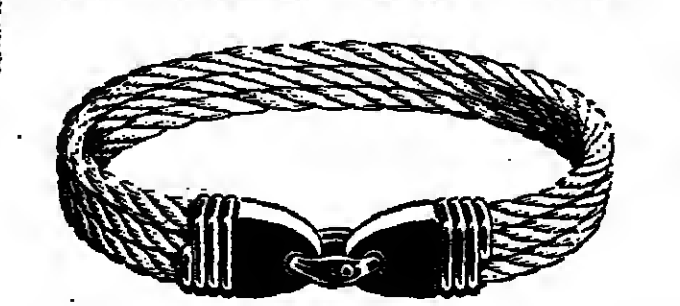
Communication et développement

Le Monde publie aujourd'hui, pages 27 à 30, le dix-septième numéro du supplément « Un seul monde » qu'il réalise en commun avec les organisations de l'ONU et plusieurs journaux de toutes les régions du globe, en vue d'évoquer périodiquement et contradictoirement les principaux aspects des problèmes du développement et d'un nouvel ordre économique international. Ce numéro porte cette fois sur la question d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC).

Soucieux de contribuer à l'élargissement de la communication entre tous ceux qui s'efforcent de promouvoir une solidarité internationale plus concrète, le Monde a décidé d'ouvrir désormais les colonnes de son supplément aux associations françaises qui se consacrent au développement.

Force 10 à l'échelle Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en un bracelet d'or et d'acier.



FRED Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8°. Tél. 260.30.65.
Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Hôtel Meridien, Paris • Aéroport d'Orly.
Hôtel Loews, Monte-Carlo • 21, bd de la Croisette, Cannes.
20, rue du Marché, Genève • New York • Beverly Hills • Houston • Dallas.

Deux décisions du secrétariat d'Etat à la santé

● Condamnation de l'appel aux « mères de remplacement ».

● Les appareils de diagnostic à résonance magnétique nucléaire ne pourront être installés à Marseille.

(Lire page 11) les articles du docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE et de JEAN CONTRUCCI.

DOCUMENTAIRES HONGROIS A BEAUBOURG

Le parfum Balasz

Henri Langlois, le fondateur de la cinématique française, sut, le premier, rendre hommage aux efforts du studio Bela Balasz de Budapest, ainsi nommé en l'honneur du théoricien hongrois de l'art cinématographique. Bela Balasz était aussi un écrivain et un poète, dont l'œuvre inspira à Bela Bartok un ballet et un opéra.

Dire que le studio Bela Balasz fut, après sa création en 1958, et surtout à partir de 1961 où il commença à produire activement des films, le champ d'expérimentation d'où devait surgir le nouveau cinéma hongrois, est bien plus qu'une affirmation de circonstance.

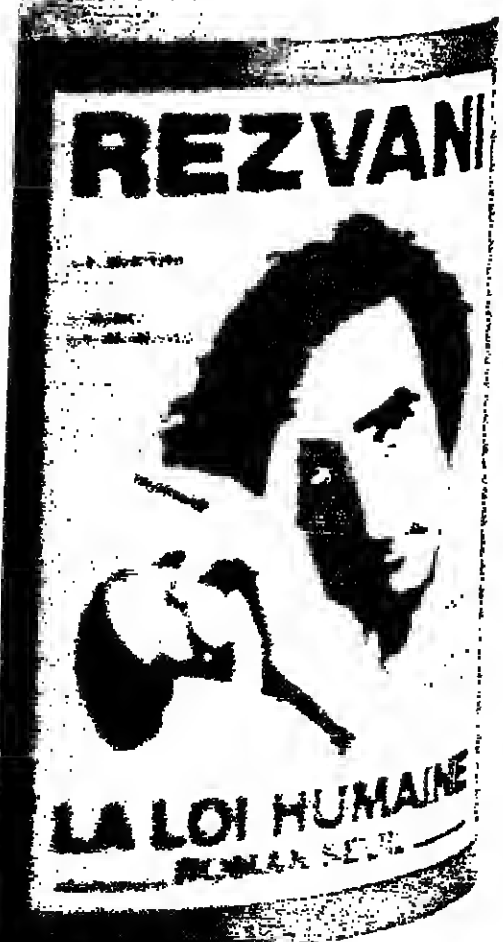
Une brochure publiée à l'occasion de la présentation à Paris d'un choix de films du studio, tant documentaires qu'expérimentaux ou de fiction, nous rappelle la rôle capital joué dans cette naissance, dans cette prise de conscience de l'originalité de la cinématographie magyare, par le réalisateur Felix Marasov.

Le studio Bela Balasz a permis à tous les futurs grands cinéastes d'après 1956 de fourbir leurs premières armes. Mais c'est dans le domaine du documentaire qu'il joua le rôle le plus décisif, légitimant l'hommage séparé rendu par la Bibliothèque publique d'information de Beaubourg à cette branche souvent ignorée du septième art.

Nous verrons donc, ou reverrons. Où finit la vie ? de Judd Elek, considéré comme une date importante dans l'histoire du studio. Le film relate un événement ordinaire : un ouvrier prend sa retraite, un jeune entre pour la première fois à l'usine. C'est en 1975, avec Une histoire simple, coproduit par la télévision et le studio Bela Balasz, que Judd Elek attendra la perfection dans l'art du documentaire.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 22.)



dossier

Les données stratégiques et techniques

QUATRE ans après la fameuse « double décision » de l'OTAN, le calendrier sera respecté et même quelque peu avancé : ce n'est pas en décembre comme on le supposait, mais peut-être dès le mois prochain que les premiers euro-missiles américains arriveront sur leurs nouvelles bases d'Europe occidentale : neuf Pershing-2 seront débarqués dans un port (Bremerhaven, dit-on) de R.F.A., seize missiles de croisière à Greenham Common en

Grande-Bretagne et seize autres à Comiso, en Sicile, si du moins les préparatifs en cours sur ces sites sont terminés d'ici là. Cette date sera aussi un anniversaire : il y a vingt ans, en 1963, la dernière fusée Jupiter était évacuée de Turquie par les États-Unis ; avec d'autres fusées du même type qui avaient été déployées (à cent cinquante exemplaires au total) en Italie et en Grande-Bretagne à partir de 1959, ces engins étaient les premiers « euro-missiles » américains.

Comme ceux d'aujourd'hui, ils répondaient à des exigences soviétiques, alors les SS-4 et SS-5, dont plus de sept cents unités avaient été mises en place entre 1958 et 1964. Mais alors que les Américains détruisaient ces fusées et renoublaient à tout engin de ce type pendant cette période, les Soviétiques tiraient à garder cet arsenal, dans le même temps qu'ils se hissaient au niveau des États-Unis pour les armements intercontinentaux. C'est là tout le problème posé par

le SS-20, nouveau-né de ces armements « à portée intermédiaire », et dont la première conséquence sera ce retour en force des armements nucléaires américains sur le Vieux Continent. Un retour en force qui ne portera pas tant sur la quantité (au contraire, plusieurs milliers d'armes nucléaires tactiques seront retirées au cours des années à venir des arsenaux de l'OTAN) que sur la qualité.

Quatre grandes questions au cœur de la polémique

1. - QU'EST-CE QUE LE SS-20 A CHANGÉ À L'ÉQUATION « EUROSTRATÉGIQUE » ?

Pour les Soviétiques, ce nouveau missile n'est qu'un produit de la « modernisation » légitime et nécessaire des anciens missiles SS-4 et SS-5 des années 50 et ne présente aucune nouvelle menace pour l'Europe. Moscou ajoute aussi que les Américains n'ont pas les moyens de chercher à moderniser leurs premiers fusées Pershing d'Allemagne fédérale, notamment en inscrivant dans le budget du Pentagone de 1975 des crédits pour la future fusée Pershing-2.

Les États-Unis ont pour leur part quelque peu tardé à attirer l'attention sur le SS-20, occupés qu'ils étaient jusqu'en 1979 à négocier avec Moscou l'accord SALT 2, dans le but de ne pas parler que d'armements intercontinentaux : c'est donc M. Schmidt qui, au nom du gouvernement de Bonn, a tiré le premier sonnette d'alarme en 1977. Aujourd'hui, les experts occidentaux font généralement les observations suivantes à propos du SS-20 :

a) Sur le plan de l'antériorité historique, le Pershing-2 envisagé en 1975 était de même portée que le Pershing-1 (750 km) et ne pouvait donc atteindre l'U.R.S.S. Les perfectionnements prévus alors ne portaient que sur la précision et la rapidité de mise à feu. Ce qu'est un

1982 que le Pershing-2 « allongé » a été testé pour la première fois, soit trois ans et demi après la décision de l'OTAN et sept ans après le SS-20.

b) Cet engin a entraîné une extension de la portée des euro-missiles soviétiques. Parmi ses devanciers, seul le SS-5 était de portée comparable (4100 km), mais 100 exemplaires seulement ont été déployés au total, porteurs d'une seule tête, alors que l'on compte aujourd'hui 351 SS-20 porteurs de trois ogives chacun. Le SS-4, qui, lui, composait l'essentiel de l'arsenal antérieur (plus de 700 exemplaires déployés au milieu des années 60) ne portait qu'à 1 900 km.

c) Le SS-20 est mobile, beaucoup plus précis que ses devanciers et plus facile à mettre en œuvre, grâce à son combustible solide. Autant de caractéristiques qui le rendent beaucoup plus opérationnel que ses devanciers et permettent à Moscou de mener un autre type de guerre : celle qui viserait les objectifs militaires de l'OTAN et non plus ses villes comme autrefois.

d) Parallèlement, l'accession de l'U.R.S.S. à la parité avec les États-Unis dans le domaine des armements intercontinentaux a rendu le SS-20 plus crédible. Dans la mesure où il ne vise pas les États-Unis, il pourrait être l'instrument d'une guerre limitée à l'Europe. Ses devanciers étaient moins crédibles dans la mesure où leur emploi aurait entraîné une riposte à coup sûr de l'arsenal central américain, très supérieur alors à celui de l'U.R.S.S.

2. - QUEL CHANGEMENT APPORTERONT LES PERSHING-2 ET LES MISSILES DE CROISIÈRE ?

Pour les Soviétiques, ces armes rompent l'équilibre des forces et sont déstabilisantes pour les raisons suivantes :

a) Elles visent l'U.R.S.S., alors que les SS-20 ne menacent pas les États-Unis et permettent donc à Washington de mener une guerre limitée en Europe sans exposer son territoire. On vient de voir que les Occidentaux formulèrent précisément le même reproche à l'encontre du SS-20.

b) Elles peuvent s'en prendre aux armements stratégiques soviétiques (silos à missiles par exemple) et « décapiter » le dispositif militaire de l'U.R.S.S. sans être pour autant comptabilisées dans les accords SALT, dont elles violent par conséquent la lettre et l'esprit.

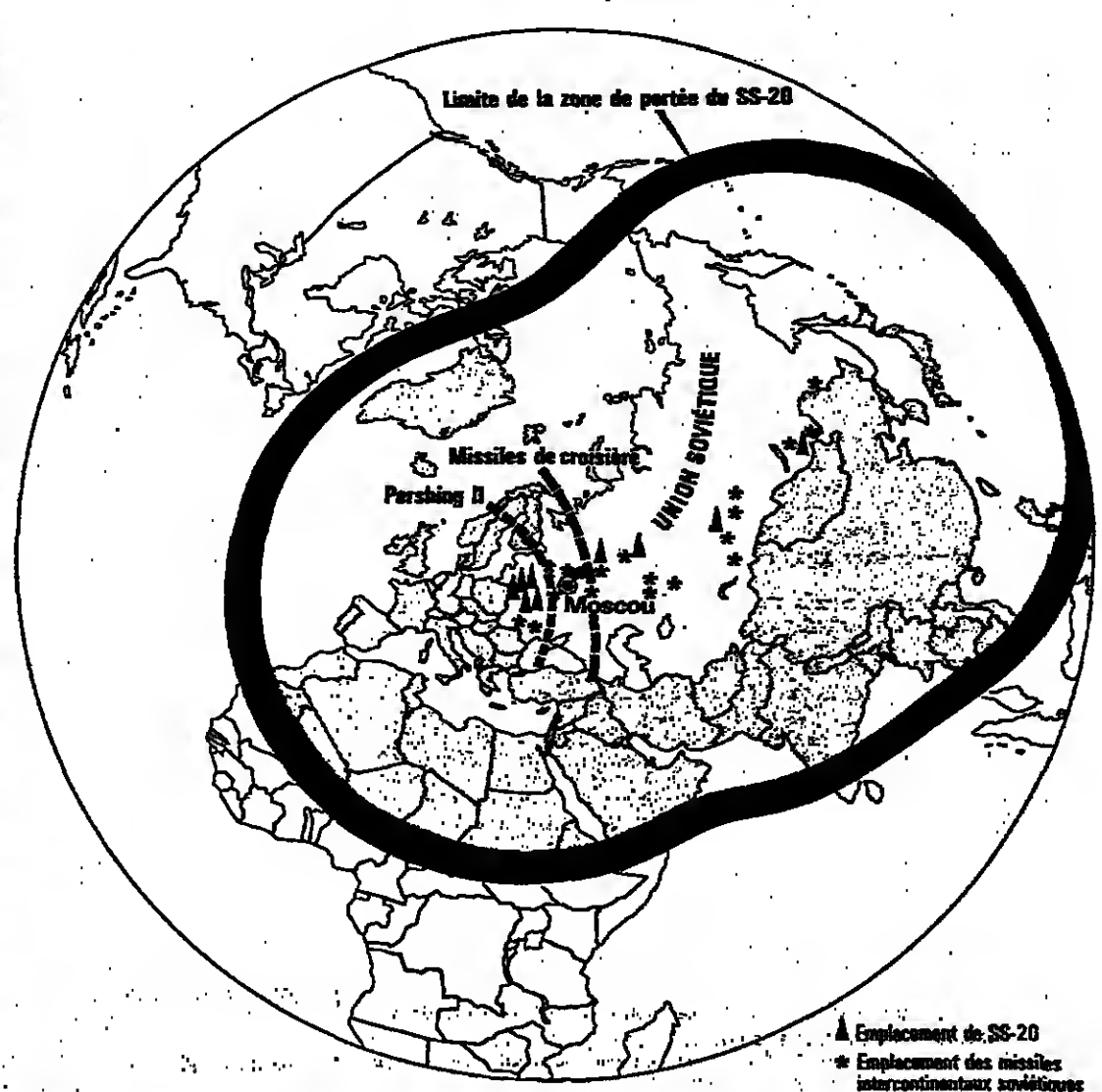
c) Du fait des huit minutes de vol attribuées par Moscou aux Pershing, la réaction soviétique à leur emploi éventuel ne pourra être qu'« automatique », ce qui accroît le risque de déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire.

Les Occidentaux contestent ces arguments et en avancent d'autres :

a) Les Pershing ne seront que 108 et leur portée est trop réduite pour atteindre plus qu'une fraction peu importante des quelque 1 400 lanceurs soviétiques de missiles stratégiques. Ils ne pourront pas non plus atteindre l'ensemble des SS-20. Les missiles de croisière sont plus nombreux (464) et leur portée est plus grande, mais leur temps de vol (jusqu'à quatre heures) n'en fait pas une arme de première frappe contre les systèmes nucléaires de l'U.R.S.S.

b) Le temps de vol des SS-20 est supérieur à celui des Pershing, mais il reste des plus réduits. Et celui des missiles à courte portée (SS-21 à l'Est, Lance à l'Ouest) est d'ores et déjà inférieur à celui des Pershing.

c) Les euro-missiles américains auront surtout pour mission d'attaquer en profondeur le dispositif militaire soviétique, essentiellement classique, en réponse à une agression. Ils doivent par là, selon l'OTAN, renforcer la dissuasion en Europe et la « recouper » avec l'ar-



Emplacement de SS-20
Emplacement des missiles intercontinentaux soviétiques

senal central américain, puisque Moscou a déjà annoncé que ses forces frapperont en retour le territoire américain. L'on ajoute dans les mêmes milieux que le stationnement à terre, et non pas dans les océans à bord de sous-marins, est nécessaire pour rendre cette dissuasion plus « visible » et sa menace d'emploi plus crédible.

3. - FAUT-IL OU NON TENIR COMPTE DES FORCES FRANÇAISES ET BRITANNIQUES ?

Pour les Soviétiques, les forces françaises et britanniques « existent », elles visent clairement l'U.R.S.S., et bien que n'étant pas soumises, dans le cas français, au commandement de l'OTAN, elles appartiennent à des alliés des États-Unis. Comme elles n'ont pas été prises en compte dans les accords SALT, elles doivent être dans la négociation F.N.I. M. Andropov est allé plus loin en proposant, en décembre 1982, d'aligner son arsenal de SS-20 brutalement sur l'Europe sur l'effectif des missiles français et britanniques. En principe, l'U.R.S.S. ne demande pas à Paris et à Londres de participer aux négociations, ni de réduire leurs forces ou de prendre des engagements quant à leur volume. Mais c'est bien dans cette direction que vont ses propositions : Moscou a déjà demandé cet été aux cinq puissances nucléaires de geler leurs arsenaux à leur niveau actuel, ce qui aurait pour effet d'empêcher

la modernisation en projet des forces françaises et britanniques.

A cela, Paris, appuyé par Londres, Washington et les autres alliés, oppose les arguments suivants :

a) La force française est « stratégique », en ce sens qu'elle constitue l'essentiel de la défense française. Le SS-20, lui, ne représente qu'une petite partie de l'arsenal soviétique, lequel menace la France par l'ensemble des systèmes d'armes.

b) La force française n'a pas vocation à défendre autre chose que le territoire français, alors que le SS-20 et les autres armements soviétiques menacent toute l'Europe. Rester la thèse de Moscou signifierait que les pays non sanctionnés d'Europe occidentale resteraient sans protection spécifique.

c) L'exception des 18 engins du plateau d'Albion - les seuls qui, étant basés à terre, peuvent se comparer au SS-20 - les missiles français sont sous-marins, tout comme ceux de la Grande-Bretagne. Il est donc plus normal de les comparer aux missiles sous-marins de l'U.R.S.S., qui en possède 950.

4. - QUELLE SERA LA RÉPONSE SOVIÉTIQUE ?

Moscou considère, depuis 1979, qu'un « équilibre approximatif » existe en Europe - cette assertion a été répétée jusqu'à aujourd'hui malgré le déploiement de nouveaux SS-20 - et annonce depuis cette date que des mesures de riposte seront prises pour rétablir cet équilibre après l'installation des missiles

américains. Ces mesures comprennent trois volets :

a) Fin du « moratoire » décrété par Brejnev, en mars 1982, sur le déploiement de missiles à moyenne portée dans la partie européenne de l'U.R.S.S. (en fait les Occidentaux nient que ce déploiement ait été arrêté) ; autrement dit installation « officielle » de nouveaux SS-20 au-delà des 351 unités actuelles.

b) Nouveaux déploiements chez les alliés du pacte de Varsovie ; il pourrait s'agir de fusées à courte portée SS-21, 22 et 23, mais les instances officielles du pacte n'ont pas encore annoncé un accord à ce sujet.

c) Mesures plaçant les États-Unis « dans une situation analogue » à celle que les Pershing créent pour l'U.R.S.S. Là encore aucune précision n'a été donnée, mais des porte-parole de Moscou ont fait savoir qu'un déploiement de missiles soviétiques à Cuba est exclu.

Sur le plan diplomatique enfin, des porte-parole soviétiques ont clairement laissé entendre que l'installation des premiers missiles américains entraînera de la part de l'U.R.S.S. une rupture des négociations F.N.I. de Genève. En revanche, les conversations START et M.B.F.R. (sur les armements classiques en Europe) seraient poursuivies.

Bibliographie

- La *Batelle des euro-missiles*, de notre collaborateur Michel Tam, a été publiée en septembre dans les cahiers de la Fondation pour les études de défense nationale (n° 29) (bât des Invalides, 75007) et sortira en novembre aux éditions du Seuil.

- Le *Dossier des euro-missiles* a été publié à Bruxelles en septembre 1981 par le Groupe belge de recherches et d'information sur la paix, 1411, chaussée Saint-Pierre, 1040 Bruxelles.

- Le numéro d'octobre 1983 de *Séance et Vie* contient un long article sur « Pourquoi les Pershing font peur ».

- Enfin, au point de vue proche de celui du parti communiste français sur ce sujet est précisé dans un article de *Recherches Internationales*, cahier de l'Institut de recherches marxistes, n° 9, 1983, 64, boulevard Blanqui, 75013.

Dossier réalisé par MICHEL TATU et JACQUES ENARD

Quelques dates

1977
Début de l'installation des SS-20 en U.R.S.S.
OCTOBRE : le chancelier Schmidt attire l'attention sur cette nouvelle menace.

1979
JANVIER : M. Carter, Giscard d'Estaing, le chancelier Schmidt et le Premier ministre britannique, M. Callaghan, réunis à la Gendolphe, prennent la décision de principe d'installer des missiles américains en Europe.
12 DÉCEMBRE : l'OTAN adopte à Bruxelles sa « double décision ». A Moscou, l'agence Tass annonce que celle-ci a « été la base de négociations ».

1980
JULIET : à la suite d'une visite de M. Schmidt à Moscou, l'U.R.S.S. accepte d'ouvrir une négociation sur les armements à moyenne portée, sans exiger la « suspension » de la décision de l'OTAN, comme elle le faisait jusqu'alors, et sans attendre son plus la ratification du traité SALT 2.
OCTOBRE : des discussions préliminaires s'ouvrent à Genève entre Soviétiques et Américains ; elles seront suspendues un mois plus tard, sans résultat.

1981
FÉVRIER : Brejnev propose devant le congrès du P.C. soviétique un gel des armements à moyenne portée en Europe pendant la durée des négociations, à condition que l'OTAN « suspende » l'application de sa décision. Cette proposition est rejetée par l'OTAN le 5 mai.
JULIET : à Paris, le nouveau gouvernement de gauche approuve la décision de l'OTAN.
2 NOVEMBRE : M. Reagan lance son « option zéro ».
23 NOVEMBRE : Brejnev en visite à Bonn se déclare prêt à réduire unilatéralement les armements soviétiques à moyenne portée si l'Occident accepte le gel qu'il a proposé en février.
OCTOBRE-NOVEMBRE : premières importantes manifestations pacifistes en Europe.
30 NOVEMBRE : ouverture à Genève des négociations sur les armements intermédiaires en Europe (F.N.I.).

1982
FÉVRIER : le Kremlin propose de réduire le nombre des vecteurs de ce type (qui s'élève à un million d'unités de chaque côté) à 600 en 1985 et 300 en 1990. Il réaffirme que les armements français et britanniques « doivent être considérés comme se situant en dehors de l'équilibre du côté de l'OTAN ».

MARS : Brejnev annonce un « gel unilatéral » du déploiement des SS-20 dans la partie européenne de l'U.R.S.S.

JUIN : M. Gromyko annonce l'engagement de l'U.R.S.S. de ne pas utiliser la première arme nucléaire.
DÉCEMBRE : M. Andropov, nouveau secrétaire général du P.C. soviétique, se déclare prêt à « se consacrer en Europe que le même nombre de missiles que l'Angleterre et la France, pas un de plus ».

1983
JANVIER : M. Mitterrand plaide devant le Bundestag à Bonn pour le maintien de l'équilibre des forces en Europe, et contre le « découplage » entre l'Amérique et le Vieux Continent.

MARS : victoire de M. Kohl aux élections en R.F.A. Le 30, M. Reagan propose un « accord intermédiaire », c'est-à-dire un déploiement limité de missiles de l'OTAN, à condition que l'U.R.S.S. réduise en proportion ses armements. Cette proposition est rejetée par Moscou.

MAI : M. Andropov se dit prêt à négocier sur le nombre des ogives et non plus sur le nombre des lanceurs.

Tousjours en mai, les sept grandes démocraties industrielles réunies au sommet à Williamsburg affirment - y compris la France et le Japon - leur soutien à la position de l'OTAN. A Paris, M. Marchais en tire argument pour demander la prise en compte des forces françaises et britanniques.

AOÛT : M. Andropov précise que les missiles soviétiques qui feraient l'objet d'un accord de réduction en Europe seront « équilibrés » et non pas transférés vers l'Asie.

SEPTEMBRE : M. Reagan se dit prêt à « se montrer plus souple » dans la négociation, notamment en acceptant d'y englober les avions porteurs d'armes nucléaires.

OCTOBRE : nouvelles manifestations pacifistes en R.F.A.

Domaines du Château de Beaune (Côte-d'Or) "92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus"



BOUCHARD PÈRE & FILS

Bouchard Père et Fils - au Château 21200 Beaune - Tél. : (80) 22.14.41 - Tél. : Bouchard 350830 F

Documentation sur demande à ÉQUIPHOTEL - Porte de Versailles Palais Sud, stand 375, niveau 2, allée K

de la 15.5.80

du débat sur les euromissiles

Comme leurs devanciers des années 50, les Pershing et missiles de croisière pourront atteindre le territoire soviétique à partir de l'Europe ; plus encore qu'eux, ils seront sous contrôle américain exclusif : bien que cela ait été envisagé par certains en 1979, le système de double chef n'a pas été demandé par les Européens, qui s'en remettent, plus que jamais, aux décisions de Washington pour leur emploi.

Si une telle situation « recoupe » indéniablement l'arsenal américain au « théâtre » européen, ainsi que le souhaitent les inspirateurs de la décision, elle a aussi pour effet d'accroître les frustrations et sentiments anti-américains dans les opinions concurrencées, ce qui explique le malaise actuel en R.F.A. et ailleurs.

Quant aux négociations de Genève, qu'avaient également voulues les « pères fondateurs », elles

sont plus que jamais dans l'impasse et risquent même d'être suspendues par les Soviétiques après le premier déploiement américain. Est-ce à dire qu'elles ont été inutiles ?

En deux ans, la connaissance des problèmes a beaucoup progressé grâce à elles, y compris chez les Soviétiques, qui sont allés jusqu'à une révision radicale de leur argumentation. Ces SS-20, qu'ils présentaient auparavant comme une réponse aux seuls « systèmes avancés » américains (un en-

semble de bases et de forces aériennes dont la « prise en compte » a toujours soulevé d'énormes problèmes, face à des forces équivalentes du côté soviétique), sont maintenant mis en balance avec les seuls missiles français et britanniques.

Un retournement qui n'a pas en l'effet escompté sur les négociations, mais qui place la France au cœur d'une controverse dans laquelle elle n'avait aucune place au départ.

Repères de A à Z

• ARMEMENTS A PORTÉE INTERMÉDIAIRE (OU MOYENNE).

Seuls à faire l'objet du grand débat en cours, ces armements sont tous ceux dont la portée dépasse 1 000 kilomètres : en gros, la distance nécessaire pour frapper le territoire soviétique à partir de l'Europe occidentale. Mais leur décompte est un élément essentiel de la contestation.

Le seul point d'accord entre l'Est et l'Ouest est que les États-Unis ne disposent pas de missiles à moyenne portée basés à terre, ni en Europe ni ailleurs, mais que les Soviétiques en ont : 514 visant l'Europe, selon leurs propres estimations, dont 243 SS-20 - auxquels s'ajoutent 108 engins du même type visant l'Asie.

En ce qui concerne les avions, les estimations soviétiques et occidentales du potentiel américain en Europe ne diffèrent pas excessivement (560 selon Washington, 723 selon Moscou), mais l'OTAN crédite l'U.R.S.S. de plus de 3 000 avions, alors que Moscou n'en reconnaît que 461.

Enfin, les Soviétiques insistent pour prendre en compte les forces françaises et britanniques, qu'ils chiffrent à 263 vecteurs, dont 162 missiles. Ils concluent ainsi à une « époussolée » entre les potentiels des deux camps (975 contre 986 vecteurs). Les Occidentaux, eux, refusent de parler des forces tierces et estiment, au total, l'inégalité entre les potentiels soviétique et américain à 560 vecteurs contre 3 825.

• ARMEMENTS STRATÉGIQUES.

États-Unis et U.R.S.S. désignent par là les armements qui peuvent atteindre leur territoire à partir du territoire de l'autre ou à partir de sous-marins en plongée dans les océans. En pratique, il s'agit des missiles ou des avions dont le rayon d'action est supérieur à 5 000 kilomètres. Ces armements font l'objet des négociations spéciales dites SALT ou START (voir ci-après).

• ARMEMENTS TACTIQUES.

Seuls systèmes qui ne font l'objet pour le moment d'aucune négociation, les armements tactiques sont ceux dont la portée est inférieure à 1 000 kilomètres. On en compte 6 000 actuellement en Europe occidentale, installés pour la plupart à la fin des années 50. D'une utilité très contestée, elles ont déjà fait l'objet d'une réduction de 1 000 unités en 1980, et leur nombre devrait encore diminuer de quelques milliers dans les années à venir (on parle de 1 600 unités), soit dans une proportion plus forte que l'apport nouveau des 572 ogives des euromissiles. A l'Est, Moscou vient de reconnaître que des armes nucléaires tactiques, d'une portée inférieure à 100 km, sont utilisées partout où stationnent des divisions de l'armée rouge. Leur nombre, inconnu jusqu'à présent, augmentera avec les mesures de représailles annoncées en réponse au déploiement des Pershing ; la portée de ces armes sera également accrue par l'arrivée de fusées SS-22 et 23 (900 et 500 km de portée respectivement) aux SS-21 (120 km) déjà déployés en R.D.A.

• DOUBLE DÉCISION.

Ce nom donné à la décision de l'OTAN du 12 décembre 1979 provient des deux démarches parallèles qu'elle préconise :

— une démarche militaire, consistant en l'installation, à partir de la fin de 1983, de 572 engins américains dans cinq pays d'Europe occidentale (voir l'encadré) ;

— une démarche diplomatique, consistant à ouvrir « aussitôt que possible » une négociation soviéto-américaine sur ce type d'armements afin de parvenir à l'établissement de limitations agréées d'un commun accord « sur la base de l'égalité entre les parties ».

L'OTAN se proposait alors comme « objectif immédiat » la recherche d'un accord sur les missiles basés à terre, réservant pour plus tard le problème des avions. Mais seuls les « systèmes américains et soviétiques » étaient visés, ce qui excluait les forces françaises et britanniques.

• DROIT DE CONTRÔLE (DES ALLIÉS EUROPÉENS SUR LES EUROMISSILES).

Lors de l'adoption de la décision de l'OTAN en 1979, certains pays de l'alliance, notamment la R.F.A. et l'Italie, avaient envisagé de réclamer un système de « double chef » garantissant que les futurs missiles américains ne pourraient pas être mis à feu sans l'accord du pays hôte. Finalement, cette demande n'a pas été formulée officiellement, les

États-Unis ayant fait savoir que, dans ce cas, le coût des armes devrait être partagé à égalité entre les deux gouvernements concernés.

Le contrôle des euromissiles restera donc soumis au système mis en place dans les années 60 pour l'emploi des armes tactiques de l'OTAN : le pays hôte sera consulté par Washington avant l'emploi, « si le temps et les circonstances le permettent ». Londres se prévaut d'un statut spécial. M^{re} Thatcher ayant précisé que l'emploi des missiles de croisière basés en Grande-Bretagne exigera une « décision conjointe et pas seulement une consultation ».

• NÉGOCIATIONS F.N.I.

Portant sur les « forces nucléaires intermédiaires », ces négociations conditionnent l'installation ou non des missiles de l'OTAN à la fin de cette année. A l'origine, l'OTAN avait prévu que cette discussion aurait lieu « dans le cadre de SALT 3 », c'est-à-dire des négociations que les États-Unis et l'U.R.S.S. devaient ouvrir sur leurs armements stratégiques après l'entrée en vigueur de l'accord SALT 2 signé en 1979. Mais ce traité ne fut jamais ratifié par les États-Unis. M. Reagan ne se hâtant pas de reprendre le dialogue avec Moscou sur ce thème, on décida, à la demande des Européens, d'ouvrir le canal spécial F.N.I. en novembre 1981 à Genève.

• NÉGOCIATIONS SALT-START.

Ouvertes dès 1969 sous le nom de SALT (Strategic Arms Limitation Talks), ces conversations soviéto-américaines sur les armements stratégiques ont repris en juin 1982 à Genève sous le nom de START (Strategic Arms Reduction Talks). Jusqu'à aujourd'hui, les deux grandes puissances affirment qu'une fusion des deux négociations SALT et F.N.I. n'est pas à l'étude (pour les États-Unis) ou est « sans objet » (pour l'U.R.S.S.).

• PROMENADE DANS LES BOIS.

Cette formule désigne un projet de campement discuté entre M^{re} Mitterrand et M^{re} Kvitinski, chefs des délégations américaine et soviétique aux conversations F.N.I. au cours d'une promenade informelle aux environs de Genève le 16 juillet 1982.

Ce projet prévoyait une réduction du parc de SS-20 soviétiques à 75 lanceurs (soit 225 ogives) dirigés contre l'Europe et un plafonnement en Asie à 90 engins ; la renonciation

par les États-Unis aux Pershing-2 et le déploiement de 300 missiles de croisière au lieu des 464 prévus ; une limitation du parc de bombardiers à moyen rayon d'action à 150 appareils de chaque côté.

Ce projet, qui n'était, selon M. Nitze, qu'un « ensemble exploratoire », souleva des objections aux États-Unis, notamment parce qu'il excluait l'installation de Pershing-2 : néanmoins, M. Nitze fut autorisé à poursuivre la discussion à son sujet. En revanche, M. Kvitinski se refusa dès septembre 1982 à reprendre la discussion, surtout parce que cette formule ne prenait pas en compte les armements français et britanniques.

• ZERO (OPTION).

C'est le nom que M. Reagan a donné à sa proposition de novembre 1981, mais les deux parties se disputent la paternité du principe.

Les Soviétiques estiment qu'ils ont proposé la vraie « option zéro » en demandant il y a plusieurs années déjà la liquidation de toutes les

armes nucléaires en Europe, euro-stratégiques comme tactiques, à portée intermédiaire ou courte.

Pour le président américain, l'option zéro vise les seuls missiles intermédiaires basés à terre et les arsenaux américain et soviétique exclusivement. En pratique, elle signifie qu'il n'y aura aucun déploiement à l'Ouest si l'U.R.S.S. démantèle ses armements de même type (SS-20, 4 et 5), et cela en Europe comme en Asie.

Par la suite, Washington a admis l'idée d'une option « zéro plus », c'est-à-dire quelques euromissiles de l'OTAN à l'Ouest, un nombre égal de SS-20 à l'Est. Plus récemment encore, M. Reagan a admis que les SS-20 « asiatiques » de l'U.R.S.S. pourraient n'être pas compensés pour le moment par les États-Unis. Moscou rejette catégoriquement toutes ces variantes de l'option zéro et insiste pour que les missiles français et britanniques soient inclus dans l'équation.

Le déploiement des SS-20...

La mise en place des missiles soviétiques SS-20 s'est poursuivie depuis 1977 au rythme d'une cinquantaine par an en moyenne, ce qui a correspondu à l'adjonction d'une ogive nucléaire tous les deux jours environ. Voici, selon les estimations occidentales, le parc de lanceurs de SS-20 observé à différentes dates :

	Total des lanceurs	Visant l'Europe	Visant l'Asie
Octobre 1977	18		
Décembre 1977	135	90	45
Février 1981	225	153	72
Mars 1982	297	207	90
Décembre 1982	333	234	99
Octobre 1983	351	243	108

...et celui des missiles de l'OTAN

Le calendrier établi par l'OTAN en 1979 prévoit les échéances et déploiements suivants :

Pays d'accueil	Nombre	Début du déploiement	Fin du déploiement
Pershing-2			
R.F.A.	106	déc. 1983	début 1985
Missiles de croisière			
Grande-Bretagne	169	déc. 1983	1988
Italie	112	déc. 1983	1984
R.F.A.	96	début 1986	fin 1987
Belgique	48	1985	1986
Pays-Bas	48	1987	1988
Total	572		

... Et si on essayait autre chose ?

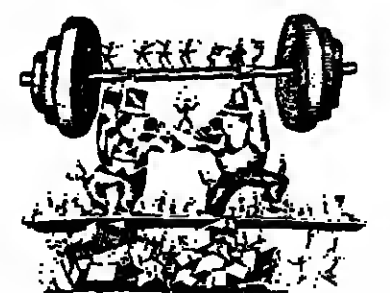
Ceux-ci disent : Ce serait formidable, mais c'est utopique.

Ceux-là : C'est sans doute la bonne direction, mais on ne peut pas le dire.

D'autres : C'est peut-être la voie juste, mais ce n'est pas notre intérêt.

Et vous : que ne satisfont ni un discours archaïque de gauche, ni un discours réactionnaire de droite

Jean-François Kahn
ET SI ON ESSAYAIT AUTRE CHOSE ?



Estimez-vous une autre voie possible ?

SEUIL

Le SS-20 : semi-mobile à trois charges

Le SS-20 soviétique est un missile armé de trois têtes explosives à trajectoire indépendante l'une de l'autre, d'une puissance de 150 à 300 kilotonnes chacune, selon l'usage fait de cet engin par l'état-major. On lui attribue généralement une portée de 4 000 à 5 000 kilomètres et une durée de vol de quinze minutes vers sa cible en Europe. La précision supposée du SS-20 serait d'environ 300 mètres.

On compte actuellement 351 lanceurs mobiles - il s'agit de véhicules transporteurs-érecteurs-lanceurs - de missiles SS-20, restant entendu que chaque lanceur est rechargeable, c'est-à-dire qu'il peut tirer un second missile. Mais le système est dit semi-mobile, la combustible solide qui propulse le SS-20 permettant le déplacement du missile et sa mise à feu rapide : le site de lancement, en revanche, est fixe et, pour être opérationnel, il doit être préparé à l'avance.

Il y aurait ainsi une quarantaine de sites préférentiellement équipés pour recevoir les batteries de tir, tant dans les régions occidentales de l'U.R.S.S. que devant la frontière avec la Chine. Les principaux sites sont à Dyatkov, Youtia, Lida, Kivertov, Gorsk, Slonim, Loutsk, Lebedin, Kirovets, Verkhnyaya-Salda et Novosibirsk. Ces sites sont apparus à partir de 1977, mais on a observé une accélération du programme à la mi-1980. Les multiples propositions soviétiques de moratoire (février 1981, mars et décembre 1982) n'ont pas, pour autant, ralenti ce programme.

Même lorsqu'ils sont déployés à l'est de l'Oural, les SS-20, du fait de leur portée, peuvent atteindre de larges portions du territoire européen de l'OTAN. De surcroît, les missiles sont aérotransportables et ils pourraient être facilement transférés vers l'Ouest.

Avec les 300 ogives (ou têtes explosives) des missiles SS-4 et SS-5 en service depuis la fin des années 50 et le début des années 60, on arrive au total de 1 200 à 1 300 ogives des forces « de théâtre » soviétiques depuis leur modernisation par les missiles SS-20.

Le Pershing-2 : précis à 30 mètres près

Le Pershing-2 est un missile monté sur un véhicule de tir, constitué d'un tracteur et d'une semi-remorque portant la rampe de lancement. Long de 10,50 mètres environ, avec un diamètre de 1 mètre, le Pershing a une masse totale de 4,6 tonnes.

Ce lanceur mobile est propulsé par un moteur-fusée à deux étages qui utilise un combustible solide de façon que la mise à feu soit rapide. On considère généralement que sa vitesse est huit fois supérieure à celle du son, ce qui, compte tenu de sa portée opérationnelle (d'un maximum de 1 800 kilomètres), lui permettrait d'être sur sa cible dans la dizaine de minutes qui suivrait l'ordre de lancement.

La charge nucléaire à bord du Pershing, qui n'en transporte qu'une seule, a une puissance de destruction variable : entre 10 et 20 kilotonnes (soit l'énergie contenue dans la bombe d'Hiroshima en 1945), 150 kilotonnes et jusqu'à 600 kilotonnes, selon la nature de l'objectif qui lui serait assigné. La charge peut être programmée pour exploser en pénétrant dans le sol, en surface ou en altitude. Elle peut être à fission ou à fusion nucléaire, voire à radiations neutroniques.

Grâce à ses équipements de commande et de guidage (calculateur de bord, centrale inertielle, gyrocompas magnétique, radar, etc.), le Pershing se dirige sur sa cible en corrigeant lui-même sa navigation par rapport à une image synthétique de son objectif, reconstituée à partir de données fournies par les satellites d'observation ou par d'autres moyens de renseignements et stockée dans sa propre mémoire.

La précision du tir serait de 30 à 50 mètres en fin de parcours. Il est prévu d'installer les cent huit missiles Pershing-2 en République fédérale d'Allemagne, en remplacement des Pershing-1 déployés depuis 1962. Leur mission serait de menacer les centres soviétiques de commandement et de communications qui relèvent du théâtre est-européen du dispositif de batailles.

Le missile de croisière : un avion sans pilote

Le missile de croisière G.L.C.M. (Ground Launched Cruise Missile) est un dérivé du missile Tomahawk tiré par un navire de guerre. Cette version sol-sol, baptisée B.G.M.-109 G par ses constructeurs, est lancée depuis un véhicule transporteur-érecteur-lanceur. On peut le comparer à un petit avion sans pilote, à ailes en flèche de 3,6 mètres d'envergure et de 6,33 mètres de longueur, pesant environ 1,5 tonne et propulsé par un turboréacteur qui lui imprime une vitesse de 700 kilomètres-heure.

Toutefois, à la différence des avions sans pilote, du genre V-1 de la dernière guerre mondiale, la G.L.C.M. porte une charge nucléaire (de l'ordre de 200 kilotonnes) à environ 2 500 kilomètres de distance et en volant à des altitudes comprises entre 80 et 100 mètres du sol. Ce qui en fait un engin subsonique difficilement repérable par les écrans radars adverses.

Le G.L.C.M. dispose d'un système de navigation (le Terrain Contour Matching System ou TerCom, pour la phase initiale du vol et le Digital Scene Matching Area Correlator, ou D.S.M.A.C., pour la phase terminale) qui permet au missile de comparer sa trajectoire avec des cartes informatiques, stockées en mémoire, où figurent les reliefs avec une précision de l'ordre du mètre. L'engin épouse ainsi les ondulations du terrain et il suit automatiquement la trajectoire prévue au départ.

Compte tenu de sa vitesse, le G.L.C.M. reste assez vulnérable, et sa durée de vol, entre trois et quatre heures, n'a fait pas un engin de riposte immédiate. De surcroît, la fabrication des cartes numériques préenregistrées, à partir de données stéréoscopiques recueillies par l'espionnage, se heurte à de nombreuses difficultés techniques.

Il est prévu d'installer quatre cent soixante-quatre missiles de croisière en Europe. Près de vingt mille civils et militaires américains leur seront affectés.

Six bases sont d'ores et déjà retenues : Greenham-Common et Molesworth, en Grande-Bretagne ; Comiso, en Italie ; Florennes, en Belgique ; Woensdrecht, aux Pays-Bas, et une ancienne base de déploiement des missiles nucléaires américains Nike-Hercules en Allemagne fédérale.

DIPLOMATIE

LE SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE DE LONDRES

M. Mitterrand et M^{me} Thatcher ont constaté leur totale identité de vues sur la « double décision » de l'OTAN

Le huitième sommet franco-britannique s'est achevé, ce vendredi 21 octobre, en fin de matinée, par une conférence de presse commune de M^{me} Thatcher et de M. Mitterrand. Le président de la République devait ensuite recevoir M. Neil Kinnock, leader de l'opposition travailliste.

Londres. - Routine... Bien que les sommets franco-britanniques soient deux fois moins fréquents que les réunions similaires entre dirigeants français et allemands, ni britanniques et allemands, c'est le mot qui devrait qualifier les rencontres entre le président de la République française et le premier ministre anglais. Des rencontres sans enjeu dramatique ni ordre du jour précis, sans décision spectaculaire, mais qui permettent de procéder à un tour d'horizon des questions intéressant les deux pays, et de donner, ici ou là, l'impulsion politique nécessaire au développement de la coopération bilatérale.

Le paradoxe de cette entente soignée, si on la situe, entre un président socialiste et un premier ministre conservateur a été souvent souligné. Si l'insécurité de la politique économique française vers une rigueur accrue le rend moins manifeste, il n'en demeure pas moins. Son explication tient sans doute dans la profonde similitude de l'analyse que font M^{me} Thatcher et M. Mitterrand des relations Est-Ouest, de la politique soviétique et de la sécurité de l'Europe.

C'est par ce sujet, qui pose le moins de problèmes entre les deux pays, que le chef de l'Etat français et le premier ministre britannique ont commencé, jeudi, leurs entretiens. Ils ont laissé pour ce vendredi le thème beaucoup plus épineux de la Communauté européenne. Seules puissances nucléaires d'Europe occidentale, la France et la Grande-Bretagne - bien que n'ayant pas le même statut au sein de l'alliance atlantique - sont « dans un même sillon », selon l'expression de M. Hernu, ministre de la défense. M^{me} Thatcher et M. Mitterrand ont réaffirmé des positions très fermes sur la nécessité du déploiement des Pershing et des missiles de croisière

Le matin, M. Mitterrand et M^{me} Thatcher avaient eu un nouvel entretien en tête à tête, qui a porté sur la réforme de la Communauté, dans la perspective du conseil européen d'Athènes, qui doit avoir lieu du 4 au 6 décembre. Une séance plénière des deux délégations a passé en revue la coopération bilatérale, qui

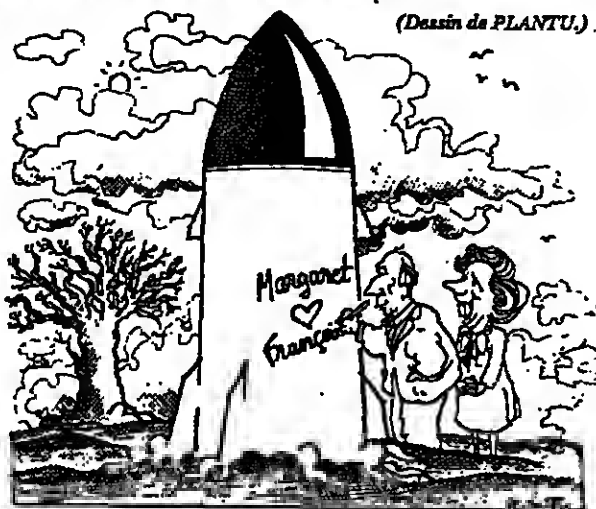
De notre envoyé spécial

américains d'ici à la fin de l'année en cas d'échec des négociations de Genève. Ils ont répété qu'il n'était pas question d'inclure les forces de dissuasion française et britannique dans ces négociations. Le président de la République a posé des conditions très strictes à la participation de la France à des pourparlers sur la réduction des armements nucléaires, conditions qui sont globalement partagées par le gouvernement de Londres, même si M^{me} Thatcher a été moins précise dans leur énumération.

Paris et Londres souhaitent la réussite des pourparlers de Genève sur les forces nucléaires à moyenne portée, mais ne se font aucune illusion sur la possibilité d'arriver à un compromis avant la fin de l'année. Ils s'attendent à quelques mois difficiles dans les relations Est-Ouest après le début du déploiement, mais - bien qu'aucune position publique n'ait été prise à ce sujet - ils sont

convaincus que l'U.R.S.S., mise devant le fait accompli, reprendra les négociations. L'identité de vues entre les deux pays sur la sécurité européenne est renforcée, se plaçant à souligner du côté français, par la solidarité historique et fondamentale entre les deux peuples, dès lors que le destin de l'Europe, sa liberté et ses valeurs sont en jeu.

La situation au Proche-Orient, et notamment au Liban, où la France et la Grande-Bretagne participent à la force d'interposition, a été brièvement évoquée par M^{me} Thatcher et M. Mitterrand. Le sujet devait être repris ce vendredi matin par les conversations entre les ministres de la défense, MM. Hernu et Heseltine. On précise cependant, dans la délégation française, que la livraison des cinq Super-Éclair à l'Irak n'a pas été abordée, bien qu'elle ait suscité quelques craintes chez les Britanniques.



(Dessin de PLANTU.)

avait été traitée par les ministres français accompagnant M. Mitterrand et leurs collègues britanniques. Lors de l'audience accordée par la reine au président de la République, jeudi après-midi, la possibilité d'une visite officielle en Grande-Bretagne de M. Mitterrand, à l'automne 1984, a été évoquée.

Le chapitre le plus fourni de la coopération bilatérale devait être la fabrication en commun d'armements. MM. Hernu et Heseltine devaient signer un texte concernant la mise en œuvre de l'accord de février dernier sur la production d'un missile antichars de la troisième génération, et l'« avion de combat futur » (A.C.F.), dont le vol d'essai est prévu pour 1985. Paris souhaiterait associer Londres et Bonn à un projet qui, pour l'instant, est purement français. La France, la Grande-Bretagne et la R.F.A. pourraient également joindre leurs efforts pour fabriquer un nouvel hélicoptère.

Avant que ne débute les entretiens politiques, M. Mitterrand avait participé à une cérémonie célébrant le centième anniversaire de la chambre de commerce franco-britannique. Dans une brève allocution, il avait rappelé que, de 1973 à 1983, les échanges entre les deux pays avaient été multipliés par huit, et que, au cours des dernières années, la France avait contribué pour 38 % aux investissements des États de la C.E.E. en Grande-Bretagne. Après s'être félicité de la compétitivité croissante de l'économie française, manifestée par le dernier résultat du commerce extérieur, le président de la République avait conclu : « Le renforcement de la coopération industrielle et commerciale avec la Grande-Bretagne est l'un de nos principaux objectifs. »

Pour illustrer cette profession de foi, il devait féliciter personnellement le président de British Caledonian, la compagnie aérienne privée qui vient de commander sept exemplaires de l'Airbus-320. La satisfaction française serait complète si le gouvernement britannique autorisait British Aerospace à prendre une part substantielle dans la production de ce nouvel appareil.

DANIEL VERNET.

DEUX RÉUNIONS DES PAYS SOCIALISTES A BERLIN-EST

Le Comecon n'a pas trouvé de solution à ses problèmes

La session « régulière » du Comecon, qui réunit chaque année les premiers ministres des dix pays membres ou leurs représentants, a pris fin, jeudi 20 octobre, à Berlin-Est, sans apporter de solution très concrète aux problèmes qui affectent depuis plusieurs années les relations économiques entre l'U.R.S.S. et les autres pays du bloc. Le communiqué final reste muet sur le futur sommet économique des pays socialistes, réclamé avec insistance depuis des années par certains pays membres, en particulier la Roumanie. Au cours des débats, le premier ministre soviétique, M. Nikolai Tikhonov, avait pourtant évoqué ce projet : les « préparatifs », avait-il déclaré, sont à présent achevés, mais rien n'indique pour autant que l'U.R.S.S. soit prête à passer aux actes.

La session a été marquée, comme à l'accoutumée, par l'expression de griefs contradictoires. Les pays socialistes exportateurs de produits alimentaires se sont plaints du bas niveau des prix agricoles, comparé au prix devenu très élevé des hydrocarbures soviétiques, et ont regretté l'insuffisance des livraisons soviétiques de matières premières. De son côté, M. Tikhonov s'est plaint de la médiocre qualité de certains produits industriels fournis par ses partenaires européens et, soutenu par le général Jaruzelski, a invité les pays de l'Est à se dégarer de la technologie occidentale.

Le communiqué commun se borne à évoquer en termes très généraux le « renforcement de la coopération » dans les secteurs de l'énergie, des matières premières et de l'approvisionnement de la population. La session a été marquée par la nomination d'un nouveau secrétaire de l'organisation, M. Vitcheslav Sytchev, un spécialiste de l'énergie, vice-président depuis 1979 du comité d'Etat pour la science et la technique de l'U.R.S.S. Il remplace un autre soviétique, M. Nikolai Padoev, en poste depuis les années 50, qui prend sa retraite.

Président de l'Assemblée européenne

M. DANKERT APPELE LES DIX A S'ENTENDRE SUR LES RESSOURCES DE LA COMMUNAUTÉ

M. Piet Dankert, président de l'Assemblée européenne, a fait une visite officielle de trois jours à Paris, qui s'est achevée jeudi soir 20 octobre par un dîner offert par M. Pierre Mauroy.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi après-midi, M. Dankert s'est déclaré rassuré par l'attitude du gouvernement français vis-à-vis des pouvoirs de l'Assemblée européenne, notamment en matière budgétaire. A propos du prochain conseil européen, qui doit avoir lieu du 4 au 6 décembre à Athènes, il a estimé que « les habitants des pays membres de la Communauté doivent se préparer à redevenir agriculteurs » si cette rencontre ne permet pas d'obtenir un accord entre les Dix.

M. Dankert a, par ailleurs, invité les Européens à ne pas laisser s'aggraver leur retard industriel sur les États-Unis et le Japon, et à prendre à cette fin, à Athènes, les mesures qui s'imposent, s'agissant en particulier des ressources propres de la Communauté.

Nouvelle mise en garde à l'OTAN

Les premiers ministres du bloc soviétique ont profité de cette occasion pour adresser une nouvelle mise en garde contre tout déploiement d'armes nucléaires américaines en Europe occidentale. Parallèlement, les ministres de la défense du pacte de Varsovie se sont réunis, eux aussi à Berlin-Est, pour une « réunion extraordinaire », vraisemblablement destinée à examiner les contre-mesures envisagées ou déjà prises pour répondre à l'implantation des Pershing.

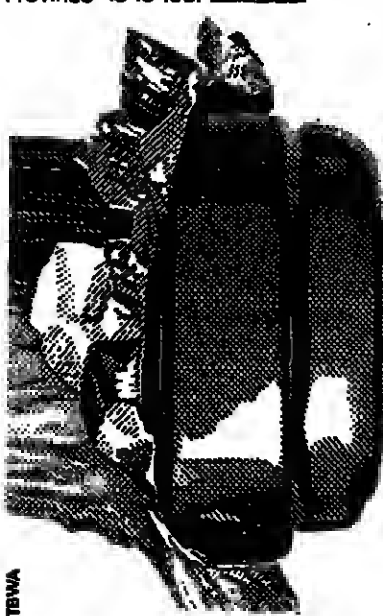
La conférence de l'UNESCO. - M. François Mitterrand inaugurera la vingt-deuxième session de la conférence générale de l'Unesco, qui se tiendra à Paris du 25 octobre au 29 novembre, en présence des représentants des cent soixante États membres, a annoncé jeudi 20 octobre le secrétaire de l'organisation.

LA NOUVELLE VOLVO
BRUT DE BRUT.

Venez fêter comme il se doit la nouvelle Volvo Brut de Brut : les 21, 22, 23 octobre, « Champagne pour tout le monde » chez tous les concessionnaires Volvo. Venez l'essayer ainsi que tous les autres modèles 84.

Consommations : 6,2 l à 90 km/h ; 8,1 l à 120 km/h ; 12,1 l en ville (normes CEE).

Pour connaître le concessionnaire Volvo le plus proche, appelez le 722.22.22 pour Paris et Région Parisienne, et gratuitement pour la Province le 16 (05) 22.22.22.



PORTES OUVERTES CHEZ VOLVO 21, 22, 23 OCTOBRE.

VOLVO

Jeudi 20 15.50

EUROPE

Espagne

Regain de tension

(Suite de la première page.)

La décision de la télévision nationale - de retransmettre en direct le débat de la manifestation madrilène, qui doit se dérouler sur l'avenue centrale de la capitale, atteste l'importance que le gouvernement socialiste souhaite donner à cette journée. La présence éventuelle du chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, renforcerait encore le caractère exceptionnel de cette manifestation.

De fait, le traumatisme suscité par la mort du capitaine Martin Barrios a soudainement ramené l'Espagne plusieurs années en arrière, à l'époque où chaque nouvel attentat de l'ETA faisait courir le risque d'une intervention de l'armée qui aurait porté le coup de grâce à la fragile démocratie espagnole.

La « transition » n'est pas terminée...

Que les Espagnols soient une fois de plus suspendus aux faits et gestes de leur armée confirme - si besoin en était - que la « transition » n'est pas encore terminée et que le système démocratique est bien loin d'être définitivement consolidé. L'inquiétude est d'autant plus justifiée que les indépendantistes basques ne désarment pas, puisqu'un nouvel attentat - probablement commis par l'ETA militaire - a coûté la vie, jeudi soir, à un boucher de Renteria (près de Saint-Sébastien), portant ainsi à quarante-trois le nombre des victimes du terrorisme depuis le début de l'année.

Après la mort du capitaine Martin Barrios et la mise en scène macabre qui l'a entourée, les militaires pourraient-ils « encaisser » sans broncher d'autres coups similaires ? Il est permis d'en douter.

La conscience que les leaders politiques et syndicaux ont de ce risque explique la rapidité avec laquelle s'est opérée cette véritable union nationale. La manifestation du vendredi soir apparaît donc tout autant comme une condamnation par anticipation des tentatives putschistes de certains secteurs militaires qu'une condamnation *a posteriori* d'un nouvel acte de barbarie.

Le problème est également de savoir si le gouvernement socialiste ne sera pas contraint d'aller au-devant des exigences de l'armée, en appliquant au Pays basque des mesures draconiennes inspirées de celles prises par le leader de l'opposition, M. Manuel Fraga Iribarne. La stabilité du régime pourrait bien être à ce prix.

L'indignation qui a envahi l'Espagne, mercredi, et l'isolement des divers mouvements indépendantistes basques - qui n'ont jamais été aussi grand depuis l'assassinat par l'ETA militaire, le 6 février 1981, de Jose Maria Ryan, ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lemóniz - faciliteraient sans aucun doute l'adoption de telles mesures.

(Interim.)

● **Les obsèques du capitaine Barrios.** - Les obsèques du capitaine Alberto Martin Barrios, enlevé et tué par un commando de l'ETA politico-militaire (ETA-P.M.), ont été célébrées jeudi 20 octobre à Bilbao en présence de nombreuses personnalités espagnoles, civiles et militaires. Le ministre de la Défense, M. Narcís Serra, ainsi que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Ramon de Ascaso Y Torgos, et le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, étaient présents. On a pu entendre de nombreux slogans tels que « Vive l'Espagne ! », « Vive l'armée ! », ou « Vive la garde civile ! ». (A.F.P.)

Suisse

La campagne pour les élections législatives du 23 octobre a surtout été marquée par la controverse sur les remèdes à la récession

De notre correspondant

Berne. - C'est à la fois confiants et sans illusions que les citoyens suisses, ou du moins une partie d'entre eux, s'apprêtent à se rendre aux urnes dimanche 23 octobre pour renouveler le Parlement fédéral. Confiant dans la solidité de leurs institutions, et sans illusions sur les changements que cette consultation pourrait apporter. Car le système helvétique est ainsi fait qu'il ne se prête guère à de brusques renversements de tendance, encore moins à des raz de marée.

Outre le classique réflexe conservateur d'une bonne partie de la population, cette remarquable stabilité s'explique aussi par la structure cantonale de la Confédération que par la représentation proportionnelle. Si l'une et l'autre assurent une place aux minorités, elles servent aussi de garde-fou contre la tentation d'un hypothétique bouleversement. Cette stabilité institutionnelle est encore renforcée par la « formule magique », c'est-à-dire le partage des responsabilités gouvernementales entre les quatre grands partis. A eux seuls, ils disposent de 169 sièges sur 200 à la Chambre basse sortante, et depuis un quart de siècle le conseil fédéral comprend deux radicaux, deux socialistes, deux démocrates-chrétiens et un démocrate du centre. Quels que soient les résultats du scrutin, nul ne songe à remettre en cause ce savant dosage, qui a fait ses preuves.

Pragmatiques, les Suisses préfèrent le concret aux grandes envolées lyriques. De même, ils se méfient des trop fortes personnalités. Leurs favoris vont généralement à des candidats qui ont fait leurs classes en gravissant un à un les échelons de la hiérarchie politique, de la commune au canton, avant d'aspirer à s'installer au Parlement fédéral.

Ces pesanteurs n'incitent évidemment pas les partis à innover. Si bien que leurs programmes se distinguent davantage par des nuances que par l'essentiel. Cette apparente inertie ne signifie pas que la Suisse n'évolue pas : réactive, elle s'adapte à son temps avec un art consommé du consensus et du compromis. Les programmes des partis reflètent cet état d'esprit.

Sur un ton feutré, la campagne aura néanmoins permis de prendre le pouls de l'opinion. Selon un récent sondage la protection de l'environnement vient en tête des préoccupa-

tions des Suisses alors que la drogue occupait cette place il y a quatre ans. Dès lors, il n'est pas étonnant de voir le thème écologiste et la défense du milieu ambiant figurer en bonne place parmi les objectifs de la plupart des partis.

« Moins d'Etat »

Bien que la Suisse soit moins durement affectée par la crise que ses voisins, la récession aura été l'un des principaux sujets de controverse entre la gauche et la droite. Comme ailleurs en Europe occidentale, les milieux conservateurs sont partis en guerre contre l'Etat-providence. Avec « moins d'Etat, plus de libertés », les radicaux et les libéraux ont trouvé un slogan qui a fait mouche. Pour enrayer la crise, ils proposent de s'en remettre au secteur privé, tandis que la gauche, au contraire, souhaite sauvegarder les acquis sociaux et une intervention de l'Etat pour faire redémarrer la machine.

Les socialistes préconisent également l'introduction progressive de la semaine de quarante heures pour assurer une meilleure répartition du travail disponible, mais ils ne peuvent ignorer que 37,8 % des Suisses se déclarent contre la réduction de la durée hebdomadaire du travail fixée à quarante heures. Dans l'attente de jours meilleurs, ils ont remis dans leurs tiroirs le dossier de l'autogestion. Le rôle des banques, le déficit des finances fédérales, ou encore les dépenses militaires, sont autant d'autres sujets qui divisent les socialistes et leurs partenaires gouvernementaux, surtout en période électorale.

A en croire les sondages et de récents revers électoraux, les socialistes, qui souffrent de surcroît de dissensions internes, risquent de perdre quelques sièges au bénéfice de la droite radicale et libérale. Divisés en deux tendances, les écologistes pourraient profiter de l'air du temps, tandis que les organisations progressistes auraient quelques chances de progresser en Suisse alémanique. Environ deux mille candidats briguent les deux cent quarante-six sièges du Parlement. Mais ce sont les prétendants à la présidence fédérale qui ont le plus de chances d'être élus. Ils ne sont que quatre : deux socialistes, deux démocrates-chrétiens. (A.F.P.)

JEAN-CLAUDE BUIRER.

Pologne

LE PRINCIPAL DIRIGEANT CLANDESTIN DE SOLIDARITÉ APORTE SON SOUTIEN AUX INCULPÉS DU KOR

M. Zbigniew Brzajak, le principal dirigeant clandestin de Solidarité, a proposé, dans un communiqué parvenu jeudi 20 octobre à la presse occidentale, qu'un ancien membre du KOR, M. Konrad Biblinski, soit admis au sein de la commission provisoire de coordination de Solidarité (T.K.K.), actuellement réduite à quatre membres. M. Brzajak a expliqué que ce choix constituait un geste de soutien à l'ex-KOR (Comité de défense des ouvriers, qui s'était dissous de lui-même en 1981), dont quatre fondateurs sont en passe d'être jugés. M. Biblinski vit dans la clandestinité depuis qu'il s'est échappé, l'an dernier, d'un lieu d'internement. Quinze autres anciens membres du KOR, dont le vétéran communiste Edward Lipinski, se sont par ailleurs déclarés solidaires des quatre prisonniers qui attendent leur jugement. (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Madagascar

● **DÉMISSION DU GOUVERNEMENT.** - Le premier ministre, le colonel de gendarmerie Désiré Rakotoniriana, a remis, jeudi 20 octobre, la démission de son gouvernement au président Ratsiraka, une décision attendue depuis l'ouverture, le 7 octobre, de la première session de l'assemblée élue fin août. Le chef de l'Etat devait annoncer, ce vendredi, la composition du nouveau gouvernement ainsi que le renouvellement des membres du Conseil suprême de la révolution, deuxième institution de la République démocratique malgache chargée de contrôler l'action du gouvernement. (A.F.P.)

Namibie

● **FERMETÉ SUD-AFRICAINE.** - L'Afrique du Sud s'est prononcée catégoriquement, jeudi 20 octobre, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, contre la mise en application de plan d'indépendance de la Namibie tant qu'un accord n'interviendra pas sur le retrait des forces cubaines d'Angola. Cet engagement (à obtenir le retrait des Cubains) est « irrévocable », a déclaré le représentant sud-africain. (A.F.P., U.P.I.)

AMÉRIQUES

Brésil

LE GOUVERNEMENT DÉCRÈTE DE NOUVELLES DISPOSITIONS SUR LES SALAIRES

Brasilia (Reuter). - Après le rejet de son décret-loi de compression des salaires par la Chambre des députés, le gouvernement brésilien a pris, le jeudi 20 octobre, par décret, de nouvelles mesures, plus modérées, qui entrent en vigueur immédiatement.

Un décret présidentiel publié à Brasilia garantit à tous les salariés gagnant jusqu'à 130 dollars par mois - soit plus des quatre cinquièmes de la main-d'œuvre brésilienne - des augmentations indexées sur le taux officiel de l'inflation.

Le projet de loi repoussé la veille par les députés limitait les hausses de salaires à 80 % du taux d'inflation. Dans les milieux bancaires, on ne pense pas que l'échec du gouvernement compromette les négociations internationales à l'égard du gouvernement brésilien.

Le président Joao Figueiredo a suspendu pour soixante jours les droits des syndicats et la liberté de réunion dans le district fédéral, et il a chargé des opérations de sécurité le général Newton Cruz. « J'ai vu », de l'armée, en lui donnant des pouvoirs spéciaux (Le Monde du 21 octobre).

Selon un porte-parole présidentiel, les mesures prises ne correspondent ni à l'état d'urgence ni à l'état de siège, les deux plus importantes dispositions prévues dans la Constitution en matière de sécurité.

● **La condamnation de deux prisonniers.** - Les deux prisonniers français, Aristide Camio et François Gouriou, accusés de « subversion » par les autorités brésiennes ont vu leurs peines de prison confirmées, jeudi 20 octobre, par le tribunal supérieur militaire de Brasilia. Aristide Camio avait été condamné à dix ans de prison et François Gouriou à huit ans. Les deux prisonniers, accusés d'avoir violé la loi de sécurité nationale en incitant des paysans sans terres à tendre une embuscade aux forces de l'ordre en août 1981 en Amazonie orientale, avaient été condamnés à ces peines le 2 décembre 1982. Les Pères Camio et Gouriou, des Missions étrangères de Paris, avaient été arrêtés le 31 août 1981 et sont actuellement détenus à Brasilia. (A.F.P.)

Grenade

Cuba estime que la révolution est menacée

Les réactions internationales sont nombreuses, et souvent vives, après la tuerie du 19 octobre à Saint-George's, et la prise du pouvoir par un conseil militaire révolutionnaire, au remplacement de M. Maurice Bishop. Les plus visiblement inquiets sont les voisins immédiats de l'île caraïbe anglophone.

Trinidad-et-Tobago et la Jamaïque ont ainsi décidé de suspendre leurs relations diplomatiques avec Grenade. Le premier ministre jamaïcain, M. Edward Scanga, a, dans un discours à ses concitoyens, déclaré que cette mesure resterait en vigueur tant qu'un gouvernement constitutionnel ne serait pas installé à Saint-George's. Il a, en outre, proposé de restructurer le Maréchal commun des Caraïbes (Caricom), de sorte que Grenade en soit exclue (le Caricom compte 13 membres, y compris Grenade). Trinidad et la Jamaïque ont aussi annoncé la suppression de tout échange commercial avec Grenade.

Une conférence des nations anglophones de la Caraïbe devrait, d'ailleurs, se tenir cette fin de semaine à la Barbade pour envisager l'évolution de la situation dans la région après le coup d'Etat militaire sanglant du 19 octobre.

A Washington, le secrétaire d'Etat, M. George Schultz, a ordonné la constitution d'un groupe de travail spécial chargé de suivre « de très près » l'évolution de la situation à Grenade. Dans l'immédiat, les Etats-Unis se préoccupent essentiellement du sort des quelque mille citoyens américains présents dans l'île. Certains spécialistes du département d'Etat indiquent en privé, le jeudi 20 octobre, que Washington pourrait bien avoir commis une grave erreur tactique en cherchant à isoler Grenade et en repoussant systématiquement les offres de dialogue de M. Bishop.

On craint au département d'Etat que l'installation à Grenade d'un régime ouvertement pro-cubain ne perturbe à la Havane, voire à l'Union soviétique, d'utiliser la nouvelle piste de 3 000 mètres de l'aéroport de Saint-George's, qui devrait être inaugurée au début de 1984. Cet ouvrage a été construit, pour l'essentiel, grâce à l'aide de la Havane. Les Etats-Unis s'étaient vivement opposés à une participation de la C.E.E. au financement de cette piste capable d'accueillir des avions de transport militaires lourds, ainsi que des avions de combat supersoniques.

A La Havane, le conseil d'Etat et le bureau politique du P.C. cubain ont qualifié de « procédés atroces » les circonstances de la mort de M. Bishop et de trois de ses ministres. « La mort de M. Bishop et de ses camarades doit être éclaircie, et, s'il ont été abattus de sang-froid, les coupables méritent une sanction exemplaire ». Pourtant, poursuit le texte, « nous ne nous précipiterons pas pour prendre une mesure concernant la collaboration économique et technique susceptible d'affecter les services essentiels et les intérêts économiques du peuple de Grenade ». On a estimé à plusieurs centaines le nombre de techniciens cubains à Grenade.

Moscou, pour sa part, a rapporté sans commentaire les événements du 19 octobre.

Le conseil militaire révolutionnaire de Grenade est composé de seize membres, tous des officiers des forces de sécurité, qui comptent quelque deux mille hommes en armes. Le général Hudson Austin, qui apparaît comme le nouveau « homme fort » de Grenade, est âgé de quarante-cinq ans. Il avait participé au coup d'Etat du 13 mars 1979, qui avait porté au pouvoir le New Jewel de M. Bishop. Il avait été nommé chef de l'armée populaire révolutionnaire dès le 13 mars 1979.

On note, enfin, que la radio officielle n'a pas mentionné, ces derniers jours, le nom de M. Bernard Coard, qui fut vice-premier ministre de M. Bishop, avant de lui porter l'estocade le 14 octobre. M. Coard, économiste, ministre des finances, est considéré comme le chef de la « ligne dure » du New Jewel. Il avait démissionné du gouvernement, le 15 octobre, en réponse aux rumeurs le présentant comme désireux d'assassiner M. Bishop. (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

● **Arrestation du correspondant de l'A.F.P.** - Le correspondant de l'Agence France Presse à Grenade, Alister Hughes, a été arrêté, le mercredi 19 octobre dans la soirée, par les militaires. Notre confrère était présent à Fort-Rupert lors des événements qui ont conduit au meurtre de M. Bishop et de ses ministres. Il avait pu transmettre une dernière dépêche faisant état d'une fusillade au Q.G. des forces armées grenadiennes, avant une interruption des télécommunications entre l'île et le monde extérieur.

Un plan de paix pour l'Amérique centrale

(Suite de la première page.)

Pour leur part, les démocrates, les intellectuels libéraux, nombre d'écologistes, ont exprimé leur soutien à la pression militaire contre Managua. « L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré. « L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré. « L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

« L'impérialisme ne peut pas être vaincu par la diplomatie », ont-ils déclaré.

La nuance entre renverser un régime et essayer de lui imposer une politique est en pratique assez mince : l'un des deux auteurs de l'amendement par lequel la ligne « Nicaragua » a été retirée du budget de la C.I.A., M. Boland, a pu affirmer jeudi que « la victoire militaire était la ligne principale de l'administration ».

« La guerre, n-Il ajouta, ne résoudra pas les problèmes politiques, économiques et sociaux en Amérique centrale. »

Un autre représentant démocrate, M. Hamilton, a renchérit en disant : « L'action secrète continue la longue histoire de l'intervention américaine en Amérique centrale par laquelle nous gagnons les batailles et perdons les populations. »

C'est alors que ce débat fait rage, à la veille de la campagne électorale américaine, que le régime de Managua vient de proposer en bonne et due forme d'abandonner la guérilla salvadorienne à ses propres forces, en échange de la garantie qu'il n'aurait plus rien à craindre de Washington. Embarrassant pour une administration qui n'est sans doute pas décidée à prendre un tel engagement, le projet du gouvernement sandiniste prévoit, notamment, que le Nicaragua « ne permettra pas que son territoire soit utilisé pour offenser ou menacer la sécurité des Etats-Unis ou attaquer aucun autre Etat ». Cela impliquerait, en particulier, que ni Cuba ni, a fortiori, l'U.R.S.S. ne pourraient installer de bases militaires au Nicaragua.

En échange, les Etats-Unis devraient cesser leurs manœuvres militaires en Amérique centrale trent

jours après la signature de ces accords et fermer, dans un délai de quatre-vingt-dix jours, leurs bases militaires ou leurs centres d'entraînement au Honduras et à El Salvador.

Washington et l'ensemble des capitales centro-américaines devraient également reconnaître « le droit inaliénable du Nicaragua à l'indépendance et à l'autodétermination ».

Selon M. d'Escoto, ces propositions seraient renouvelables de cinq ans en cinq ans, et d'autres négociations devraient porter sur la taille des forces armées dans la région, l'introduction de nouvelles armes et le retrait des conseillers militaires étrangers qui, dans l'intervalle, devraient s'abstenir de participer à des opérations d'entraînement.

Le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama - les quatre pays réunis dans le groupe de médiation dit « de Contadora » - auraient été mis au courant de ces propositions dès lundi dernier et seraient les garants de l'éventuel accord, dont ils pourraient vérifier l'application par des enquêtes dans tous les pays concernés. D'éventuelles violations exposeraient les capitales qui s'en seraient rendues coupables à devoir verser des indemnités aux pays qui en auraient été victimes. Toutes mesures de « discrimination » économique prises contre une des parties (c'est-à-dire par Washington contre Managua) devraient, enfin, être levées.

Ces propositions sont maintenant « à l'étude » au département d'Etat.

BERNARD GUETTA.

ARCHITECTES BATISSEURS

De meilleures garanties pour construire votre maison !

- 1) La garantie d'une maison vraiment personnelle
- 2) La garantie d'un homme pleinement responsable
- 3) La garantie d'un prix « clés en main »
- 4) La garantie de tous les Architectes-Bâtisseurs réunis pour la bonne fin des travaux.

Venez dialoguer avec eux
au Salon de la Maison Individuelle
Porte Maillot à Paris du 15 au 23 octobre Stand n° 12

Informations :
Architectes-Bâtisseurs - BP 84 - 84006 Avignon Cedex - Tél. 90/85.23.24

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

MEN IN SPACE : SHOULD MORE BE SENT ?

This week The Economist looks at the exciting things to be done in space and asks if men are needed to do them

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

0291 001550

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad et Téhéran donnent des versions contradictoires de la nouvelle offensive iranienne

Téhéran et Bagdad donnent comme d'habitude des versions contradictoires de la nouvelle offensive iranienne. L'offensive iranienne Aurore IV lancée dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 octobre dans la région de Peowin, située dans la montagne du Kurdistan.

avaient été prises par les forces iraniennes. Le but de l'offensive Aurore IV, tel qu'il a été exposé par la radio iranienne, est de couper la liaison entre les Kurdes iraniens et les forces irakiennes, d'interrompre les tirs irakiens sur les villes iraniennes frontalières, et de « lancer un aver-



Selon Bagdad, le 1^{er} corps d'armée irakien a réussi à contenir l'attaque et à « arrêter » les Iraniens, et s'employait jeudi en fin d'après-midi à « détruire l'ennemi dans tous les lieux où il a tenté de pénétrer en territoire irakien ».

Pour sa part, Radio-Téhéran annonçait « seize heures après le déclenchement de l'offensive » que les combats se poursuivaient en profondeur en territoire irakien, que cinq bases irakiennes avaient été détruites et que plusieurs hauteurs

étaient tombées aux mains des Iraniens.

La région du Kurdistan avait déjà été le théâtre d'une grande offensive iranienne en juillet dernier, qui avait permis aux forces de Téhéran d'occuper des hauteurs stratégiques. Les autorités iraniennes ont d'autre part fait état, ces derniers temps, de bombardements irakiens sur des villes d'Iran, notamment Marivan, dans la région où vient d'être lancée l'offensive Aurore IV. Le dernier bombardement irakien sur Marivan, mercredi matin, avait fait dix-huit morts et trente blessés parmi la population civile. Peu avant d'annoncer leur nouvelle offensive, les autorités iraniennes avaient déclaré avoir attaqué, au cours des dernières quarante-huit heures, dans la région de Sardacht, au nord de Marivan, des positions kurdes iraniennes, faisant cent cinquante morts et blessés parmi les autochtones kurdes. Dix-huit villages auraient en outre été « nettoyés » et plusieurs hauteurs stratégiques prises. (A.F.P.)

Liban

LE CONGRÈS DE RÉCONCILIATION NATIONALE POURRAIT SE TENIR À GENÈVE

Un accord a été conclu entre toutes les parties concernées sur un nouveau lieu pour la réunion du congrès de réconciliation nationale, et ce dernier se tiendra « très prochainement », a annoncé, jeudi 20 octobre, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Elie Salem.

M. Salem n'a pas précisé le nouveau lieu retenu, se bornant à déclarer que la réunion se tiendrait « sur le territoire d'un pays ami ». Cependant, de source libanaise bien informée, on indique que le nouvel endroit choisi serait le siège de la délégation libanaise auprès des Nations unies à Genève. Un hôtel de la capitale helvétique ou l'ambassade du Liban à Berne, sont également envisagés. Le ministre d'État syrien aux affaires étrangères, M. Farouk El Charci, a, pour sa part, affirmé que toutes les parties concernées avaient donné leur accord pour que la conférence se tienne à Genève.

A Genève, on confirme de source sûre que les autorités libanaises ont demandé effectivement aux autorités helvétiques d'accueillir à Genève le congrès de réconciliation nationale. Cependant, ajoute-t-on, un problème de date se pose, car les hôtels genevois sont comblés jusqu'au 1^{er} novembre inclus. Les autorités devraient reprendre contact dans la journée avec les responsables libanais pour trouver, soit une date convenant au pays d'accueil et aux parties concernées, soit un autre lieu.

A Damas, le président syrien Hafez El Assad a lancé, mercredi soir, un violent réquisitoire contre les États-Unis, les accusant de vouloir « dompter politiquement ou militairement la Syrie ».

« Les États-Unis envisagent de recourir à une action militaire s'ils n'arrivent pas à soumettre politiquement la Syrie, qu'ils sachent que ni l'action politique ni l'action militaire ne nous mettront au pas et qu'aucun dialogue (américano-syrien) ne saurait être établi à nos dépens », a affirmé le chef de l'État syrien, dans une déclaration, à l'issue des travaux de la septième session du comité central du parti Baas (au pouvoir).

Selon le président Assad, « l'objectif stratégique des États-Unis est de dominer totalement la région et de réaliser le projet sioniste du « Grand Israël ». Tous leurs actes tendent à cela ». Le chef de l'État syrien a également accusé Washington de « ne pas désirer la paix, mais la capitulation des Arabes ».

AFRIQUE

La « révolution » en Haute-Volta

II. — Quelle indépendance ?

De notre envoyé spécial

gadougou, est convaincu, même si, dans le sillage de ne pas envenimer les rapports avec Paris, le capitaine Sankara préfère parler de « coïncidences déconcertantes » (le Monde du 29 septembre).

Le 17 mai, M. Guy Penne, conseiller du président Mitterrand pour les affaires africaines, est présent à Ouagadougou. Il est arrivé la veille au soir et, à la demande de l'ambassadeur de France, M. Gaston Boyer, on a insisté aux journalistes de l'attendre à l'aéroport. Les représentants de la presse voltaïque comprennent que les autorités françaises ne souhaitent pas accorder à cette visite une excessive publicité. Quelques heures plus tard, le capitaine Sankara est arrêté. Le 18, au cours d'une réunion privée, des personnalités françaises se réunissent pour s'entretenir avec lui. Le 19, le C.S.P. est réuni : l'affaire Sankara provoque de vigoureuses réactions. Craignant d'être mis en minorité, le président Ouédraogo envisage explicitement de donner sa démission. Au milieu des débats, il est appelé au téléphone : c'est l'ambassadeur de France. Celui-ci se rend immédiatement à la réunion du C.S.P. Le président quitte la salle dans la mesure où la politique de non-alignement qu'entend suivre la Haute-Volta ne l'empêche pas d'avoir choisi clairement le camp des pays « progressistes ». De ce

pitaine Sankara était premier ministre. Mais les rumeurs courent vite à Ouagadougou : dans les semaines qui ont suivi le coup d'État, plusieurs personnes ont « entendu » des avions atterrir, de nuit, sur l'aéroport.

Une « psychose libyenne »

Indéniablement, une sorte de « psychose libyenne » s'est installée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Haute-Volta. Le constat ne rompt pas une autre réalité : les relations entre Tripoli et Ouagadougou sont étroites et se renforceront encore dans l'avenir. Sur le plan militaire, le commandant Lingani, ministre de la Défense, assure que dix-huit cents soldats et cinq cents Kalachnikov ont été livrés par la Libye bien avant le 4 août. En fait, ces livraisons sont aujourd'hui au nombre de douze. Quant au chiffre de cinq cents Kalachnikov, il est, de l'avis des experts militaires, largement sous-estimé. De même, on indique que des armements libyens continuent d'arriver dans la ville de Pô, via la ville de Tamale, au Ghana. Les convergences de vues entre les deux capitales s'expliquent, dans la mesure où la politique de non-alignement qu'entend suivre la Haute-Volta ne l'empêche pas d'avoir choisi clairement le camp des pays « progressistes ». De ce

Volta, compte tenu de son enclavement, ne peut pas se permettre d'entretenir de mauvaises relations avec la Côte d'Ivoire, qui lui offre une « fenêtre » maritime.

C'est ce même réalisme qui explique l'évolution de la position du capitaine Sankara à l'égard de la France. Les dénonciations virulentes de l'impérialisme et du néo-colonialisme, qui visaient notamment Paris, ont fait place à une plus grande modération. Les chiffres, à cet égard, sont éloquentes : le budget global de fonctionnement de la Haute-Volta s'élève pour l'exercice 1983, à environ 58 milliards de francs C.F.A. (2). Parallèlement, l'aide française atteindra 21 milliards. Quelque cinq cents coopérants français contribuent, en apportant une assistance technique, à la survie d'une économie entièrement dépendante des aides internationales et bilatérales (après la France, l'Allemagne fédérale, les États-Unis, les Pays-Bas et le Canada sont les principaux partenaires économiques de la Haute-Volta). La dette publique, en progression régulière depuis plusieurs années, atteindra 8 milliards de francs en 1983. En mars dernier, la Libye avait accordé un prêt de 3 milliards et, récemment, l'Algérie s'est engagée pour 2 milliards. La France, elle, a donné son accord pour une « rallonge » budgétaire de 3,5 milliards.

L'attentisme des investisseurs

Pour l'instant, sur le plan économique, c'est l'attentisme qui prévaut. Les investisseurs, qu'ils soient voltaïques ou étrangers, ne sont pas a priori rassurés par le processus révolutionnaire en cours. Et il n'est pas sûr que l'affirmation de la taine Sankara selon laquelle « l'édification de l'État de démocratie populaire est l'objectif final de la révolution » soit de nature à combattre cette méfiance.

A en croire le capitaine Zongo, ministre des sociétés d'État, la Haute-Volta fera pourtant en sorte de favoriser l'économie de marché. Dans le passé, explique le capitaine Zongo, les interventions de l'État s'effectuaient sur des bases purement politiques. À l'avenir, l'État ne maintiendra pas ses participations dans plusieurs sociétés, à charge aux investisseurs privés de prendre la relève. De ce point de vue, le ministre des sociétés d'État est parfaitement conscient de l'étroite interdépendance entre une relance — même partielle — de l'économie et la stabilité de la situation politique. Encore que, dans un pays où l'agriculture — qui occupe 90 % de la population — est victime d'une sécheresse endémique, le premier pari serait d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

A tort ou à raison, les dirigeants voltaïques ont le sentiment que les pays qui leur apportent une aide, la France notamment, « exploitent » la Haute-Volta. D'où leur volonté de « voler » l'économie, de négocier la manière dont les investissements étrangers s'effectuent en Haute-Volta, afin que, dorénavant, ce soit le peuple voltaïque qui bénéficie de ces aides et non les sociétés étrangères. Cette volonté rejoint, sur le plan politique, celle de mettre fin à la domination de certains « féroceux », qui se sont notamment enrichis par un détournement de l'aide étrangère.

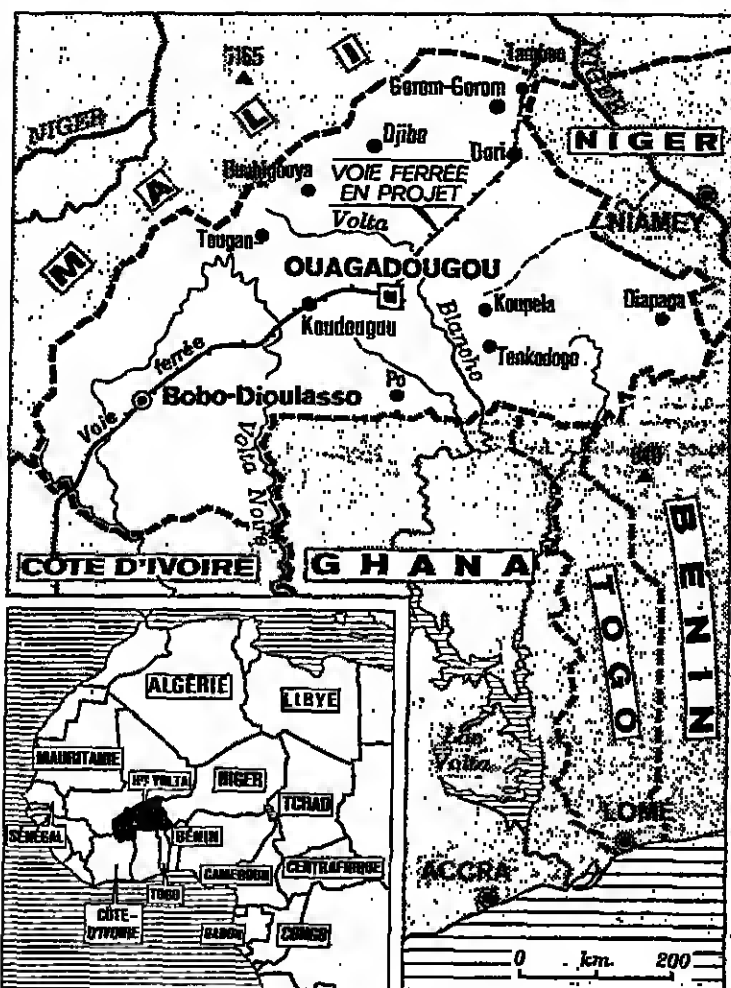
Sur ce point, le discours populiste du capitaine Sankara est bien « Cible ». Le chef de l'État a parfaitement compris que ses compatriotes, dans leur grande majorité, espèrent surtout de la « révolution » un effort en faveur de la justice sociale, et qu'aux slogans idéologiques devait nécessairement être associée une volonté de faire évoluer des mœurs largement dominées par le poids des coutumes tribales. A un peuple dont le P.N.B. moyen par habitant ne dépasse pas 240 dollars (3), on ne peut très longtemps offrir comme seule perspective une révolution dont le caractère romantique des moyens et érotisme de la finalité semble parfois dominer.

LAURENT ZECCHINI
FIN

(1) Le 17 mai 1983, le capitaine Sankara, alors premier ministre, est arrêté sur ordre du Conseil de salut du peuple (C.S.P.) que préside le chef de l'État, le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo. Il est accusé d'avoir « mené l'unité nationale », et d'avoir tenté de faire « dévoter » le C.S.P. de sa voie initiale. Le lendemain, une unité de commando parachutiste de 160 hommes atterrit au sud de Ouagadougou et entre en rébellion et exige la libération de M. Sankara. Celui-ci est libéré le 30 juin.

(2) 1 franc C.F.A. vaut 0,02 franc français.

(3) Estimation du milieu de 1981 (soit 1 296 francs français) figurant dans le rapport annuel 1983 de la Banque mondiale.



prouver quoi que ce soit. D'autant que, du côté des autorités françaises, on explique qu'il s'agit d'une suite de concours de circonstances malheureux et de « maladroites ». Peu importe. Le gouvernement voltaïque a demandé officiellement le remplacement de l'ambassadeur de France.

Un nationalisme sourcilieux

« Pro-libyen » : les 17 mai et 5 août, la presse internationale, notamment française, a étiqueté le capitaine Sankara. Le chef de l'État voltaïque s'estime insulté, non parce qu'il aurait quelque antipathie envers la révolution libyenne — il a manifesté le contraire, à plusieurs reprises, dans le passé — mais parce qu'un tel qualificatif revient à nier ce qu'il affirme être le fondement de sa démarche et de ses ambitions, un nationalisme farouche. Les luttes de tendance au sein du C.S.P. se sont en effet nettement cristallisées sur cette question, les officiers « progressistes », comme le capitaine Sankara, estimant que le président Ouédraogo avait « vassalisé » son pays au profit des États voisins « modérés », comme la Côte d'Ivoire.

La nouvelle diplomatie voltaïque entend rompre avec ce passé, ce qui suppose de ne pas jouer d'autres liens de dépendance. Le 8 août, le capitaine Sankara a instantanément demandé au colonel Kadhafi d'interrompre le « pont aérien » que la Libye avait mis en place en livrant sur l'aéroport de Ouagadougou différentes fournitures, notamment militaires. Et, même si cela ne prouve rien, force est de constater qu'il y a aujourd'hui beaucoup moins de Libyens dans la capitale voltaïque qu'il n'y en avait à l'époque où le ca-

point de vue, il y a une communauté d'idées certaine entre le chef de l'État voltaïque et celui du Ghana, le capitaine Jerry Rawlings. De même âge (ils ont trente-quatre ans tous les deux), ils sont à la tête de pays voisins et partagent la même idéologie. A Pô, où ils se sont rencontrés le 1^{er} octobre, les deux chefs d'État sont tombés d'accord pour estimer que l'approche révolutionnaire « est la meilleure pour régler les problèmes du tiers-monde. Dès lors, on peut comprendre l'inquiétude des pays « modérés » de la sous-région, tels la Côte d'Ivoire, le Togo et le Niger, qui craignent, outre les tentatives de déstabilisation de leur territoire, la constitution d'un front des pays progressistes, auquel pourrait s'associer notamment le Bénin du général Kérékou.

Rassurer les voisins

Depuis le 4 août, le capitaine Sankara s'efforce de rassurer ses voisins. Le contentieux frontalier avec le Mali, dans la zone de l'Algache, pourrait, à terme, trouver une solution : à l'occasion d'une visite du capitaine Sankara à Bamako, le 16 septembre, les deux pays sont convenus de soumettre leur différend à la Cour internationale de justice de La Haye. Avec la Côte d'Ivoire, en revanche, la normalisation des relations bilatérales sera sans doute plus laborieuse.

Cette crainte d'une possible « exportation » de la révolution voltaïque, soutenue par Tripoli, s'explique notamment par le nombre important de ressortissants voltaïques (environ un million et demi) qui vivent en Côte d'Ivoire. Pourtant, à terme, et au-delà des divergences entre les deux capitales sur l'appréciation de la situation internationale, la Haute-

LE PRIX DU PAIN MET LES GOUVERNEMENTS DANS LE PETRIN

Nombre de gouvernements africains subventionnent le blé. Donc la farine des boulangers. Donc le pain des particuliers. Cela coûte cher aux finances de l'État et entraîne un déséquilibre des productions agricoles locales.

Alors, un jour, il faut bien revenir à la vérité des prix, même si celle-ci est impopulaire. Premier gouvernement à s'attaquer franchement à ce problème, celui de Mohamed Mzali, en Tunisie. Et preuve de l'aspect ultrasensible et politique du prix du pain, démission de son ministre de l'économie, Abdelaziz Lasram.

Dans son numéro 25, page 59, JEUNE AFRIQUE ECONOMIE dit tout sur le prix du pain. En Tunisie, mais aussi en Algérie et au Maroc, au Sénégal, en Côte d'Ivoire. Et ne cache pas le gaspillage qu'en font certaines catégories sociales.

Et aussi au sommaire

Miel et fiel entre Paris-Tunis-Alger-Rabat

La vie à Kinshasa après la dévaluation

Les grands dossiers économiques de Paul Biya

Office
ECONOMIE

bimensuel
tout en couleurs

3, rue Rouquie 75008 Paris - Tel. : 265.69.30

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Monde
XAMEN

REPLI

tournoi d

LAUDE

CHERCHEZ

PIANO

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

LAUDE

Je suis 50

Auto-Volta
d'ance ?

Le Monde politique

L'EXAMEN DU PROJET DE BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. DELORS RÉPLIQUE A M. CHIRAC

Le tournoi des « Masters »

La fin de la discussion générale du projet de loi de finances pour 1984 a donné à M. Jacques Delors, jeudi après-midi 20 octobre, à l'Assemblée nationale, l'occasion de réaffirmer, comme il aime le faire, avec ses adversaires politiques, sa position sur les nombreux thèmes qui s'étaient exprimés depuis la veille (le Monde du 21 octobre), le ministre de l'économie, des finances et du budget a balayé d'un revers de main la prestation du porte-parole de l'U.D.F., M. Edmond Alphandery. « Je n'ai pas pu, a-t-il dit, suivre sa jonglerie frénétique ; novice, comme moi, en politique, il devrait prendre un professeur et, par exemple, demander à M. Chirac des leçons de clarté. »

M. Delors avait promis de répondre sérieusement au maire de Paris. Il a d'abord mentionné son art des formules « choc ». Ainsi cette assimilation de MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing aux grands joueurs de tennis : « Au sein de l'opposition, a dit M. Delors, le tournoi des « Masters » est ouvert. Qui gagnera ? John McEnroe, grand et sec, qui se fait parfois siffler par l'arbitre quand il dépasse les bornes à Cochin (...) ? Jimmy Connors, déjà un peu grassouillet, mais qui renvoie continuellement la balle du fond du court ? Ou encore Borg, le précédent champion, qui se demande s'il ne va pas revenir à la compétition ? Je ne mentionne pas un troisième prétendant, car le tournoi n'est pas encore mixte. Pour nous, nous préférons qu'un Noah gagne, et nous espérons en trouver un. »

Quant au programme exposé par le président du R.P.R., le ministre de l'économie l'a comparé au bilan de l'action de celui-ci, au temps où il était premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing : « Vous parlez de croissance forte ? Vous l'annoncez déjà en 1978 et vous vous êtes trompés, a déclaré M. Delors. La lutte contre l'inflation ? Vous deviez l'entreprendre en 1974 et, en 1975, l'inflation a atteint 9,5 %. Le rigueur ? En 1975, alors que les prix augmentaient de 12 %, vous avez accordé des hausses de salaires de 16 % et 17 % dans certaines entreprises publiques, tant vous étiez pour sûr du soutien des syndicats (...). La taxe professionnelle ? Vous en proposez, sans franchement de succès, la suppression, mais qui l'a fait voter ? Les Français ne sont pas amnésiques, M. Chirac. »

La virginité du maire de Paris

« Avant que vous retrouviez une virginité politique, il vous faudra accomplir un long parcours, a lancé M. Delors, avant d'observer : « En 1975, lorsque vous étiez à Matignon, le budget était en augmentation de 25 %. Cela devrait vous rendre plus modeste. Croyez-vous ? »

Après cela, vous pourrez apparaître comme un homme capable de gérer la France avec rigueur ?

M. Chirac n'a pas l'habitude de se laisser ainsi interpeller sans réagir. « L'inflation ? », a-t-il demandé. Pendant que j'étais premier ministre, elle a diminué, chaque trimestre, d'un demi-point. « Elève le réseau de vie ? Ce n'était pas « par peur » des syndicats », mais « par souci d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs ». Ancien cavalier, il charge : « Moi, je faisais une politique qui donnait les moyens d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs. Quant à la monnaie, j'ai laissé, à mon départ du gouvernement, le deutchemark au cours où je l'avais trouvé à mon arrivée. Je vous souhaite de pouvoir un jour en dire autant. » Mais l'ancien premier ministre ne veut pas être rendu responsable de tout ce qui a été fait de 1974 à 1976. « J'appliquais la politique voulue par le chef de l'Etat », a-t-il répondu.

M. Delors n'a pas peur du mot. Selon lui, M. Chirac, quand il était au pouvoir, avait mené une politique « laxiste ». La preuve ? Son successeur, M. Raymond Barre, a « fait justice de [ses] imprudences ». Le ministre de l'économie ne fait pas, pourtant, l'éloge de M. Barre. Au contraire, il reproche au précédent gouvernement de ne pas avoir su freiner la hausse nominale des salaires, ce

qui avait réduit la possibilité d'investissement des entreprises : « Ces messieurs pleurent des larmes de crocodile sur les travailleurs, a-t-il dit, mais ils ont laissé l'investissement se dégrader, ils ont fait vivre la France à crédit pendant dix ans. »

Quand M. Jacques Toubon (R.P.R., Paris), homme lige du président du R.P.R., rappelle à M. Delors qu'il avait appartenu au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas lorsque celui-ci était premier ministre il révoque quelques mauvais souvenirs. Le ministre n'a pas oublié que les anciens conseillers de M. Chirac, M. Marie-France Garaud et M. Pierre Juillet, avaient mené une lutte sans merci contre la politique que préconisait, alors, M. Delors et que tentait d'appliquer le maire de Bordeaux. « Lorsque nous avons présenté le projet de loi sur la formation permanente, a-t-il rappelé, il y avait dans les dossiers de l'U.D.F. et des républicains indépendants, [des] guillemets et giscardiens d'alors », un petit papier qui disait : « Ne votez pas ce projet, a-t-il introduit les soviets dans l'entreprise, c'est l'œuvre d'un ancien syndicaliste. » Vous avez toujours été des hommes de haine ! »

Cette réplique a valu à M. Delors une ovation de ses amis socialistes. Se faisant ainsi applaudir pour une action menée du temps où l'on conseillait un premier ministre de Georges Pompidou, c'est, à quelques jours du congrès de Bourgen-Bresse, de bon augure pour un ministre de l'économie dont la politique de rigueur n'est pas acceptée sans peine par la base du P.S.

THÉRIER BRÉHER.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.

DAUDÉ

75 bis, AV. DE WAGRAM, 17-227-88-54/763-34-17

Le P.S. et le P.C. ont adopté la surtaxe sur le revenu « adoucie »

L'Assemblée nationale a entamé, jeudi 20 octobre, dans l'après-midi, la discussion par articles de la première partie (recettes) du projet de loi de finances. Après l'adoption de la traditionnelle autorisation annuelle de percevoir les impôts et produits existants, l'Assemblée a abordé l'article 2, qui fixe le barème de l'impôt sur le revenu et qui institue, à partir de 20 000 F d'impôts, une surtaxe conjoncturelle.

Le gouvernement et par la commission.

L'U.D.F. proposait un palette de solutions intermédiaires entre la suppression pure et simple de la surtaxe et une décade appliquée jusqu'à 30 000 francs. Le R.P.R. rejetait purement et simplement le dispositif de la surtaxe. Le P.C., tout en maintenant ses réserves a refusé la « surtaxe facile » et défendu un amendement proposant le relèvement du seuil de déclenchement de la surtaxe de 20 000 francs à 25 000 francs. Après le rejet de cet amendement, le P.C. s'est joint au P.S. pour voter l'article 2, le R.P.R. votant contre. Il est précisé que lorsque la surtaxe « n'atteint pas 1 250 francs, elle est diminuée d'une décade égale à quatre fois la différence entre 1 250 francs et son montant ».

Pour ce qui est de l'application de la surtaxe à l'I.G.F., le texte précise que « l'impôt sur les grandes fortunes, dû en 1984, fait l'objet d'une majoration conjoncturelle égale à 8 % du montant de cet impôt ». Le P.C. a proposé un amendement visant à soumettre les prélèvements libératoires de l'impôt sur le revenu des obligations à la surtaxe conjoncturelle, amendement que les socialistes rejettent tout en affirmant qu'ils comprennent les préoccupations des communistes.

L'examen de l'article 3 a été à l'origine d'un incident entre la majorité et le gouvernement. Cet article transforme en réductions d'impôt certaines charges, jusqu'alors déductibles du revenu imposable. A la demande de M. Gilbert Cantier (U.D.F., Paris), le gouvernement a déposé un amendement visant à conserver un régime préférentiel à des assurances-vie d'un type particulier, souscrites par des parents d'enfants handicapés. Déposé tardivement, cet amendement n'a pas été distribué dans l'hémicycle, contrairement à l'usage ; le président de séance en a donné lecture aux députés, qui l'ont adopté à l'unanimité.

La commission des finances avait adopté un amendement, portant sur le même article et visant à augmenter de 25 % à 30 % le taux de réduction d'impôt sur les intérêts des prêts contractés pour la construction, l'acquisition et les grosses réparations immobilières. Le président de séance a annoncé, après consultation de MM. Emmanuelli et Christian Piarret, rapporteur général du budget, que l'adoption du précédent amendement faisait « tomber » celui de la commission, qui n'avait plus lieu d'être discuté. Or, l'amendement lu en séance ne se référait pas aux dispositions visées par la commission. Le groupe socialiste a demandé une suspension de séance, cette « erreur » le gênant d'autant plus que le gouvernement est hostile à l'amendement de la commission.

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Vienne

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

Magasin ouvert de 14h à 19h et du mardi au samedi de 9h à 19h sans interruption

Métro : Denfert Rochereau - Galté - Edgar Quai - Auteuil : 28.35.50.60.

LE MONDE DE LA MAISON

(Salon du Mobilier et de la Décoration)

Porte de Versailles du 13 au 24 octobre 1983.

Bâtiment 5, Allée A - Stand N° 5A7.

Nocturnes les mardi et mercredi jusqu'à 22 heures.

VISITEZ NOS MAGASINS

BORDEAUX 10, rue Boulevard, M. (56) 44.39.42	NANCY 8, rue St-Michel (première place près du Palais Ducal), M. (9) 332.84.84
CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clémenceau, M. (73) 93.97.06	NANTES 15, rue Gambetta (près rue Croix-Rouge), M. (40) 74.59.35
DIJON 100, rue Monge, M. (83) 45.02.45	NICE 6, rue de la Bouchette (Vieux Nice), M. (93) 80.14.89
GRENOBLE 59, rue St-Laurent, M. (76) 42.55.75	RENNES 18, rue E. Zola (près du Musée), M. (99) 30.26.77
LILLE 28, rue Esquermoise, M. (20) 55.69.39	ROUEN 43, rue des Charrettes, M. (59) 71.96.22
LIMOGES 57, rue Jules-Norcia, M. (83) 79.15.82	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, M. (88) 36.73.78
LYON 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel), M. (71) 828.38.51	TOULOUSE 1, rue des Trois Renards (près place St-Sernin), M. (63) 22.92.40
MARSEILLE 109, rue Pasteur (métro Estrugues), M. (91) 57.50.54	TORONTO 5, rue H. Bonhomme (près des Halles), M. (47) 61.03.28
MONTPELLIER 8, rue Sévère (près Gare), M. (67) 58.19.32	

Ouverts du mardi au samedi inclus.

Pour vous installer vous-même facilement, très rapidement à des prix imbattables !

Dans nos catalogues gratuits, 11 livres (Bibliothèques, Standard, Contemporaines, Ligne Or, Ligne Noire...) plus de 600 modèles interchangeables, étonnants, à des prix imbattables.

CATALOGUES GRATUITS

En envoyant ce bon à :

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

75600 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer, sans engagement, vos catalogues en cours. Ils contiennent tous les détails (matériaux, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, prix, etc.) sur tous nos modèles.

N° _____ Rue _____

St _____ Escalier _____

Code postal _____ Ville _____

Md42

Catalogues par téléphone : 34 h sur 24. Répondeur automatique (1) 320.73.33

Un de nos modèles. Rastres Loom XIII

"Ligne Noire" 25 modèles, 12 couleurs

Le Monde

société

Le secrétaire d'Etat à la santé condamne l'appel aux « mères de remplacement »

Une association qui se propose de favoriser les « mères d'adoption » à des femmes stériles, en leur faisant adopter des enfants, vient d'être créée à Marseille. Elle s'est attirée, vendredi 21 octobre, une condamnation formelle du secrétaire d'Etat à la santé qui juge inacceptable cette initiative, précédée d'une

expérience similaire — mais moins officielle — à Paris. Le secrétaire d'Etat de la santé « ne peut que condamner de telles pratiques qui soulèvent de graves questions éthiques, morales et juridiques ». Il met en garde les couples « qui seraient tentés de s'adresser à ces organismes dont les buts ne sont qu'humanitaires ».

et en appelle « au sens de l'éthique des médecins pour ne pas les cautionner ». Le secrétaire d'Etat précise qu'il a pris contact avec le Garde des Sceaux « pour examiner l'ensemble des problèmes juridiques posés par ces pratiques et les dispositions qui pourraient être prises pour y mettre fin ».

De notre correspondant

Marseille. — L'association Mères d'adoption, qui se propose de favoriser les « mères d'adoption » à des femmes stériles, vient d'être créée à Marseille par les dirigeants du Centre d'exploration fonctionnelle et d'études de la reproduction (CEFER). Son objectif est de « permettre à toute femme qui le désire d'adopter une autre femme à devenir mère en portant pour elle sa grossesse », après que le mari aura fourni le sperme nécessaire.

Cette association a but non lucratif sélectionner des volontaires (les mères « biologiques ») et servir d'intermédiaire avec les couples stériles demandeurs d'enfants, en préservant l'anonymat des uns et des autres. La CEFER (1) développe une éthique différente de celle pratiquée dans les CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme) puisque sa propre banque de sperme rémunère les donneurs qui, actuellement, reçoivent 100 F par sécrétion. L'association Mères d'adoption, qui en est l'organisateur, affirme vouloir écarter « l'aspect mercantile de

l'opération et les possibilités de trafic auxquelles elle pourrait donner lieu ». Aucun versement préalable ne sera demandé pour l'étude d'un dossier, affirme le docteur Geller, ni pour le couple ni pour la mère d'accueil, et tous les actes médicaux requis seront pratiqués au tarif de la Sécurité sociale.

50 000 francs d'indemnité

Cependant, on a prévu une « indemnité forfaitaire » pour les mères d'accueil destinée à « dédommager des contraintes ». Elle a été fixée à 50 000 F, ce qui, de l'avis du docteur Geller, suffit à lever les hésitations mais n'est pas assez important pour susciter des vocations de « porteuses ». D'ailleurs, chaque candidate sera limitée à trois grossesses. Versée sur compte bloqué, cette indemnité sera remise à la mère d'accueil seulement au moment du « transfert » de l'enfant, qui se fera à la clinique même sous

contrôle d'un responsable de l'association après qu'elle aura accouché en masquant son identité.

Car, pour tourner le droit français, les promoteurs du projet ont eu recours à un stratagème : la mère « biologique » renonce légalement à ses droits sur l'enfant, comme pour un abandon, tandis que le père — celui qui a fourni le sperme — signe une reconnaissance de paternité.

Ainsi l'enfant, aux termes de la loi, devient-il adoptable. Mais pour qu'il ait son statut d'enfant légitime et que le tribunal prononce l'adoption plénière, il faudra attendre neuf mois, c'est-à-dire trois mois pour que la mère « biologique » puisse revenir sur sa décision, comme la loi l'y autorise et six mois pour que le tribunal se prononce sur l'adoption.

On voit d'ici les complications qui pourront surgir : devant le changement d'attitude de la mère d'accueil, l'Association n'aura d'autre recours que de bloquer l'indemnité. Au cas où celle qui met au monde décide en cours d'accouchement, il sera demandé au couple de souscrire une police d'assurance au profit de la mère d'accueil, dont le montant s'ajoutera bien sûr à l'indemnité forfaitaire.

Qu'arrivera-t-il si l'enfant qui vient en monde est anormal et si personne n'en veut ? Dans cette hypothèse, il semble bien que son cas relèvera alors des services de la direction de l'action sanitaire et sociale.

JEAN CONTRUCCI.

(1) Les docteurs Sacha Geller et Roland Bajoux ; CEFER, 21, rue Edmond-Romand, 13006, Marseille.

Les apprentis sorciers

L'industrie des « mères de remplacement » fleurit aux Etats-Unis depuis quelques années, sous l'égide de médecins et de juristes et sous la forme d'un commerce hautement lucratif, comme nous l'avons exposé dans le Monde des 20, 21, 22 et 23 avril 1983 (Le Los Angeles Times). Les complications juridiques et les scandales s'y multiplient autour de recours et de procès en refus de paternité ou en « dénonciation » de « contrats moraux » qui n'ont aucune valeur.

En France, après la naissance en avril dernier d'un enfant porté par une jeune au bénéfice de sa sœur stérile, une association privée destinée à procurer des « mères de remplacement » s'est créée à Paris au mois de juillet dernier (1). Elle n'avait pas reçu le soutien, comme c'est le cas à Marseille, d'organisations médicales constituées.

Le transfert du sperme dans une matrice autre que celle de la mère est contraire à l'éthique des centres nationaux d'insémination artificielle (les CECOS), qui obéissent à des règles rigoureuses, fixées non par la loi, mais

par un code moral que les pays étrangers citent comme un modèle du genre. Le CEFER de Marseille, qui entraîne la première de ces règles, celle du bénévolat, n'est placé en marge depuis sa création.

En toute hypothèse, les difficultés d'ordre moral ou légal ne pourront que s'accroître dans les années à venir dans le domaine de la procréation, en raison des discordances sans cesse plus grandes entre des règles juridiques européennes et l'évolution rapide de la morale sociale et des techniques médicales.

Certains médecins jouent aux apprentis sorciers ; d'autres, très fort heureusement, récupèrent à des fins commerciales les possibilités que leur offre la science. Quant au législateur, il reste dans l'expectative, attendant, comme il l'a toujours fait dans le passé, que l'évolution des mœurs impose formellement celle des lois.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(1) ANIAS, 6, rue Robert-Estienne, 75006 Paris.

UNE INTERDICTION DES POUVOIRS PUBLICS

Deux appareils modernes de diagnostic ne pourront être installés à Marseille

Les deux cliniques privées marseillaises (clinique du Parc et clinique Clairval) qui avaient annoncé (le Monde du 4 octobre) qu'elles avaient fait l'acquisition d'appareils à résonance magnétique nucléaire (R.M.N.) devront « suspendre l'installation ou la mise en service de ces équipements », annonce le secrétaire d'Etat à la santé. Ces appareils permettent d'obtenir des images corporelles plus précises que les scanners.

Selon le secrétaire d'Etat, la R.M.N. « comporte encore des incertitudes très importantes. L'utilisation médicale n'est pas encore maîtrisée du point de vue diagnostique » et les éventuels effets secondaires sur les patients en utilisation sont mal connus. En outre, « les conditions dans lesquelles l'assurance-maladie pourrait pren-

dre en charge leur utilisation ne sont pas encore déterminées ».

C'est pourquoi, ajoute le secrétaire d'Etat, « les pouvoirs publics ont décidé de réserver les premières autorisations à des fins de recherche, d'enseignement et d'expérimentations cliniques et économiques. Quatre sites ont été sélectionnés à cet effet dans les hôpitaux publics, à Paris, Bordeaux, Grenoble et Montpellier. Les installations ultérieures seront décidées d'après les résultats ainsi obtenus et selon une répartition équilibrée des appareils sur tout le territoire ».

En attendant, concède le communiqué, « l'implantation d'appareils à R.M.N. en milieu hospitalier est soumise par décret à une autorisation préalable, et les deux cliniques marseillaises doivent se soumettre à la réglementation en vigueur ».

Une raison économique

La véritable raison de l'opposition du secrétaire d'Etat à cette implantation « sauvage » est, au-delà de considérations éthiques et scientifiques fondées, d'ordre économique.

La Compagnie générale de radiologie, la seule entreprise capable de préserver une relative indépendance de la France en matière d'imagerie médicale, a quatre appareils à R.M.N. en fabrication. Le marché français est évalué à vingt appareils. Si dix appareils étrangers sont installés (et c'est le cas de ceux de Marseille), il est clair que la C.G.R. ne pourra continuer son programme et que la France devra accepter une

dépendance totale à l'égard de l'étranger.

Le secrétaire d'Etat à la santé précise en outre que « les examens pratiqués sur des malades volontaires doivent être gratuits pendant la période, qu'il baptise « expérimentale », de mise en place des appareils à R.M.N. C'est par ce biais qu'il entend former les équipes des cliniques privées. Mais il n'est pas certain que la situation financière très difficile dans laquelle se trouve la C.G.R. lui permette de tenir le choc de la bataille engagée.

D'E-L.

Les reclus de Saint-Flour

De notre correspondant

Saint-Flour. — Jeudi 19 octobre, 6 h 15. Le jour n'est pas encore levé sur Saint-Flour. La brume couvre la ville basse endormie. Les hauteurs, sur leur promontoire, n'ont pas vu passer, une heure auparavant, derrière la cathédrale, dix-neuf hommes du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) dirigés par le capitaine Philippe Muscat.

Le quart d'heure sonne. Une charge de 250 grammes de plastique font voler en éclats la porte d'une petite maison aux pierres noires de la rue Saint-Roch. L'assaut a duré deux minutes. Les jets de gaz lacrymogènes neutralisent dans leur sommeil Esther Albouy, soixante ans, et son frère Hubert, quarante et un ans, installés dans la même lit, mêlés à un amas de détritus.

A leurs pieds une hache, une carabine 22 long rifle, un fusil de chasse à canon scoté, une arme Remington destinée au très gros gibier avec une balle engagée dans le canon. Dans la pièce voisine, le cadavre de leur frère Rémi, né il y a cinquante-six ans, dégage une odeur pestilentielle. Il se décompose depuis mai ou juin 1980.

On conduit aussitôt les deux morts vivants à l'institut médico-psychologique de Volzac, à 2 kilomètres de Saint-Flour. Ils attendront dans cet établissement de comparution devant le juge d'instruction d'Aurillac. A la préfecture, évidemment tenus au courant, on rédigea en milieu de journée un sombre communiqué de victoire : l'opération d'expulsion a soulagé Saint-Flour, collée à cette misérable affaire depuis trente-huit ans !

Le drame remonte à la Libération. Les Allemands ont quitté la Cantal et abandonné quelques collaborateurs. Esther Albouy, employée des postes, est accusée d'avoir livré des noms de résistants à l'ennemi, d'avoir offert ses charmes à des officiers. Arrêtée, elle est condamnée avec trois autres femmes sur la place du Faubourg devant des centaines de personnes.

Ses parents, profondément humiliés, la récupèrent dans la maison de la rue Saint-Roch qui appartient au Carmel et où ils vivent depuis 1922. Ils ferment dans l'indifférence du quartier. Les habitants se souviennent encore d'avoir aperçu la recluse dans la rue penchée, mais lui seul seulement et attachée. Ces promenades fantomatiques dureront sept ans. Depuis 1952, plus personne ne va son visage jusqu'à l'assaut de jeudi matin.

Les parents meurent au début des années 60. Les

enfants ne déclarent leur décès qu'après une quinzaine de jours. Esther Albouy reste dans son enfermement, dans sa folie. Ses frères, Rémi et Hubert, peu à peu, participent à la dérive.

Rémi travaille jusqu'au moment où un accident lui laisse une pension d'invalidité. Hubert, le plus jeune des trois, étudie le droit à la faculté de Clermont-Ferrand jusqu'en 1968. Saint-Flour se désintéresse plus ou moins d'une sœur « sans doute folle » et d'un frère « gentil mais un peu simple ».

Meia Hubert Albouy abandonne les bancs de l'université et retourne dans le cercle familial pour s'enfermer à son tour. On ne le verra plus. Les Saint-Flourais sont alors dévorés : les Albouy sortent vraiment des normes, bien que Rémi, le cadet, maintienne quelques rares contacts avec la population et surtout les commerçants. Un aspect l'aperçoit pour la dernière fois au printemps 1980. Rémi est peut-être mort ?

Feu sur le carmel

Les voisins et les passants subissent des désagréments plus pénibles. Le carmel, à son appartenance la maison des Albouy, obtient contre eux un arrêt d'expulsion. Cachés derrière leur fenêtre, Esther et Hubert Albouy profèrent des insultes et des menaces. Ils font leur folie sur l'événement de Saint-Flour et leurs voisins carmélites, dont les locaux essuient des coups de feu en 1981. Et ils en viennent à déverser régulièrement dans la rue des excréments.

Leur système de survie est simple. La pension de 2 000 F qu'il leur est versée sert à acheter la nourriture grâce au facteur qui fait suivre les commandes une fois par semaine chez le boucher, une fois par mois chez l'épicier. Toujours des lettres glissées sous la porte. Les provisions sont apportées à l'heure prévue sur la commande. Les commerçants doivent attendre plusieurs minutes ; le temps pour le frère et la sœur de vérifier que derrière leur fenêtre rien ne bouge. Puis la porte s'ouvre sur un espace sombre où sont rapidement déposés les colis.

Malgré la peur, ce ménage durait depuis trois ans dans un décor de pourriture que nettoie aujourd'hui une norie de déblayeurs. Saint-Flour veut effacer rapidement ces traces de la déchéance.

Bref, on a sorti la grand jeu pour deux reclus qu'on pensait, dit le maire, avoir per le fait.

LIBERT TARRAGO.

EDUCATION

LE DEBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVE

L'UNAPEL ACCPETE LA DISCUSSION

Le texte présenté le 19 octobre par M. Alain Savary sur les relations entre enseignement privé et enseignement public continue de susciter des réactions. La plupart des partenaires du ministre de l'éducation nationale restent prudents et soumettent leur réponse aux décisions de leurs instances statutaires. Le Comité national de l'enseignement catholique se réunira au cours du week-end prochain, et le Comité national d'action laïque (CNAL) fera connaître sa position au milieu de la semaine prochaine.

Pour M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), certains points du projet Savary « apparaissent intéressants ». Il se déclare prêt à « accepter de discuter » de ceux qui sont aujourd'hui sujets de conflits avec l'Etat. En revanche, il « refuse catégoriquement », sous leur forme actuelle, les propositions de titularisation et de nomination des chefs d'établissement.

P.S. : accord sur la méthode

Le secrétaire général du P.S. approuve « la méthode retenue » par M. Alain Savary qui « aborde les problèmes par la négociation et selon leur degré de difficulté ». Le P.S. note que « les solutions proposées par le gouvernement devraient permettre de montrer concrètement à tous que l'éducation peut être nationale sans être uniforme, et que l'idéal d'un grand service public fondé sur la laïcité correspond aux besoins du pays ». Le P.S. déplore que « les forces de droite aient entrepris une querelle d'un autre âge contre l'enseignement public, rendant ainsi plus malaisée l'indispensable rénovation de nos systèmes scolaires ».

M. Jean-Michel Baylet, président du M.R.G., souhaite que « le processus engagé par M. Alain Savary aboutisse enfin à la paix scolaire [et] approuve la méthode de discussion proposée ».

M. Didier Bariani, président du parti radical, juge qu'en « voulant théoriquement limiter l'enseignement privé, les socialistes en font la fortune ».

SPORTS

CYCLISME

Tour de France 1984 : six étapes alpestres et cinq arrivées en altitude

Le Tour de France 1984 aura lieu du 29 juin au 22 juillet avec une arrivée sur les Champs-Élysées, à Paris. Distance totale : 3 900 kilomètres. Présenté, mercredi 19 octobre, à Paris par M.M. Jacques Goddet et Félix Léviat, le parcours 1984 rappelle, dans ses grandes lignes, celui du Tour 1983, qui donna lieu à une épreuve de qualité. Le prologue sera disputé à nouveau dans une localité de la banlieue parisienne — en Seine-Saint-Denis cette fois — puis les coureurs se dirigeront vers le Nord, l'Ouest et le Sud-Ouest pour aborder les Pyrénées à Pau, le dixième jour. Ils traverseront ensuite le Rouergue et les Cévennes auxquels succéderont six étapes alpestres.

Il n'y aura pas moins de cinq arrivées en altitude, dont quatre en l'espace de cinq jours, à Guzet (près de Saint-Girons), La Ruchère, l'Alpe d'Huez, La Plagne et Crans-Montana, le tracé effectuant une profonde incursion en Suisse. Dans les Pyrénées, le Tour 1984 évitera l'Aubisque ainsi que le Tourmalet, il franchira, en revanche, les cols d'Aspin, de Peyresourde, de Mente, du Portet d'Aspet, du Luitel et plusieurs obstacles inédits, comme le

col de Latrape, dans les Pyrénées. Dans les Alpes, sont notamment au programme les cols du Galibier, de la Madeline, des Aravis, de Joux-Plan et de Bacchus (inédit).

La distance des étapes contre la montre par équipes sera réduite mais les trois étapes contre la montre individuelles, Alpe d'Huez, La Mass, Les Echelles-La Ruchère et Villié-Morgon — Villéfranche-en-Beaujolais totaliseront 130 kilomètres. Il faut donc prévoir un Tour de France très difficile qui comportera, en outre, deux, longues étapes, en ligne : Nantes-Bordeaux (330 kilomètres) et Crans-Montana — Villéfranche-en-Beaujolais (300 kilomètres).

Parmi les points de chute inédits, on citera la petite ville nordique de Lourville, Cergy-Pontoise, Guzet, Rodéz, Le Rouret, La Ruchère, La Plagne et Crans-Montana. La Belgique, la Côte d'Azur et l'Est-restaurant à l'écart de l'itinéraire. Les concurrents se reposent le 14 juillet à Greouble et prendront le T.G.V. à Villié-Morgon alors que la course sera virtuellement terminée. Cependant, et c'est à souligner, les transferts seront pratiquement supprimés.

J. A.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ETES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt à porter grandes tailles.

40, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. 332.66.00

Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier
Parking gratuit.
Catalogue gratuit sur demande

D'un sport à l'autre

FOOTBALL. — Le match de Coupe d'Europe Paris-Saint-Germain-Juventus de Turin a attiré, le 19 octobre, au Parc des Princes, quarante-huit mille sept cent soixante-seize spectateurs payants, qui ont laissé aux caisses 5 336 864 F. Il s'agit de la plus grosse recette enregistrée en France pour un match de football. En revanche, le record d'affluence établi le 2 mars dernier à l'occasion du match Paris-Saint-Germain-Watford, avec quarante-neuf mille quatre cent sept entrées payantes n'a pas été battu.

OMNISPORTS. — M. Edwige Avois, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, a signé avec M. Jacques Mayoux, président de la Société générale, une convention aux termes de laquelle la banque nationalisée proposera à quatre athlètes de haut niveau des postes à mi-temps qui leur permettront de préparer les grandes échéances sportives.

CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS*
SUR TOUS LES PIANOS, du 1^{er} au 29 octobre 1983

PAUL BEUSCHER
15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE. Tél. : 272-05-41

ZIMMERMANN III V : 12445 F
Acajou satiné avec sourdine

* A PARTIR DE 10 000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30 %, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

JUSTICE

M. ANDRÉANI DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

La chute d'un caïd

Il n'avait pas sa canne de bambou. Ni son pardessus en poil de chameau. Avec des allures de vieux bonze chinois, M. Baptiste Andréani, ancien président du conseil d'administration du Grand Cercle, salle de jeu réputée de Paris, s'est présenté les mains nues, jeudi 20 octobre, devant la trente et unième chambre correctionnelle. Celui qui fut surnommé le « pape des jeux » venait le plus simplement du monde répondre, avec son fils Jean-Laurent, directeur du cercle jusqu'à sa fermeture, le 25 mars 1982, d'infractions à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger.

Une audience bon enfant où l'administration des douanes reprochait à MM. Andréani d'avoir, notamment, accepté de la part de leurs clients des sommes importantes en devises sans posséder d'autorisation de la Banque de France. Une audience, cependant, où l'on cherchait moins noise aux fraudeurs présumés qu'au supposé caïd ou parrain des jeux...

« Un parfait honnête homme »

Sacré procès ! Le « pape des jeux » jugé, M. Andréani père, soixante-deux ans, a dû songer avec nostalgie à sa vie passée, sans un seul échec judiciaire. Tandis que les douanes lui réclamaient plusieurs milliards de centimes d'amende, comme il devait regretter des époques plus fastes et tranquilles pour lui... son séjour en Chine, son installation en Indochine, à Saigon, et ses petites « affaires », son retour en France, d'abord à Nice,

où il versa dans l'épicerie fine, puis à Paris où il se tailla un empire, celui du jeu. « J'ai joué toute ma vie, souffla-t-il. Je joue encore. » Mais attention ! « Je n'ai jamais commis aucun délit. »

Etrange balancement. M. Andréani père prouvant que les 588 kilogrammes d'or saisis à son domicile sont bien à lui, en tout bien tout honneur. Le même cherchant à faire croire au président que les chèques des ressortissants étrangers libellés en devises, trouvés chez lui, sont sans provision. La même, sachant parfaitement que ce procès recèle au plus profond une autre morale : dernier survivant de la guerre des jeux - en fait une querelle sanglante et sorde, - l'heure de sa retraite est largement sonnée.

En somme, M. Baptiste Andréani n'a pas survécu à son ennemi historique, Marcel Francini, patron du Cercle Hausmann. Au lendemain de la mort de celui-ci - qui ne fut pas naturelle - alors qu'il sortait de son coupé Jaguar dans son garage, le 15 janvier 1982 - les douanes ravisaient donc à M. Andréani son or. Les ennuis commencent : un mois de prison, la tourment des contrôles fiscaux, l'inculpation de son rejeton, etc.

M. Andréani est un roc. Il n'a pas partagé ses secrets. Ses avocats l'ont assuré : « Ce n'est pas un voyou, c'est un parfait honnête homme. » M. Andréani goûte aujourd'hui toute l'amertume d'un procès en correctionnelle sachant qu'il a perdu en fin de partie.

Jugement le 16 novembre.

LAURENT GRELSAMER.

LE SORT DE M. SAÏD RASHED

Un Libyen dont personne ne veut

M. Saïd Rashed a de la chance dans son malheur. Personne ne paraît vouloir aujourd'hui de ce Libyen arrêté à Paris à la demande de l'Italie, qui le soupçonne d'avoir assassiné à Milan un opposant au colonel Kadhafi. Ni l'Italie, où l'on semble pour l'instant avoir renoncé à demander son extradition, ni les autorités françaises, que le cas Rashed embarrasse au plus haut point.

Pour tenter de comprendre ce paradoxe politico-judiciaire, il faut remonter en 6 octobre. Ce jour-là, M. Rashed est interpellé dans un hôtel parisiens par des agents du contre-espionnage français. Circonstance aggravante pour les relations franco-libyennes, il se trouve à ce moment-là en compagnie de M. Saïd Hafiana, le chargé d'affaires de Tripoli à Paris. Quelques jours plus tard, c'est l'incident diplomatique. Treize-sept Français sont retenus en Libye contre leur gré à l'initiative de comités révolutionnaires auxiliaires, on le sait aujourd'hui, appartenant à M. Rashed.

Si l'incident doit clore, l'hypothèse Rashed passe toujours sur les relations franco-libyennes. M. Hafiana ne s'en cache pas : si son compatriote est libéré à l'italienne, « il peut à nouveau se passer des choses » entre Paris et Tripoli. « Car cette affaire est pour nous insupportable », a-t-il confié au quotidien la Croix du 15 octobre.

Comme l'Italie préférerait, elle aussi, échapper aux foudres libyennes, le mieux serait que M. Rashed recouvre rapidement la liberté. Mais comment se déjouer sans en avoir l'air ? Il existe à cette impasse diplomatique une solution juridique. Cette remise en liberté serait automatique si, pour une raison ou pour une autre, l'Italie « oubliait » d'envoyer à temps la demande d'extradition que la France attend, ou plutôt redoute. La convention franco-italienne de 1870 prévoit en effet que si cette de-

mande n'arrive pas dans les vingt jours qui suivent l'arrestation provisoire de l'intéressé, celle-ci « cesse d'être maintenue ». Comme M. Rashed a été placé sous « écrou extrajudiciaire », c'est-à-dire officiellement incarcéré le 7 octobre, il pourrait retrouver la liberté le 28 au plus tard. Au plus tard, car la chambre d'accusation doit dire, le 25, si son état de santé (il serait asthmatique) est compatible avec son maintien en détention.

En coulisses

Ce n'est pour l'instant que l'un des « montages » possibles, mais il devient de plus en plus prévisible. On laisse entendre à Paris que les Italiens travaillent aujourd'hui délibérément les pieds, impression corroborée à Rome par notre correspondant Philippe Pons.

Si cette hypothèse se vérifiait, l'affaire Rashed prendrait fin sur un arrangement franco-libyen, négocié en coulisses, mais dont la chambre d'accusation de Paris devrait assurer la paternité, puisque c'est elle qui remettrait M. Rashed en liberté. Inutile de dire que cette perspective n'enchantait guère les magistrats de la cour d'appel, dont l'émotion se comprend : c'est délibérément que les autorités françaises ont arrêté l'agent libyen et l'ont fait comparaître une première fois devant la chambre d'accusation, alors que cette affaire aurait pu être réglée discrètement, en fermant les yeux, par exemple, sur le séjour de M. Rashed en France, où il n'était qu'en transit, assure M. Hafiana.

Aujourd'hui, après le coup de semonce de Tripoli, Paris et Rome cherchent une échappatoire. Mais c'est la justice qui risque, à son corps défendant, d'en faire les frais. Commode, mais peu glorieux pour les magistrats.

BERTRAND LE GENDRE.

Faits et jugements

Guy Mauvillain sera jugé à Bordeaux

Guy Mauvillain, qui a été condamné le 25 novembre 1975 à dix-huit ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de la Charente-Maritime pour le meurtre de M^{lle} Elise Meilhan, âgée de soixante-seize ans, et qui a toujours clamé son innocence, sera jugé par la cour d'assises de la Gironde. La chambre criminelle de la Cour de cassation a en effet cassé, jeudi 20 octobre, cet arrêt sur un « pourvoi dans l'arrêt de la loi et du condamné » de son procureur général, formé à la demande du garde des sceaux.

Guy Mauvillain est en liberté depuis l'arrêt de la garde des sceaux du 17 juillet 1981 suspendant l'exécution de sa peine.

Par leur arrêt, les magistrats de la Cour suprême ont sanctionné une subtile irrégularité de procédure commise lors du tirage au sort du jury de la session de la cour d'assises, effectué le 2 octobre 1975 par M. Trunet, le moins ancien des vice-présidents du tribunal de Saintes, en méconnaissance des dispositions de l'ancien article 266 du code de procédure pénale, selon lequel ce tirage devait être fait par le président du tribunal lui-même ou, en cas d'empêchement, par le vice-président le plus ancien.

Une démarche à l'Elysée en faveur des Irlandais de Vincennes

Une délégation de personnalités membres du comité de soutien aux trois Irlandais de Vincennes devait être reçue, vendredi 21 octobre à 18 heures, à l'Elysée où elles ont demandé à s'entretenir avec M. Jean-Claude Collard, directeur du cabinet de M. François Mitterrand. Les membres de ce comité, qui compte dans ses rangs le docteur Alexandre Minkowski, M. Alain Krivine et M^{rs} Denis Langlois, souhaitent que Michel Plunkett, Stephen King et Mary Reid, parties civiles dans l'instruction en cours, soient autorisés à rester en France selon leur désir.

Comme le ministère de l'Intérieur a signifié à leurs avocats, le gouvernement y est actuellement opposé (le Monde du 21 octobre). Pour contourner cet obstacle, les trois Irlandais ont l'intention de demander à bénéficier du droit d'asile. Mais leur demande n'était pas encore parvenue vendredi matin à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. De toute manière, cette demande ne vaut pas autorisation de séjour, que seul le ministère de l'Intérieur peut accorder.

De plus, aucun ressortissant de la Communauté européenne ne bénéficie actuellement en France du statut de réfugié.

Un avocat condamné à trois ans de prison est arrêté à l'audience

La trentième chambre du tribunal de Paris, présidée par M^{re} Jacqueline Chevallier, a déclaré, jeudi 20 octobre, M^{re} Arlette Vanacker coupable d'escroqueries et d'émission de chèques sans provision, et M^{re} Charles Taillat, avocat au barreau de Paris, actuellement suspendu par son ordre, coupable de recel, d'escroqueries et d'abus de confiance au préjudice de la comtesse Diane Dufaur de Rochefort, vieille dame âgée de quatre-vingt-cinq ans. La première en avait été la gouvernante et le second son conseil en affaires (le Monde du 1^{er} octobre).

M^{re} Arlette Vanacker, déjà en détention provisoire, est condamnée à quatre ans de prison, tandis que M^{re} Taillat, resté libre jusqu'à ce jour, est condamné à trois ans de la même peine, mais assortie d'un mandat de dépôt qui a entraîné son arrestation immédiate à l'audience.

Un troisième inculpé, M. Raymond Vanacker, mari de M^{re} Arlette Vanacker, actuellement en instance de divorce et dont le rôle avait été moindre, est condamné à un an de prison avec sursis.

Le corps de Robert Boulin, exhumé le 16 novembre. - Le corps de Robert Boulin, ancien ministre du travail, décédé le 29 octobre 1979, sera exhumé le 16 novembre, sur décision de M. Michel Macéron, juge d'instruction à Versailles (nos dernières éditions). L'exhumation du corps permettra à des médecins légistes d'examiner le crâne et la colonne vertébrale. Cette décision constitue le premier aboutissement de la plainte contre X, pour « homicide volontaire », déposée le 7 juin dernier par M^{re} Colette Boulin et son fils Bertrand. La veuve de l'ancien ministre conteste, en effet, que son mari se soit suicidé.

SCIENCES

LE MÈTRE EST MORT VIVE LE MÈTRE

C'est fait. Le mètre comme unité indépendante a vécu. On continuera à parler de système métrique pour désigner ce qui est, formellement, le système international d'unités, mais le mètre n'y sera plus qu'un dérivé de l'unité de temps. Depuis jeudi 20 octobre, « le mètre est la longueur du trajet parcouru dans le vide par la lumière en 1/299 792 458 secondes ».

Ainsi en ont décidé les représentants de quarante-et-une États à la Conférence internationale des poids et mesures, réunie cette semaine à Paris.

Il y avait plus de vingt ans que le mètre n'était ni la dixième millionième partie du quart du méridien terrestre ni la longueur du « mètre étalon » (le Monde du 13 juillet 1983). Au moins subsistait-il un étalon de longueur, défini par une radiation de l'atome de rubidium. De même, la seconde n'est plus définie à la rotation de la Terre, mais dépend d'un autre atome, le césium. Or ce dernier fournit une définition cent mille fois plus précise de la seconde que ne le fait le rubidium pour le mètre. On pouvait transférer, en théorie, la précision de l'unité de temps à l'unité de longueur, en fixant une constante fondamentale, la vitesse de la lumière. En pratique le gain en précision n'est que de 10 à 100. Mais les progrès techniques se chargent d'améliorer cette valeur.

Constatations et femmes du monde, inutile d'être inquietes pour la longueur des robes. Il n'y a aucune différence perceptible entre le nouveau mètre et l'ancien. Les doctes personnes réunies à Paris ne sont pas des iconoclastes. Il y a dix ans qu'elles envisageaient le changement. Il y a huit ans qu'elles ont « recommandé » l'usage de la nouvelle définition. Pour que celle-ci prenne force de loi, il fallait en étudier toutes les conséquences, en particulier juridiques, puis se réunir, enfin décider. C'est fait.

MAURICE ARVONNY.

DÉFENSE

Six hélicoptères Ecureuil pour l'Australie. - Le ministère australien de la défense vient de commander six hélicoptères Ecureuil de liaison et de sauvetage à la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) en France. Cet achat s'ajoute à l'acquisition, en août 1982, de dix-huit hélicoptères du même modèle. A ce jour, la SNIAS a vendu mille trente-cinq clients répartis dans trente-quatre pays.

PRESSE

Avant les enchères LES ANCIENS DE « COMBAT » AFFIRMENT LEURS « DROITS MORaux » SUR LE TITRE

L'annonce de la mise en adjudication du titre Combat, le 26 octobre, a provoqué jeudi soir 20 octobre la réunion de cinquante-quatre anciens collaborateurs de ce quotidien, issu de la Résistance et qui, dirigé par Henry Frenay, rassemblait à la Libération plusieurs grandes plumes de la presse française : Albert Camus, Pascal Brion, Claude Bourdet, Albert Ollivier, Georges Altschuler, Marcel Gimont, Hector de Galard.

Les anciens de Combat se sont constitués en association afin d'affirmer, selon un communiqué, leurs « droits moraux » sur le titre du journal. L'association a décidé de « se porter acquiescent pour exprimer symboliquement son opposition à toute opération purement commerciale ». Mais, simultanément - avec l'appui de la Fédération française des sociétés de journalistes - l'association a décidé de déposer un référé pour obtenir la suspension de la vente aux enchères du titre Combat.

Parmi les participants, un représentant du mouvement « Combat », le général Maurice Chevalier, Bertin, premier secrétaire général de ce réseau de résistance, a, selon le communiqué, « approuvé les décisions » et annoncé « l'intention de plusieurs fondateurs du mouvement d'agir dans le même sens ». La présidence du bureau provisoire de l'association a été confiée à M. Jean Lacouture, rédacteur à Combat de 1950 à 1952.

Rappelons que la mise à prix initiale du titre, soumise aux enchères, est fixée à 25 000 francs, avec un droit de participation de 20 000 francs. Cette dernière somme a été collectée jeudi soir parmi les participants.

DU 22 AU 29 OCTOBRE
CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

1^{er} salon Renault de l'occasion

OUI

VOUS AVEZ 10 JOURS POUR ÊTRE CONVAINCU

Si vous achetez votre voiture d'occasion garantie O.R. durant le 1^{er} Salon Renault de l'Occasion, vous avez 10 jours à partir de la livraison pour constater que cette voiture, garantie 6 mois pièces mécaniques et main-d'œuvre, kilométrage illimité, est vraiment une voiture transparente.

Si par hasard, pendant les 10 jours qui suivent sa livraison, vous découvrez que cette voiture n'est pas celle qui vous convient, ramenez-la à votre concessionnaire Renault. C'est cela la conception de la transparence chez Renault.

OUI

POUR GAGNER LA VOITURE DE VOTRE CHOIX

Il vous suffit d'aller chez votre concessionnaire Renault et de choisir une voiture parmi les véhicules d'occasion de marque française ou étrangère exposés. Reportez son numéro d'immatriculation sur le bulletin-jeu que vous glissez dans l'urne. 12 tirages au sort auront lieu en France

AU CREDIT TOTAL

Pendant toute la durée du Salon, vous pouvez demander un crédit total, sans versement comptant sur toutes les voitures d'occasion.

OCCASIONS RENAULT

A l'invitation de la Fnac et de la Sorbonne/Paris I 21 Nobels à Paris

Science et paix. La réponse des Nobels.

Il y a cent cinquante ans naissait Alfred Nobel. Et c'est à Paris qu'il dicta le testament instituant les Prix Nobel.

Mais cela ne suffit pas pour expliquer ce rendez-vous absolument exceptionnel de 21 Prix Nobel, en octobre 83, à Paris.

Le deuxième millénaire est là, inquiétant. Nous sommes lancés dans la grande aventure de l'informatique et de l'électronique. Les armes avec lesquelles les hommes s'entre-tuent deviennent de plus en plus scientifiques. Et chaque jour davantage, on apprend à manipuler le matériel génétique.

Alors... progrès ou illusion... science et morale... vers quoi va le monde ? Et l'homme peut-il encore choisir entre le toujours plus loin

de la pure intelligence et la sagesse de simples valeurs humaines ?

Cette réunion de Nobels, appartenant à des disciplines complètement différentes, veut donc être une réflexion. En commun et publique, sur cet immense point d'interrogation qu'est le futur du monde.

Etant Prix Nobel, détient-on, de ce fait, toute la vérité ? Bien sûr que non. Mais la confrontation d'hommes situés hors du commun, à la fois entre eux et avec le public, valait d'être tentée. D'autant qu'à chacune de ces réflexions participeront - systématiquement invitées - des personnalités françaises de tous les horizons scientifiques, politiques ou culturels.

Ceci, pour déboucher sur quoi ? Seules, les

rencontres le diront. Mais, éditant l'intégralité des débats, la Fnac l'adressera à tous les pouvoirs publics internationaux, à toutes les fondations et universités, à tous les organismes de réflexion et de recherche.

En trois rencontres, trois réponses à tout ?

Sûrement pas.

Mais il est important de réfléchir. Avant d'être contraint de subir.

Ces rencontres auront lieu au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne - 45, rue des Ecoles, Paris 5.

Entrée sur présentation d'une carte d'accès (la salle n'accueille que 2000 personnes !) librement disponible dans les 3 Fnac parisiennes.

						
Amnesty International Prix Nobel de la Paix 1977	Nikolaï Basov Urss Prix Nobel de physique 1964	Baruch Blumberg Etats-Unis Prix Nobel de médecine 1976	Bureau International du Travail Prix Nobel de la Paix 1969	Owen Chamberlain Etats-Unis Prix Nobel de physique 1959	Comité international de la Croix-Rouge Prix Nobel de la Paix 1917, 1944 et 1963	Léon Cooper Etats-Unis Prix Nobel de physique 1972
						
Carl Ferdinand Cori Etats-Unis Prix Nobel de médecine 1947	Allan M. Cormack Etats-Unis Prix Nobel de médecine 1979	Otto Ernst Fischer Rfa Prix Nobel de chimie 1973	Dorothy Crowfoot Hodgkin Grande-Bretagne Prix Nobel de chimie 1964	Léonid Kantorovich Urss Prix Nobel d'économie 1975	Sean Mac Bride Irlande Prix Nobel de la Paix 1974	Sir Peter Brian Medawar Grande-Bretagne Prix Nobel de médecine 1960
						
Czeslaw Milosz Etats-Unis Prix Nobel de littérature 1980	Louis Néel France Prix Nobel de physique 1970	Abdus Salam Pakistan Prix Nobel de physique 1979	William Shockley Etats-Unis Prix Nobel de physique 1956	Unicef Etats-Unis Prix Nobel de la Paix 1965	George Wald Etats-Unis Prix Nobel de médecine 1967	Maurice Hugh Wilkins Grande-Bretagne Prix Nobel de médecine 1962

Technologie : illusion ou progrès ?

...avec Léon Cooper, George Wald, Allan M. Cormack, Louis Néel, Czeslaw Milosz, Pavel Cerenkov, et les représentants du Bureau International du Travail.

• Invités : Jacques Rigaud, Maurice Papo, Jean Couture • Président de séance : Hélène Ahrweiler • Animateur : Serge July.

Le mercredi 26 octobre, à 17 heures

La science face à la morale

...avec Baruch Blumberg, Carl Cori, Otto Ernst Fischer, Dorothy Crowfoot Hodgkin, Sir Peter Brian Medawar, William Shockley, et les représentants de l'Unicef.

• Invités : Jean-Marc Levy-Leblond, Pierre Thuillier, Léon Schwartzberg, Paul Valadier • Président de séance : Henri Laborit • Animateur : Patrick Poivre d'Arvor.

Le jeudi 27 octobre, à 17 heures

La paix par les armes

...avec Abdus Salam, Maurice Wilkins, Owen Chamberlain, Sean Mac Bride, Nikolai Basov et les représentants de la Croix-Rouge et d'Amnesty International.

• Invités : Adré Glucksmann, Général Gallois, Jacques Soppelsa, Georges Duby, Alao Minc • Président de séance : Samuel Pizar • Animateur : Ivan Leval.

Le vendredi 28 octobre, à 17 heures

Egalement, à Fnac-Forum : les Nobels français

Parallèlement à cette manifestation, la Fnac présente une exposition photo exclusivement consacrée aux Nobels français. A l'auditorium de Fnac-Forum. Du mardi 25 ou samedi 29 octobre, de 14 h à 19 h

1550 1001

150000

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

/Paris/

Coups d'ailes

SRI-LANKA : LE MIROIR BRISÉ

COMME si le « paradis » était devenu le palais de la Belle au bois dormant. Une île soudain désertée par des milliers de vacanciers étrangers (1), lorsque, fin juillet début août, la « Scierie cinghalaise », a, de par la volonté d'une poignée de fanatiques, fait place à la furie cinghalaise. Pour la minorité tamoule (18 % des 14,8 millions de Sri-Lankais), un cauchemar de plusieurs jours, dont les clairières sont encore visibles aujourd'hui dans la capitale, Colombo, mais aussi dans nombre de villages qui bordent les routes de l'intérieur et où les échappées étonnantes, aux murs noirs, sont toujours figées dans un silence accusateur. Pour le pays tout entier, au-delà des dommages matériels

recensés (mais le « cœur » de l'activité économique n'a pas été touché), des dégâts psychologiques dont on mesure, à présent, l'étendue. Car c'est l'image même du pays qui a été atteinte. Quelque chose comme une réputation patiemment forgée et qu'il faut, une fois le faux pas accompli, des mois, voire des années, pour reconstruire. Dans le cas de Sri-Lanka, cela pourrait s'appeler : le piège du paradis. La tentation était forte, il est vrai, irrésistible même, d'épingler sur la carte touristique mondiale cette perle accrochée au sous-continent indien, en invoquant les témoignages de tous les voyageurs célèbres ayant succombé à son charme exotique, un

exercice dans lequel la compagnie aérienne nationale Air Lanka allait particulièrement se distinguer. Qui ne se souvient, en effet, avoir un jour croisé du regard ces placards publicitaires qui citaient Adam et Eve, Shalou, le roi Salomon, Marco Polo ou Mark Twain pour vous convier à venir respirer dans l'île « un parfum de paradis ».

Couchée sur papier glacé, l'image s'était ancrée dans les esprits pour, finalement, devenir synonyme d'un pays qui attirait le rêve comme l'aimant la limaille. L'été dernier, le piège se refermait brusquement, et le monde, stupéfait, découvrait ce paradis qui perdait la tête et s'enflammait. Contraste saisissant qu'illustrait, dans un magazine, la juxtaposition provocante de photos de ruines encore fumantes et d'une publicité où une plage infinie, bordée de cocotiers, vous invitait à l'évasion. La machine à faire rêver animal, s'enrayait, puis volait en éclats. Paradis en panne, paradis perdu ?

Sauver la saison d'hiver

Aujourd'hui, les responsables du tourisme sri-lankais essaient, tant bien que mal, de recoller les morceaux de ce miroir brisé. D'abord en aidant une profession sinistrée à encaisser le choc. Ensuite, en s'apprêtant à lancer des campagnes de promotion (une somme de 1,5 million de dollars a été débloquée à cet effet) destinées à ressusciter l'image ainsi ternie, ou en participant aux efforts engagés, de par

le monde, par tous ceux qui espèrent encore pouvoir sauver une saison d'hiver bien compromise.

On organise des conseils de guerre. On consulte des experts. On tâte aussi parfois. Ainsi cherche-t-on à se justifier, à combattre la « publicité négative » résultant de comptes rendus jugés souvent incorrects et exagérés, voire « mal intentionnés et mensongers ». Avec le risque évident, en prenant ainsi le touriste à témoin, de l'entraîner sur un terrain glissant, celui de la politique intérieure d'un pays dont le seul intérêt résidait, jusqu'à présent, pour lui, dans l'exotisme de ses paysages et le sourire de ses habitants.

Comment ne pas voir un plus que, eu accablant la thèse du « complot gauchiste », le gouvernement laisse ouverte la possibilité d'une nouvelle crise, nombre des leaders supposés courant toujours. Et qu'il suspend ainsi, au-dessus de sa tête, une épée de Damoclès qui explique l'incertitude et l'inquiétude que l'un perçoit chez les moins optimistes.

Logique avec lui-même, le gouvernement entend désormais être prêt à parer à toute éventualité, conscient qu'il est, comme la plupart des professionnels de ce secteur, que le tourisme local ne se relèverait pas d'une nouvelle flambée de violence. Même si, comme cet été, pas un touriste n'était inquiet. Même si la vie se poursuivait presque normalement. Ainsi les autorités ont-elles décidé d'organiser, de temps en temps, des exercices d'alerte des-

tinés à entretenir la vigilance des forces de l'ordre. Le premier devait avoir lieu le 10 octobre. Informée par voie de presse, la population était invitée « à ne pas paniquer » à la vue d'un inhabituel déploiement de forces. Un oubli, cependant : le touriste, qui, à peine débarqué, risquait de se trouver confronté à un spectacle quelque peu déroutant.

« Comment convaincre les étrangers que tout est redevenu normal alors que l'état d'urgence demeure en vigueur ? », fera également observer un journaliste local. Réflexion d'autant plus pertinente que ce journaliste exhorta, pour sa part, une nouvelle crise dans les mois, voire dans les années à venir.

« La question tamoule n'existe plus », ira-t-il même jusqu'à affirmer avec, il est vrai, un brin de provocation.

Nombreux sont, en effet, ceux qui pensent que les destructions de cet été, préméditées et minutieusement accomplies, visaient, après la recrudescence des actes de terrorisme perpétrés par les extrémistes tamouls, à donner à la minorité « une bonne leçon ». La leçon, estiment-ils aujourd'hui, a été parfaitement entendue.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Par rapport à l'an dernier, le nombre de visiteurs a diminué de 5,5 % en juin, de près de 19 % en juillet (25 000 au lieu de 31 000) et de plus de 75 % en août : 8 400 contre 34 300 en 1982.

(Lire la suite page 16.)

GAMBIE : UNE AFRIQUE ENCORE VIERGE

LES plus petits pays aspirant aux plus grands destins touristiques, la Gambie (10 500 kilomètres carrés, moins de deux départements français) devait forcément entrer dans la course aux paradis terrestres.

C'est fait. Au programme : soleil et sable chaud à gogo, golf, pêche, navigation en mer ou sur le fleuve Gambie, buffets et discothèques pour rencontres soigneusement improvisées de solitaires des deux sexes. Surtout, dès qu'on a franchi les clôtures du club-hôtel, une Afrique encore vraie : une Afrique avec grigris, sorciers et masques (on dit que même le président a le sien, qu'il consulte fréquemment) ; une Afrique cordiale, hors du temps, où la première attitude est restée celle du rire, où, parfois, les femmes travaillent dans les rizières, sous les pal-

mières, s'interrompent au passage du voyageur pour lui offrir le spectacle d'une danse.

Mais, avant le voyage à 5 060 francs, question à 10 francs : la Gambie, c'est où ? Non, ce n'est pas ce rattaché de la côte ouest vous pensez, dans le golfe de Guinée ou sur l'océan Indien. C'est ce doigt qui s'enfonce dans le Sénégal, sur 300 kilomètres de profondeur et 25 à 60 kilomètres de large, de part et d'autre du fleuve Gambie. Souvenez-vous : les atlas de votre petite enfance, qui n'avaient pas encore oublié Fachoda, l'avaient entouré de violet, la couleur de malédiction attribuée aux possessions du rival abhorré : l'Anglais.

Le pays a accédé à l'indépendance en 1965. Une indépendance qui ne va pas sans problèmes ni sans drames. Bien que, grâce à l'ar-

chide, au mil et au kobo (sorte de grosse sardine), le pays ignore les famines et offre même souvent l'image de populations bien nourries, le pouvoir d'achat est un des plus faibles du monde : le trentième parmi les cinquante pays africains. La mortalité infantile est tragique : 250 pour mille en englobant les enfants jusqu'à cinq ans. Le pays a épuisé son crédit auprès des organismes internationaux. L'aide extérieure se consomme à peine à peine des dons, toujours adaptés.

Un exemple. Le Danemark a offert deux magnifiques chalutiers de grande pêche, avec équipement électronique, sondes-radares, etc. Les deux bateaux pourraient pêcher 25 tonnes de poisson par jour et, par conséquent, alimenter une conserve, ou subvenir aux besoins en protéines animales du quart de la population (650 000 habitants). Mais personne ne sait les faire marcher, et on a efféché que, si les mettaient en service, on privait de travail des milliers de petits pêcheurs qui vont encore tendre leurs filets en pirogue, selon les traditions séculaires. Alors, les deux bateaux sont ancrés depuis plus d'un an dans un *bolong* de l'estuaire de la Gambie, tout neufs et déjà rouillés, splendides et pitoyables au milieu de la flottille raffaillée et dépeignée des pêcheurs locaux.

Découverte

Les difficultés de mise en place d'une organisation économique efficace - après plus de quinze ans d'indépendance - ont débouché sur de graves troubles politiques. En juillet 1981, une émeute, de courte durée mais d'une violence inouïe, a secoué le pays. On a eu du mal à l'analyser en Europe. Pour le gouvernement modéré qui a survécu à la tempête, il s'est agi de l'équipée d'un groupe d'activistes, sans racines vraies dans le pays, inspirés et aidés par Kadhafi et Fidel Castro. Mais quand on voit encore les innombrables impacts de balles sur les murs de Serrekunda, la ville principale (soixante-dix mille habitants), on se dit que ces activistes, s'ils étaient vraiment si peu nombreux, étaient dotés d'un fantastique don d'ubiquité.

La Gambie n'avait pas de troupes, ni même de police armée. Le gouvernement fit appel, pour mater l'émeute, au pays voisin et ami : le Sénégal. Mille soldats sénégalais rétablirent l'ordre en quarante-huit heures, au prix de huit cent cinquante morts chez les émeutiers selon la version officielle ; de trois mille à cinq mille selon beaucoup de Gambiens.

Depuis, les soldats sénégalais ne sont plus jamais repartis. Ils gardent les frontières, la présidence de la République, l'unique pont reliant la capitale, Banjul (construite sur une île), au reste du pays.

Cette situation va déboucher sur la création d'une Confédération,

dont le Sénégal sera évidemment le leader. Un Parlement de la Confédération est déjà constitué, au moins sur le papier.

Une raison de plus (égoïste) de se hâter de découvrir le pays : si son décalé, qui ouvre au touriste des rêves de milliardaire, disparaît au profit de la monnaie sénégalaise, les prix augmenteraient de 30 %.

Quelques images de cette découverte.

D'abord, une croisière d'une journée sur le *Mermade*. Il s'agit d'un vieux cotre anglais (construit en 1929), précise fièrement son propriétaire, qui, pour quelques dalasis, vous emmène au fond de

quelques-uns des innombrables « bolongs » de l'estuaire du fleuve Gambie. On navigue au milieu d'un univers d'arbustes aquatiques aux tiges desquels s'accrochent des milliards d'huîtres. Aux escalas, un eu mange, grillées dans leurs coquilles, sur des feux de bois. C'est délicieux.

Au hasard des *bolongs*, des personnages pittoresques. Par exemple, Stephen, un Australien ; Yann, un Breton. Ils sont arrivés avec leurs bateaux pour une escale d'un jour, voilà un an. Ils font du charbon dans l'estuaire et le long du fleuve, pour promeneurs ou pêcheurs.

MARC LAMBERT.

(Lire la suite page 16.)

L'Histoire et le voyageur

M. Jacques Chirac vient d'annoncer son intention de fêter en 1987 le millénaire de l'avènement d'Hugues Capet, en 1989, le bicentenaire de la prise de la Bastille et en 1990 celui de la fête de la Fédération. Ces trois manifestations seront organisées par la Ville de Paris.

Le maire de Paris a également indiqué qu'il relançait l'activité « d'un des plus prestigieux instruments de recherche historique dont disposait naguère la capitale ». Il s'agit de la « commission des travaux historiques », fondée par Haussmann en 1865 et qui ne s'est pas réunie depuis huit ans.

Cette commission a comme principale mission la publication de monographies et de documents originaux dont l'ensemble doit constituer, selon Haussmann, « un véritable monument ». Siègeront notamment à cette « nouvelle » commission : MM. Pierre Chaunu, membre de l'Institut, Jean Favier, directeur général des Archives de France, Michel Fleury, responsable de l'archéologie parisienne, et Jean Derens, conservateur de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris. M. Bernard Billard, ancien directeur du cabinet du maire de la capitale, en assurera le secrétariat.

La lecture des ouvrages publiés par cette commission devrait permettre aux touristes, comme à l'homme pressé, qui savent s'arrêter de mieux connaître la cité qu'ils viennent de parcourir hâtivement. Autre innovation : le bateau de Vitellie (Isère) abritera prochainement un musée national de la Révolution française. Le département, propriétaire de l'édifice, organisera à partir de 1984 une série de colloques, nous indique notre correspondant, pour célébrer dans ce lieu historique le deux-centième anniversaire de la Révolution. Si d'autres municipalités et d'autres départements prenaient les mêmes initiatives que la Ville de Paris et l'Isère, ils apporteraient ainsi aux voyageurs un précieux complément à la notoire insuffisance de l'enseignement de l'histoire dénoncée récemment par le président de la République.

JEAN PERRIN.

**PARIS
TOKYO
à partir de
6250 F
aller-retour**

nouvelles frontières
nous lutons pour le droit au voyage

5, av. de l'Opéra 75001 Paris 260 36 37
58, cours Vilbon 69006 Lyon 883 71 04

NOUS INVITONS
VOUS DANS NOTRE
MARVELLOUS
ISLAND...

... EN
AUTOMNE
ELLE EST
SUPERBE ET VERY
DÉPAYSANTE...

C'EST
JERSEY
OF
COURSE!

Elle est attachante cette petite île que nous, les trois petits léopards, symbolisons depuis plus de sept cents ans. L'automne est la période idéale pour découvrir les charmes de ce passionnant, ravissant et joyeux petit Etat. Dans votre palace de grand luxe, ou dans votre petite pension très bon marché, vous êtes soignés au maximum. Et à Saint-Hélène, la capitale, un Londres en miniature, vous découvrirez calmement un étonnant shopping. Jersey, c'est la détente et une qualité de vie particulière. Consultez votre agence de voyages.

**PLUS QUE JAMAIS!
JERSEY vous attend**

Avec ou sans carnet de change il est facile de passer un ou plusieurs jours à Jersey.

Leçons par air et par mer. Départ de Paris, Bretagne, Normandie.

Pour recevoir une documentation en couleurs, ayez la gentillesse de retourner ce coupon à Maison de Jersey, Département F10, 19 boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 742.93.68.

NOM _____
ADRESSE _____
F2

Une Afrique encore vierge

(Suite de la page 15.)

Il y a ainsi, en Gambie, toute une mini-colonie de navigateurs, marginaux de l'Europe et des mers, qui sont entrés dans l'estuaire pour une escale et ne sont plus repartis. Le cas le plus spectaculaire est celui d'une Suédoise. Elle a d'abord créé un hôtel, qui est devenu un des plus importants du pays. Le gouvernement l'a expropriée, on ne sait pas très bien pourquoi. Alors, elle a créé une station de radio, qui concurrence, avec succès, la radio d'État.

Les Scandinaves sont les Européens les plus présents. Sur huit hôtels de tourisme, quatre leur appartiennent, et 30 % au moins des touristes sont des Suédois. Autre clientèle importante : celle des Allemands, des Autrichiens et des Suisses. Quelques Anglais reviennent

boomer l'air du bon vieux temps, et qui sont aussitôt scandalisés : le palais du gouverneur est devenu un musée... Jusqu'à l'initiative d'Hotelplan, pratiquement pas de Français. Mais le prochain hiver va probablement, à cet égard, marquer un tournant : l'Afrique noire à 6 000 F représente un programme exceptionnellement tentant pour les fêtes de fin d'année.

Visite à un marabout. Assis avec majesté au milieu d'une cour administrative, il explique qu'il a appris de son grand-père et du Coran les secrets pour guérir la folie et certaines autres maladies. Il ne sait pas très bien son âge, mais a donné le nom de de Gaulle à ses premiers petits-enfants, nés alors que le général effectuait en Afrique ses voyages de pré-décolonisation. C'était en 1959. Le marabout doit donc être âgé d'environ soixante-cinq ans.

Des grappes d'enfants, d'adolescents, de femmes - la population de son compound - l'écouter religieusement par les ouvertures de la case.

On est en pays islamique. La polygamie est générale. Les familles de quatre épouses ne sont pas exceptionnelles. Les enfants des quatre mères sont alors élevés *en commun*. Devenus grands, les fils restent soudés à la cellule familiale. Simplement, lorsqu'ils se marient à leur tour, ils construisent une case dans la « cour », la propriété de la famille. L'ensemble des cases forme le *compound*, qui est clos de tôles ou de matériaux de brique et de broc. Un « compound » peut abriter, avec les petits-enfants, jusqu'à une trentaine de personnes, cas de celui de notre marabout.

Grand spectacle de *lamba* à Serrekunda. Le « *lamba* », c'est la lotte,

mais aussi quelque chose de plus : une sorte de chanson de geste des guerres tribales de jadis. Sur un terrain clos de tôles rouillées (le matériau universel de la Gambie), les meilleurs lutteurs défendent l'honneur de leur tribu. En comparaison, notre catch européen fait figure de distraction d'enfants de chœur. Le prix de l'entrée souligne l'engouement du public. Il est de 4 dalasis (12 F au cours du change), à peu près les deux tiers d'une journée de salaire.

Randonnée en land-rover vers un camp de pêche du Sud. C'est jour de *circumlocution party*. Sur la piste, des groupes de garyons et de filles de cinq à quinze ans sont conduits vers les villages, par des adultes, pour l'opération rituelle. Les garyons portent une grande cape descendant jusqu'aux genoux ; les filles ont la tête couverte d'un fichu.

Les pistes carrossables sont rares mais assez bonnes, asphaltées dans la traversée de certains villages. De part et d'autre, des femmes qui travaillent et des hommes qui discutent ou somnolent : images de l'Afrique d'hier et probablement, ici, de nombreux lendemains.

C'est aussi le grief de l'organisateur de notre camp de pêche. Il s'agit d'un Hollandais arrivé ici voilà treize ans. Encore un destin romanesque comme celui en assemblée on en suscite l'Afrique. L'homme appartient à une riche famille d'hôteliers qui possède toute une chaîne d'établissements en Scandinavie. Saisi par l'appel de l'aventure, il a abandonné les « trois étoiles » de Stockholm et Copenhague pour venir ici ouvrir un restaurant, puis son camp de pêche.

Dans un décor de débuts du monde, peuplé seulement de crabes et de myriades de pelicans, il offre aux amateurs, pour 85 dalasis par jour, des rêves de prises fabuleuses. Pas toujours les prises : le rêve des prises. Mais qu'y a-t-il de plus magnifique, de plus tentant et inoubliable, bref, de plus africain que le rêve ?

MARC LAMBERT.

* L'Agence Hotelplan propose des séjours d'une semaine au départ de Paris. Du 2 au 30 octobre : 5 060 francs, et du 4 novembre 1983 au 30 mars 1984 : 6 660 francs, en demi-pension, voyage compris.

Elle offre des réductions de 500 francs par personne pour les jeunes mariés, 50 % pour les enfants de deux à onze ans partageant la chambre, de leurs parents, et 20 % jusqu'à onze ans. Hotelplan, 48, rue Vivienne, 75002 Paris. Tél. : 233-44-73 et toutes agences de voyages.

Le miroir brisé

(Suite de la page 15.)

Reste que l'opération semble avoir quelque peu échappé au contrôle de ses instigateurs, notamment en raison de l'insubordination d'une armée longtemps bridée et bien disciplinée. Si cette hypothèse est exacte, les « faucons » singhalais auraient ainsi joué les apprentis sorciers. Avec, pour résultat inattendu, de frapper de plein fouet un secteur essentiel de l'économie nationale : le tourisme (2).

D'où le secouement, exprimé à maintes reprises par les représentants de cette profession, de payer aujourd'hui les agissements et l'irresponsabilité d'une poignée d'extrémistes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Ajoutez à cela l'impression d'être les victimes d'une véritable injustice, celle qui fait désertir un pays en raison de problèmes internes qui, ailleurs, font partie intégrante du paysage. Ainsi citera-t-on souvent les exemples de l'Espagne et de l'Italie. « A la différence près, notera cependant l'un de nos interlocuteurs, que ces deux pays ont une longue tradition touristique et que leurs problèmes sont, depuis longtemps, connus de tous. »

Nouveau venu dans l'univers des vacances, Sri-Lanka pâtit donc aujourd'hui d'une image trop lourde à porter (celle de « paradis »), une image qui lui collerait désormais à la peau. Comme un corset, dont on se débarrasserait bien volontiers. Pour un peu, on reprocherait presque à Air Lanka d'avoir trop bien vendu son pays, d'en avoir rajouté et de l'avoir ainsi condamné à une impossible perfection. En somme, d'avoir oublié la condition humaine.

Qu'il est touchant, aujourd'hui, le spectacle de ce pays qui se revendique « comme les autres », c'est-à-dire imparfait, donc faillible. Et qui, s'il l'oublie, nous conviendrait bien une affiche-confession ainsi rédigée : « Paradis, certes, mais nous avons oublié le serpent... » (3). Qu'il est triste le spectacle de ces hôtels

superbes aux réceptions désertes, aux couloirs hantés, aux piscines étalées et où, comme au Trion à Abungalla, au Neptune à Beruwala ou, dans un autre genre, au Sigiriya Village, une armée de serviteurs découverts y attend qu'un prince charmant vienne, d'un coup de baguette magique, réanimer ces lieux endormis. Touchante, également, la supplique d'un employé d'U.T.A., à l'aéroport, à quelques minutes du départ : « Monsieur, s'il vous plaît, rendez-nous nos touristes. »

Certes, c'est actuellement la saison creuse à Sri-Lanka et l'on ne se bouscule guère sur les plages. Mais que le creux est bas, cette année, et grande l'angoisse perceptible à l'approche de la saison d'hiver. Que de découragement chez ceux qui ressaient, comme une obsession, leur impuissance face à une situation qui les déconcerte et leur échappe. « Nous avons un bon produit, une infrastructure hôtelière de qualité, un peuple accueillant et attachant. Que faut-il donc faire pour attirer de nouveaux touristes chez nous ? C'est la plainte des responsables du tourisme sri-lankais, le leitmotiv lancinant d'un moulin à prières qui tournerait à vide.

Un nouveau filon

D'ores et déjà, certains directeurs d'hôtels ne croient plus au miracle et font une croix sur la saison à venir. « Il ne faut pas s'écouter », dit-il, « ne faut pas s'écouter », nous confiera l'un d'eux, qui, en attendant, espère exploiter un nouveau filon : celui des congrès et conventions, sans oublier le marché des voyages de récompense ou d'encouragement que les grandes compagnies offrent, de plus en plus souvent, à leur personnel méritant. Mais si la demande est, semble-t-il, forte, l'offre l'est encore davantage. Et la concurrence, au niveau mondial, des plus acharnées. Colombo n'en joue pas moins cette carte, parmi d'autres. Au risque de

passer de la pénurie au trop-plein (4).

Alailleurs, et plus particulièrement le long de la côte qui s'étend au sud de la capitale, surgissent, au milieu des cocotiers, de nouveaux temples du soleil, des mini-cités lacustres, des îles ou presqu'îles où s'entassent des Robinson venus du froid, d'Allemagne ou de Finlande, par exemple. Témoins d'un optimisme à tout crin, auquel, apparemment, nul n'échappe, pas même le vénérable et décadent Closeberg où, face à la citadelle de Galle, on s'active jour et nuit pour terminer une nouvelle aile, gage d'une nouvelle jeunesse. Reste que le « boom » d'hier ressemble davantage, aujourd'hui, à un audacieux pari. Combien pourrions-nous tenir si le monde se peuplait de jeunes ?

A moins que... Car, ici plus qu'ailleurs, le cœur a ses raisons que la raison devrait bien, un jour, finir par reconnaître. Ainsi, à l'heure où les cocotiers couronnés sur le rivage comme des couronnes balancent doucement dans le ciel bleu leurs têtes ébouriffées par le vent ; à l'heure où tout est encore, où tout est si calme et si doux, et où l'on gravit la citadelle folle de Sigiriya, œuvre d'un roi poète et paracide qui fit peindre à même le roc la plus exquise des dissuasions (un bataillon de « démolisseurs » aux tailles de guêpes et aux ailes ronds comme des pampelounes) ; à l'heure où, au cœur de la très suisse Nuwara Eliya, les garyons se gais bilancent à pieds nus du Hill Club pour servir à dîner sous le regard de la cour d'Angleterre au grand complet, comment ce pas percevoir ce parfum de paradis, tant vanté, trop vanté. Ou, tout au moins, comment ne pas ressentir cette faculté d'émervaillement, ce ravissement que les Anglais appellent *serendipity*, en souvenir, justement, du nom « *Serendib* » qui fut dans un lointain passé, celui de Sri-Lanka.

Voilà, finalement, un paradis fêtu qui mérite bien encore un voyage. Histoire de voir la Belle au bois dormant redevenir Alice au pays des merveilles. En douteriez-vous encore qu'un jardin féerique et secret, niché au cœur d'une forêt luxuriante, non loin de Darga Town, saurait vous en convaincre. Ce lieu s'appelle Brial Garden. Le maître des lieux, Bewis Bawa, soixante-quinze ans, vous fera les honneurs de son « petit royaume », de sa maison-musée et, si vous n'êtes pas trop pressé, de sa sagesse. Un grand homme (il frotte les 2 mètres) qui ne croit pas au paradis (« un endroit ossomment », ne sait ce que demain sera, mais voudrait, à aucun prix, habiter ailleurs que dans cette île « magnifique ».

PATRICK FRANCÈS.

(2) Ce secteur, qui emploie directement environ 40 000 personnes, a été, en 1982, le quatrième pourvoyeur du pays en devises étrangères : 146 millions de dollars. L'an dernier 407 200 touristes ont visité l'île qui a accueilli, au cours des huit premiers mois de cette année, 261 000 étrangers contre 273 000 en 1982. L'Europe de l'Ouest demeure le principal marché (57 % en 1982), mais sa part tend à décroître. Quant aux Français (quelque 37 000 chaque année), ils arrivent en deuxième position, derrière les Allemands.

(3) Selon un journal local, Sri-Lanka enregistre la plus forte mortalité au monde par morsures de serpents : en moyenne deux décès par jour !

(4) Outre le Galle Face au charme dénoté, Colombo compte actuellement trois hôtels de grand luxe : l'Inter-Continental (250 ch.), l'Holiday Inn (100 ch.) et le Lanka Oberoi (250 ch.). Ce dernier vient de porter sa capacité à 550 chambres. Deux hôtels sont en construction : le Taj (indien) et le Méridien, chacun d'une capacité de 400 à 500 chambres.

De Paris, Sri-Lanka est desservie par Air Lanka et U.T.A. Jet Tours (17, avenue de Tourville, 75007 Paris, Tél. : 705-01-95) propose plusieurs formules : « Au pays de l'or vert » (circuit-séjour de dix jours à partir du Trion, 8 750 F), « Sourires de Ceylan » (un circuit de dix jours, 7 700 F). Le grand tour de Ceylan (circuit complet de dix-sept jours en minibus, 9 050 F) et « Ceylan et les îles maldives », un séjour de dix-sept jours (12 450 F) qui allie découverte et repos. A noter l'assistance d'un guide accompagnateur pour tous les circuits.

Grèce : du gris dans le bleu

Il n'est pas question de hisser le pavillon de détresse, mais la saison qui se termine ne saurait être marquée d'une pierre blanche. En effet, la tendance à la régression qui s'était dessinée en 1982 s'est trouvée accentuée par de multiples facteurs dont ceux découlant des mesures d'austérité prises par plusieurs pays européens et en premier lieu la France, la Suède et la Yougoslavie.

C'est ainsi que les îles ont connu moins de ces Français gorgons et râteaux mais amicaux et fidèles alors que Salonique a pleuré ces Yougoslaves qui prenaient d'assaut les boutiques et les magasins à grande surface. De même, les Suédois ont quelque peu boudé leurs « fiels » traditionnels, comme Rhodes, et les Allemands furent moins nombreux en Crète. En outre, le tourisme intérieur demeure chevrotant et des dizaines de milliers de Grecs préfèrent se rendre en Bulgarie ou en Roumanie plutôt que de découvrir les beautés naturelles de leur pays. Cela fait que la plupart des régions à forte vocation touristique furent ou plus moins désertées et que bien des hôtels ont évoqué l'« Année dernière à Marienbad ». Face à cette chute, la presse grecque a vigoureusement tiré la sonnette d'alarme et réclame une reprise en mains d'un secteur si important pour l'économie du pays.

Certes, le recul enregistré cette année sera finalement moins sensible que certains ne le redoutaient. Une fois de plus, la diaspora grecque est venue à la rescousse : cette même diaspora qui, par un pieux pèlerinage aux sources, assura de 1955 à 1958 le décollage du tourisme grec. Et comme, cette année, les Britanniques ont répondu présent, la régression est limitée mais il n'en reste pas moins que des touristes moins nombreux, séjournant moins longtemps et dépensant beaucoup moins justifient un temps de réflexion.

Tout d'abord, il conviendrait de ramener à de plus justes dimensions, le tourisme dit « de qualité ». En effet, si les somptueux yachts ont pavé dans les marinas grecques, ils n'en constituent pas pour cela une source de richesse. Les Grecs savent d'ailleurs depuis longtemps que les touristes les plus riches ne sont pas ceux qui laissent le plus de devises. En effet les « riches » touristes vivent le plus souvent en « circuit fermé » et pratiquent une sorte de « clearing ». Ils séjournent à bord de leurs bateaux, descendent chez des amis grecs qui ne sont jamais économiquement faibles, et renvoient l'assesseur en recevant ces derniers dans une villa sur la Côte d'Azur ou un chalet en Suisse. En revanche, la plus modeste et moins tapageuse clientèle des croisières demeure, et de loin, bien plus intéressante.

MARC MARCEAU.

HÔTELS

Côte d'Azur

CANNES
HOTEL BEAU SEJOUR ***
Rue des Finances, 06404 CANNES-CEDEX
Tél. : (93) 39.63.00 - Téléc. 470975
Prix spéciaux selon durée du séjour.
Proche centre ville, plages et Suquet.
Jardin. Piscine. Restaurant. Garage.

06500 MENTON
HOTEL CELINE-ROSE ***
57, av. de Sospel, 06500 MENTON
Tél. (93) 28-28-38.
Chambres 1 et 2 lits, climatisées et ensoleillées. Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin. Pén. compl. 83/84, 152 à 172 F T.T.C.

HOTEL PRINCE DE GALLES **
Bord de mer - Jardin - Parking entièrement rénové
RESTAURANT LE PETIT PRINCE
4, avenue du Général-de-Gaulle
Tél. : (93) 28-21-21
OUVERT TOUTE L'ANNÉE

Mer

(Îles Anglo-Normandes)

ILE DE JERSEY
Zeste de Côte d'Azur flottant sur le Gulf Stream à 20 km des côtes de Normandie, Jersey est un joyeux petit État rattaché à la Couronne d'Angleterre.
L'automne est une période idéale pour découvrir les charmes de cette ravissante et passionnante île : 20 km de long, 10 km de large, 75 000 habitants.
Les immenses plages de sable fin, les hautes falaises plongeant dans la mer si bleue, les vieux manoirs, les petits ports de pêche, vous attendent dans un cadre plus sympathique et pittoresque.
Dans votre palace de grand luxe ou dans votre petite pension, vous êtes soigné au maximum.
Et dans les rues pittoresques de la capitale, Saint-Helier, un Londres en miniature, le shopping est toujours roi.

Avec ou sans carnet de change, il est facile de passer plusieurs jours à Jersey. Pour recevoir une documentation en couleurs : Maison de l'Île de Jersey, Département F 13, 19 bd Malesherbes, 75008 Paris Tél. : 742-93-68.
S'il vous plaît, l'île de Jersey vous attend : c'est le dépaysement, la vraie détente et une qualité de vie particulière.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08
Chambres et duplex avec cuisinette. 2 à 6 pers. Tarif hiver.

Provence

84560 MENERBES
HOSTELLERIE LE ROI SOLEIL.
Calme, détente, confort raffiné... de vos vacances en Lubéron.
MENERBES - Tél. : (90) 72-25-61

ROUSSILLON - 84220 GORGES
Découvrez le petit hôtel de charme du Lubéron. Haut confort, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.

MAS DE GARRIGON***
Roussillon 84220 Gorges.
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés
Réservation : 41-32-333 VENISE
Téléc. : 411-150 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio.

BIENVENUE A BORD
DU BOEING 767
PARIS - TEL-AVIV

PARIS

Lundi	15h 10
Mardi	15h 10
Mardi	15h 10
Mardi	15h 10
Mardi	15h 10
Mardi	15h 10
Mardi	15h 10

Profitez d'un vol encore plus agréable. Décollez de Paris et posez-vous à Tel-Aviv avec EL AL. Pour plus de renseignements, consultez votre Agence de Voyages ou EL AL.

EL AL
LIGNES AERIENNES D'ISRAËL
Paris 75009 - 24, boulevard des Capucines. Tél. 742.45.19.
Marseille 13001 - 41, La Canebière. Tél. 911.90.07.30.

TEL-AVIV

Lundi	08h 25
Mardi	08h 25
Mardi	08h 25
Mardi	08h 25
Mardi	08h 25
Mardi	08h 25
Mardi	08h 25

05490 1550

Je m'inscris

LE MONDE DES LOISIRS

du gris dans le bleu

ET DU TOURISME

*** LE MONDE - Samedi 22 octobre 1983 - Page 17

BALADE A LA CARTE

Vallées du Lot et du Célé : sur les pas des ancêtres

SUIVRE le cours d'une rivière, c'est partir à la recherche de son passé, de son histoire au fil de l'eau. Le Lot se laisse facilement interroger, toute l'année, en parcourant le GR 36 tantôt le long des rives, tantôt sur les crêtes.

Le vagabondage conduit de Vars à Saint-Cirq-Lapopie. Avec ce village médiéval, perché sur un énorme escarpement de rochers dominant le Lot, tous les superlatifs sont permis : c'est le premier village de France ! Il est presque entièrement classé monument historique, et le musée, ici, est la rue elle-même, où l'on s'attarde à dévisager les maisons aux poutres apparentes, les fenêtres gothiques, les toits de tuiles brunes, l'église, le château... Face à Bouziès se trouve le défilé des Anglais, grotte fortifiée du treizième siècle, et l'époque de la navigation sur le Lot demeure à jamais tracée dans la falaise en un chemin de halage que l'on suit et qui s'incruste même pendant 400 mètres dans le rocher.

De Bouziès, par la cause, c'est le GR 651 qui mène à un autre village, attrayant lui aussi : Cabrerets, le château de Gontaut-Biron, des maisons adossées à la falaise, cette fois-ci en bordure du Célé, qui rejoint le Lot à Conduché. Mais peut-être la révélation de la randonnée sera-t-elle une grande plongée dans le temps et sous terre, avec la visite de la grotte de Pech-Merle et de son musée. Retrouver figés dans l'argile des pas d'hommes préhistoriques suscite quelque émotion à laquelle s'ajoutent des traits artistiques des plus esthétiques de cerfs, de chevaux, bisons et mammouths vieux de vingt mille ans. On y voit aussi des perles des cavernes, ce qui n'est pas courant.

Pour le retour, une courte traversée du causse, de Cabrerets à Conduché, passe par le Combe-de-Vals, les terrasses de rochers, un modeste mais typique ensemble

de constructions quercynaises : c'est le moment de réaliser aussi combien la vie rurale s'est estompée, laissant les chemins se refermer au profit de meilleures routes que le randonneur peut parfois déplorer.

A noter que la voie ferrée longe le Lot. Il n'y passe plus de train pour les voyageurs, mais un service d'autocars S.N.C.F. (Capdenac-Figeac-Cahors) permet des arrêts à La Tour-de-Faure (1,6 km de Saint-Cirq-Lapopie), Conduché, Bouziès, Vars et Cahors. Cela facilite la fractionnement d'itinéraires et un retour rapide au point de départ. Quant à la route, elle longe bien aussi la rivière, mais sur la rive opposée, avec également de beaux points de vue et villages : Laroque-des-Arcs, Savanac, Vars et Saint-Géry.

Le climat du Quercy est également neigeux ou excessivement froid ; néanmoins, les époques les plus favorables pour s'y balader sont de Pâques à novembre.

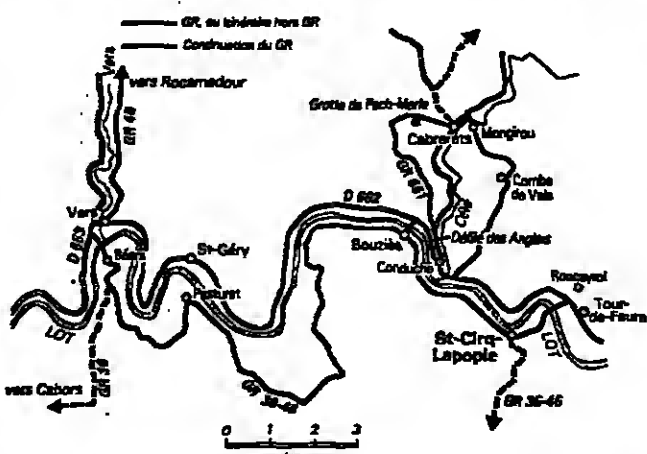
Chacun à son rythme

Voici les distances entre les hébergements possibles : Vars-Pasturec, 7 km ; Pasturec-Bouziès, 11 km ; Bouziès-Saint-Cirq-Lapopie, 5 km ; Bouziès-Cabrerets, 7 km ; Cabrerets-Conduché, 7 km.

Notes : il est possible de venir à pied depuis Cahors, soit Cahors-Vars, 24 km, sans hébergement intermédiaire et avec 4 km de route goudronnée jusqu'à Saint-Cyric. • Vars - Saint-Cirq-Lapopie : C'est le GR 46 venant de Rocamadour qui permet de traverser le Lot et de rejoindre par le hameau de Bèrs le GR 36 avec qui il fait ensuite chemin commun (2 km de Vars à la jonction - panneau GR). Prendre à gauche, pour monter à l'antenne du relais T.V., gagner les bûches et genévriers, puis redescendre sur Pasturec, traverser le hameau et continuer jusqu'au pont sur le Lot (gîte d'étape). Ne pas

sur le Lot (gîte d'étape). Ne pas traverser, mais longer la rivière, puis regagner la cause... pour en redescendre par un chemin pierreux jusqu'à la voie ferrée, le Lot et Bouziès, par le chemin de halage (tente l'été, hôtel).

Les étapes Saint-Cirq-Lapopie et Cabrerets sont réversibles : dans la mesure du possible, choisir une belle journée pour Saint-Cirq. On s'y rend par le GR 38-46 et il faut bien réserver une heure à la flânerie dans les ruelles du village. Un retour par l'autre rive (Rocamadour-Conduché) ne présente pas d'intérêt.



ret : tout est goudronné, et les chemins en hauteur sont assez sinueux à rejoindre. L'aller et retour se fait donc par le GR, avec la consécration de passer deux fois sur la surprenante chemin de halage qui longe la falaise et la sportivité supplémentaire de monter puis de redescendre le sentier sous Saint-Cyric.

• Bouziès-Cabrerets : Depuis Bouziès, le pont traverse le Lot juste au pied du défilé des Anglais (grotte fortifiée) ; de là, le GR 651 suit pendant 1 kilomètre la route jusqu'à Conduché pour remonter vivement sur la cause. Bien suivre la balise, mais l'abandonner cependant en vue de Cabrerets (le GR y descend en car-

niche) en continuant l'excellent chemin qui conduit en quinze minutes à la grotte de Pech-Merle. Parking. Face à la grotte, un sentier de balise jaune crépé dégringole en quinze minutes sur Cabrerets. Compter deux heures pour une visite complète du musée et de la grotte et pour voir le film.

• Cabrerets-Conduché : à la carte.

Le retour peut se faire soit par le GR 651, soit par la route goudronnée qui longe le Célé, soit par l'autre versant. Traverser alors le Célé

En route

• Accès : Cahors. Train ligne Paris-Toulouse : des cars S.N.C.F. desservent l'ancienne ligne Cahors-Capdenac qui longe le Lot (transports Belmon (65) 35-11-64).

• Biblio-cartographie : GR 36 - Bonaguil-Cordes, 37 F ; GR 65/651 Conques-Cahors, 42 F. Cartes IGN 1/50 000 Saint-Géry et Cahors.

• Informations : comité départemental du tourisme, chambre de commerce, quai Cavaignac, 46 000 Cahors. Tél. : (65) 35-07-09.

• Grotte de Pech-Merle : grotte, musée et centre de préhistoire, unique en Europe. 20 F (musée + grotte + film). Ouverture : 9h30 à 12h, 13h30 à 17h30 (hors saison, s'informer au (65) 31-23-33).

• A voir à Cahors : pont-Valentré, cathédrale Saint-Etienne (romane et gothique), la Berbecasse, la tour Saint-Jean, les remparts XIV^e, la porte Saint-Nicolas, la tour du palais des Papes, la maison dite de Henri IV...

• Hébergements : ils sont classés par ordre croissant de prix :

ce sont de petits hôtels ou des gîtes d'étape et tentes (l'été) : bien se renseigner sur leur ouverture hors saison touristique.

• Vars : tente, gîte d'étape : mairie, tél. : (65) 31-42-59. - rest. de la Truite dorée (toute l'année) : tél. (65) 31-41-51. H.-rest. des Chalats (1/5 au 7/1), tél. (65) 31-41-53.

• Pasturec (hameau face à Saint-Géry) : gîte d'étape, 12 lits chez M^{me} Marquet, tél. (65) 31-40-57.

• Bouziès : tente, gîte d'étape : M^{me} Despeyroux, tél. : (65) 31-23-94. H.-rest. les Falaises, tél. (65) 31-26-83.

• Saint-Cirq-Lapopie : hôtel du Causse (sans rest., à 3 km du village, toute l'année), tél. (65) 31-24-16. Auberge du Sombrol (h.-rest.) (15/2 au 15/11), tél. (65) 31-25-08. H.-rest. de la Palissade (1/6 au 31/10).

• Cabrerets : h.-rest. des Grottes (1/4 au 1/10), tél. (66) 31-27-02 ; auberge de la Sagne (h.-rest.) ouvert des Rameaux au 11/11, tél. (65) 31-26-62.

RÉSIDENCES

Campagne · Mer · Montagne

40 km nord-ouest de Beauvais, limite du pays de Bray, manoir XVII^e siècle - 12 pièces, cuisine, très belles écuries et dépendances, colombier, puits, chapelle.

Superficie : 1 hectare 74.

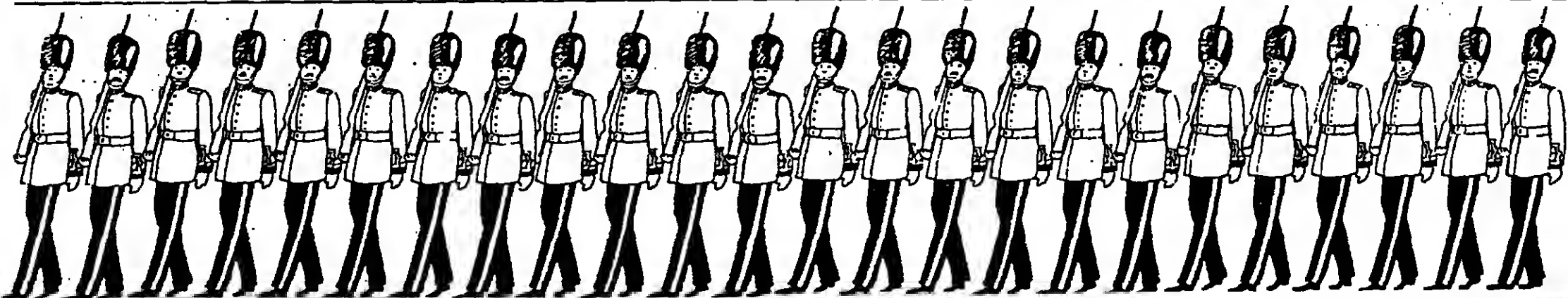
Prix très intéressant : 750 000 F.

M^{re} GIBON, notaire à AUMALE (76). Tél. : (35) 93.40.65.

JUAN-LES-PINS 100 m de la mer, très belle villa, 4 grandes pièces, grande cuisine, grandes salles de bain. Garage 2 voitures. 250 m de jardin + petit 2 pièces tout confort. 1 000 000 F. Tél. : (93) 39-02-08.

LE CANNET (Alpes-Marit.) 2 piscines, entrée ref. à neuf, 48 m² + balcon plein sud. Parking + cave. 300 000 F.

Tél. (93) 39-02-08.



Allons à London!

855 F trois jours

Cet hiver, sortez des pistes. Passez 3 jours à Londres.

Pour 855 F, Frantour Voyages vous offre l'aller et retour jusqu'à Londres en train 2^e classe plus bateau Sealink et 2 nuits petits déjeuners compris en hôtel 2 étoiles. Départ tous les jours. Prix valable depuis toutes les gares de la Région Parisienne.

Pour 855 F, Londres est à vous. Les grands classiques : Buckingham Palace et la relève de la Garde, Westminster Abbey, le Parlement, le British

Museum, la National Gallery. Et tous les must : se promener dans Hyde-Park, chiner aux Puces de Portobello, prendre une tasse de thé dans les magasins les plus chics : Libertys, Harrods. Acheter ses shetlands ou ses cachemires chez Westaway et Westaway, Marks and Spencer ou la Scotch House.

Prendre un verre ou déjeuner dans un pub de la City. Découvrir la faune de King's Road. Applaudir un concert classique, pop ou un show musical.

A voir et à revoir : Londres. N'hésitez pas.

FRANTOUR Voyages

Renseignements et inscriptions chez

votre agent de voyages. Pour plus d'informations sur Londres, renvoyez ce bon à l'Office Britannique de Tourisme.

Je désire recevoir plus d'informations sur Londres et sur les forfaits Frantour Voyages.

Nom : _____

Prénom : _____

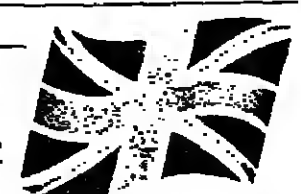
Adresse : _____

Coupon à retourner à :

OFFICE BRITANNIQUE

DE TOURISME

Service Publicité, 6, Place Vendôme, 75001 PARIS



UM71/8

Provinciales

Sauveterre : en attendant la veillée

GALOPANT sur un cinquantaine d'arcades, nous arrivons à Sauveterre, en attendant la veillée. Sauveterre, c'est la plus vaste des places de tous les villages de France construits du XII^e au XVIII^e siècle, de la mer à l'océan, et du Cantal aux Pyrénées : Sauveterre-d'Aveyron.

C'était en 1281. Soixante et une familles montaient cette piaffante immobilité qui, avant d'apparaître pour la traversée des siècles, s'abreuvait à des bacs de granit, aujourd'hui remplis de fleurs.

C'était aussi à l'écart de tout. De l'ancienne voie romaine de Millau à Cahors. Comme du chemin de fer, qui, en 1902, s'arrêtait à Naucelles pour mieux dérouter Sauveterre du marché qui, depuis la fondation de cette bastide royale, en avait fait la capitale économique de la région. Les deux dernières guerres firent le reste, celle de 14-18 lui coûtant de tels effectifs que le pays paraissait ne pas devoir s'en relever. Il s'en releva pourtant. Par sa volonté. Par la qualité de son artisanat. Par son charme. Par ce dévouement qui, justement, le protégeait des prétentions de la bête galetteuse, laissait intact à ses lèvres de pierre le long récit des temps qu'il a courageusement endurés.

Cela commence par l'exposition des portes de la grand-place. Dans tous les pays du monde, le poisson pèrit par la tête et les portes par le pied. Pas ici, où les couverts sont si généreux que l'humidité ne peut y atteindre. C'est donc l'incendie qui, par la main des Anglais et des routiers, consuma la première génération, celle des panneaux-verrières gothiques, au cours de ces deux siècles de sac et de corde que furent les XIV^e et XV^e. La seconde génération est donc Renaissance. Il subsiste de nombreux spécimens, tandis qu'on observe dans les cours intérieures d'admirables décors géométriques romains. Le château fort est-il du même âge ? Contrairement à ce qui se faisait partout ailleurs, Sauve-

terre a préféré le sacrifier en lui passant une cloche autour du cou pour en obtenir une église (XIV^e siècle), que se ruiner en fortifiant celle-ci. Ainsi un christianisme de bon sens descendait-il sur ce Rouergue préceltique, tandis que sur les toits la robustesse du schiste remplaçait la dentelle des tuiles romaines. Du coup, par hauts ou bas-reliefs, les murs se mirent à bavarder. Voici un merveilleux *Saint Vital et sa mère* d'art populaire. Cet écusson est, paraît-il, celui d'un tisserand. Ailleurs, c'est le *Jugement du bonhomme* (une tête pour un lapin) rendu par un écusson du XVI^e siècle. A quelques centaines de mètres, le blason des Lapérouse sur un moulin rappelle que le célèbre explorateur de ce nom pèrit, probablement de la main des indigènes, dans l'île Vanikoro. Plus près de nous, le crayon n'a pas manqué de décrire l'histoire. L'autre, qui passait ses vacances au château du Bosc, fit ses premières armes au marché aux chevaux, qu'il reproduisit avec esprit.

Université rouergate

Cela ne prédisposait-il pas Sauveterre, et avec lui le pays de Vialar, à un tourisme culturel de qualité, celui qu'il convient de promouvoir à l'heure où, par suite d'une urbanisation démentie, citadins et paysans trouvent en état d'incompréhension déclarée ? L'homme et la nature sont en place. L'une si profondément marquée par l'histoire que les monuments les plus anciens : dolmens, menhirs, vestiges romains, en apparaissent comme le prolongement, tandis que l'autre, le paysan, n'en est que la plus cordiale expression.

Rappelons d'ailleurs que c'est le département de l'Aveyron qui, en 1968, a lancé, avec le succès que l'on sait, la première expérience de camping à la ferme. Il l'a prolongée en 1973-1974 par celle des « vacances buissonnières ». Il s'agit de favoriser l'établissement des vacances en intégrant, dès le mois de juin et pour quelques semaines, les jeunes citadins aux classes rurales à faibles

effectifs. Ils y apprennent l'écologie sur le terrain, et de la bouche d'un enfant du pays, l'histoire. Des excursions leur révèlent que, du viaduc du Vialar aux trois grands barrages d'E.D.F. qui maintiennent ce torrent, les grands ouvrages d'art impulsent quelquefois l'économie sans dégrader les sites, bien au contraire. Pendant ce temps, leurs parents courent le pays - à pied, à cheval ou en voiture. Ou, par des stages, ils s'initient à des activités artisanales. Ils peuvent, s'il leur plaît, participer aux travaux de la ferme. Ce type de relations est rarement sans avenir.

Dans le temps, il y avait au musée de Rodéz - j'espère qu'elle y est encore - une étonnante table de ferme. De longueur inusitée, elle comportait une selle pivotant autour du maître pied, sur laquelle on asseyait la marmite. Face à son épouse, le chef de famille servait. A partir de l'éventuel valet de ferme, l'assisté fumant, passant de main en main, parvenait à l'autre bout de la table, jusqu'au petit-fils le plus lointain. Telle était la première classe de l'université rouergate. Elle vient de rouvrir. Le maître enseignant s'y dévoue à la veillée. En voici venir la saison.

ANDRÉ SÉVERAC.

Saint-Aignan : volières tropicales

RIEN de plus gai qu'un parc d'oiseaux. Le moineau Edouard accueille les visiteurs d'un goguenard : « Bonjour mon coco, ça va ? ». Les toucans, les cacatoès et les tangaras poussent des cris dignes de la savane tropicale. Les perruches et les colibris caquètent au premier rayon de soleil. Les oiseaux-mouches se livrent à un étonnant ballet dans l'espace. On est très loin des cages malodorantes où crouillent des fauves pelés indifférents à leur promeneur.

D'ailleurs, Beaulieu n'est pas un zoo. C'est une « ferme ornithologique ». Entendez par là que son objet premier n'est pas de montrer une grande variété d'oiseaux, mais d'en pratiquer l'élevage, de perpétuer les espèces en voie de disparition et, comme dit François Delord, « d'initier le public au peuple fascinant des oiseaux ».

C'est en 1977 que cette ancienne animatrice de Bobino a trouvé en Loir-et-Cher le lieu de ses rêves : une propriété de 4 hectares au fond d'une route touristique (l'itinéraire Emeraude Blois-Limoges). Avec l'aide de son mari Jacques Delord, le magicien d'Antenne 2, elle a entrepris de transformer le domaine pour en faire le plus important ensemble français d'oiseaux exotiques de volière.

Ouvert en juin 1980, le parc de Beaulieu a reçu 18 000 visiteurs la

première saison, 38 500 l'année suivante et 50 500 en 1982 : une progression spectaculaire qui ne suffit pourtant pas encore à boucler le budget.

Il est vrai que François et Jacques Delord ne disposaient au départ que du produit de la vente d'un appartement parisien. La commune de Saint-Aignan-sur-Cher, sur le territoire de laquelle ils sont implantés, leur a concédé une subvention de 1 000 francs. Le conseil général en a voté 10 000, à la demande du préfet de l'époque, M. Charles-Noël Hardy, qui voyait dans le parc de Beaulieu un élément de diversification du patrimoine touristique local. Le Crédit agricole a prêté le plus gros de l'investissement, à la grande surprise des paysans voisins qui s'étonnaient de voir ces « Parisiens » prétendre à des prêts à taux bonifiés... C'est encore la banque qui, aujourd'hui, assure l'équilibre de la gestion.

Indifférents aux soucis de leurs maîtres, les oiseaux vivent à Beaulieu au milieu des fleurs et des arbres. Quatre employés, sept en saison, les nourrissent, les soignent, entretiennent les cent volières, reçoivent les visiteurs, préparent la cuisine au nouveau restaurant-grill ouvert dans l'enceinte du parc. Vastes et lumineuses, avec une partie chauffée l'hiver, les volières se fondent dans la verdure. Mille cinq cents pension-

naires s'y côtoient dans un festival de couleurs chatoyantes et de chants ininterrompus. François Delord en hébergeait déjà deux cents dans son appartement parisien... sans problèmes de voisinage : les oiseaux de paradis sont des modèles de discrétion dans l'obscurité.

On trouve la plus de deux cents espèces, certaines fort communes comme les perruches ou les tangaras, d'autres quasi uniques en leur genre. La majorité des sujets ont été importés de leur pays d'origine : l'Amérique, l'Afrique, la Nouvelle-Guinée, l'Australie. Quelques-uns sont nés à Beaulieu. Peu encourageante dans les premiers temps, la reproduction commence à donner des résultats.

Il existe aussi dans le parc un quartier réservé aux rapaces. Ceux-là ont été simplement recueillis à l'ouverture de la chasse, blessés et parfois fort mal en point. Quatre hérons et une grue cendrée ont trouvé refuge à Beaulieu dans les mêmes circonstances. Ici, les oiseaux sont rois. Toutes les nuits, un veilleur silencieusement les surveille. On n'entre pas au paradis avec de mauvaises intentions.

JEAN-LOUIS BOISSONNEAU.

* Parc ornithologique de Beaulieu, 41110 Saint-Aignan-sur-Cher, sur la D. 675, direction Limoges. Ouvert tous les jours, toute l'année, de 10 heures à la tombée de la nuit.

Hippisme

Derniers lauriers, sans « M. Gaston »

LONGCHAMP distribue ses derniers prix. Excessive modestie des élèves et des maîtres ? On ne se bouscule pas sur l'estrade (ni d'ailleurs dans la salle) : cinq partants seulement dans le prix de Conde ; huit dans le prix du Petit Convert ; douze dans le prix du Conseil de Paris, congru pourtant pour offrir une dernière compensation à tous les espoirs déçus de la saison (et Dieu sait s'il y en a eu...).

Dans la première de ces courses, victoire de Long Mick devant Cold Fleet. A 200 mètres de l'arrivée, celui-ci a paru devoir rejoindre le lauréat, et s'est échappé. Mais Long Mick, après un changement de jambe qui l'a fait flotter durant une vingtaine de mètres, est reparti du bon pied. C'est un roc, dans le style de son grand-père Vaguely Noble.

Il a donné à son propriétaire, Jean-Luc Lagardère (P.D.G. de Matra), sa deuxième victoire de groupe en trois jours. Polly's Ark, un fils d'Arctic Fern, avait en effet gagné, vendredi passé, sous la même casaque, le toujours prometteur prix Thomas Bryon. Allons, voilà deux missiles dont l'envol peut consoler des baisses de commandes enregistrees, paraît-il, sur les sol-sol, sol-air, air-sol, etc.

Mais la réussite hippique est, comme la réussite industrielle, une longue patience. Voilà vingt ans que, sans lâcher sur les moyens, avec notamment le renfort d'achats américains, la casaque grise et rose du P.D.G. de Matra cherche son chemin dans les pelotons. Elle n'accède qu'aujourd'hui aux tout premiers rangs.

Sur un plan général, ses succès soulignent une remonte des quelques écuries françaises qui ont réussi à se maintenir face à celles des pétrole et aux tours de vis de M. Delors. Avec Luth Enchanter, All Along, et aujourd'hui Polly's

Ark et Long Mick, l'automne se herce à nouveau d'un écho de cocorico.

Sagace, dont les origines sont bien de chez nous (il s'agit d'un fils de Luthier) et dont la casaque (celle de Daniel Wildenstein) l'a longtemps été, confirme sa régaine, dans le prix du Conseil de Paris.

Voilà un bon poulain. Quatre excellentes courses - dont deux victoires - ne lui donnant cependant pas une chance de jouer les premiers rôles dans l'Arc de triomphe, il s'y dévoue à sa coéquipière All Along. Et deux semaines seulement après cette sortie, il est à nouveau en piste, bonne volonté et influx nerveux intact. Tardif, puisqu'il n'a débuté que dans l'été de ses trois ans, il pourra bien, l'an prochain, après avoir été le page dévoué de son aîné All Along, accéder à la succession de celle-ci.

Verdeur

Son second a été, dimanche, un autre « Luthier », portant la casaque Rothschild : Galant Vert. Ce Galant Vert avait promis au printemps en gagnant le prix Juigné, déjà ensuite en n'étant que cinquième du Jockey-Club. Il venait de renouer avec la victoire, et on le croyait reparti du bon pied. Mais il y a quelque chose d'inachevé chez ce poulain, par ailleurs doué : l'encolure maigre et courte, la tête fine, fragile, sont celles d'un adolescent souffreteux. Galant Vert, d'évidence, manque de verdeur. Un talent bien fait dans un corps qui n'en a pas.

Autre talent en baisse : celui de Maximado. Elle avait été, l'automne passé - et était redevenue voilà deux mois, à Deauville, - plus qu'un espoir : une certitude consacrée ; la meilleure pouliche de trois ans jusqu'à 1 400 mètres. Elle n'a été que quatrième du prix du Petit Convert. La victoire est revenue à Bold Apparel. Celle-ci n'en était qu'à sa quatrième sortie cette année : Maximado à la huitième, dont certaines dans des courses épuisantes comme les Guinées d'Irlande. Ceci peut expliquer cela.

Un écho de cocorico, aussi, de l'autre côté de l'Atlantique. Reparaissant en piste deux semaines après l'Arc, comme son page, All Along est allée empêcher de deux longueurs, à Turin, les 300 000 dollars des Rothmans International. Prochains fleurons offerts à sa couronne, le Turf Classic, le 29 octobre, et le Washington D.C. ou la Japan Cup.

Pour ne pas être en reste, l'Atarant, la lauréate de notre Poule d'Essai, a gagné, sur le même hippodrome de Toronto, un groupe II doté de 140 000 dollars. Elle vient d'être achetée (2 millions de dollars) par un nouveau venu aux courses, un Texan, qui, par exception, n'a pas fait fortune avec le pétrole, mais, pourrait-on dire, contre : en achetant des mines de charbon du côté des Allegheny lors des premiers frémissements du prix de l'énergie, en 1974.

Ce nouveau propriétaire s'était déjà signalé aux observateurs intéressés (ô combien !) en payant 2 500 000 dollars la pouliche yearling la plus chère des ventes du Kentucky, en juillet dernier.

S'est défini une politique hippique de style très texan : « En faisant tout façon première classe, on ne peut pas être perdant ! ». Pour l'instant, l'Atarant lui donne raison. Une absence définitive à la dernière distribution des prix : Gaston Deshayes, stud-groom du haras de Saint-Pair-du-Mont durant des décennies, à ce titre père nourricier

d'une pléiade de cracks, de Comrade à Silambre, est décédé.

Ayant débuté à une époque où il n'y avait pas de réussite dans les haras sans au moins une teinture anglaise, « M. Gaston » avait si largement emprunté aux méthodes, aux attitudes, aux tics de ses collègues du Suffolk qu'avec, en outre, son éternelle casquette de tweed, ses impeccables et immenses chaussures cachou et ses minuscules nœuds de cravate on le croyait débarqué tout droit du ferry de Douvres. Ma parole, il avait même, sans parler la langue, pris l'accent anglais, ce à quoi l'aidait une prothèse dentaire affilée de « th » mieux accompli qu'à l'école Berlitz et, par les incursions, d'un manque de discrétion lui aussi tout britannique.

Qu'elle eût emprunté à l'anglomanie du côté de la feuille de paie, la réussite de Gaston Deshayes, côté boxes, ne devait qu'à lui-même. Il avait été un grand stud-groom et il était, dans les cours des ventes, lieu de rendez-vous périodique des hommes de métier, un compagnon aimable et plein d'humour. Britannique, bien sûr. « Good bye, old friend ! »

LOUIS DENEU.

N.B. - Deux correspondants nous signalent une erreur dans une récente chronique : l'arrivée de l'Arc de triomphe avait été, une fois, en 1935, remaniée par les pouliches (Samoa, Péniche et Corrida). Remerciements à M. Jean Romanet, que ses fonctions de directeur de la Société d'encouragement mettaient à même de le savoir. Compliments au second correspondant, M. G. Gautier, qui, lui, n'avait aucune raison évidente d'être au courant. Mais nous point un chroniqueur qui aurait dû d'autant mieux s'en souvenir qu'il s'agit du fameux Arc qui fut la « bonte » de Brantôme.

AIRMALTA
Un ensoilement sans pareil...

A votre porte, à votre portée.

L'archipel de Malte.

Le soleil... et le cœur sur la main.

C'est dans l'archipel de Malte que l'on trouve un des climats les plus « doux » de la Méditerranée.

Vous vous y ébaissez au soleil jusqu'à la tombée du jour, pour dormir ensuite jusqu'au petit matin... en prenant le temps d'apprécier l'hospitalité des Maltais, leur culture et leur hospitalité.

Airmalta, votre introduction à l'hospitalité maltaise.

2 vols hebdomadaires.

Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages ou AIRMALTA, Champs Elysées 92, 75008 Paris (tél. 11 56 31 75) ou l'un des Quatre Châteaux, 1 000 000 Lyon (tél. 11 13 17 000).

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES AUBERGE DE RIQUEWIHR , 12, r. du Ft-Montmarie (9), 770-62-39. ANTILLAISES PRINCE DES ILES , 9, r. des Boulangeres (5), Calanbo de requin. F/dim. Ambiance musicale. 633-17-79. LA BARBACANE , 13, rue Cal-Lemoine. 326-37-01. Matou de homard. Vend. sam. soir. Amb. folk. AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL , 13, r. d'Artois, 8, 225-01-10. F/sam.-dim. BEAUJOLAISES LE CHEMIN DU BEAUJOLAIS , 14, rue de Cassagne, 8, 263-41-56. F/dim. BOURGUIGNONNES CHEZ PIERROT , 18, rue E.-Marcel, 208-05-48/17-64. F/sam./dim. Cuisine bourgeoise. BRETONNES TY COZ , 35, r. St-Georges, 878-42-95. F/dim./lundi. Uniquement poissons, coquillages, crustacés. CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE JARDIN DU LOUVRE , 2, pl. Palais-Royal, 261-16-00. VOITURIER. Déj. Dim. Soupers jusqu'à 0 h 30. FÊTE PERMANENTE et CUISINE LÉGÈRE.	FRANÇAISES TRADITIONNELLES CHEZ FRANÇOISE , Aéroneg des Invalides, 351-87-20 et 705-49-03. Menu à 90 F. Grands crus de Bordeaux en carafe. Parking privé. Entrée face au 2, rue Faber. Ouvert le dimanche midi. F. dim. soir et lundi. RELAIS BELLMAN , 37, r. François-I ^{er} , 723-54-42. Jusq. 22 h. Cadre élégant. LAPÉROUSE , 51, qu. Gds-Augustins. 326-68-04. Cadre auct. authent. LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6), F. dim. 325-77-66. Alex. aux fourneaux. NORMANDES MANOIR NORMAND , 77, boul. de Courcelles, 227-36-97. F. sam. et dim. Langoustes, déjeuners au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale. PÉRIGOURDINES LE FRANT , 40, r. Frant, 539-59-98. F/dim. Spéc. Périgord et poissons. SARLADAISES LE SARLADAIS , 2, rue de Vienne. 522-23-62. Cassoulet 65 F. Confit 65 F. SUD-OUEST AU VIEUX PARIS , 2, pl. Panthéon (5), 354-79-23. PARKING. Sa cave. P.M.R. 100 F.	LE REPAIRE DE CARTOUCHE , 700-25-86, 1, boulevard des Filles-du-Calvaire (11). TOURANGELES L'ESCAPADE EN TOURAINE , 24, r. Traversière, 343-14-96. Spéc. F. dim. FRUITS DE MER ET POISSONS DESSIRIER , spécialiste de l'huître, 9, place Percin, 227-82-14. HUITRES, CRUSTACÉS, POISSONS TOUR D'ARGENT , 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Poissons grillés. Jusq. 3 h 15 du matin. TOUR DE LYON , 1, rue de Lyon (12), face à la gare. 343-88-30. Poissons grillés. Jusq. 3 h 15 du matin. VEGETARIENNES LE JARDIN AU NATUREL , 100, r. Bac, 221-81-56. F/dim. Déj., din. Cadre de verdure. VIANDES DE BŒUF 3 LIMOUSINS , 8, rue Berri, 8, 562-35-97. T.L.J. GDE CARTE DES VIANDES DE BŒUF. P.M.R. 185-215 F. s.e. Menu 130 F. s.e. LES 3 MOUTONS, 63, av. Fr.-Roosevelt, 225-26-95. T.L.J. AGNEAU ET BŒUF. P.M.R. 192 F. 212 F. s.e. Menu 150 F. s.e.	BRESILIENNES GUY , 6, rue Mahillon, 6, 354-87-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978. OPRASIL , 10, rue Guénégaud, 6, 354-98-56. REST. Amb. mus. NORMANDO. DISCR. Grd. dame. L. à J., sauf fêtes et veilles. FEIJODA mns. ssm. midi. CHINOISES-THAILANDAISES CHEZ DIEP , 22, rue de Pantin (8), 256-23-96. t.l.j. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées et gastronomie chinoise-thaïlandaise. DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, 359-20-41. ESPAGNOLES EL PICADOR , 80, boulevard des Batignolles, 387-28-87. F/lundi-mardi. P.M.R. 120 F. Salons. INDIENNES VISHNOU , ang. r. Volney, r. Daumou, 297-56-54, 297-56-46. Spécialités régionales. Fermé le dimanche. INDRA , 10, r. Cdt-Rivière. F. dim. 359-46-40, 359-36-72. Spécialité TANDOORI.	ASHOKA , 5, rue De-Jacquemais-Clemenceau (15), T.L.J. 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI. INDIENNES-PAKISTANAISES MARAJAH , 15, r. J.-Chaplain (6), CARREFOUR MONTMARTRE-RASPAIL. F. mardi. 325-12-84. M ^{re} Vavin. MAHARAJAH , 72, bd St-Germain, 354-26-07. F/lundi. M ^{re} Maubert. Spécialités BIRIANI. MAROCAINES AISSA FILA , 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20h à 0h 30. F. d. 4. Tr. fin Couscous. Pastilla. Rsa. à part. 17h. VIETNAMIENNES NEM , 66, rue Lauriston (16), 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades. TAN DINH , 60, rue de Valenciennes, 7. Fabuleuse carte des vins 600 grande crns. 544-04-64. J. 23 h 15. F/dimanche.
---	---	---	--	---

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LAPÉROUSE 51, quai des Grands-Augustins, 326-68-04. De 2 à 50 couverts.

Ouvert après Minuit

ALSACE A PARIS - 9, pl. St-André-des-Arts, 6, 326-89-36 T.L.J. Grillades. Choucroutes. Poissons. SALONS. Dégustation huîtres, coquillages.

WEPLER, 14, pl. de Clitby, 522-53-29. Son banc d'huîtres, ses poissons.

LE LOUIS XIV, 8, bd Saint-Denis, 208-56-56, 200-19-90. F. lundi-mardi. Huîtres. Fruits de mer. Crustacés. Rôti. Gibiers. Park. privé assés par voitures.

LE POTAGER DES HALLES, 15, rue du Cygne, 1^{er}, 296-83-30. Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. TERRASSE. LA CLOSURE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-50 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. 15 les Jours. AU PETIT RICHE, 25, rue Le Pelletier, 770-86-50. Déjeuné centenaire. Son étouffant menu à 100 F (service compris). Vins de Loire.

Jeudi 10 150

Plaisirs de la table

Saisons

SOUVENIRS de l'été, promesses de l'automne, adresses pour cet hiver, voici, au fil des routes, quelques bons coins à signaler.

Au carrefour des D 23, D 29, D 75 et D 103 : Misy-sur-Yonne (77130). Moins de 100 km de Paris, un restaurant rustique, La Goude (tél. : 431-31-11). Didier Dufour a travaillé ici et là, passé chez les Troisgras, s'est affirmé à l'Astrolabe et le voici (depuis bientôt un an). Carte courte et intelligente, excellents foie gras et feuilleté d'escargots, ris de veau bonne femme, saint-jacques et, en cette saison, gibier (daube de marcellin, pâté de faisan aux choux). Cave bien tenue (bon saumon blanc et rouge de Crochet entre autres). Comptez 150 F. Fermé dimanche soir et lundi.

Michel Gacon, qui a, on le sait, quitté son auberge morvandelle de

l'avenue Secrétan, s'est enfin installé à Bussières, près de Milly-Lamartine (71160). Son *Relais La Marine* (tél. : 36-64-71), où bientôt quelques chambres s'ajouteront, va vite devenir le « bon coin » du coin, avec ses menus (80 et 130 F nets) et sa carte. Une carte où l'on retrouve le jambon cru du Morvan, la cassoulette d'écrevisses « gacconaise », le sautpique des Amognes, mais encore la terrine de canard au saint-véran, la fricassée de veau aux morilles à la crème, la côte de bœuf au chiroloble et à la moutarde, la tarte à l'envers et la marquise au chocolat saucé aux grains de café. Entre autres plats solides mais légèrement cuisinés, saveurs. Très belle carte de vins.

A Saint-Paul-lez-Durance, en suivant la route du *Hussard sur le Toit* de Giono, entre Aix-en-Provence et

Manoque, Le Fougasse de Saint-Paul (tél. : 57-42-43), fermé dimanche et lundi, propose un parfait menu (85 F) de deux plats originaux, fromage et dessert. A la carte, le carré d'agneau à l'ail doux avec son gratin de concombre à la menthe fraîche, avant la petite table des fromages de chèvre, est bien tentant.

Darrozé ! Un nom illustre du Sud-Ouest. La maison-mère, le restaurant *Darrozé* (tél. : 58-20-07) à Villeneuve-de-Marsan, vient d'être reprise par Francis Darrozé (par ailleurs producteur d'armagnac) et Claude (installé à Langoon jusqu'ici). Deux menus (100 et 220 F) malheureusement sans fromage, et une carte (où le fromage ne figure pas non plus). Cela vaut la peine d'aller revoir cette illustre enseigne dans le souvenir de Jean Darrozé, de ses foies gras, à la gelée de porto, aux pommes caramélisées, aux grilles et truffes. Avec un verre de sauternes, bien entendu !

Rentrons par la N 7 et Fontainebleau. L'*Hôtel de l'Aigle noir* s'est transformé et possède désormais deux restaurants. Le *Beauharnais*, avec sa grande carte et ses spécialités : le saumon Oscar de Milozé, le « Monsieur aux Oiseaux » de Fontainebleau, entre autres, et l'assiette de dégustation des fromages de la Brie (de Meaux, de Melun, de Coulommiers et parfois de Montargis) et de Ville-Saint-Jacques. Et le *Bi-vouac*, plus modeste, avec ses grillades et ses « plats canailles ». Et un menu enfant à 35 F. L'*Aigle noir* (place Napoléon-Bonaparte tél. : 422-32-65).

LA REYNIÈRE.

Rue Legendre

Certains rues ont une cuisine à leur image.

La rue Legendre, tenez, petite-bourgeoise, modeste, sage, un peu renfermée... Eh bien ! ses restaurants sont comme elle, discrets, modestes, mais de cuisine sage et sans excès, fût-ce de prix !

Au début, il y a Chez Léon (32, rue Legendre - Tél. : 227.06.82), dont j'ai souvent parlé, type même du très bon restaurant de quartier où les sages savent aussi venir d'ailleurs se régaler bonnement. En remontant, au coin de la rue Nollet, Chez Gorisse (tél. : 627.43.05) fut le triomphe du pot-au-feu de M^{me} Gorisse avant d'être repris par René Pommerai. Et ce nom de Pommerai doit donner l'éveil, ils sont quatre frères, tous gens de cuisine (un en pays nantais, je crois). Et si René surveille encore Chez Gorisse où cuisine son adjoint, depuis sa Strassbourgeoise de la gare de l'Est, son frère Claude (qui fut ici et là un camarade de travail de Joël Robuchon et a de qui tenir) est installé, lui, aux Deux Cigognes (111, rue Legendre - Tél. : 627.08.82).

Ces Deux Cigognes, comme les hirondelles ailleurs, font le printemps de la rue. Un printemps bien parisien, bien dans le style des Batignolles. Avec une carte (le menu à 80 F, vin et service compris, est bien agréable, mais, hélas, sans fromage !) où le marteau n'est pas absente et bien traitée (barbue en habit vert, turbot à l'oseille, filets de sole aux queues d'écrevisses), mais surtout avec des plats du jour de 50 à 60 F : lapin moutarde du mardi, cuisse de canard vigneronne ; tête de veau grichon, pot-au-feu « comme chez soi » et, le vendredi, une bouillabaisse mieux que correcte, solide sans être délicate, copieuse, parfumée. A noter de bonnes viandes et des desserts (la marquise au chocolat, en particulier). Quelques vins, notamment de Loire, à prix honnêtes.

Dans ce décor de boiseries un peu démodé, dans cette ambiance de familiers, amateurs de bonne cuisine osant dire son nom de « bourgeois », ces Deux Cigognes sont une bonne adresse. Fermé lundi.

L. R.

MIETTES

• L'heure du thé Innovation au Relais Plaza (21, av. Montaigne, Tél. : 723-46-36) de 16 h 30 à 19 heures : Vingt-trois thés d'origines variées ou de mélanges originaux pour les amateurs. Les pâtisseries de Jacques Méro et récitals de harpe et de piano en accompagnement.

• Découvertes des lecteurs : à Bussière-Badi (24360), le Val des Margues (tél. 58-53-98), gentil coin de la Dordogne et cuisine intelligente du patron, M. Didier. A Chamonix, La

Tartiflette (rue des Moulins, Tél. 63-20-02), cuisine à l'ancienne du Nelly Dufour. Enfin à Latronquière l'Hôtel du Tourisme, nouvellement repris, propose des menus à 75 et à 110 francs net, fromages régionaux ET desserts.

• Les « mercredis » de Louis Lendras redémarrent : dîner à 20 heures, concert vers 22 heures de... faut-il dire musique de chambre ? Musique de gourmandise plutôt : Bach, Ravel, Mozart, etc. Réservations 543-08-04.

Chasse

Nemrods

LA route Jacques-Cœur se pare aux couleurs de l'automne. Ce circuit touristique du haut Berry, qui comporte dix-sept châteaux et abbayes, se met à l'heure de la chasse, car garennes et brocards affrontent la passion saisonnière des nemrods. Ceux-ci profiteront particulièrement de deux balises que la route Jacques-Cœur leur ménage.

• **Un équipage** : la visite du chenil de l'équipage du rallye Vouzeron vaut le détour. Installée sur la départementale 30 entre Aubigny et Vierzon (Cher), cette meute est nourrie tous les jours à 9 heures. L'équipage chasse d'octobre à mars dans les forêts d'Ivoy, de Saint-Palais, de Menetou et de Chervy, le mardi et le samedi.

• **Un musée** : le « premier » château de la Loire, celui de Gien (Loiret), déroule pour le visiteur l'histoire de la chasse. Construit pour Anne de Beaujeu, à la fin du quinzième siècle, il abrite une collection d'armes de la préhistoire à nos jours et un ensemble de peintures, de tapisseries et d'objets s'inspirant de thèmes cynégétiques. On y trouve aussi la collection de cinq cents trophées appartenant à M. Huetier de Boislaurent. Ouvert toute l'année de 9 heures à 11 h 45 et de 14 h 15 à 17 h 30 (18 h 30, du dimanche des Rameaux jusqu'au 1^{er} novembre).

• **Route Jacques-Cœur**. B.P. 75. 18200 Saint-Anne-Montmoreau. Tél. : 48-96-22-72.

Philatélie

N° 1814

Situation anarchique

Il y a une dizaine d'années encore, on pouvait suivre les émissions de timbres de tous les pays africains avec clarté et dans un ordre strictement chronologique.

Depuis quelque temps, certains pays de ce continent ont choisi la facilité, et leurs émissions rassemblent à une « bouteille à l'encre ».

C'est ainsi que, après une émission directe faite par un pays à date fixe, nous « buisons » sur une autre émission sans date ou, plus encore, sur une autre, dans laquelle le pays lui-même n'a jamais vu ses timbres propres timbrés, bien qu'ils soient déjà en vente dans de nombreux pays, sauf dans le sien.

De cette anarchie, que pense l'U.P.U. ? A-t-elle le pouvoir de mettre fin à cette situation enrichissante pour les « quelques contractants » ? Mais, combien appauvrissement pour les pays concernés.

• **AUSTRALIE** : à l'occasion du Congrès mondial sur l'énergie solaire qui s'est déroulée à Perth, il a été émis

un « entier postal » de 27 cents, ainsi que pour le XXI^e congrès mondial de vétérinaires, 27 cents. Formats 190 mm x 103 mm.

• **FIDJI** : 200^e anniversaire « Montgolfier 1783 », six valeurs, sujets divers du ballon au vol spatial, 8, 20, 25, 40, 50 et 58 cents.

• **KENYA** : Année mondiale de la communication, quatre valeurs, sujets divers, 70 cents, 2/50, 3/50 et 5/50 shillings.

• **LUXEMBOURG** : série « Timbres-poste spéciaux 1983 », trois sujets, 7 F. Cinquantième anniversaire de la Fédération luxembourgeoise de basket-ball ; 10 F, Championnat d'Eu-

rope pour chiens d'utilité ; 10 F, « Cœur vert de l'Europe », silhouette de la ville de Luxembourg. La deuxième valeur a été dessinée par Odette Baillass et les autres par René Wismer. Hélo Courvoisier S.A., Suisse.

• **MALAWI** : Aéroport International de Kamuzu, quatre timbres avec le logo « Montgolfier 1783 », sujets divers, 7, 20, 30 tombakas et 1 kwacha. Et les mêmes valeurs en bloc-feuille.

• **TRINIDAD ET TOBAGO** : Une série de quatre valeurs avec le logo de

l'Année mondiale de la communication, 15, 55 cents, 1 et 3 \$.

Calendrier des manifestations

avec bureaux temporaires

• 27300 Bernay (Salle des Fêtes), les 22-23 oct. - Exp. rég. jeunesse.

• 88000 Epinal, (Parc des expositions), les 22-23 oct. - 4^e Congrès régional de Lorraine.

• 21000 Dijon, (Parc des expositions), du 27 oct. au 14 nov. - Foire intern. et gastronomique.

• 62000 Arras, (Hôtel de Ville), les 29-30 oct. - 22^e Congrès philat. régional Nord-Pas-de-Calais.

• 56100 Lorient (palais des congrès), le 29 oct. - 35^e anniv. du cercle philat. breton.

• 62500 Roubaix (anc. Hôtel de Ville), les 29 et 30 oct. - Congrès philat. régional Alsace-Belfort.

• 11310 Salses (mairie), les 29 et 30 oct. - 29^e congrès phil. Languedoc-Roussillon.

• 49000 Angers (centre des congrès), le 4 nov. - Cinquantenaire de l'A.S.P.T.T.

• **RETRAITS** - La série « Croix-Rouge 1982 » et quatre autres valeurs avec surtaxe seront retirées de la vente le 18 novembre : 1,60 + 0,30 F. Cinq semaines en ballon : 1,80 + 0,40 F. Vingt mille lieues sous les mers, ainsi que les carnets soutenant ces mêmes valeurs : 1,40 + 0,30 F. Henri Mondor ; 1,60 + 0,40 F. professeur Robert Debré ; 1,60 + 0,30 F. professeur A. Chantemesse ; 1,80 + 0,40 F. Gustave Eiffel.

• **MONACO** : retrait. - Les cinq dernières valeurs de la série Faune de la Méditerranée (émission du 6 novembre 1980) le vendredi 4 novembre 1983. Elles seront retirées de la vente : 0,50, 0,60, 0,70, 1,00 et 2,00 F.

• **EXPOSITION** - Les 2 et 3 décembre, avec bureau temporaire, la Maxima-philie européenne EXUMAX organise une exposition dans la Galerie du Messager, au 34, bd de Vaugrand, Paris-15^e.

ADALBERT VITALYOS.

**Fruité et léger,
au bouquet délicat
et très agréable
à boire**

METHODE CHAMPENOISE

TOURNAINE

APPELLATION CONTRÔLÉE

Documentation et informations
Maison des Vins de Tournaine
19 square P. Menthès - 37000 Tours - Tél. 447 05 40 01

Rive gauche

PIZZA SANTA LUCIA

7, RUE DES CISEAUX
75006 PARIS
Tél. : 326-00-43

le bar à huîtres

le seul bar à Paris
où vous pouvez déguster
même une huître

Spécialités
de poissons et de coquillages

TERASSE OUVERTE

112, bd du Montparnasse - 14^e - 330 71-01
Tous les jours de 12 h à 2 h de nuit
(possibilité de parking)

La Bavière fait la fête, Paris n'a plus sommeil.

Huitres, truite de mer, coquillages toute l'année, cochon de lait rôti, et les chaussons gastronomiques.

Place du Châtelet. Réservations : 253 48 44. Ouvert tous les jours jusqu'à 2 h de nuit.

LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise

chez georges

restaurateur
"à la porte maillot"

Tél. : 574-31-00
ouvert tous les jours
à le plaisir de vous recevoir jusqu'à 23 h 30

la barbacane

SPECIALITES ANTILLAISES
MARTINIQUE DE MONARD
Van, Beurre, miel - ambrosia, tortues
112, rue du Commerce - 75005 Paris - Tél. 338 37 01
Ouvert 11 h et 19 h, dimanche et jours fériés

Le PRINCE DES ILES

333 17 79

MARTINIQUE
COLOMBE DE ROCHER
Cuisines régionales
112, rue du Commerce

227.82.14 **Dessirier** 380.50.72

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

chez georges

restaurateur
"à la porte maillot"

Tél. : 574-31-00
ouvert tous les jours
à le plaisir de vous recevoir jusqu'à 23 h 30

Rive droite

LE CHALUT

94, bd des Capucines 117^e
Tél. 387-28-94

SON POISSON DU JOUR
SON TURBOT

Salles climatisées
F. dim. soir et lundi

GRAND VIN DE BORDEAUX

Château La Lande Maussé

FRONSAC 1981

APPELLATION FRONSAC CONTRÔLÉE

Cuillères de Bordeaux,
aux confins de St-Émilion et du Pomerol.
Les Fronsacs ont été officiellement classés
dans le groupe des grands vins de Libournais
avec les St-Émilion et le Pomerol.

R.C. BOLZAN, propriétaire-viticulteur
SAINT-VINCENT 33580 MONSIEUR
Tél. (56) 61-68-78

Tarif et documentation sur demande.

Au cœur des Boulevards
dans un cadre rustique

Le GAVROCHE

Cuisine traditionnelle saine
à menu vin à volonté
à partir de 53 F 50 C
Ouvert tous les jours

10, rue de Valenciennes - 75013 Paris - Tél. 720 51 01

LA GRANDE CASCADE

BOIS DE BOULOGNE
Tél. : 506.33.51 et 772.66.00

Ouvert toute l'année

Déjeuners, dîners, réceptions

2 des plus belles brasseries 1900
OUVERTES APRES MINUIT

ELD

Foie gras frais 39,50 F
Andouillette 39 F
Choucroute spéciale 39,50 F
Fruits de mer
et bœuf d'huitres

7, rue de Valenciennes, Paris 10^e
Tél. : 770.32.39

Plage Clichy
les belles huîtres
ne décollent plus de
La Champagne

LA CHAMPAGNE
Huîtres, homards, fruits de mer,
choucroutes.
10 bis, place Clichy à Paris 9^e.
Tél. : 874.44.78
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

MÊME DIRECTION DEPUIS 25 ANS

EL PICADOR

PAILLA - ZARZUELA GAMBAS
CALAMARS, PÂTES, 120 F BACALAO, SAMBURI
2 formules : 62 F sans
78 F sans, avec spécialités
80, bd des Batignolles (M^{me} Villiers)
F. dim et mardi
387-28-87 - Salines

Charlot

la fraîcheur du poisson
la finesse des cuissons

CHARLOT 1^{er}
MERVEILLES DES MERS
128 bis, bd de Clichy
874.49.64 et 65

La côte de bœuf

4, rue Salsbery-Leroy, 75017 Paris
Fermé samedi et dimanche
Tél. 227-73-50

AUX ROSES DE BLIDA

Sur commande, spécialités pied-noir à emporter
COUSCOURS, MOUTONS, SOUBRESSADE
COUSCOURS, PAILLA

29, rue de Chazelles, 75017 PARIS
622-43-86

ouvert le dimanche matin

Julien

Soupe en rillettes 35,50 F
Huîtres chaudes
au champagne 43 F
Cassoulet d'ole 54,50 F
Coquillages chauds

18, rue de Valenciennes, Paris 10^e
Tél. 770.32.06

Environs de Paris

La Petite Auberge
Franc-Comtoise

Cuisine RÉGIONALE
Cuisine INVENTIVE

88, av. J.-B. Clément, 92100 BOULOGNE
Fermé dim. Rés. 605-67-19 605-22-35

Charlot

la fraîcheur du poisson
la finesse des cuissons

CHARLOT 1^{er}
MERVEILLES DES MERS
128 bis, bd de Clichy
874.49.64 et 65

La côte de bœuf

4, rue Salsbery-Leroy, 75017 Paris
Fermé samedi et dimanche
Tél. 227-73-50

AUX ROSES DE BLIDA

Sur commande, spécialités pied-noir à emporter
COUSCOURS, MOUTONS, SOUBRESSADE
COUSCOURS, PAILLA

29, rue de Chazelles, 75017 PARIS
622-43-86

ouvert le dimanche matin

Julien

Soupe en rillettes 35,50 F
Huîtres chaudes
au champagne 43 F
Cassoulet d'ole 54,50 F
Coquillages chauds

18, rue de Valenciennes, Paris 10^e
Tél. 770.32.06

Environs de Paris

La Petite Auberge
Franc-Comtoise

Cuisine RÉGIONALE
Cuisine INVENTIVE

88, av. J.-B. Clément, 92100 BOULOGNE
Fermé dim. Rés. 605-67-19 605-22-35

Jeux

échecs N° 1043

ALEKHINE
ET KASPAROV

(Tournoi international de Nîmes, 1983)

Blancs : G. KASPAROV
Noirs : L. PORTISCH
Défense ouest-indienne.

1. d4 c5 2. f3 f6 3. c3 e6 4. c4 d5 5. a3 a6 6. cxd5 cxd5 7. d3 d4 8. f4 d5 9. f5 d6 10. f6 d7 11. f7 d8 12. f8 d9 13. f9 d10 14. f10 d11 15. f11 d12 16. f12 d13 17. f13 d14 18. f14 d15 19. f15 d16 20. f16 d17 21. f17 d18 22. f18 d19 23. f19 d20 24. f20 d21 25. f21 d22 26. f22 d23 27. f23 d24 28. f24 d25 29. f25 d26 30. f26 d27 31. f27 d28 32. f28 d29 33. f29 d30 34. f30 d31 35. f31 d32 36. f32 d33 37. f33 d34 38. f34 d35 39. f35 d36 40. f36 d37 41. f37 d38 42. f38 d39 43. f39 d40 44. f40 d41 45. f41 d42 46. f42 d43 47. f43 d44 48. f44 d45 49. f45 d46 50. f46 d47 51. f47 d48 52. f48 d49 53. f49 d50 54. f50 d51 55. f51 d52 56. f52 d53 57. f53 d54 58. f54 d55 59. f55 d56 60. f56 d57 61. f57 d58 62. f58 d59 63. f59 d60 64. f60 d61 65. f61 d62 66. f62 d63 67. f63 d64 68. f64 d65 69. f65 d66 70. f66 d67 71. f67 d68 72. f68 d69 73. f69 d70 74. f70 d71 75. f71 d72 76. f72 d73 77. f73 d74 78. f74 d75 79. f75 d76 80. f76 d77 81. f77 d78 82. f78 d79 83. f79 d80 84. f80 d81 85. f81 d82 86. f82 d83 87. f83 d84 88. f84 d85 89. f85 d86 90. f86 d87 91. f87 d88 92. f88 d89 93. f89 d90 94. f90 d91 95. f91 d92 96. f92 d93 97. f93 d94 98. f94 d95 99. f95 d96 100. f96 d97 101. f97 d98 102. f98 d99 103. f99 d100 104. f100 d101 105. f101 d102 106. f102 d103 107. f103 d104 108. f104 d105 109. f105 d106 110. f106 d107 111. f107 d108 112. f108 d109 113. f109 d110 114. f110 d111 115. f111 d112 116. f112 d113 117. f113 d114 118. f114 d115 119. f115 d116 120. f116 d117 121. f117 d118 122. f118 d119 123. f119 d120 124. f120 d121 125. f121 d122 126. f122 d123 127. f123 d124 128. f124 d125 129. f125 d126 130. f126 d127 131. f127 d128 132. f128 d129 133. f129 d130 134. f130 d131 135. f131 d132 136. f132 d133 137. f133 d134 138. f134 d135 139. f135 d136 140. f136 d137 141. f137 d138 142. f138 d139 143. f139 d140 144. f140 d141 145. f141 d142 146. f142 d143 147. f143 d144 148. f144 d145 149. f145 d146 150. f146 d147 151. f147 d148 152. f148 d149 153. f149 d150 154. f150 d151 155. f151 d152 156. f152 d153 157. f153 d154 158. f154 d155 159. f155 d156 160. f156 d157 161. f157 d158 162. f158 d159 163. f159 d160 164. f160 d161 165. f161 d162 166. f162 d163 167. f163 d164 168. f164 d165 169. f165 d166 170. f166 d167 171. f167 d168 172. f168 d169 173. f169 d170 174. f170 d171 175. f171 d172 176. f172 d173 177. f173 d174 178. f174 d175 179. f175 d176 180. f176 d177 181. f177 d178 182. f178 d179 183. f179 d180 184. f180 d181 185. f181 d182 186. f182 d183 187. f183 d184 188. f184 d185 189. f185 d186 190. f186 d187 191. f187 d188 192. f188 d189 193. f189 d190 194. f190 d191 195. f191 d192 196. f192 d193 197. f193 d194 198. f194 d195 199. f195 d196 200. f196 d197 201. f197 d198 202. f198 d199 203. f199 d200 204. f200 d201 205. f201 d202 206. f202 d203 207. f203 d204 208. f204 d205 209. f205 d206 210. f206 d207 211. f207 d208 212. f208 d209 213. f209 d210 214. f210 d211 215. f211 d212 216. f212 d213 217. f213 d214 218. f214 d215 219. f215 d216 220. f216 d217 221. f217 d218 222. f218 d219 223. f219 d220 224. f220 d221 225. f221 d222 226. f222 d223 227. f223 d224 228. f224 d225 229. f225 d226 230. f226 d227 231. f227 d228 232. f228 d229 233. f229 d230 234. f230 d231 235. f231 d232 236. f232 d233 237. f233 d234 238. f234 d235 239. f235 d236 240. f236 d237 241. f237 d238 242. f238 d239 243. f239 d240 244. f240 d241 245. f241 d242 246. f242 d243 247. f243 d244 248. f244 d245 249. f245 d246 250. f246 d247 251. f247 d248 252. f248 d249 253. f249 d250 254. f250 d251 255. f251 d252 256. f252 d253 257. f253 d254 258. f254 d255 259. f255 d256 260. f256 d257 261. f257 d258 262. f258 d259 263. f259 d260 264. f260 d261 265. f261 d262 266. f262 d263 267. f263 d264 268. f264 d265 269. f265 d266 270. f266 d267 271. f267 d268 272. f268 d269 273. f269 d270 274. f270 d271 275. f271 d272 276. f272 d273 277. f273 d274 278. f274 d275 279. f275 d276 280. f276 d277 281. f277 d278 282. f278 d279 283. f279 d280 284. f280 d281 285. f281 d282 286. f282 d283 287. f283 d284 288. f284 d285 289. f285 d286 290. f286 d287 291. f287 d288 292. f288 d289 293. f289 d290 294. f290 d291 295. f291 d292 296. f292 d293 297. f293 d294 298. f294 d295 299. f295 d296 300. f296 d297 301. f297 d298 302. f298 d299 303. f299 d300 304. f300 d301 305. f301 d302 306. f302 d303 307. f303 d304 308. f304 d305 309. f305 d306 310. f306 d307 311. f307 d308 312. f308 d309 313. f309 d310 314. f310 d311 315. f311 d312 316. f312 d313 317. f313 d314 318. f314 d315 319. f315 d316 320. f316 d317 321. f317 d318 322. f318 d319 323. f319 d320 324. f320 d321 325. f321 d322 326. f322 d323 327. f323 d324 328. f324 d325 329. f325 d326 330. f326 d327 331. f327 d328 332. f328 d329 333. f329 d330 334. f330 d331 335. f331 d332 336. f332 d333 337. f333 d334 338. f334 d335 339. f335 d336 340. f336 d337 341. f337 d338 342. f338 d339 343. f339 d340 344. f340 d341 345. f341 d342 346. f342 d343 347. f343 d344 348. f344 d345 349. f345 d346 350. f346 d347 351. f347 d348 352. f348 d349 353. f349 d350 354. f350 d351 355. f351 d352 356. f352 d353 357. f353 d354 358. f354 d355 359. f355 d356 360. f356 d357 361. f357 d358 362. f358 d359 363. f359 d360 364. f360 d361 365. f361 d362 366. f362 d363 367. f363 d364 368. f364 d365 369. f365 d366 370. f366 d367 371. f367 d368 372. f368 d369 373. f369 d370 374. f370 d371 375. f371 d372 376. f372 d373 377. f373 d374 378. f374 d375 379. f375 d376 380. f376 d377 381. f377 d378 382. f378 d379 383. f379 d380 384. f380 d381 385. f381 d382 386. f382 d383 387. f383 d384 388. f384 d385 389. f385 d386 390. f386 d387 391. f387 d388 392. f388 d389 393. f389 d390 394. f390 d391 395. f391 d392 396. f392 d393 397. f393 d394 398. f394 d395 399. f395 d396 400. f396 d397 401. f397 d398 402. f398 d399 403. f399 d400 404. f400 d401 405. f401 d402 406. f402 d403 407. f403 d404 408. f404 d405 409. f405 d406 410. f406 d407 411. f407 d408 412. f408 d409 413. f409 d410 414. f410 d411 415. f411 d412 416. f412 d413 417. f413 d414 418. f414 d415 419. f415 d416 420. f416 d417 421. f417 d418 422. f418 d419 423. f419 d420 424. f420 d421 425. f421 d422 426. f422 d423 427. f423 d424 428. f424 d425 429. f425 d426 430. f426 d427 431. f427 d428 432. f428 d429 433. f429 d430 434. f430 d431 435. f431 d432 436. f432 d433 437. f433 d434 438. f434 d435 439. f435 d436 440. f436 d437 441. f437 d438 442. f438 d439 443. f439 d440 444. f440 d441 445. f441 d442 446. f442 d443 447. f443 d444 448. f444 d445 449. f445 d446 450. f446 d447 451. f447 d448 452. f448 d449 453. f449 d450 454. f450 d451 455. f451 d452 456. f452 d453 457. f453 d454 458. f454 d455 459. f455 d456 460. f456 d457 461. f457 d458 462. f458 d459 463. f459 d460 464. f460 d461 465. f461 d462 466. f462 d463 467. f463 d464 468. f464 d465 469. f465 d466 470. f466 d467 471. f467 d468 472. f468 d469 473. f469 d470 474. f470 d471 475. f471 d472 476. f472 d473 477. f473 d474 478. f474 d475 479. f475 d476 480. f476 d477 481. f477 d478 482. f478 d479 483. f479 d480 484. f480 d481 485. f481 d482 486. f482 d483 487. f483 d484 488. f484 d485 489. f485 d486 490. f486 d487 491. f487 d488 492. f488 d489 493. f489 d490 494. f490 d491 495. f491 d492 496. f492 d493 497. f493 d494 498. f494 d495 499. f495 d496 500. f496 d497 501. f497 d498 502. f498 d499 503. f499 d500 504. f500 d501 505. f501 d502 506. f502 d503 507. f503 d504 508. f504 d505 509. f505 d506 510. f506 d507 511. f507 d508 512. f508 d509 513. f509 d510 514. f510 d511 515. f511 d512 516. f512 d513 517. f513 d514 518. f514 d515 519. f515 d516 520. f516 d517 521. f517 d518 522. f518 d519 523. f519 d520 524. f520 d521 525. f521 d522 526. f522 d523 527. f523 d524 528. f524 d525 529. f525 d526 530. f526 d527 531. f527 d528 532. f528 d529 533. f529 d530 534. f530 d531 535. f531 d532 536. f532 d533 537. f533 d534 538. f534 d535 539. f535 d536 540. f536 d537 541. f537 d538 542. f538 d539 543. f539 d540 544. f540 d541 545. f541 d542 546. f542 d543 547. f543 d544 548. f544 d545 549. f545 d546 550. f546 d547 551. f547 d548 552. f548 d549 553. f549 d550 554. f550 d551 555. f551 d552 556. f552 d553 557. f553 d554 558. f554 d555 559. f555 d556 560. f556 d557 561. f557 d558 562. f558 d559 563. f559 d560 564. f560 d561 565. f561 d562 566. f562 d563 567. f563 d564 568. f564 d565 569. f565 d566 570. f566 d567 571. f567 d568 572. f568 d569 573. f569 d570 574. f570 d571 575. f571 d572 576. f572 d573 577. f573 d574 578. f574 d575 579. f575 d576 580. f576 d577 581. f577 d578 582. f578 d579 583. f579 d580 584. f580 d581 585. f581 d582 586. f582 d583 587. f583 d584 588. f584 d585 589. f585 d586 590. f586 d587 591. f587 d588 592. f588 d589 593. f589 d590 594. f590 d591 595. f591 d592 596. f592 d593 597. f593 d594 598. f594 d595 599. f595 d596 600. f596 d597 601. f597 d598 602. f598 d599 603. f599 d600 604. f600 d601 605. f601 d602 606. f602 d603 607. f603 d604 608. f604 d605 609. f605 d606 610. f606 d607 611. f607 d608 612. f608 d609 613. f609 d610 614. f610 d611 615. f611 d612 616. f612 d613 617. f613 d614 618. f614 d615 619. f615 d616 620. f616 d617 621. f617 d618 622. f618 d619 623. f619 d620 624. f620 d621 625. f621 d622 626. f622 d623 627. f623 d624 628. f624 d625 629. f625 d626 630. f626 d627 631. f627 d628 632. f628 d629 633. f629 d630 634. f630 d631 635. f631 d632 636. f632 d633 637. f633 d634 638. f634 d635 639. f635 d636 640. f636 d637 641. f637 d638 642. f638 d639 643. f639 d640 644. f640 d641 645. f641 d642 646. f642 d643 647. f643 d644 648. f644 d645 649. f645 d646 650. f646 d647 651. f647 d648 652. f648 d649 653. f649 d650 654. f650 d651 655. f651 d652 656. f652 d653 657. f653 d654 658. f654 d655 659. f655 d656 660. f656 d657 661. f657 d658 662. f658 d659 663. f659 d660 664. f660 d661 665. f661 d662 666. f662 d663 667. f663 d664 668. f664 d665 669. f665 d666 670. f666 d667 671. f667 d668 672. f668 d669 673. f669 d670 674. f670 d671 675. f671 d672 676. f672 d673 677. f673 d674 678. f674 d675 679. f675 d676 680. f676 d677 681. f677 d678 682. f678 d679 683. f679 d680 684. f680 d681 685. f681 d682 686. f682 d683 687. f683 d684 688. f684 d685 689. f685 d686 690. f686 d687 691. f687 d688 692. f688 d689 693. f689 d690 694. f690 d691 695. f691 d692 696. f692 d693 697. f693 d694 698. f694 d695 699. f695 d696 700. f696 d697 701. f697 d698 702. f698 d699 703. f699 d700 704. f700 d701 705. f701 d702 706. f702 d703 707. f703 d704 708. f704 d705 709. f705 d706 710. f706 d707 711. f707 d708 712. f708 d709 713. f709 d710 714. f710 d711 715. f711 d712 716. f712 d713 717. f713 d714 718. f714 d715 719. f715 d716 720. f716 d717 721. f717 d718 722. f718 d719 723. f719 d720 724. f720 d721 725. f721 d722 726. f722 d723 727. f723 d724 728. f724 d725 729. f725 d726 730. f726 d727 731. f727 d728 732. f728 d729 733. f729 d730 734. f730 d731 735. f731 d732 736. f732 d733 737. f733 d734 738. f734 d735 739. f735 d736 740. f736 d737 741. f737 d738 742. f738 d739 743. f739 d740 744. f740 d741 745. f741 d742 746. f742 d743 747. f743 d744 748. f744 d745 749. f745 d746 750. f746 d747 751. f747 d748 752. f748 d749 753. f749 d750 754. f750 d751 755. f751 d752 756. f752 d753 757. f753 d754 758. f754 d755 759. f755 d756 760. f756 d757 761. f757 d758 762. f758 d759 763. f759 d760 764. f760 d761 765. f761 d762 766. f762 d763 767. f763 d764 768. f764 d765 769. f765 d766 770. f766 d767 771. f767 d768 772. f768 d769 773. f769 d770 774. f770 d771 775. f771 d772 776. f772 d773 777. f773 d774 778. f774 d775 779. f775 d776 780. f776 d777 781. f777 d778 782. f778 d779 783. f779 d780 784. f780 d781 785. f781 d782 786. f782 d783 787. f783 d784 788. f784 d785 789. f785 d786 790. f786 d787 791. f787 d788 792. f788 d789 793. f789 d790 794. f790 d791 795. f791 d792 796. f792 d793 797. f793 d794 798. f794 d795 799. f795 d796 800. f796 d797 801. f797 d798 802. f798 d799 803. f799 d800 804. f800 d801 805. f801 d802 806. f802 d803 807. f803 d804 808. f804 d805 809. f805 d806 810. f806 d807 811. f807 d808 812. f808 d809 813. f809 d810 814. f810 d811 815. f811 d812 816. f812 d813 817. f813 d814 818. f814 d815 819. f815 d816 820. f816 d817 821. f817 d818 822. f818 d819 823. f819 d820 824. f820 d821 825. f821 d822 826. f822 d823 827. f823 d824 828. f824 d825 829. f825 d826 830. f826 d827 831. f827 d828 832. f828 d829 833. f829 d830 834. f830 d831 835. f831 d832 836. f832 d833 837. f833 d834 838. f834 d835 839. f835 d836 840. f836 d837 841. f837 d838 842. f838 d839 843. f839 d840 844. f840 d841 845. f841 d842 846. f842 d843 847. f843 d844 848. f844 d845 849. f845 d846 850. f846 d847 851. f847 d848 852. f848 d849 853. f849 d850 854. f850 d851 855. f851 d852 856. f852 d853 857. f853 d854 858. f854 d855 859. f855 d856 860. f856 d857 861. f857 d858 862. f858 d859 863. f859 d860 864. f860 d861 865. f861 d862 866. f862 d863 867. f863 d864 868. f864 d865 869. f865 d866 870. f866 d867 871. f867 d868 872. f868 d869 873. f869 d870 874. f870 d871 875. f871 d872 876. f872 d873 877. f873 d874 878. f874 d875 879. f875 d876 880. f876 d877 881. f877 d878 882. f878 d879 883. f879 d880 884. f880 d881 885. f881 d882 886. f882 d883 887. f883 d884 888. f884 d885 889. f885 d886 890. f886 d887 891. f887 d888 892. f888 d889 893. f889 d890 894. f890 d891 895. f891 d892 896. f892 d893 897. f893 d894 898. f894 d895 899. f895 d896 900. f896 d897 901. f897 d898 902. f898 d899 903. f899 d900 904. f900 d901 905. f901 d902 906. f902 d903 907. f903 d904 908. f904 d905 909. f905 d906 910. f906 d907 911. f907 d908 912. f908 d909 913. f909 d910 914. f910 d911 915. f911 d912 916. f912 d913 917. f913 d914 918. f914 d915 919. f915 d916 920. f916 d917 921. f917 d918 922. f918 d919 923. f919 d920 924. f920 d921 925. f921 d922 926. f922 d923 927. f923 d924 928. f924 d925 929. f925 d926 930. f926 d927 931. f927 d928 932. f928 d929 933. f929 d930 934. f930 d931 935. f931 d932 936. f932 d933 937. f933 d934 938. f934 d935 939. f935 d936 940. f936 d937 941. f937 d938 942. f938 d939 943. f939 d940 944. f940 d941 945. f941 d942 946. f942 d943 947. f943 d944 948. f944 d945 949. f945 d946 950. f946 d947 951. f947 d948 952. f948 d949 953. f949 d950 954. f950 d951 955. f

JP 11/10/83

DES LOISIRS ET DU TOURS

Les services EuroClass sans supplément.

Ces illustrations présentent notre salon «Service Affaires» à l'aéroport de Copenhague. Votre carte d'embarquement EuroClass en est la clé. Vous pouvez y travailler, avec un bureau et un téléphone à portée de main, envoyer un telex, emprunter une machine à écrire, utiliser une salle de réunion, obtenir des photocopies.

Alcools et bières sont servis à prix hors-taxes. Et vous disposez de journaux et de magazines en quantité, de postes de télévision et vidéo avec choix de films.

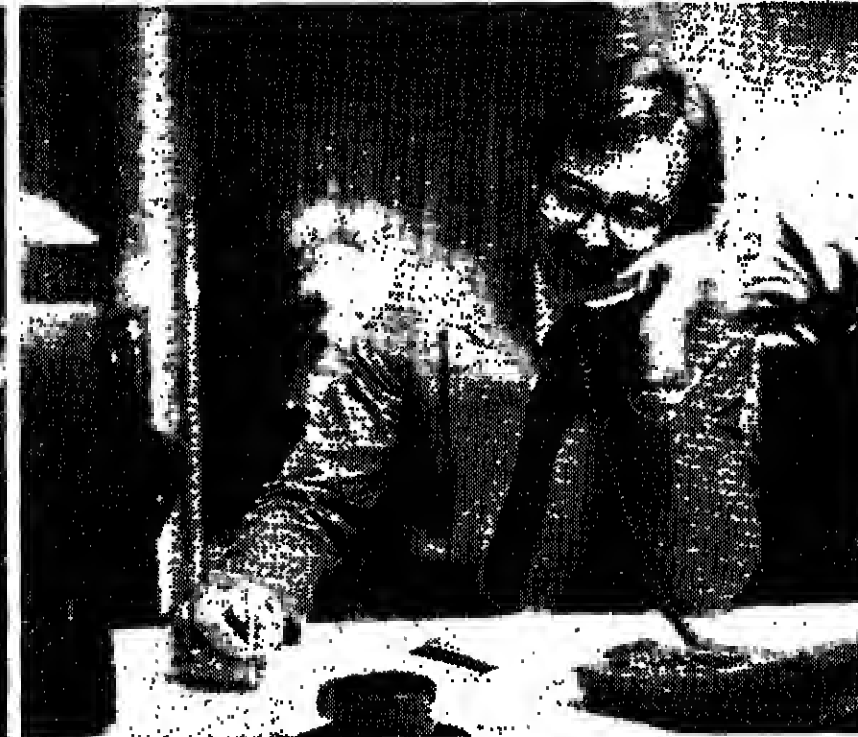
Et en plus, EuroClass vous



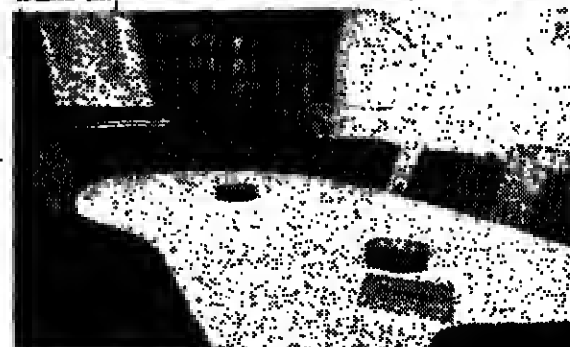
Libre accès à nos salons affaires «Scanorama» à Copenhague, Oslo, Stockholm, Göteborg, destinations directes de Paris.



Dans un cadre détendu avec bar et télévision.



A votre disposition, un vrai bureau de travail.



Salle de réunion à l'aéroport de Copenhague.



A Stockholm, Göteborg, Malmö, liaisons ville-aéroport v.v. en Limousine à prix intéressants.

Notre service accueil vous aide à assurer vos transports, vos liaisons téléphone et telex.

offre un enregistrement à des comptoirs particuliers, où vous pouvez choisir votre place dans votre cabine réservée, à l'avant de l'appareil. Vous avez toute la place pour vos jambes, des repas chauds, et toutes les boissons sont gratuites.

Et vous ne payez que le simple tarif économique normal.

Sans aucun supplément.

SAS
EuroClass

Le Monde

culture

VARIÉTÉS

Ferré raconte la nuit

Léo Ferré vit dans la campagne toscane depuis le jour d'été 1968 où la mort, impudique, prit la main de Pépée, le chimpanzé. Mais, régulièrement, Ferré parcourt la France, s'arrête chaque année dans plus de vingt-cinq ans, auréolé de cheveux blancs, s'accompagnant au piano et d'une bande magnétique, il croque les mots ou les savoure, chante une poésie insurrectionnelle dont la champ est à mille dimensions, des fantômes et des craintes revues, des jeux de mots et de musique, une révolte qui cède à la tête tout le temps, ne jamais s'arrêter.

Après le spectacle, les jeunes gens, parfois les larmes aux yeux, viennent dans la loge. Il y a six mois, le chanteur leur a demandé quelles étaient les chansons qu'ils aimeraient entendre. Et c'est ainsi que Ferré reprend depuis ce début d'octobre, dans un récital sans ancrage de près de trois heures, quelques-uns de ses plus beaux titres : *Vingt ans*, *Madame la Misère*, *Thank you Satan*, *Pépée*, *la Nostalgie*, *Rutebauf*, *Ostenda*, *la Vie moderne*, *Y'en a marre*.

A soixante ans, la poésie poursuit son aventure avec la même énergie, la même impétuosité et les mêmes débordements, cette fraternité qui est un peu son inspiration première. Avec aussi de l'orgueil : « Le jour où je perds cet orgueil, dit Ferré, je me couche et je crève ».

Léo Ferré vient d'écrire les dialogues d'une pièce de Richard Martin, *l'Opéra des rats*, qui sera jouée jusqu'au 10 décembre au Théâtre Tourny de Marseille. Et la firme R.C.A. distribue depuis cette semaine un coffret de quatre albums enregistrés en avril et juillet derniers et intitulé *l'Opéra des pauvres*, où le poète explore avec sa manière flamboyante un de ses thèmes favoris : la nuit et ses multiples identités. La nuit putain et la nuit cri d'anges, la nuit qui choit des coups de lune et la nuit qui donne de la vie, la nuit où l'on invente et la nuit où les gens ont peur.

Tendre, lyrique et passionné, plein d'humour, d'ironie et d'amour, Ferré raconte et chante un de ses plus beaux délices, un long cri, un poème dans lequel épouse févèrement les pulsions de la vie et s'appuie sur une des musiques les plus ouvertes écrites par le chanteur jusqu'ici : la symphonie au jazz en passant par la ballade dite de variétés.

CLAUDE FLÉCHET.
* R.C.A. P.L. 70035.

CINÉMA

Documentaires hongrois à Beaubourg

(Suite de la première page.)

Baubourg a déjà projeté l'essentiel de son œuvre, qui mélange indolument documentaire et fiction, à l'occasion du Festival du réel, il y a trois ans.

Le documentaire comme on le conçoit au studio Balazs, c'est l'occasion d'aborder un tournafranchise des sujets tabous, ou pour le moins dérangeants. Nous pensons en premier lieu à *Décision*, (1972), de Gyula Gazdag et Judit Ember, dont nous entendions parler depuis toujours mais dont la projection, nous expliqua-t-on longtemps, était impossible. Le film n'avait été montré régulièrement aux cadres du parti ouvrier hongrois. Plus que d'art nous parlerions d'un document ethnographique ou sociologique, de l'effet Lumière en quelque sorte.

Le parti a décidé de décharger de ses responsabilités le président d'une coopérative, non loin de Budapest. Trois éminences à l'ordonnée toute ecclésiastique, décident d'appliquer ces consignes. Une bonne pratique de la dialectique devrait permettre de convaincre, démocratiquement, les membres de la coopérative de renvoyer leur président. C'est-à-dire se rebelle, vote, avec une majorité de 60 %, contre le renvoi. Les trois sages, tout surpris du résultat, commencent à s'autocritiquer. Il avait été prévu que le départ que la caméra serait le témoin de l'événement. Gyula Gazdag, présent à Paris, confirme avoir délibérément adopté un style « neutre », avec des images

très cadrées, comme s'il s'agissait de filmer un rituel.

Dans *Il y a des changements* (1978), des frères Gylys (montré à Beaubourg le jeudi 20 octobre), le caméra se fait plus participante. Le tournage débute en dehors des catégories habituelles, sans autorisation, en 8 mm, puis fut achevé en 16 mm grâce au studio Bela Balazs. Un village hongrois à la frontière roumaine vit comme en marge du progrès et de la société moderne. Ce film, comme *Décision*, sort pour la première fois de Hongrie.

Ferenc Mariassy, jeune fils de Felix Mariassy, échelonné de passage à Paris à l'occasion de l'hommage au studio Bela Balazs, nous précise que, cette année, pas moins de soixante films ont été, sont ou seront tournés. Le studio vient de recevoir sa première installation vidéo, avec trois caméras et trois magnétophones, qui permettra d'élargir la recherche. Le studio Bela Balazs, c'est parfois la chance unique offerte à un écrivain, à un musicien, à un peintre, à un sociologue, de mettre la main à la caméra. Avec le risque d'impertinence, de pur amateurisme, que cela comporte. Mais aussi un certain parfum de liberté : comme si le cinéma pouvait vivre hors des contraintes de l'argent et de la politique.

LOUIS MARCOCRELLES.

* Studio Bela Balazs, films expérimentaux et de fiction. Cinémathèque, salle Beaubourg, depuis le 19 octobre.

* Studio Bela Balazs, films documentaires, Beaubourg, petite salle, sous le patronage de la B.P.T. Samedi 22 octobre, à 20 heures : *la Décision*. Jusqu'au 23 octobre.

● Rectificatif. - Le nom des nouveaux personnages qui apparaissent dans le film *le Retour du Jedi* a été malencontreusement déformé dans notre article du jeudi 20 octobre. Ce sont pas les Awaks mais les Ewoks qui font leur apparition à côté d'Han Solo, de la princesse Leia et de l'infâme Vader, héros, entre autres, des précédents épisodes de *la Guerre des étoiles*. Nos lecteurs de sept à soixante-dix sept ans auront rectifié d'eux-mêmes et il est sûr que les mini-pandas de Georges Lukas n'en boiteront pas pour autant...

FARID CHOPÉL

Chopelia

PALAIS DES GLACES

37, Fg du Temple 75010 PARIS
Location ouverte : 607.48.93

UGC MARBIZY - REK - UGC BOULEVARD - UGC DANTON - 7 PARNASSIENS - BISTROT LES IMAGES - CINE BEAUBOURG LES HALLES - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE
ARTEL Créteil - ARTEL Nogent - ALPHA Argenteuil - TRICITY Amiens
GAUMONT Orléans - ARCA Caen

La nouvelle bande des quatre !

Marcello MASTROIANI / Michel PICCOLI / Azucena AIMEE / Gérard KLEIN

LE GENERAL DE L'ARMÉE MORTE

un film de Luciano TONOLI

37, Fg du Temple 75010 PARIS
Location ouverte : 607.48.93

MUSIQUE

LES PETITS OPÉRAS DU CHATELET

Un roi nu dans sa baignoire

Le donatier Rousseau, qui jouait du violon, donnait des cours de diction pour améliorer son ordinaire et écrivait aussi des pièces de théâtre. En 1898, le Châtelet l'envoya sur les roses : il avait été assez mais pour proposer, sans recommandation, un manuscrit intitulé *la vengeance d'une orpheline russe*. Aujourd'hui, il aurait un sourire de revanche amusée, s'il voyait le décor conçu pour la deuxième des pièces brèves qui composent l'*Opéra d'une heure* présenté au Théâtre musical de Paris - ex Châtelet.

Celui qu'aimaient Picasso et Apollinaire, celui que Jarry avait rebaptisé « le Donatier » coplait, entre autres, les images tirées de *l'Album des bêtes sauvages* édité par les Galeries Lafayette. Pour les *Aventures et nouvelles aventures* de Georges Ligeti, conduites par Pierre Boulez, le metteur en scène austro-lyrien et inspiré David Friedman a probablement demandé à sa décoratrice Belinda Scarlett et à l'auteur des lumières de recomposer à la manière du natif Henri Rousseau, pas si naïf.

Illusion et allusion sont parfaites : cette clairière au milieu d'une verdure nocturne, cette impression de sylve privée de perspective faite de profondeur, la texture de la végétation plantée en trois minutes devant le rideau de fer, sortent tout droit de ces toiles que le Donatier ne parvenait pas à écouler, même au poids. La musique bruisse, flotte comme suspendue à travers des troupes d'arbres pareils à ceux de *la Promenade*. Les tranches des palmiers dignes d'un Eden un peu pervers, humide, ont l'aspect presque plastique des feuilles de tulipes, si fausses qu'elles deviennent obsessionnelles, réelles.

Ce pourrait être la jungle baignée par un crépuscule verdâtre et doré à la fois, mais l'aspect orangerie lumineuse l'emporte. Soit dans un jardin d'hiver meublé de chaises et d'une banquette blanches et tarabiscotées : une tea party tropicale où deux femmes et un homme, tout d'abord habillés chic années 50, grignotent, boivent, se parlent avec des mots en lambeaux microscopiques, se laissent aller à des réactions absentes, bêtes d'onomatopées et de hoquets dérisoires.

Ce pauvre diable trop nerveux

Eclipse. Les trois chanteurs (Marc Angel, soprano ; Lesley Stephens, mezzo et Omar Ibrahim, basse), réapparaissent, tout enrhumés, trébuchant - bienheureux, innocents, qui se précipitent et se carapètent au milieu de plantes exotiques. Rebondissement : penauds comme ceux du Livre, découvrant l'odeur du péché, ils prennent peur à l'écho de leur langue originelle, un non-langage tissé de sanglots insupportables, d'ultra-voix, de plaintes chuchotées, entre un roucoulement et un cri d'épave. Les rires se cassent ; la vibration sentimentale de sept instruments exotiques d'accompagnement leur parcourt frivoles. Cela a duré vingt minutes.

Subitement, il ne reste plus qu'un bras droit levé, et au bout de ce bras dépassant de la fosse, la main de Boulez, immobilisée dans sa tension. Toute autre vision s'est évanouie. Ainsi, en son, le rayon vert sombre ouais pa être chez Lewis Carroll, on chez un Kafka en train d'halluciner en couleurs pour une fois. On était,

disions-nous, en compagnie du Donatier. Mais il n'y a pas de bêtes sauvages et, s'il se passe toujours quelque chose aux Galeries Lafayette, Henri Rousseau est mort en 1910, l'année précisément où Schönberg s'intéressait de trop près à la peinture avec ses amis du *Cavaler bleu* (Klee, Kandinsky) ; il n'avait pas encore écrit *le Pionnier nu*, cette « petite forme » aux allures de drame ; Stravinski n'avait pas encore rencontré Ramuz, donc *l'Histoire du soldat* n'existait pas : il n'était pas né, le théâtre musical au sens où Boulez veut dire « théâtre avec musique » - quitte à être provocant en contredisant (*le Monde* du 18 octobre).

Si le bras du chef d'orchestre ne retombe pas avant le noir complet, c'est que, dans l'œuvre de Ligeti, il n'y a ni commencement ni achèvement. Le black-out ne pourrait être qu'une panne fugace, comme on dit « un arrêt cardiaque, une syncope » en ajoutant vite (alors soupirez rappelez), « mais la machine est réparée ». Mais il n'y a pas que ça. Pierre Boulez, en prononçant ce geste final, en demandant à ce que son bras soit soudain éclairé s'offre un plaisir, montre comme il connaît et aime le théâtre, après être resté dans l'ombre au long des soixante minutes (quarante plus vingt) où il pilote dans sa vigilance surmultipliée les instrumentistes de l'ensemble intercomposé d'une part, et d'autre part, les chanteurs en mouvement sur la scène. « Il faut séparer », affirme-t-il.

Cette frontière, selon lui infranchissable, entre les musiciens et l'action chantée ou parée est encore plus marquée dans le premier des morceaux choisis. Un morceau de bravoure où, seul, sur un espace géométrique recouvert de linoléum gris, glacé, le chanteur Omar Ibrahim sante prodigieusement les octaves,

les obstacles, pour donner une vision neuve des *Huit Chansons pour un roi fou*, de Peter Maxwell Davies. David Friedman, la sous, a su inventer d'autres images que celles déjà vues et revues des musiciens enragés, et de plus Ibrahim est un acteur inouï. Na li encore, mais sous une couverture militaire, - il est la roi Georges III d'Angleterre (1) qui paraît aux arènes, ce pauvre diable trop nerveux hurlant comme un chien au temps de l'indépendance américaine. Malade mental, il est interné, il lui reste un siège de toilettes pour tout trône. Deux infirmières le laisseront croupir dans une baignoire pleine, le temps que sa tête prenne feu, et qu'il expire. La baignoire, lieu du soufflage, convient au désir de cette partition, peut-être la plus forte du compositeur anglais qui vit à Eloy, une île perdue d'Ecosse, où il marie le ragtime aux archaïsmes du baroque, et mêle des douleurs d'angoisse aux frissons d'appareils guillotinés.

Boulez ne prenait pas de risques avec ces deux œuvres remontant aux années soixante. Mais quel bonheur quand même.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Nouvelle brève dans la série des rois morts britanniques : un bonnet de nuit, que le roi Charles I^{er} d'Angleterre aurait porté lorsqu'il fut décapité en 1649, vient d'être adjugé 13 000 livres (196 000 F) aux enchères chez Christie's à Londres. Le bonnet de nuit, de robe de chambre, de mouchoir de fils d'or et de soie, a été vendu à un collectionneur privé, M. George Apter, qui a fait fortune dans les stations-service. Une gravure du dix-septième siècle montre le roi, décapité sur les ordres du Parlement, tenant un bonnet de nuit à la main juste avant sa mort. Le bonnet aurait servi à tenir les cheveux pour laisser la nuque découverte au moment de la décapitation. (*A.R.P.*, 19 octobre.)

* Théâtre musical de Paris : les 21 et 22 octobre, 18 h 30.

NOTES

Théâtre

Pierre Dux à son affaire

Portrait d'un self-made man, un Ewing (Dallas), un Blake Carrington (Dynasty), mais au dix-neuvième siècle et à la française ; il possède toutes les « vertus » de la bourgeoisie (travail-famille-argent) et les pousse à la caricature. Il s'appelle Isidore Lechat, il trébale sa bonhomie pot-en-fen, l'ins de laine jusque dans les salons dorés de sa maison somptueuse en banlieue résidentielle.

Il souhaite pour sa fille un mariage riche et pour son fils - à qui il a acheté un « titre » - l'existence dépendante d'un gandin. Sa morale fait le titre de la pièce : *les Affaires sont les affaires*. Octave Mirbeau ne faisait pas sur le trait de caractère bien significatif. Il assène la lourde insolence des chichés sur la vanité et le lâcheté de nos frères humains en général, politiques en particulier. A entendre la salle s'écrouler, on ne peut douter de leur efficacité.

C'est en effet du théâtre efficace, bon, construit pour durer et qui dure. Pierre Dux a eu l'intelligence de monter la pièce telle quelle, dans son réalisme dans. Si Martine Chevalier (la fille d'Isidore) est mal à son aise et force la dose du mélo, l'Isidore Lechat est avec justesse ce que doit être M^r Lechat. Quant à Pierre Dux comédien, dans Isidore Lechat, c'est lui qui fait le triomphe de la soirée. Il est plus vrai que vrai, il est évident. Il est roland, vulgaire, buté. Un monstre d'égoïsme, mais en quelque sorte innocent, et, en définitive, sympathique. Un régal.

COLETTE GODARD.

* Théâtre du Rond-Point, 20 h 30, en alternance avec *Souvenez-vous* de Marguerite Duras, avec Madeleine Renaud.

Danse

Trois pensums au divertissement

Le Ballet-Théâtre de Nancy - cinq ans d'existence et la consécration d'une tournée avec Nourine au début de l'année - est venu présenter un programme de quatre ballets au Théâtre musical de Paris. Les trois premiers, signés Koochot McMillan, Agnès de Mille et Hans Van Manen, sont d'un ennui sans borne. Le quatrième, *Symphonie en D* (traduisez en *ré*), extrêmement piquant, est au contraire le régal de la soirée.

Jiri Kylian, le chorégraphe tchèque des Ballets néerlandais qui se sont récemment produits sur cette même scène dans le cadre du Festival international de la danse, l'a créé à la Haye il y a sept ans. Ce n'est donc pas une première pour les Parisiens, qui l'ont déjà vu au Théâtre des Champs-Élysées en février dernier. On n'en revient pas moins avec plaisir au divertissement trépidant, dansé à folle allure par une troupe jeune qu'anime Hélène Traillan.

A mettre au crédit du Ballet-Théâtre de Nancy le choix raffiné des partitions (ici Haydn après Schubert, Schumann et Chostakovitch), toutes bien exécutées par l'Orchestre de l'Île-de-France sous la direction d'André Presser. Mais quand on a la chance de voir inscrits à son répertoire les *Forains*, la *Boutique fantasque*, les *Biches*, pour quoi leur préférer - en faisant fi des décors - des girations de toupies ou des pas de deux sans cesse recommencés ?

OLIVIER MERLIN.

Galerie

La rigueur de Bokor

Pour cette exposition des peintures à l'œuf de Miklos Bokor qui fait suite aux huiles de l'an dernier, on est ramené à une dizaine d'années en arrière. C'est toujours, pensée à l'encre, la transposition sensible d'une terre promise et conquise. Seulement, à travers les quelques témoins d'une époque révolue et le plus grand nombre des suivants - de 1974 à octobre, oui, octobre 1983, - on devine à quel point l'expression intérieure du peintre l'a peu à peu affranchi du moindre souci de plaire, malgré la tendresse complice d'un somptueux papier du Népal. Cette rigueur se manifeste jusque dans la couleur qui gagne en austérité. Après les reflets mauves, les traces vertes, les taches d'un rose charnel, constamment assourdis, les bruns semblent désormais prendre le dessus. Comme pour nous rappeler que ce ne sont plus les éboulis et les buissons d'une cause ensolée, entre autres « motifs », qui défilent sur le papier. C'est la joie de les transformer en peinture.

J.-M. D.

* Clivages, 46, rue de l'Université, jusqu'au 12 novembre.

La Grèce demande officiellement à Londres la restitution des frises du Parthénon

L'ambassadeur de Grèce à Londres, M. Nikos Kyriazidis, a officiellement demandé au gouvernement britannique, au cours d'un entretien, dans l'après-midi du 19 octobre, au Foreign Office, le rapatriement en Grèce des frises du Parthéon, achetées au début du dix-neuvième siècle au gouvernement turc par lord Elgin et exposées depuis au British Museum. Cette demande semble concrétiser les déclarations qu'avait faites l'ancien ministre grec de la culture, au cours de son voyage à Londres au mois de mai dernier. Elle avait alors annoncé qu'une telle requête serait formulée après les élections générales britanniques de juin, sans que l'annonce ait, jusqu'à présent, été suivie d'effet.

Or l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg, a adopté le 3 octobre une résolution sur la « récupération des œuvres d'art » qui demande aux gouvernements de reconnaître la notion de « patrimoine culturel européen appartenant à tous les Européens ».

L'Assemblée estime ainsi que les sculptures du Parthéon, répertoriées et depuis longtemps revendiquées par la Grèce, doivent rester au British Museum dans la mesure où elles feraient partie de l'espace culturel européen. Les parlementaires grecs et plusieurs parlementaires européens se sont vivement opposés à cette résolution qui, sauf pour l'Europe courtoisement, rejoint par ailleurs les positions de l'UNESCO sur la « restitution des biens culturels à leurs pays d'origine ».

La demande de l'ambassadeur de Grèce, qui paraît donc faire suite à la résolution du Conseil de l'Europe, sera étudiée par le gouvernement britannique, a indiqué le Foreign Office, dont un porte-parole a cependant souligné que « les frises sont la propriété légalement acquise du British Museum ».

■ A l'occasion du dixième anniversaire de la tour Montparnasse, une exposition de photographies anciennes et contemporaines est présentée au cinquième étage de ce bâtiment jusqu'au 15 janvier 1984 : une évocation du quartier Montparnasse et de son nouveau centre en verre fermé.

LES ATTENTIONS PARTICULIÈRES

Philippe Clévenot et G. Oestermann

10 Représentations

du 17 au 27 oct à 20 h 45

au Lycée Technique d'État 233 bd Raspail 14^e Loc : 3 francs

Espace - Piano Daniel Magne, 17 av. Raymond-Poincaré - Paris 16^e

FRANÇOISE LANDOWSKI

CONCERT - PEINTURE

EXPOSITION

du 18 au 29 octobre 1983

(sauf dimanche et lundi)

SPECTACLES CONCERT-PEINTURE

22 octobre (21 h) : Bach, Ibert, Nabert, Schumann
27 octobre (20 h 30) : Couperin, Messiaen, Ravel

PETIT MONTPARNASSE

PROLONGATION

JUSQU'AU 30 OCTOBRE

L'ASTRONOMIE

"Original, brillant, fin, spirituel, drôle, follement amusant".

J.-J. Goutier

"Alléluia! un auteur est né".

D. Jamet

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Hanna Sch

L'amiti

COMMUNICATION

Vendredi 21 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Formula 1.
- Emission de Marius et Gilbert Carpentier.
- Auteur de Michel Sardou : Jane Birkin, Sylvie Vartan, Eddy Mitchell, Thierry Le Luron...
- 21 h 40 Série : les Uns et les Autres, de Claude Lelouch.
- Quatrième épisode : Francis épouse Fauny et commence une carrière de chirurgien. Les destins se croisent, l'histoire des années 80 se déroule sur fond de music-hall. Quelques images superflues, un rythme enlevé et des acteurs superbes.
- 22 h 40 Brevets.
- Magazine de J. Arru et C. Garbisa.
- "Félicité", de Jean Audureau, mise en scène de J.-P. Vincent à la Comédie-Française. "Le Don Juan de la Croix", mise en scène de D. Ceccaldi : Interview de Michel Guy à propos du Festival d'automne ; Jean Guidon à l'Olympia, etc.
- 23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Vous-même à MASADA
Excursion y compris mer Morte
OFFERT GRATUITEMENT par l'HOTEL GALIL
Netanya - ISRAËL
Contactez votre agence de voyage pour renseignements

- 20 h 35 Feuilletton : Les Brigades du Tigre.
- Les années folles : la grande-duchesse Tatiana, réal. V. Vitas, avec J.-C. Bailly, P. Maguelon, M. Vitold.
- Influences occultes en France au début du siècle. Le gouvernement français charge les Brigades du Tigre d'assurer la sécurité du général Lioubov qui prépare un débarquement en Crimée. Une sorte de "Borsalino".
- 21 h 35 Apostrophes.
- Magazine littéraire de B. Pivot.
- Sur le thème : amoureux de l'amour ? sont invités : André Castelot (François 1^{er}), Julio Kristeva (Histoires d'amour), Jacques Lacarrière (Marie l'Égyptienne), Félien Marceau (Une insolente liberté).

Lisez

CASTELOT

François 1^{er}

PERRIN

- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club (cycle Sacha Guitry) : Désiré.
- Film français de S. Guitry (1937), avec S. Guitry, J. Delubac, J. Baumer, Arletty, P. Carton.

Samedi 22 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 30 Vision plus.
- 10 h Casques et bottes de cuir.
- Magazine du cheval.
- 11 h 15 La maison de TF 1.
- 12 h 30 La séquence du spectateur.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Amuse-gueule.
- 14 h 5 Série : Starsky et Hutch.
- 14 h 55 Le grand ring dingo.
- 15 h 35 C'est super.
- 16 h Dessin animé : Capitaine Flam.
- 16 h 30 Histoire naturelle.
- Sachez classer le perdant.
- 17 h Série : Blanc, bleu, rouge.
- 17 h 55 Pépinière.
- 18 h Trente millions d'émis.
- Les coquilles.
- 18 h 30 Magazine euro-moto.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 45 Jeu : Marions-les.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Dallas.
- Réal. J. Moore.
- Morlie Stone fait échouer le plan de J.-R. destiné à piéger Cliff Barnes. La famille Ewing continue de s'entre-tuer copieusement.
- 21 h 25 Droit de réponse : Y'a plus de saisons.
- Emission de M. Péluc.
- La météo : avec des spécialistes, chercheurs, historiens, physiciens, agriculteurs, pêcheurs... M.M. Labrousse, directeur de la Météo nationale, E. Le Roy-Ladurie, historien, A. Gillot-Pétré, M. Chevalier...
- 22 h 50 Étoiles et toiles.
- Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
- Courtes nouvelles : "Papy fait de la résistance", de J.-M. Poiret ; "Vive la sociale", de G. Mordillat.
- 23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 15 ANTOPE.
- 11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
- 11 h 30 Platine 45.
- Avec Bergman et Van Houten, Nina Hagen, Catherine Ferry.
- 12 h A nous deux.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Ah ! quelle famille.
- 14 h La course autour du monde.
- 14 h 55 Les jeux du stade.
- Le triathlon de Nice ; athlétisme.
- 17 h Récré A 2.
- 17 h 50 Les carnets de l'aventure.
- Aquajungle, de H. Forichon ; raid moto 1982 : Hoggar-Tassili.
- 18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 La théâtre de Bourard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker.
- Avec Annie Cordy.
- 22 h 5 Magazine : les enfants du rock.
- Rock à Bordeaux ; Jeu : l'Impeccable.
- 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 13 h 30 Horizon.
- 14 h Entrée libre.
- Une émission du C.N.D.P.
- Invité du jour : Frédéric Poitecher ; à 14 h. Images

S. Fabre (N.).
Une jolie femme, entretenue par un ministre, rêve, tout haut et amoureusement, la nuit, de son valet de chambre bien stylé. Or, lui aussi, rêve d'elle. Que va-t-il arriver ? Piquante comédie de mœurs où Sacha Guitry - c'est lui, le valet, bien sûr - joue de son esprit incomparable pour sa propre conception des rapports de classes.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

CE SOIR, SCIENCE FICTION
EMBRAYO...
La création d'un personnage qui passe de l'enfance à l'âge de bonne adulte en 4 semaines.
Disponible dans tous les Vip Vidéo Clubs

- 20 h 35 Vendredi : La guerre des Mayas.
- Magazine d'information d'A. Campana.
- Un reportage de Jean-Marie Simonet et Pierre Boffety au Guatemala. La vie quotidienne de l'armée de guérilla des pauvres, avec son commandant en chef, Rolando Morán. Le maintien et la confection des armes, les combats clandestins menés contre la dictature.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 50 Flash 3.
- Magazine de la photo de J. Bardin, P. Dhôtel et J. Eguet.
- du Salon de la photo à la Porte de Versailles.
- Le bellinographe : Hill et Adamson, une expérience artistique ; Charles Nègre et Alphonse Poitevin.
- 22 h 40 Espace Francophone.
- L'île Mauricie, réal. J.-M. Caruso.
- Les ethnies culturelles et religieuses de l'île Maurice : l'attachement à la langue créole, son rôle dans la presse et la littérature.
- 22 h 10 Prélude à la nuit.
- Concerto en ut mineur pour deux violons, de Bach, par P. Doulak et R. Daugereil.

FR 3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Feuilletton : A skis redoublés.
- 17 h 30 L'art et l'ordinateur.
- 18 h 4 Ecoutez votre siècle : Temps de pause, prod. IRCAM.
- 18 h 30 Le magazine du jazz.
- 18 h 55 Informations.
- Série : Saturnin et Cie.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilletton : Les Mochicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Débat : conjoncture mondiale, risques et espoir, avec R. Aron et H. Kissinger (Redi.).
- 21 h 30, Black and blue.
- 22 h 30, Nuits magiques arrêtées fréquentes.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Concert (en direct de Sarrebruck) : « Benvenuto Cellini », de Berlioz ; « Concerto pour piano et orchestre », de Saint-Saëns ; « Une barque sur l'océan », de Ravel ; « Bacchus et Ariane », de Roussel, par l'Orchestre radiophonique de Sarrebruck, dir. J. Mercier, sol. E. Engerer, piano.
- 22 h 15, Fréquence de nuit : Musique de chambre : œuvres d'Ives, de Brahms, par le Beaux-Arts Trio ; vers 23 h 10, œuvres de Péri, Balakirev, Alkan, Reger, Mozart.

LA PUBLICITÉ FACE AUX NOUVEAUX MÉDIAS

Grands défis et vieilles recettes

L'institut de recherche et d'étude sur la publicité (IREP) organisait les 17 et 18 octobre une rencontre sur « les nouveaux médias et la publicité ». Très courtoisés par les promoteurs des futurs réseaux de communication, agences de publicité et annonceurs hésitant à investir dans des médias dont l'audience est encore très aléatoire.

D'un côté, les experts, les politiciens, qui déploient la panoplie des nouvelles technologies, présentent les possibilités offertes par la loi de juillet 1982, invitent les publicitaires à investir, à expérimenter, à remettre en question leurs habitudes. De l'autre, des professionnels de la publicité à la fois séduits et sceptiques parce que bons professionnels, ils ne sauraient investir sans chiffres d'audience. Et, malgré les informations inédites du Centre d'études des Français (le Monde du 20 octobre), personne ne peut prévoir aujourd'hui quelle sera l'audience des nouveaux médias.

Dialogue mais nécessaire. Comment le nouvel espace de la communication audiovisuelle peut-il se déployer sans le secours du financement publicitaire ? Comment réaménager les équilibres du marché de la publicité sans un minimum d'informations ? On a peu parlé de vidéo à l'IREP. Avec des intentions d'achat pesant de 9 % en août 1982 à 5 % en février 1983, les chiffres du C.E.O. montrent à l'évidence que le marché du magnétoscope est provisoirement cassé par les différentes mesures gouvernementales.

On a parlé de l'arrivée prochaine des satellites de télévision en attendant que le gouvernement définisse sa politique entre deux choix technologiques, deux stratégies commerciales : celle du satellite de télévision directe T.D.F. 1 qui arroserait la France et les pays voisins avec une chaîne commerciale ; celle du satellite de télécommunications dont le signal codé, relayé par les réseaux câblés européens, serait un formidable instrument de promotion pour la télévision payante. Les enquêtes du C.E.O. révèlent que 48 % des Français seraient intéressés par l'achat d'une antenne pour recevoir les émissions de T.D.F. 1 mais 6 % seulement seraient disposés à payer plus de 2 000 F pour se la procurer !

La télévision par câble semble plus proche, plus réaliste, sans doute à cause des investissements consentis par les pouvoirs publics et l'intérêt que montrent des groupes financiers. Pourtant, la montée en charge du câble sera lente. Comment espérer faire de la publicité sur des réseaux qui n'auront, l'année prochaine, que quelques milliers d'abonnés ? Quand arrivera-t-on à cette masse critique qui donnera à la télévision par câble l'impact d'un grand média ? Au bout de vingt ans, les réseaux câblés américains ne

Les professionnels de la publicité, présents à l'IREP, ne sont pas insensibles à cette télévision « fragmentée » on thématique que dessinent les nouveaux médias. Mais ils restent plus préoccupés par l'évolution à court terme de la télévision de masse. En janvier prochain, les chaînes régionales d'Aquitaine et de Nord-Picardie s'ouvriront à la publicité ; une régie des espaces doit commercialiser les créneaux horaires disponibles sur les trois chaînes pour la communication sociale et l'information d'entreprise.

Le grand absent de ces journées de l'IREP reste Canal Plus. Très attendu, M. Bernard Brochard, du groupe Havas, devait apporter des informations fraîches sur la quatrième chaîne. Son intervention fut annulée à la dernière minute. Sans doute parce que le dossier descriptif des rapports entre Canal Plus et le cinéma est depuis quinze jours sur le bureau du premier ministre en quête d'un arbitrage inouïable. Mais aussi parce que le départ de M. Alain de Sédouy, directeur présumé de Canal Plus, illustre bien les difficultés des nouveaux médias.

Pour séduire sa « cible » (jeunes adultes de quinze à trente ans), la quatrième chaîne doit être une télévision innovante à laquelle le professionnalisme de M. de Sédouy pouvait servir de garantie. Mais, pour innover, il faut beaucoup d'argent et, pour le moment, Canal Plus ne dispose ni de la redevance ni de la publicité. Aussi se voit-elle obligée de tout sacrifier à un produit plus classique mais fort prisé du public : les films du cinéma.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

A VOIR

Justice « ordinaire »

Lorsqu'il voit son amie dans le bureau du juge d'instruction, Alain Dormoy, un jeune médecin en chômage, sait qu'il ne sera plus à rien de nier. Elle a avoué. Le casse dans le pavillon, oui, c'était eux. Alain Dormoy, qui porte son nom dans le film, et Brigitte Marchal sont des comédiens professionnels. L'avocat commis d'office, les policiers, les magistrats sont les acteurs quotidiens du tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Il ont répété sans peine, le soir, devant les caméras du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.), les mots et les gestes de la journée. « Le casse de Clamart ou est précédé avec instruction » est l'avant-dernière émission d'une série de cinq saynètes montrant les rouages de la justice « ordinaire ». Le résultat aurait dû être fastidieux, comme la routine judiciaire. Ce n'est pas le cas. — E. R.

* FR 3, « Entrée libre », samedi 22 octobre, 14 heures.

un cocktail quand la nuit commence

Le Negroni.

1/3 Campari.

1/3 Gordon's Gin.

1/3 Martini rouge.

1/2 tranche d'orange.

Servir glacé.

(recette de Fosco Scarselli pour le Comité Negroni).

Balazs, 9 (561-10-50) ; Olympia Entre-

prise, 14 (545-35-30) ; Paramount, 14

(329-83-11).

JOY (Fr.) (***) : U.G.C. Marbeuf, 9

(225-18-45) ; Maxville, 9 (770-72-86).

KOYANISQATSI (A., v.o.) : Escorial,

15 (707-20-24).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) :

Lacenaire, 6 (544-57-34).

LIBERTY BELLE (Fr.) : Épis de Bois, 5

(337-57-47) ; Parisiennes, 14 (329-

83-11).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Saint

André des Arts, 6 (326-48-18).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) :

Saint-Ambroise, 11 (700-59-16)

(H. sp.).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA

VIE (A., v.o.) : Quai de la Seine, 6 (633-

79-38).

LES MOTS POUR LE DIERE (Fr.) : Ciné

Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C.

Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C.

Odéon, 6 (325-11-08) ; U.G.C. Champs-

Élysées, 6 (329-12-15) ; U.G.C. Boule-

vard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de

Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Conve-

ntion, 12 (828-66-44) ; 14-Juillet Beau-

grenelle, 15 (575-79-79) ; Faubé Chézy,

15 (522-46-01).

OCTOPUSSY (A., v.o.) : Gaumont

Halles, 1 (297-49-70) ; Cluny Palace, 5

(354-07-76) ; Paramount Odéon, 6

(325-59-83) ; Publika St-Gervais, 6

(222-72-80) ; Marignan, 6 (359-92-82) ;

Publika Champs-Élysées, 8 (720-

76-23) ; Normandie, 9 (359-41-18) ; K-

aspas, 15 (306-30-80) ; V.I.

Grand Rex, 2 (236-50-32) ; Paramount

Marivaux, 2 (296-80-40) ; UGC Mont-

parnasse, 6 (544-14-27) ; Paramount

Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Bas-

tille, 12 (343-01-59) ; Paramount Ga-

zette, 13 (331-60-74) ; Paramount Orléans, 14

(540-45-91) ; Montparnasse Pathé, 14

(320-12-06) ; Gaumont Sud, 14 (327-

84-50) ; Convention St-Charles, 15

(579-33-00) ; UGC Convention, 15

(828-66-44) ; Poney, 16 (284-62-34) ;

Images, 16 (322-47-94) ; Paramount

Montmartre, 18 (606-34-25) ; Gaumont

Gambetta, 20 (636-10-96).

CEIL POUR CEIL (A., v.o.) : Aradée, 2

(233-54-58).

OUTSIDERS (A., v.o.) : Forum Orion

Express, 1 (233-43-36) ; Ambassade, 6

(359-19-08) ; V.I. : Richelieu, 2 (233-

56-70) ; Berlin, 2 (742-60-33) ; Mira-

mar, 14 (320-89-53) ; Tooralis, 20

(345-51-98).

PATRICIA (A., v.o.) (***) : U.G.C.

Opéra, 2 (261-50-32).

POUSSIERE D'EMPIRE (Franco-)

Vietnamien) : U.G.C. Opéra, 2 (261-

50-32) ; Cité Beaubourg, 3 (271-

52-36) ; Cluny Écoles, 5 (354-20-12) ;

St-Séverin, 5 (354-50-91) ; UGC Ro-

mond, 6 (633-08-22) ; Biarritz, 9 (723-

60-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15

(575-79-79).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.o.) :

Mars, 4 (278-47-86).

ROSI ET LA GRANDE VILLE (AIL

v.o.) : Mars, 4 (278-47-86).

RUE CASSE-NEIGES (Fr.) : Rio Opéra,

2 (742-62-54) ; Cité Beaubourg, 3

(271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6 (329-

42-62) ; Émirage, 6 (359-15-71) ;

Maxville, 9 (770-72-86) ; 14-Juillet

Basille, 11 (357-90-41) ; U.G.C. Gare

de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobe-

lius, 13 (336-23-44) ; Montparnasse

Pathé, 14 (320-12-06) ; 14-Juillet Beau-

grenelle, 15 (575-79-79) ; Images, 16

(322-47-94) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

LA SCARLATINE (Fr.) : U.G.C. Opéra,

2 (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6

(544-14-27) ; Biarritz, 9 (723-60-23)

STAYING ALIVE (A., v.o.) : Forum, 1

(233-43-36) ; Cité Beaubourg, 3 (271-

52-36) ; Cluny Écoles, 5 (354-20-12) ;

U.G.C. Odéon, 6 (325-11-08) ; U.G.C.

Romond, 6 (633-08-22) ; Biarritz, 9

(723-60-23) ; Émirage, 6 (359-15-71)

Paramount City, 8 (352-45-76) ; 14-

Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ;

V.I. : Rex, 2 (236-50-32) ; U.G.C.

Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount

Opéra, 9 (742-56-31) ; U.G.C. Gare de

Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins,

13 (336-23-44) ; Paramount Gaizette,

13 (331-60-74) ; Paramount Montpar-

nasse, 14 (329-80-10) ; Paramount Or-

léans, 14 (540-45-91) ; U.G.C. Conve-

ntion, 15 (828-66-44) ; Mistril, 14

(651-99-75) ; Paramount Marivaux, 17

(758-24-24) ; Secrétaire, 19 (241-77-99).

SUPERMAN III (A., v.o.) : Richelieu, 2

(233-56-70) ; Gaumont

Convention, 15 (828-66-44) (H. sp.).

TONNERRE DE FEU (A., v.o.) : Ar-

adée, 2 (233-54-58) ; Gaizette

Rochechouart, 6 (878-81-77).

TOOTSIE (A., v.o.) : Opéra Night, 2

(261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2

(742-62-54).

LES TROIS COURONNES DU MATE-

LOT (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-



Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU
et d'associations françaises pour le développement

N° 17

• LE SOIR •

ПОЛІТІКА

Le Monde

DAWN

• le soleil •

L'enjeu de la communication

CHOMAGE généralisé, inflation galopante ou larvée, sous-alimentation de millions d'hommes, croissance de la pollution, de la violence institutionnelle et du terrorisme, multiplication et pourrissement des conflits régionaux qu'aggrave l'implacable confrontation des Super-Grands, surarmement, enfin, conduisant à un gaspillage incessant de ressources et à l'accumulation d'armes apocalyptiques d'annihilation ; tel est le sombre spectacle qu'offre le monde d'aujourd'hui.

Face à cette situation qui engendre partout l'angoisse, la méfiance et la peur, les pays qui détiennent les moyens d'agir démontrent leur impuissance. Tourment le des aux solutions communitaires et imaginatives qu'exigerait une évolution qui a radicalement transformé les données géopolitiques de la situation internationale, ils continuent à s'en tenir aux vieux discours et aux recettes traditionnelles qui n'agissent plus.

Le paradoxe est qu'une telle myopie des esprits puisse subsister à l'heure des microprocesseurs et des satellites, qui permettent aux nouvelles les plus variées d'atteindre les coins les plus reculés du monde à des coûts sans cesse décroissants.

Le monde occidental est, certes, surarmé, mais seulement dans le domaine rentable des nouvelles, dont les lecteurs-consummateurs sont friands, celles qui concernent leur niveau de vie et satisfont leur besoin d'évasion et de jeu. L'information sérieuse, éducative, qui leur permettrait d'avoir une vision globale des réalités, reste trop souvent lacunaire.

Le véritable problème que pose l'information est plus que jamais celui de la qualité des hommes, des informateurs comme des informés bien entendus, mais plus encore peut-être de ceux qui détiennent les pouvoirs et les cordons de la bourse.

Un immense effort de réflexion et de compréhension est présentement indispensable. Il ne s'agit pas de faire sans des médias responsables et sans une libre communication entre tous les pays, fondée sur cette vérité démontrée par la science moderne que la diversité et le pluralisme constituent une loi fondamentale du développement de l'humanité.

Bref, il est urgent que tous les hommes et tous les pays puissent s'exprimer et partout se faire entendre, de façon à

acquiescer une meilleure connaissance des problèmes complexes de l'économie et de la sécurité qui se posent à l'échelle mondiale et qui ne peuvent être résolus que par une étroite concertation des uns et des autres. C'est avec cette préoccupation que, sous la pression des pays du tiers-monde qui réclament un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), visant à réduire les graves inégalités dont ils sont victimes dans le domaine des médias, l'UNESCO s'est attachée à préciser la portée et les limites d'un nouveau droit : le droit à la communication.

Ce droit, qui élargit le droit à l'information, sera l'un des thèmes principaux des débats de la Conférence générale de l'UNESCO, qui va s'ouvrir à Paris le 25 octobre. Un débat qui sera sans doute agité, en dépit de la compréhension qui s'est finalement manifestée sur ce thème fin septembre à l'insubmersible au cours d'un séminaire d'experts et de professionnels organisé conjointement par l'ONU et par l'UNESCO. Plusieurs dirigeants de la grande presse privée, en majorité américains et britanniques, qui viennent de se réunir à Tallahassee (Floride), sous la houlette du World Freedom Committee, ont, une nouvelle fois, en effet, crié « au loup », estimant que la liberté de la presse était gravement menacée dans le monde par les conceptions et l'action de l'UNESCO. Les réserves d'une minorité de participants européens et du tiers-monde ont toutefois prévenu une rupture et le vote d'un texte mettant en cause cette institution.

Le supplément « Un seul monde », en tout cas, œuvre ses colonnes à tous, qu'ils soient de l'Est, de l'Ouest ou du Sud, dans un climat de liberté, d'égalité et de tolérance. Il offre également une tribune aux organisations du système de l'ONU. Il envisage une coopération avec les associations qui se consacrent au développement. C'est déjà chose faite par le Monde, qui publie pour la première fois dans ce supplément une page réalisée par le CRID, fédération d'une quinzaine de ces associations.

Ainsi, sans ouvrir de bataille idéologique entre eux ni se livrer à des vaines polémiques, les journaux du supplément « Un seul monde », répondant aux exigences concrètes de leur vocation et se comportant de la sorte en pionniers, s'efforcent d'ouvrir la voie d'une libre communication entre des pays de toutes régions et de toutes idéologies.

JEAN SCHWOBEL
Coordonnateur.

DAWN (Karachi)

« L'objectivité » de journalistes du Nord en question

LE déséquilibre qui règne actuellement en matière de communication à l'échelle internationale tient pour une large part au fait que les pays occidentaux sélectionnent ce qu'ils veulent savoir — et ce qu'ils veulent que l'on sache — des pays du tiers-monde. Pour bien voir les implications de cette approche, il ne faut pas oublier que ces pays sont en mesure, grâce à la suprématie qu'ils exercent sur les réseaux mondiaux de communication, et d'information, d'influencer de manière décisive sur l'orientation et le contenu de l'information dans le monde.

D'autre part, il est désormais largement admis que la sélection effectuée par la plupart des systèmes de communication occidentaux parmi les nouvelles qu'ils reçoivent et diffusent concernant le monde en développement est en grande partie déterminée par les intérêts politiques, économiques et commerciaux dominants des

nations industrialisées. Mais ce qui n'a pas encore été suffisamment mis en lumière, c'est la marque personnelle que les journalistes occidentaux impriment à l'image qu'ils donnent des pays en développement, ainsi que les distorsions et la désinformation qui en résultent.

Il ne s'agit pas de prétendre que la plupart des journalistes occidentaux en poste dans les grands centres d'information d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont des idéalistes aveugles à la réalité ou des gens de mauvaise foi acharnés à déformer et à présenter sous un faux jour la vie et les problèmes de ces pays. Bien sûr, la manière dont ils s'acquittent de leur tâche est fondamentalement conditionnée non seulement par les orientations politiques des organes d'information particuliers qu'ils représentent et par les valeurs et les préférences des sociétés auxquelles ils appartiennent, mais elle dépend aussi beaucoup de leurs opinions personnelles et de leur souci de vérité et d'objectivité.

Ethnocentrisme

Le tort de bon nombre de correspondants et autres professionnels de l'information occidentaux, c'est d'avoir tendance à considérer le tiers-monde et ses problèmes à travers le prisme des concepts et des valeurs de leur propre société et sans s'efforcer de l'esprit ethnocentrique qui, d'une manière générale, marque la pensée occidentale à l'égard de l'ensemble des pays pauvres et du monde en développement.

S'ils ont cessé d'être monnaie courante dans les manuels et les écrits occidentaux contemporains, les vieux clichés — l'Asie mystérieuse, l'Orient insoumise, l'Afrique continent noir et l'Amérique latine mosaïque de républiques bananières — influencent encore puissamment par leur impact psychologique sur les attitudes et les façons de voir des Occidentaux, y compris celles des journalistes. C'est en partie ce qui explique l'ignorance excessive que les professionnels de l'information occidentaux portent à tout ce qui, dans le tiers-monde, offre un caractère négatif et sensationnel — catastrophes, famines, cyclones, phénomènes massifs de violence, coups d'État, émeutes, etc. — et s'accroît guère d'attention aux changements et aux évolutions positives qui s'y produisent. Dans une récente interview accordée à un hebdomadaire d'information de Hongkong, Ian MacDowall, rédacteur en chef de Reuter pour l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, a franchement reconnu ce travers : « Nous transmettons régulièrement des nouvelles sur ce qui se passe de positif dans les pays du tiers-monde. Malheureusement, le fait est que les informations de ce genre ont moins de chances d'être reprises que celles qui se rapportent à des coups d'État, des catastrophes ou des drames humains. »

Il y a d'autre part chez les Occidentaux cette tendance passablement répandue à juger ce qui touche au tiers-monde d'après leurs propres critères. Il arrive assez souvent que cela donne lieu à des appréciations et à des analyses fallacieuses.

car si elles peuvent sembler justes et éclairantes du point de vue occidental, elles risquent d'être sans aucun rapport avec la situation telle qu'elle se présente dans les pays en développement.

Les erreurs et les distorsions inhérentes à ce type d'approche se traduisent fréquemment en termes d'appréciation ou de condamnation à l'égard des événements sociaux, économiques ou politiques qui surviennent dans le tiers-monde, selon que ceux-ci sont conformes ou non aux concepts et aux modèles occidentaux.

On en citera, pour exemple, la série de généralisations et d'observations simplistes que David Lamb émet dans son livre *The Africans*, récent ouvrage où le grand reporter du *Los Angeles Times*, analysant la diversité et la complexité linguistiques, culturelles et ethniques qui caractérisent le vaste continent africain, soutient qu'aucun pays d'Afrique ne saurait progresser et préserver son unité nationale sans le secours d'une langue occidentale.

Les stéréotypes et les idées préconçues tendent à engendrer l'insensibilité, surtout lorsque sont en cause des pays étrangers et des situations peu familières. On observe fréquemment ce type d'attitude dans les comptes rendus et les commentaires que les médias occidentaux consacrent aux problèmes politiques et économiques dont souffrent gravement divers pays du tiers-monde. Certains correspondants et analystes politiques occidentaux ont fait preuve, dans l'appréciation qu'ils ont donnée de la crise généralisée que le Bangladesh a traversée à la suite des inondations et de la famine de 1974, d'une insensibilité confiante au cynisme. Dans une dépêche du 6 janvier 1974, Kevin Rafferty du *Financial Times*, plaideait ouvertement en faveur de l'arrêt complet de l'aide au Bangladesh, faisant valoir qu'il valait mieux « laisser la population souffrir jusqu'à ce qu'elle se décide à mettre ses dirigeants dehors ».

Préjugés et choix des nouvelles

Pour remédier à une telle situation, il faut en premier lieu reconnaître la réalité des effets que les préjugés et le fait de choisir parmi les nouvelles exercent sur la qualité et le contenu de l'information en provenance notamment du tiers-monde. Il faut absolument engager des efforts, à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale, pour définir avec davantage de précision les règles et critères professionnels applicables aux journalistes en poste à l'étranger. Il est non moins indispensable que, avant d'être envoyés dans les pays en développement pour couvrir et analyser les événements et les problèmes

de ces pays, les journalistes et autres professionnels de l'information occidentaux acquièrent une meilleure connaissance de leurs langues, de leurs cultures et de leurs conditions d'existence.

Le déséquilibre qui affecte la circulation internationale de l'information ne se corrigera certes pas en un jour. Mais du moins est-il possible d'obtenir dans un délai relativement bref une amélioration sur le plan qualitatif, si l'on prend des mesures concrètes pour susciter un équilibre d'optique et d'attitude chez les journalistes étrangers.

JACQUES DECORNOY.
(Lire la suite page 28.)

Le Monde (Paris)

La dépendance du Vieux Continent est-elle fatale ?

LES véritables phénomènes de dépendance ne sont pas toujours les plus visibles. Ils tendent même à devenir parfaitement « invisibles » et insaisissables lorsque la matière première ne s'appelle pas cuivre, étain ou manganèse, mais communication.

Il serait pour le moins audacieux de prétendre que ce problème préoccupe beaucoup les responsables politiques. Il semble bien que les débats soient en retard sur les faits et, s'il faut, dans ce domaine, plus que jamais prendre en considération les relations Nord-Sud, il convient aussi de s'interroger sur les échanges inégaux instaurés entre pays du Nord. D'autant que les méthodes nouvelles de communication rendent de plus en plus poreuses les frontières nationales et fragiles les pouvoirs étatiques. Certains pouvoirs étatiques du moins, que l'on peut qualifier de « moyens ».

Le raisonnement ne vaut pas, en effet, pour les deux super-puissances qui ont conquis un quasi-monopole de l'espace et dont l'une — les Etats-Unis — dispose d'une machine économique à l'échelle de la planète. Une machine inextinguible liée à l'appareil d'Etat, à sa stratégie politico-militaire.

Le « bombardement » culturel constitue l'aspect le plus visible du phénomène. Encore faut-il en mesurer l'importance, ne

pas se contenter d'en percevoir les modalités les plus évidentes : l'action sur les esprits et les goulis par l'intermédiaire de messages audiovisuels. Ce qui est en jeu, plus profondément, c'est le conditionnement social et politique par le biais d'un usage de techniques qui ne sont pas sans effet sur les modes de production et de création culturelle, (au sens large du terme).

Plus lourde encore de conséquences apparaît la libre circulation des données. La formule américaine — *transborder data flow* — est à cet égard éclairante : les flux sont transfrontaliers dans la mesure où les firmes transnationales qui les génèrent ignorent par essence les barrières nationales, ne se fixent pour limites que leurs intérêts propres. Dans cette optique, la notion de liberté (de circulation) ne peut que répondre à la définition qui en est donnée par les firmes en question. La logique des firmes étant l'occupation de l'espace mondial, il n'y a pas de place pour les pays « moyens » — réduits à l'état de marchés. La notion elle-même de « retard » n'a pas grand sens, en théorie du moins, dans ce système global car elle contredit l'essence d'une organisation dont la « philosophie » veut qu'elle ne se partage pas.

Cette évolution risque de s'accroître par un effet de boule de neige « naturel »,

la capacité de stocker l'information étant une des composantes essentielles du savoir contemporain, et la concentration de plus en plus grande de l'information conférant le pouvoir. Dans ces conditions, les grandes décisions économiques et financières nationales auront un poids de plus en plus négligeable, et les fluctuations financières échapperont à tout contrôle. Il sera (ne l'est-il pas déjà ?) pour le moins osé de parler de planification dans l'espace et dans le temps, et de liberté de choix de développement.

La réponse ne peut être que collective. Non qu'il faille exclure une modification des législations et pratiques nationales, ni minimiser l'importance d'une recherche et d'une mémoire nationales, et l'intérêt de tentatives de travaux en commun entre pays du Nord et pays du Sud. Mais il est clair que, pour ne parler que du Vieux Continent, seule une coopération européenne pourrait éventuellement apporter un début de solution à l'un des problèmes majeurs de notre temps. A vrai dire, les efforts se font en ordre dispersé au niveau des Etats et les actions des firmes ne contribuent guère à mettre en place une telle stratégie.

JACQUES DECORNOY.
(Lire la suite page 28.)

COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT

EL MOUDJAHID (Alger)

Un outil et une arme

LES mass media de cette fin de siècle ne sont plus à la portée de n'importe qui. Pour en disposer, il faut non seulement conquérir le droit d'expression, mais posséder aussi une masse de connaissances techniques et un support financier peu accessible au citoyen ordinaire. Pour réduire le coût et mieux contrôler le marché de l'information (car c'en est un), les moins puissants sont progressivement éliminés au profit d'une concentration qui s'impose de plus en plus comme un fait avec lequel il faut compter.

Pour échapper à l'emprise des magnats de l'information, nombreux sont les pays qui décrètent comme monopole d'Etat les moyens de communication. Dans tous les cas, une immense majorité de « consommateurs » se retrouvent à la merci d'un nombre restreint de « décideurs ».

Plus que l'or ou autre produit lucratif, le secteur de l'information fait l'objet de convoitises, voire d'une sourde lutte, de la part des grands de ce monde. Le secteur de l'information n'est pas le « quatrième pouvoir », c'est le pouvoir tout court avec ce qu'il peut avoir de meilleur et de pire. Grâce aux moyens d'information, on fait naître des gouts, on forge l'opinion, on crée ou l'on détruit des valeurs morales ou autres, on oriente les hommes. Avec de la publicité, on peut faire vendre n'importe quoi. Une propagande bien menée peut faire admettre les plus nobles idées ou les pires sottises.

Afin de mieux se faire accepter, les grands patrons comptent sur les médias pour soigner leur image de marque. Les pires exploités arrivent à se faire admirer par leurs victimes. Des « usines » de véctariat fonctionnent au profit d'une clientèle issue du monde du spectacle, mais aussi de la politique.

Les moyens d'information sont devenus un outil si précieux qu'aucun gouvernement ne peut les négliger sous peine de sombrer. Maëbiavel est peut-être cynique, mais bien perspicace en affirmant que « gouverner, c'est faire croire ».

En tant qu'outil, l'information peut contribuer à cultiver en l'homme ce qu'il a de meilleur ou bien éveiller ses plus bas instincts au point d'en faire une bête malaisée. Les mass media peuvent rappeler à l'ordre le peuple de ses dirigeants et mobiliser les citoyens pour les tâches d'éducation ou les transformer en troupeaux bêlants et courant droit vers l'abattoir.

Il était un temps où le journaliste jouait un rôle déterminant en matière d'information. Il n'est, de plus en plus, que l'un des multiples rouages d'une énorme machine que manœuvrent les « décideurs ».

Si l'information est un outil prodigieux pouvant servir l'homme, elle est aussi une arme des plus redoutables, surtout dans le combat idéologique que se livrent les grandes puissances. Son efficacité est d'autant plus incontestable que les satellites artificiels rendent sans effort les frontières les plus étanches et le conservatisme le plus absolu. L'objectif de cette arme : se rendre crédible sur le terrain de l'adversaire pour susciter ensuite la contestation par l'information et enfin déstabiliser son système.

Une bataille sans merci

Dans cette guerre sans merci, le succès ne revient pas nécessairement au défenseur de la juste cause, mais à celui qui maîtrise mieux l'usage des mass media dans toute leur complexité. Il s'agit d'une technologie et d'une science pluridisciplinaire englobant des domaines aussi divers que l'électronique, l'informatique, la sociologie, la psychologie de masse, le marketing... Comme tout produit, le message à faire passer exige une étude soignée et mise en œuvre par des spécialistes qui étudient minutieusement le terrain où ils s'engagent afin d'arrêter une stratégie adéquate. Là, on opte pour le battage massif, ailleurs, on distille le message au compte-gouttes et de manière anodine pour imposer finalement ce qu'on veut.

En matière d'information, il ne suffit pas d'être dans le vrai pour convaincre. Il faut avoir les moyens et savoir persuader en tenant compte de la nature du groupe humain auquel on s'adresse. Amplification excessive d'un événement anodin ou complot du silence sur une grave affaire, vérité tronquée, amalgame ou diversion sont autant de méthodes usuellement employées, mais couramment utilisées pour conditionner le public en fonction des intérêts de celui qui les utilise. (...)

Pour riposter à la guerre des médias, les pays arabes disposent aujourd'hui de potentialités non négligeables, à condition d'en prendre pleinement conscience. A des fins offensives ou défensives, aucun pays ne peut se passer de l'arme des médias, mais celle-ci n'est pas à la portée de tous. Même lorsqu'un petit pays dispose d'un équipement sophistiqué, l'exploitation peut faire problème.

Les pays du tiers-monde qui luttent pour un nouvel ordre économique ont finalement compris que cet objectif ne peut être atteint sans une nouvelle ordre international de l'information. Qu'il s'agisse de l'appréciation d'un événement ou de l'ordre des priorités dans le choix des nouvelles, les pays du tiers-monde revendiquent le droit de voir les problèmes à travers des « lunettes » conformes à leur optique, à leur intérêt.

MOHAMED ARABDIU.

le soleil (Dakar)

La contribution des journalistes africains

JAMAIS, dans l'histoire, une révolution n'a produit aussi rapidement autant d'effets sur le vécu quotidien des peuples que celle de la communication. L'explosion des techniques et des connaissances qui a servi de substrat à ce « qualificatif » de l'humanité, l'irruption des médias dans les coins les plus reculés, nous engageant dans une « massification » difficile à maîtriser.

Sans doute, la communication ne se limite pas, stricto sensu, à l'information. Mais c'est à ce niveau qu'il nous paraît plus indiqué d'initier la réflexion. La définition des espaces informatifs, la traduction en termes d'information du passage d'un développement emprunté à un développement endogène, l'adoption de types de pratiques et de structures aptes à aider les peuples à participer de façon réelle et active à la prise en charge de leur propre développement global, commandent une nouvelle intelligence des notions de liberté et de responsabilité.

En Afrique, et d'une manière générale dans le tiers monde, l'ampleur de cette révolution de la communication ne doit pas conduire à des comportements calqués sur le modèle du Nord. Le problème fondamental n'est pas tant d'en appeler à une communication sans entraves, libre et libérée, mais de saisir la relation entre la communication — infrastructures et activités — d'une part, et d'autre part, les autres objectifs nationaux, ou, en d'autres termes, l'intégration de la communication dans les plans de développement.

D'autres urgences qu'à l'Ouest

Que n'a-t-on dit du journaliste africain ? Griot du pouvoir, mandarin inopérable de servir de son insularité, fonctionnaire, agent passif du développement, comme s'il n'avait pour fonction que la ponctuation, l'amplification de la parole du chef.

Piéçé par une formation souvent sans lien avec le rôle qu'il doit jouer dans l'amélioration de la compréhension des problèmes du développement, confronté aux pesanteurs de toute nature, limité dans ses mouvements et ses initiatives par les contraintes de la communication institutionnelle, il n'en est pas moins sollicité pour la mise en œuvre d'une nouvelle manière d'informe.

Ainsi, sans renoncer à l'exercice des libertés, fondement de toute presse dans un régime de démocratie multipartisane là où elle existe, le moment venu par son

peuple impose au journaliste africain d'autres urgences. Soumis à une interrogation permanente sur la manière de rendre l'information, de se servir des techniques, de choisir des cibles qui dépassent l'immédiateté de l'événement pour s'inscrire dans la durée nécessaire à tout projet de développement, il est en prise directe avec le réel.

C'est sur ce chapitre que la notion de responsabilité, pour le journaliste africain, prend tout son sens. L'information n'étant jamais neutre, il doit évaluer le faux débat sur l'objectivité de l'information qui se nourrit du reste de sa propre subjectivité. Cette responsabilité l'aide à préférer l'acte au procès, la participation à l'observation.

Et, comme l'apologétique ne saurait tenir lieu, dans le cas d'espèce, de créativité, le journaliste africain admet que le rôle qui lui revient dans la construction nationale l'éloigne des chemins de la facilité, de la désinformation, des fausses certitudes, et le met en relation avec les centres d'initiative, les groupes, les couches sociales, les corporations, bref avec toute la société civile dont il évalue les besoins et traduit les aspirations.

Cette appréciation du rôle du journaliste éveille la nécessité d'une réorientation. La revendication d'un ordre mondial de l'information, si légitime qu'elle puisse être, ne doit pas reléguer au second plan les efforts pour assurer un ordre

national qui saisisse la nation dans ses principales composantes, donne la parole aux masses et refuse la confiscation de l'information par les élites.

Dans cette réorientation qui, dans nos pays, est du pouvoir et de la responsabilité de l'Etat, une réflexion sur les fins doit précéder celle orientée vers les moyens. La satisfaction des besoins en matière d'information ne se mesure pas au nombre de transmissions, de récepteurs de télévision, de lecteurs de journaux que compte un pays, il est impératif de mettre l'accent sur la qualité de l'information servie au public pour mesurer ses effets dans la lutte contre le sous-développement.

L'ordre national aide à la satisfaction de cette amélioration de la qualité de l'information puisqu'elle passe par la décentralisation des structures (le flux de l'information doit irriguer tout le pays), la levée de l'obstacle linguistique avec l'utilisation des langues nationales, la répartition judicieuse des moyens d'information pour rompre l'enclavement des collectivités locales et des milieux ruraux.

En définitive, le journaliste africain engage un pari. Sa place et son rôle seraient mieux compris si ceux qui l'accablent de complaisance envers l'Etat et les pouvoirs arrivaient à se convaincre que la véritable information est échange, espace réciprocité d'une parole et d'une réponse, donc d'une liberté et d'une responsabilité bien assumées.

ABDOULAYE NDIAGA SYLLA.

ПОЛИТКА (Belgrade)

L'information dans une société autogestionnaire

SELON la conception du système des délégations mis en place il y a une dizaine d'années comme principe universel de l'organisation de la société yougoslave, l'information publique est un des rouages essentiels de son fonctionnement. A la différence du système antérieur, qui présentait les caractéristiques de la démocratie parlementaire, le nouveau système se fonde sur les délégations et les délégués élus à la base de la société et s'élève par semis successifs — assemblées des communes, des provinces autonomes et des républiques — jusqu'au faite de la pyramide, l'Assemblée de Yougoslavie.

C'est dans des assemblées que les intérêts différents et fragmentaires s'harmonisent à la faveur de ce que l'on appelle les conventions d'autogestion et les accords sociaux.

On comprend que, dans ces conditions, le système d'information et les mass media aient dû évoluer pour pouvoir exprimer, de manière plus fonctionnelle et substantielle, l'organisation politique d'une société dont un des attributs est le pluralisme des intérêts autogestionnaires. L'information apparaît, sous ses diverses formes, comme un des éléments majeurs de la décision autogestionnaire.

Dans la société yougoslave, certes, le pluralisme des intérêts ne date pas d'hier, mais tout récemment encore il n'apparaissait pas suffisamment dans les mass media et l'opinion politique.

Bien évidemment, il n'est pas aisé de trouver la juste mesure dans l'objectivité et de ne pas se laisser abuser par les intérêts particuliers que l'on prend soin généralement de dissimuler derrière de grands principes. Il faut cependant se garder d'exagérer. Ce qui était au départ un intérêt particulier peut devenir en fin de compte un intérêt collectif, général.

Le journaliste est confronté à une autre difficulté. Les habitudes héritées de la période du représentation politique pèsent de tout leur poids et poussent beaucoup à ne voir dans des institutions historiquement nouvelles que l'imitation des anciennes. Le système des délégations n'est pas immunisé contre la frustration bureaucratique et contre les tentatives d'en faire un simple mécanisme pour fabriquer les décisions. Les journalistes et les délégués des assemblées ne sauraient être de simples « veilleurs de nuit » dont la vocation serait de défendre les intérêts nationaux, régionaux et de classe authentiques, alors que l'étatisme bureaucratique aspire à domestiquer ces intérêts. Il s'agit dès lors de s'arracher aux tentations de l'horizon bureaucratique.

Que les mass media soient parfois une sorte de polygone pour les intérêts divergents n'a en soi rien de tragique. L'essentiel est d'être impartial face à ces intérêts divergents. C'est peut-être trop en demandant aux mass media, plus que le système peut absorber. Mais ne sont-ils pas un élément du système ? Le comportement envers la propriété sociale est le critère de l'identification publique des intérêts et de leur contenu social. Reste à savoir comment appréhender l'intérêt collectif, celui de la propriété de groupe. Comment, avant que les décisions définitives ne soient prises, s'y retrouver dans le labyrinthe des intérêts en présence, en donnant la mesure de leur intégrité et en observant les règles de l'éthique professionnelle ?

Il ne s'agit pas d'uniformiser les intérêts en régime socialiste, mais bel et bien de dévoiler les mobiles des différents milieux sociaux pour mieux nous connaître et prendre davantage en compte l'opinion des autres. Un tel dialogue, avant la décision au niveau de la Fédération, a quelque chose de très vivant. Il enrichit le contenu de la démocratie autogestionnaire. Toute défense partielle, avouée, des

intérêts étroits, ne peut que la paralyser. Considérée sous cet angle, la notion de publicité prend une nouvelle dimension.

La dialectique du pluralisme permet ainsi d'aboutir à la vérité, pas à pas. Peut-être n'est-il plus inutile de rappeler l'époque du journalisme où l'investigation des faits se transformait en une quête captivante de la vérité. Et, de fait, des questions nouvelles ne cessent de surgir : l'expansion des communications n'apporte-t-elle point, en plus du progrès, une certaine paresse de l'esprit, un relâchement agréable devant la multiplicité des informations, faites d'avance ? Toute information est-elle un fait ?

L'autogestion est la société de l'information. Sans information il ne peut y avoir de démocratie autogestionnaire. L'homme d'aujourd'hui exige de plus en plus de faits directs. Il réagit manifestement aux informations de seconde main.

ZIKO MINOVIC.

LE SOIR (Bruxelles)

Face au défi des nouvelles techniques

L'AVENIR ne se prépare jamais trop tôt ! Or le monde des communications connaît une évolution accélérée du fait de l'introduction prévisible d'une série de moyens techniques nouveaux.

Ceux qui se préoccupent spécialement de la communication sociale commencent à craindre deux dangers en apparence contradictoires : la surinformation des citoyens et la centralisation des sources d'information.

La surinformation est un phénomène dont on se plaint déjà dans les sociétés occidentales. Elle aboutit assez paradoxalement à une désintégration de l'information : l'individu ne peut lire, écouter et voir en même temps, et il doit continuellement choisir entre une multitude d'articles et d'émissions.

Cette surinformation a tout naturellement des avantages et des inconvénients. Un énorme avantage est le fait que les choix individuels n'étant pas les mêmes, il n'y a aucune uniformisation dans les données qui servent à meubler les cerveaux humains. La multiplicité des choix est garante d'originalité et donc de liberté.

Par contre, les choix impliquent des lacunes dans l'information de chacun, et il devient difficile d'obtenir un consensus social à propos de certaines mesures collectives alors que d'innombrables citoyens ne sont pas informés sur le sujet en cause. De plus, la profusion des informations décourage ceux à qui elles sont destinées et qui se défendent contre l'indigestion informative en se tournant vers le divertissement pur. La surinformation peut mener, par réaction, à la sous-information.

La centralisation des sources d'information est un phénomène encore bien plus dangereux. Elle n'existe en fait que dans les Etats à régime politique totalitaire. Elle ne s'en manifeste pas moins, sous forme de tendance jusqu'ici heureusement, dans les régimes démocratiques à pluralité de partis. Les propriétaires des grands moyens d'information, soucieux de rationalisation et d'organisation économique, veulent constituer une banque de données à la disposition de l'ensemble des journaux et des radiotélévisions. Il ne s'agit pas seulement de données de nature encyclopédique, mais aussi de données politiques, économiques, financières ou sociales.

Une telle centralisation, même si elle ne procède d'aucune intention de pouvoir politique, ne peut, en raison de son mécanisme même, être tout à fait innocente. D'autant moins qu'elle se double d'une tendance à transmettre des informations sous forme de dépêches ou d'articles d'une agence de presse centrale directement dans les ordinateurs des imprimeries de journaux, éliminant ainsi l'intervention

critique des journalistes dans les différentes salles de rédaction. La communication se ferait d'ordinateur à ordinateur par-dessus la tête de ceux qui sont jusqu'ici des intermédiaires nécessaires entre la source d'information et ceux à qui l'information est destinée. Il existe donc là un danger réel d'uniformisation. Des journaux ne seraient plus guère différents les uns des autres que par leur titre et l'un ou l'autre article de réflexion ou de commentaire. Sur une série de problèmes leur information serait complètement identique.

L'évolution des technologies de la communication est telle qu'elle ne peut qu'accroître l'ensemble des phénomènes que nous venons de voir.

L'usage progressif des fibres optiques en téléphonie, par exemple, va multiplier des communications qui ne seront plus seulement verbales, mais aussi visuelles et imprimées. Grâce aux fibres optiques, les particuliers pourront dans la décennie qui vient, demander une série de services dont le câble téléphonique serait l'intermédiaire : la transmission à distance de documents (télécopie) ou le Vidéotex, qui fait apparaître sur un écran spécial de télévision et en texte des données demandées à un ordinateur qui les stocke. Les terminaux Vidéotex pourraient également servir à passer des commandes dans un magasin ou à réaliser des opérations bancaires individuelles à distance.

Les communications par satellite vont s'amplifier du fait qu'on parvient à lancer

dans l'espace des satellites de communication et de radiodiffusion de plus en plus gros et sophistiqués, alors que les éléments de captage et d'émission au sol deviennent au contraire de plus en plus légers et de moins en moins chers. On pourra capter davantage encore de stations sur un même poste de télévision.

Ceux dont la mission professionnelle est la recherche et le traitement de l'information, à savoir les journalistes, ont une énorme responsabilité sociale à assumer dans l'utilisation de ces nouveaux moyens techniques de collecte et de diffusion de l'information. Par le truchement de leurs associations professionnelles, sans esprit de corporatisme ou de conservatisme obtus, ils devront faire en sorte que les techniques nouvelles soient employées de manière positive et au plus grand profit de la meilleure information possible du public.

Le meilleur moyen de lutter contre la surinformation est d'éliminer les informations « insignifiantes » pour ne retenir que les informations « significatives ». Ce qui suppose une rigoureuse indépendance d'esprit et une grande honnêteté intellectuelle. Ils devront également veiller à ce que subsistent plusieurs sources d'information simultanées et concurrentes. Cela étant, on peut s'en remettre avec confiance aux gens : ils ne liront, n'écouteront et ne regarderont jamais que ce qui est capable d'éveiller leur attention et susceptible de les intéresser.

MARCEL BAUWENS.

La dépendance du Vieux Continent est-elle fatale ?

(Suite de la page 27.)

Dans ces conditions, en dépit d'efforts certains, en Europe occidentale notamment, l'écart risque de se creuser entre le Super-Grand américain et le reste du Nord. La concentration du savoir stocké et du pouvoir d'usage de ce savoir pourrait constituer dans un avenir proche un moyen d'orientation des économies et de standardisation des cultures qui ne pourrait être aisément contrecarré par une volonté d'indépendance privée de leviers. Il serait à ce propos illusoire d'espérer affronter efficacement le défi en se prévalant de l'idéologie de la libre circulation totale ; une phase de protectionnisme serait certainement nécessaire. L'évocation d'une telle mesure choque les partisans du libéralisme qui font mine d'oublier que les responsables des grandes banques de données nord-américaines ne veulent en aucun cas partager leur monopole, et qu'un pays comme le Japon n'a pas craint de se protéger pour accumuler son savoir.

Sauf réveil des nations de puissance moyenne, l'évolution, en cours rendrait d'autre part totalement vains les espoirs d'indépendance des pays communément appelés « nouvellement industrialisés ». S'il est vrai que, dans le Sud, des tâches de développement moderne sont apparues depuis une décennie, dont l'influence sur les flux marchands ne saurait être sous-estimée, il est tout aussi évident que ces sociétés ne deviennent les clés ni de la recherche de pointe, ni de la conquête de l'espace. Ces poches de modernité peuvent, pour telle ou telle production, concurrencer les activités du Nord et créer des tensions économiques et politiques ; dans le secteur fondamental de la communication, elles demeurent prises — sans d'ailleurs que les dirigeants locaux s'en émeuvent outre-mesure — dans le système global, qu'elles n'inspirent pas, ni ne coèrent.

JACQUES DECORNOY.

Atténuer injustices

An cours d'une rencontre avec les responsables des journaux participant au supplément Un seul Monde, le 27 septembre, à Paris, le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow et plusieurs de ses collaborateurs chargés de la communication dans l'Organisation ont précisé leurs activités dans ce domaine, en réponse à des questions.

« Depuis quelques années l'UNESCO met de plus en plus l'accent sur les problèmes de l'information et de la communication. Ne rencontre-t-elle pas dans ce domaine des obstacles ? Ne lui est-il pas demandé de s'en tenir à ses activités traditionnelles de recherche, d'éducation et de culture ? »

« Depuis sa création même, l'UNESCO s'est occupée des questions de l'information et de la communication, et sa constitution même l'appelle à « coopérer dans l'effort de promouvoir la connaissance et la compréhension mutuelles entre les peuples à l'aide de tous les moyens de communication de masse et, dans ce but, à favoriser des accords internationaux nécessaires pour encourager la libre circulation des idées par le mot et par l'image ». A ce propos, cette phrase fut inscrite dans l'acte constitutif à la suite de la demande de la délégation des Etats-Unis qui assistait à la « conférence préparatoire des Nations unies relative à la création d'une organisation internationale de l'éducation et de la culture », tenue à Londres en 1945. Le poète et homme d'Etat Archibald Mac Leish et le sénateur américain William Benton faisaient partie de la délégation. Ils avaient présenté une résolution soulignant « l'importance croissante des médias dans la diffusion de la connaissance et de la compréhension commune des questions de sécurité ». A peine une année plus tard, les Etats-Unis ont proposé que l'UNESCO mette sur pied un système de radio-communication à l'échelle mondiale, estimé à 250 millions de dollars. La proposition n'a pas été prise en considération du fait des attaques britanniques reprochant aux Etats-Unis d'utiliser l'UNESCO pour propager les idées américaines dans le monde ». Depuis, la Conférence générale (l'organe suprême de décision de l'Organisation) a défini la nature et la portée des activités de l'UNESCO dans les domaines de l'information et de la communication au cours de ses sessions successives. Ces dernières années, elle a adopté les résolutions à ce sujet sur la base du consensus.

الجزيرة

20/10/83

PEMENT

maladies africaines

UNESCO

une société autogestive

UNESCO

UNESCO

Un seul monde

TRIBUNE DES NATIONS-UNIES

*** LE MONDE - Samedi 22 octobre 1983 - Page 29

Le passage à l'acte

LES divergences et les oppositions que l'examen des problèmes de la communication et de l'information a révélées, et l'immensité des enjeux qu'elles impliquent, ne risquent-elles pas de retarder encore l'indispensable passage à l'acte ? Les inévitables tensions engendrées dans plusieurs instances internationales, et notamment à l'UNESCO, par le regain d'attention portée aux questions de communication et d'information, ne saurient masquer la longueur du chemin parcouru en moins d'une dizaine d'années : toute la communauté internationale peut se targuer d'un accord sur un diagnostic de base.

Communication et information sont aujourd'hui reconnues comme des éléments essentiels, voire constitutifs, de toute vie politique, économique, sociale, culturelle : elles représentent une ressource-clé. Or ce potentiel, dont la maîtrise est probablement la condition première de tout progrès, se répartit sur un mode profondément inégal : certains peuvent y puiser à pleines brassées, d'autres au contraire - pourtant les plus nombreux - en sont si largement dépourvus qu'ils ne peuvent que des bribes et n'ont même pas le pouvoir de s'y insérer. En clair, ces mêmes déséquilibres et disparités, relevés depuis si longtemps en matière de revenus, d'éducation ou de santé, s'épargnent pas - hélas ! - les possibilités comme les capacités des hommes à communiquer et à s'informer.

Un processus de longue haleine

Dans les enceintes internationales, il est unanimement admis que l'actuel « ordre » de la communication et de l'information se révèle de graves atteintes au principe de l'égalité et des entraves majeures aux possibilités d'épanouissement dont personne ne devrait être dépourvu. Permettre à tous - hommes, communautés, nations - d'accéder à de multiples sources d'information et de faire librement entendre leurs propres points de vue est, par conséquent, un objectif que désormais nul ne conteste.

Sa réalisation - et l'unanimité s'est aussi bâtie sur ce point - exige certes le développement des capacités de communiquer là où elles sont le plus cruellement déficitaires, par une formation de personnel qualifiée et l'installation des équipements appropriés. Mais elle passe tout d'abord par l'élimination structurelle des obstacles, des entraves et barrières qui sapent la liberté de l'information. Car la communication à l'échelle du monde ne s'opère pas grâce à la simple connexion de réseaux autonomes, locaux ou nationaux, mais par leur intégration dans un système auquel ils ont été le plus souvent ensermés au fur et à mesure que ce dernier étendait

ses ramifications jusque dans les contrées les plus reculées.

Cependant, la réforme de ce système, autrement dit l'émergence d'un nouvel ordre de l'information et de la communication, sera un processus graduel et de longue haleine. Au cœur du développement de toutes les sociétés contemporaines, l'information et la communication sont un vecteur majeur de deux processus malaisément intégrables : la planétarisation de la vie des sociétés, avec son corollaire d'interdépendance, et leur aspiration croissante à l'affirmation de leur spécificité. Epitome de l'affrontement entre des traditions, voire des idéologies parfois opposées, l'information et la communication doivent, pour les uns, servir d'abord d'instrument public de développement socio-politique. Par conséquent, si la réflexion et le dialogue dans un domaine traversé par de tels bouleversements doivent se poursuivre, la définition de normes, comme par exemple l'élaboration d'une sorte de « charte du nouvel ordre », paraît prématurée.

En revanche, la mise en œuvre d'activités opérationnelles pour accroître les capacités de production et de diffusion de l'information propres aux pays en développement a été unanimement jugée comme « une tâche urgente et d'absolue nécessité ». L'instrument privilégié de cette entreprise de coopération technique internationale, le programme international de développement de la communication, existe depuis trois ans. Or les ressources mises à sa disposition sont disproportionnées par rapport à l'ampleur des demandes qui lui sont adressées, sans même parler de l'immensité des besoins à satisfaire.

La 12^e session de la conférence générale de l'UNESCO, qui s'ouvre le 25 octobre prochain, adoptera le programme et le budget de l'Organisation pour 1984-1985. En matière d'information et de communication, le directeur général, M. Amadou Mahtar M'bow, présente un projet qui, en exprimant du consensus bâti au fil des ans, équilibre les missions de réflexion, indispensables pour guider l'action internationale, et les activités opérationnelles auxquelles sont alloués plus des trois quarts des fonds dévolus à ce domaine.

Les résultats de cette session seront le signe prémoniteur de l'orientation qui prévaudra pendant la présente décennie. Ou la communauté internationale assiste, impuissante, à la montée des déséquilibres et des inégalités en matière d'information et de communication ; elle accepte jactance la ségrégation qui se creuse en ce domaine. Ou, logique avec son propre constat et conséquente avec ses propres décisions, elle dégage les moyens nécessaires à une action tangible. Il en va - pour le moins - de la crédibilité de la coopération internationale.

RENÉ LEFORT
Office de l'information
de l'UNESCO

ONU

Le microprocesseur « aux pieds nus » au secours du tiers-monde ?

L'ACCÈS à l'information présente de plus en plus d'importance, non seulement pour les gouvernements et les sociétés transnationales, mais aussi pour le paysan du tiers-monde. La population rurale y vit dans un environnement qui, en dépit du rythme accéléré de sa transformation, est encore dénué de ce moyen élémentaire de communication qu'est le téléphone. La communication fait encore défaut à ceux qui sont le plus démunis.

Le microprocesseur et d'autres progrès de la technique électronique des communications ont récemment fait l'objet de débats d'un colloque organisé en mars 1983, à Paris, par le Forum du développement et ayant pour thème : « Microprocesseur « aux pieds nus » - Développement et communications rurales » (1). Les progrès réalisés en micro-électronique - satellites et stations au sol, matériel vidéo et mise en mémoire, extraction et transmission des données régies par ordinateur - peuvent contribuer puissamment à faire pénétrer l'information dans les zones rurales et à permettre à des villages de demander des renseignements à d'autres villages et aux centres urbains.

Pour les paysans d'Asie, d'Afrique, ou d'Amérique latine, les révolutions technologiques ne vont pas plus vite que les limaces. La miracle microélectronique va-t-elle, enfin, tirer d'innombrables villages de leur isolement ? Certains en doutent, mais cette nouvelle technique a de quoi retenir l'attention, car elle peut valoir l'éternité millénaire et jusqu'à présent insurmontable qui s'oppose à la communication, à savoir la distance. Les ondes de la voix humaine, celles de la radio et de la télévision, n'ont qu'une portée limitée. Le téléphone a normalement besoin d'un réseau de fils qui passent par des centraux.

Dans les zones urbaines, où les abonnés ne sont pas loin les uns des autres, on peut sans trop de frais construire un réseau téléphonique restant. Mais dans les campagnes, où la densité des abonnés est faible, la distance entre chaque poste, et le centre du réseau est trop grande pour qu'on puisse offrir un service téléphonique à un prix abordable.

La combinaison entre les satellites et les nouvelles stations au sol qui sont peu coûteuses permet de se passer des centraux de télécommunications et d'éviter d'avoir à consacrer beaucoup d'argent à couvrir d'un réseau de fils téléphoniques tout le territoire d'un pays. En d'autres termes, l'expansion du service peut perdre son caractère linéaire. Dès qu'il y a un satellite sur orbite au-dessus d'une région, le village le plus reculé peut se raccorder au système et installer une station au sol.

Seule ou associée à des satellites, la micro-électronique peut faire passer au village-voisin une série de messages de communication. En effet les satellites peuvent transmettre non seulement les appels téléphoniques, mais aussi des émissions radiodiffusées ou télévisées ainsi que

des messages destinés aux ordinateurs qui facilitent la consultation des banques de données, les conférences par ordinateur et l'accès aux capacités de traitement des grands centres de calcul.

Le terme de « station au sol » évoque des installations de réception très complexes munies de récepteurs paraboliques de 30 mètres de diamètre, et c'est bien ce qu'elles ont été naguère. Or aujourd'hui, un paraboloïde de 3 mètres de diamètre suffit pour capter les signaux d'un satellite sur orbite géostationnaire. Et les prix ont suffisamment baissé pour que ces appareils soient à la portée d'un village du tiers-monde. A l'heure actuelle, il y a dans les régions côtières de l'Amérique du Nord des milliers de particuliers qui possèdent des stations de réception de télévision. La mise au point de petites génératrices à éolienne et de piles photovoltaïques permet de faire fonctionner des stations au sol dans des régions non encore électrifiées.

L'annonce de ces récents progrès de la technique des communications a ravivé comme instruments d'éducation à l'intention des zones rurales. Ils attendront beaucoup plus de gens, d'autant que les postes récepteurs deviennent moins encombrants, moins coûteux et plus fiables. En laissant libre cours à l'imagination, on voit déjà le tiers-monde de demain où le personnel sanitaire d'un village pourra consulter un hôpital universitaire au moyen d'un terminal d'ordinateur relié par satellite à la capitale, où des coopératives agricoles auront accès à des banques de données contenant toutes les informations nationales et internationales sur les cours des produits, où un centre de contrôle des naissances situé dans un village écarté en Thaïlande pourra échanger directement des informations sur l'efficacité des programmes avec un centre similaire d'un village des Philippines.

Une nouvelle forme de dépendance ?

Tout cela paraît fantastique mais est en fait facilement réalisable avec la technologie d'aujourd'hui, couramment en usage dans tous les pays industrialisés. Au niveau mondial, l'adoption de la technique électronique moderne de la communication par le tiers-monde va-t-elle avoir pour conséquence une nouvelle forme de dépendance du Sud à l'égard du Nord. Les P.V.D. pourront-ils faire fonctionner et entretenir le matériel, mais les travaux de recherche et de développement nécessaires à sa production sur place dépassent les possibilités de la plupart d'entre eux, comme aussi la mise au point du logiciel. Si la plupart des banques de données sont situées dans le Nord, la question de la maîtrise de l'information se pose elle aussi. Qui aura accès à l'information, et que sera-t-elle ?

Dans le passé, le Nord a fait la sourde oreille aux demandes de transfert de technologie présentées par le tiers-monde ; ce dernier, aujourd'hui, a encore moins de chances d'accéder aux secrets jalousement gardés par les constructeurs d'ordinateurs du Nord qui se font une concurrence acharnée. Il est certain que l'évolution des nouvelles techniques du microprocesseur sera guidée par les intérêts commerciaux de ces constructeurs et non par le souci d'atteindre les objectifs de développement du tiers-monde.

La communication est un complément nécessaire des efforts de développement. La radiodiffusion rurale peut utilement apprendre aux cultivateurs à se servir des engrais mais il faut, en cas de besoin, qu'ils puissent se procurer à un prix raisonnable. Si les prix du matériel continuent à baisser, un cultivateur du Sri Lanka ayant accès à un terminal d'ordinateur pourra se renseigner directement auprès d'une université agricole d'Amérique du Nord, par exemple, sur le moyen de lutter contre une maladie qui s'attaque à ses récoltes. Mais pourra-t-il utiliser ces renseignements ? Evidemment non s'il est illettré, s'il ne sait pas manipuler le terminal ni comprendre la réponse technique. La nouvelle technique ne permettra pas de se passer de programmes d'alphabétisation, de formation technique, ni du concours de personnel compétent, agents de vulgarisation ou auxiliaires sanitaires. Lorsqu'un assistant sanitaire en poste dans un village pourra au moyen d'un terminal d'ordinateur, consulter une banque de données au sujet d'un diagnostic, ce sera là un immense progrès, mais le téléphone restera nécessaire pour relier le terminal à l'ordinateur central. Il y a deux milliards et demi (2 500 000 000) d'êtres humains dépourvus d'accès aux services de télécommunication ; dans ces conditions il vaut peut-être mieux commencer par pourvoir à ces services élémentaires. De plus, les liaisons téléphoniques existantes, tant nationales qu'internationales, sont souvent d'une qualité médiocre pour permettre la transmission de messages d'ordinateurs.

Chaque fois qu'un miracle de la technique fait la « une » des journaux, il y a toujours des sceptiques et ce scepticisme est peut-être justifié car, parmi les gens qui s'occupent de développement, nombreux sont ceux qui ont connu dans le passé de prétendus miracles qui se sont soldés par de lamentables échecs. Il est bien évident que le jeu consiste à commencer par se rendre compte du potentiel de la technique nouvelle pour ensuite en orienter l'évolution et l'emploi de manière à en tirer des résultats bénéficiaires.

ROBERT W. LAWSON.

(1) Colloque organisé à l'occasion du 10^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration mondiale des communications (1973) - sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications.

Attente les injustices et réduire les inégalités en matière d'information



Le programme de l'information et de la communication de l'UNESCO a également été mis au point par des conférences intergouvernementales qui ont eu lieu dans différentes régions du monde - au Costa Rica, en 1975, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à Kuala Lumpur (Malaisie), en 1979, pour l'Asie et le Pacifique, à Yaoundé (Cameroun), en 1980, pour l'Afrique subsaharienne.

L'importance du programme s'est accrue en même temps que la conscience du rôle vital que jouent l'information et la communication dans toutes les sociétés. Selon des études récentes, plus de la moitié de la population active dans la plupart des pays industrialisés travaille dans la communication ou dans des domaines en rapport avec elle (1). Ce terme de communication se applique pas uniquement aux médias ; il englobe aussi d'autres domaines, y compris l'information, la publicité, etc. Les mass media ont fait leur entrée dans tous les secteurs de la vie - l'éducation, la culture, l'information scientifique et technologique, etc. - à un point tel que l'information est aujourd'hui considérée comme un pouvoir spécifique et un moyen-clé. Pour cette raison, le plan à moyen terme pour 1984-1985 de l'UNESCO fait de la communication un des éléments constitutifs de chacun de ses quatre programmes majeurs.

Il apparaît de plus en plus clairement que l'information et la communication constituent les éléments d'un pouvoir qui a tendance à devenir le premier des pouvoirs. Elles sont de plus en plus, en conséquence, l'objet d'un vif affrontement idéologique et politique, comme en témoignent les débats très conflictuels que ces questions provoquent au sein et au-delà de l'UNESCO. Celle-ci peut-elle échapper à cette politisation des débats, et comment ?

En tant qu'organisation intergouvernementale qui représente cent soixante Etats membres, l'UNESCO reflète nécessairement les conflits du monde actuel. Il est clair, toutefois, que l'acquisition de « politisation » qui est portée contre elle n'est généralement pas fondée.

La décision de promouvoir l'éducation dans les langues nationales n'est-elle pas une décision politique ? La priorité donnée à la sauvegarde d'un héritage culturel n'est-elle pas le résultat d'un choix politique ? Les questions en rapport avec la formation des journalistes ou la communication ne sont-elles pas nécessairement des questions politiques ? Et qui pourrait nier que les objectifs essentiels des programmes de

l'UNESCO - empêcher une autre guerre mondiale, protéger les droits de l'homme et les droits des peuples, encourager le développement des individus et des sociétés - sont des actes politiques ? Dans certains domaines, l'UNESCO assure une assistance technique, quand, par exemple, elle s'efforce de favoriser la coproduction de films ou l'échange des informations. Néanmoins, sa position en faveur de la liberté de la presse et des journalistes, du pluralisme et du libre accès aux sources d'information, s'inscrit nécessairement dans un contexte politique.

Le « nouvel ordre » technologique

En ce qui concerne l'aspiration d'indépendance des pays membres de l'UNESCO à un nouvel ordre de l'information, quelle est la position de l'Organisation elle-même ? Est-elle chargée d'instaurer ce nouvel ordre ?

La position de l'UNESCO est celle de ses Etats membres. Ce sont ces derniers qui présentent les décisions dans les sessions successives de la Conférence générale. Le secrétariat n'a pas de position propre ; il ne fait qu'appliquer les décisions prises par la Conférence générale. Ces décisions, qui sont adoptées à l'unanimité, peuvent être résumées comme suit : il est généralement reconnu aujourd'hui qu'une sorte de « nouvel ordre » résulte déjà de la révolution technologique en cours dans le domaine de la communication. Cette révolution contient la promesse d'une meilleure compréhension entre les peuples et les cultures, mais elle risque aussi de creuser l'abîme entre les nations riches et les autres, de même qu'entre les groupes sociaux aisés et ceux qui sont dépourvus de tout à l'intérieur de chaque nation.

En effet, les frustrations causées par les inégalités dans le domaine de la communication sont au cœur du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC). Les P.V.D. considèrent ces inégalités comme une grande injustice et certains pays industrialisés les ressentent eux-mêmes comme une menace de leur indépendance et de leur identité culturelle.

Il est important de signaler que les pays en développement, qui représentent 70 % de la population mondiale, ne contrôlent que 1 % de la distribution totale des journaux, 9 % de la consommation de papier

journal, 18 % des récepteurs de radio et 5 % des émetteurs de télévision. Plus de 70 % des programmes de télévision en Belgique proviennent de l'étranger et plus de 52 % au Canada.

Pour comprendre le ressentiment des P.V.D., on peut rappeler la situation qui existait aux Etats-Unis avant la première guerre mondiale. Kent Cooper, directeur général d'Associated Press, déclarait alors, à propos des trois agences de presse les plus puissantes à cette époque, Reuters, Havas et Wolff : « Elles ont instauré un contrôle complet des agences de presse sur les informations internationales et se sont emparées du pouvoir de décision concernant ce que le peuple de chaque nation a le droit de savoir sur les peuples des autres nations, et comment les nouvelles devaient être présentées... Des impressions et des préjugés créés par ces nouvelles sont nées des attitudes étrangères punitives... La propagande étrangère puissante qui a été transmise par ces canaux au cours des cent dernières années a été l'une des causes des guerres qui n'ont jamais été dévotées... Ce contrôle de l'échange international de l'information me semble exiger un changement radical par un recours à un idéalisme pratique dans les relations internationales concernant l'information ».

Cette déclaration exprime très bien les sentiments qu'éprouvent les pays dépendants envers les nations qui disposent d'une position dominante en matière de communication internationale. Dans ce domaine, l'UNESCO s'efforce de diminuer les déséquilibres, d'atténuer les injustices et de réduire les inégalités. Ainsi s'oppose-t-elle à toutes les formes de censure, d'entraves et d'obstacles qui empêchent les journalistes d'exercer leur métier en liberté. Elle cherche à encourager un véritable pluralisme, notamment en permettant aux P.V.D. - de parler et de ne pas être seulement le sujet dont on parle ».

Que veut dire exactement et concrètement l'UNESCO par « circulation libre et diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information » ?

Cela veut d'abord dire que les flux de communication actuels ne circulent qu'en sens unique : du Nord industrialisé vers le Sud en développement. Les quatre grandes agences de presse des pays industrialisés du Nord transmettent plus de 4 millions de mots par jour contre

40 000 mots par jour du pool des agences de presse non alignées. Le Nord industrialisé domine l'emploi des satellites, des spectres électromagnétiques pour l'utilisation des ondes aériennes, de la télécommunication, de la microélectronique, de la télédiffusion, de la diffusion directe par satellite et des transmissions par ordinateur.

Du point de vue de l'UNESCO, la revendication d'une circulation libre et d'une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information - constitue un appel à l'aide - pour établir une situation plus équitable dans le domaine de la communication et des médias. Dans ce but, l'UNESCO a élaboré un programme important visant le développement des infrastructures et la formation de spécialistes dans les pays en développement. Il convient toutefois de répéter que certains pays industrialisés, qui souffrent d'une « invasion culturelle » de la part de leurs voisins beaucoup plus puissants, reconnaissent aussi la nécessité de réduire les inégalités existantes.

En s'efforçant de promouvoir le droit de tous, citoyens et nations, à l'information et à la communication, l'UNESCO vise à démocratiser les structures des médias, de tous les médias. Cet effort n'est-il pas de nature à liguer contre l'Organisation tous ceux qui actuellement contrôlent le plus souvent ces médias, et qui appartiennent soit au pouvoir économique, soit au pouvoir politique ?

La réponse à cette question ne peut être qu'affirmative. Lorsque l'UNESCO se prononce de manière claire et ferme contre les monopoles, qu'ils soient publics ou privés, elle commettrait-elle ne pas provoquer l'antagonisme des riches et des puissants dans le monde ? Les intérêts solidement investis, tant commerciaux que politiques, ont de bonnes raisons de se défier du programme de l'UNESCO. M. Amadou Mahtar M'bow a parlé de la nécessité d'éliminer tous les obstacles, depuis les tarifs élevés de télécommunication jusqu'à certaines formes de censure et d'autocensure dans le domaine de la télécommunication. Il a dit : « Il faut déplorer la persistance des lois qui l'information censurée n'est contraire ni à la loi ni à la morale ».

Propos recueillis par GÉRARD VIRATTE.

(1) Voir la série d'articles de Jacques Decormoy « Empire des signes ou signes de l'empire ? » Le Monde des 9, 10, 11 août 1983.

LA PAGE DU CRID

Centre de recherche et d'information pour le développement

Les O.N.G. : une volonté de solidarité avec les pauvres

À l'heure des sigles, les O.N.G. (organisations non gouvernementales) sont reines. Après avoir longtemps rechigné à prendre une dénomination importée, à fort relent d'anglicisme, les associations françaises d'aide au développement ont dû finalement se résigner à passer sous les Fourches Caudines du sabir onusien, ne serait-ce que pour être reconnues par leurs plus proches voisins de Belgique, d'Allemagne, de Suisse ou des Pays-Bas.

Les O.N.G. de développement ont acquis droit de cité depuis le début des années 60, lorsque les premières nées répondirent à l'appel de la F.A.O. (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture), qui lançait les premières campagnes mondiales contre la faim.

Aujourd'hui, les O.N.G. françaises de niveau national sont au nombre de soixante-dix, couvrant les divers champs de la solidarité internationale (éducation au développement en France, projets dans le tiers-monde, volontariat d'assistance technique, aide alimentaire et aide d'urgence). Suivant leur sensibilité et leur secteur d'activité, elles se regroupent en six collectifs (dont le CRID), qui forment eux-mêmes un inter-collectif chargé d'assurer les échanges et la concertation entre les O.N.G. ainsi que les relations avec les pouvoirs publics. Il faut noter, enfin, la création par le ministre délégué à la coopération et au développement d'une commission nationale coopération et développement, composée de représentants des collectifs et des pouvoirs publics (et plus tard des partenaires sociaux, qui a pour fonction d'assurer le dialogue public/privé entre toutes les parties prenantes des relations Nord-Sud.

Pourtant, le chemin considérable parcouru depuis une vingtaine d'années par les O.N.G. a, pour l'essentiel, échappé à l'opinion. Ce qui traduit le mieux l'action des O.N.G., médias aidant, c'est encore l'image commode et rassurante d'une aide financière à des « petits projets concrets de développement » à dominante matérielle (puits, outils agricoles, équipements sanitaires, matériel éducatif, moyens de transport...). Ou encore celle plus valorisante de « jeunes volontaires qui partent aux quatre coins du monde apporter leurs compétences » d'enseignants, de médecins, de techniciens agricoles...

La visée des O.N.G. comme leur pratique quotidienne vont bien au-delà. À mesure qu'elles se confrontent à une réalité irréductible à notre vision des choses, elles ont dû passer d'une attitude d'assistance - concrétisée dans des projets inspirés de notre modèle de développement - à la

conception d'un développement « auto-centré », c'est-à-dire qui valorise l'autonomie culturelle et la participation de chaque peuple ; et, dans le même mouvement, à la remise en cause de notre propre modèle comme incompatible avec le développement solidaire de tous les peuples.

Autrement dit, la solidarité avec les centaines de millions d'hommes condamnés à la misère, si elle commence par une aide pour qu'ils s'en sortent par eux-mêmes, ne s'arrête pas là, comme l'a dramatiquement montré l'échec des deux premières « décennies de développement ». C'est aux causes du sous-développement qu'il faut s'attaquer, et seule une volonté politique déterminée peut mener cette tâche à bien.

Pour leur part et sur leur terrain, de nombreuses O.N.G. de développement veulent contribuer à faire émerger cette volonté politique, et d'abord en agissant sur une opinion publique encore majoritairement bloquée sur ses intérêts catégoriels et hexagonaux et peu consciente des exigences à long terme de la solidarité internationale.

D'où l'importance stratégique de l'information et le rôle capital joué par les O.N.G. pour sa recherche et sa diffusion, en collaboration avec les médias et les organes de presse qui acceptent d'aller plus loin que le roman rassurant.

Les O.N.G. françaises amènent leur action dans une centaine de pays du tiers-monde. Elles sont présentes partout où des communautés villageoises, des coopératives, des équipes de bidonvilles, des services publics de développement, des organisations confessionnelles... tentent pour se prendre en main avec une petite aide extérieure. Les exemples sont légion et les O.N.G. en rendent compte dans leurs publications.

Car elles veulent que le combat quotidien soit connu pour montrer que le développement n'est pas l'affaire des seuls gouvernements, mais aussi des peuples. Et pour montrer également que l'information ne saurait être la propriété de quelques agences du Nord ni des seuls gouvernements du Sud. Les O.N.G. veulent contribuer à ce maillon indispensable qu'est la communication entre peuples du Nord et peuples du Sud. Mais elles ne s'arrêtent pas là. Elles veulent encore montrer à l'opinion du Nord qu'elle doit se préparer à d'inevitables changements pour entrer véritablement en solidarité avec le Sud. Les O.N.G. n'ont ni l'intention ni les moyens de remplacer la presse dans ce travail, elles comptent sur sa coopération.

Une vingtaine d'associations

Le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) (*) regroupe une vingtaine d'associations qui se sont réunies en France dans le domaine de l'information de l'opinion publique.

Organisations non gouvernementales membres du CRID

- Centre international de coopération pour le développement agricole (CICDA), 8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris (580-36-97).
- CIMADE, service œcuménique d'entraide, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris (550-34-33).
- Collège coopératif, 7, avenue Franco-Russe, 75007 Paris (705-91-14).
- Comité catholique contre la faim et pour le développement (C.C.F.D.), 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris (261-51-60).
- Compagnie d'études industrielles et d'aménagement du territoire (CINAM), ZOLAD, rue du Caducé, 34100 Montpellier (67 54-31-50).
- Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles (950-69-75).
- Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde (G.R.D.R.), 60, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris (824-40-09).
- Institut de recherche appliquée des méthodes de développement (IRAM), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (335-03-62).
- Institut national de recherche et de formation : éducation et développement (IRFED), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (331-98-90).
- Institut œcuménique pour le développement des peuples (INO-DEP), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (535-67-40).
- Mouvement 1 % tiers-monde pour un développement solidaire, 5, rue François-Bizette, 35000 Rennes (99 30-64-75).
- O.I.C.M. médecins du monde, 153, rue de Charonne, 75011 Paris (373-29-04).
- Secrétariat de liaison des groupes locaux tiers-monde, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris (285-25-37).
- Terre des hommes - France, 11, boulevard Biron, 93400 Saint-Ouen (255-05-37).
- Union des comités pour le développement des peuples (UCODEP), 15, avenue Trudaine, 75009 Paris (526-02-81).

Membres associés

- Centre Leheret - Foi et développement, 39, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris (354-57-58).
- Solidarités agro-alimentaires (SOLAGRAL), 8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris.
- Vie nouvelle - Section tiers-monde, 73, rue Sainte-Anne, 75002 Paris (296-64-44).
- Centre de formation et d'échanges internationaux (C.F.E.I.), 12, avenue de la Sœur-Rosalie, 75621 Paris Cedex 13.
- Fédération des artisans du monde, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris (285-24-37).

(*) CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (331-98-90).

Libérer et valoriser la parole paysanne

« Si vous ne pouvez pas nous aider à trouver une solution à nos problèmes d'eau dans ce village, vous pouvez repartir à Ouagadougou. » C'était l'expression d'une déception. Les habitants du village de Toudou insistèrent : « Il y a vingt ans que nous avons demandé un dispensaire. Mais nous n'avons eu aucune réponse. Nous nous sommes débrouillés pour le construire nous-mêmes. Jusqu'à présent, malgré nos efforts, les autorités n'y ont envoyé aucun infirmier. Quand il s'agit de payer les impôts, on nous poursuit. Et chaque année, nous payons. Nous avons besoin actuellement d'un puits où nous pourrions avoir de l'eau en permanence. » Constat amer, direct et franc.

Sur la base de cette expression des habitants de Toudou, nous avons bâti une émission radiophonique diffusée sur les antennes de la radio nationale. Nous avons fait écouter l'émission aux techniciens gouvernementaux du développement rural. Nouvelle émission de radio rurale avec les éléments recueillis auprès des techniciens. Le dialogue s'instaure. L'information circule généralement très mal entre les ruraux et les agents chargés de leur encadrement. Les plans pré-établis des agents, les paysans répondent par la passivité, le refus voilé, le retard, le sabotage et, parfois, l'opposition ouverte.

En milieu rural africain, tout dialogue est créateur. En regard aux pratiques basées sur la « tradition orale », le véritable dialogue est le contraire de la mise au point, de l'emboîtement, de la manipulation, de la propagande idéologique et de l'intoxication.

Les rencontres paysannes auxquelles on peut assister confortent cette idée. Par ailleurs, les expériences d'animation rurale, de journaux ruraux et de certaines radios éducatives démontrent que l'information et la communication sont d'abord une pratique vécue avant d'être des techniques, ce qui donne un sens et une signification aux activités de l'homme rural. C'est dire que la communication et l'information font référence à l'homme total situé dans sa culture et dans ses relations sociales. C'est la raison pour laquelle on accorde une grande importance à la parole.

Parole libérée

Mais, aujourd'hui, la bureaucratie et les objectifs économiques poussent à l'étranglement de la parole paysanne. De la capitale et des bureaux, on décide à la place des ruraux. Leur avis importe peu. Or, lorsqu'on oblige une population villageoise à se taire, on entretient par la même occasion son esprit de créativité et ses espérances. On peut, dès lors, rêver sur le cimetière des bouches closes et des esprits atrophés. Beaucoup de techniciens et d'agents de ruraux, en politique, oublient que la prise de parole constructive assumée de façon responsable rend l'homme majeur. À défaut de cette prise de parole, l'esprit obéit la place à la peur. « On a peur qu'on nous pénalise... On a aussi peur de dire des choses fous », nous confiait un paysan à Linaghi. Mais lorsqu'un citoyen a ainsi peur, on peut aller à croire en sa propre capacité de créer, de se définir par rapport à lui-même et aux autres.

Toute communication conçue comme une manœuvre favorise une expression de soi, une extériorisation de ce qu'on vit, de ce qu'on pense et de ce qu'on sent. L'expression des problèmes conduit à une recherche commune, permet une analyse et une remise en cause de ses propres pratiques et de ses options. Elle contribue à la découverte de nouvelles voies exploratoires, notamment certaines connaissances scientifiques fondamentales et essentielles pour la vie et le métier d'agriculteur, de pêcheur, d'éleveur ou d'artisan.

C'est sur cette démarche que s'appuient de nombreux organismes intervenant dans la formation rurale : le GRAAP (Groupe de recherche et d'appui à l'auto-promotion paysanne), le CESAO (Centre d'études économiques et sociales d'Afrique de l'Ouest) ou l'ENDA (programme de formation pour l'environnement), à Dakar.

Bien qu'elle se présente comme un idéal, cette forme de communication émerge de plus en plus. La plupart des journaux ruraux qui survivent et certaines radios rurales en font l'expérience, même si les pouvoirs politiques font sentir leur présence. Les journaux ruraux, organes d'information et de formation destinés aux paysans alphabétisés, sont généralement réalisés en langues locales. Fabriqués avec des moyens de bord, ils constituent une excellente tribune pour leurs lecteurs paysans et un support de l'éducation permanente.

Nécessité d'un effort interne

Mais ces journaux connaissent de sérieux problèmes de diffusion. Dans les villages africains, il n'y a pas de facteur pour porter le courrier et le journal. La radio, elle, est plus accessible, car le transisteur a conquis les villages. Toutefois, entre les mains de l'Etat, cette radio n'innove pas beaucoup et fait ce que lui dictent les pouvoirs publics. Pour l'instant, la radio lo-

Est-il besoin de préciser ici que l'action des organisations non gouvernementales en faveur du développement du tiers-monde demeure mal perçue de l'opinion ? Sans doute n'y a-t-il pas entre elles et la presse une connivence suffisamment étroite pour que les artisans du développement du tiers-monde sortent de l'ombre du quotidien et des banalités dans lesquelles les rejettent les projecteurs de l'actualité spectacle.

Ce contact donne l'ampleur de l'intérêt qu'a rencontré la proposition des responsables de ce supplément « Un seul monde » : confier désormais cette page à des organisations françaises regroupées au sein du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement). Il ne s'agit pas d'un faire une page publicitaire ou de présentation institutionnelle rébarbative, mais plutôt d'exposer sous divers modes l'action d'organisations françaises et de leurs partenaires du tiers-monde autour du thème de chaque numéro.

Cette page est désormais un lieu où vous pourrez rencontrer régulièrement ceux qui ont du monde l'idée qu'il peut être changé au bénéfice des plus démunis.

cale n'a pas de créneau en Afrique noire. Dans le souci de renforcer la communication et l'information entre les communautés paysannes, le GRAAP et le CESAO produisent et diffusent conjointement les dossiers Echanges. Dans ces dossiers, ce sont les villageois qui parlent à d'autres villageois. Ils rapportent les expériences du ras-du-sol telles que les paysans les ont enregistrées eux-mêmes. Les paroles sont enregistrées au magnétophone. Elles sont ensuite transcrites en français fondamental ou en langues locales. Les paysans indiquent la manière dont ils s'y sont pris et se sont organisés. Ils parlent également des aspects techniques et insistent sur les difficultés rencontrées. Ils sont interrogés sur leurs perspectives d'avenir et les problèmes de changement qui se posent à eux. Les dossiers servent véritablement à l'échange d'expériences, et aident les ru-

raux à s'auto-déterminer, à améliorer leur vie quotidienne et aller de l'avant. Ils suggèrent des pistes dont se saisit l'animateur pour poursuivre le chemin.

Ainsi donc, avec des moyens simples, on peut aider les paysans à s'engager dans l'information, le dialogue, et dans la concertation. En un temps où l'on parle beaucoup du nouvel ordre de l'information, nous persistons à penser que le réajustement en matière de communication entre le Nord et le Sud doit aller de pair avec un effort interne dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il s'agit d'abord d'une volonté politique.

Ce qui compte, plus que la technique, c'est l'approche du milieu et la volonté de valoriser l'expression de ceux dont on étrangle quotidiennement la parole.

JOHN D.R. MADJILI
sociologue et journaliste au CESAO,
Haute-Volta.



(Dessin de Huré)

Le défi à relever : le progrès technologique

Le contrôle de la connaissance et la capacité de traiter l'information deviennent de fantastiques puissances, l'un des leviers essentiels du monde moderne. Seront-ils les points d'affrontement majeurs de cette fin de siècle ou le départ de nouvelles solidarités ?

L'information et la communication sont déjà des lieux de domination traditionnels des peuples sur le monde entier. En effet, certains pays, prisonniers de pouvoirs militaires ou totalitaires, traitent l'information comme un produit idéologique ; les autres pays en ont fait un produit marchand soumis aux règles capitalistes du profit, de la concurrence ou des monopoles.

D'où les mécanismes subtils qui, pour élargir l'audience, misent sur le vedettariat, le sensationnel, l'uniformisation des images pour une zone moyenne de la société qui se sent flattée de copier les classes privilégiées (cf. images de la publicité). Priorité est donnée au publicitaire qui rapporte, sur l'information qui coûte cher pour la recueillir et la traiter. « Le texte rédactionnel n'a de sens que pour valoriser l'annonce publicitaire », dit crûment le directeur du magazine *Harpers* aux Etats-Unis.

À l'échelle du monde, l'écrasement culturel et politique des peuples pauvres est manifeste. L'information de la planète dépend de cinq grandes agences internationales : deux américaines (par exemple Associated Press diffuse 17 millions de mots par jour), une française, une anglaise, une russe. Par comparaison, la PANA (Pan African News Agency), mise en place par l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine) après vingt ans de discussions entre les gouvernements du continent africain, va seulement diffuser 25 000 mots par jour. Les publicités et les films américains inondent les murs, les écrans, les programmes des pays développés comme de ceux en retard de développement.

La révolution technologique qui se développe sous nos yeux à une vitesse géométrique (ainsi, le marché des vidéocassettes multiplie par deux chaque année aux Etats-Unis) risque de creuser encore le fossé. Les satellites, les fibres optiques, la T.V. par câble, les banques de données, la téléinformatique, les services de communication graphique ou par son et image (télétexte, vidéotexte, télécopie, vidéo-transmission, disque image, magnéto-copie, etc.) sont construits et utilisés par les pays développés. Ils entrent dans nos mémoires mais constituent un moyen nouveau de domination. Il faudrait d'ailleurs se demander s'ils vont être, chez nous, un facteur de mieux-être ou un rejet de nombreuses catégories de personnes : augmentation du nombre de chômeurs, difficultés d'adaptation des travailleurs, réduction

du pluralisme dans les médias, déperissement des cultures populaires, etc. Mais le décalage est encore plus évident, s'agissant du tiers-monde.

Cependant, il faut se garder de tout catastrophisme. D'abord la mutation déformée des technologies finit, dans quelques cas, par se réguler elle-même : ainsi, les Japonais, qui ont produit 15 millions de magnétoscopes en 1982, ont dû arrêter quatre chaînes de production sur vingt ; ainsi, le système Télétel, à Vélizy, ne semble pas avoir fait la conquête de son public ; ainsi, les spécialistes de télévision et de radio en viennent-ils à des systèmes de médias plus fragmentés et adaptés à des publics spécifiques (*narrow broadcasting*)... La macrocommunication s'intéresse à la microcommunication (exemple les radios locales).

La solidarité, clé du futur

Car toute technique est ambivalente : certains de ces moyens pourraient facilement contribuer à un développement réel des hommes et des cultures autochtones (par exemple les radios pour la formation et l'alphabétisation).

Les conférences internationales se poursuivent sur la définition du NOMIC (Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication). Au-delà des bonnes paroles, il faudrait mettre en œuvre les moyens concrets qui ont été proposés : transferts de technologies, accès plus facile aux agences et satellites, aide accrue de la Banque mondiale, offre de papier à cours réduit, protection des journalistes, etc.

Mieux. Dans chaque peuple existent déjà des expériences d'information et de communication mettant en œuvre la participation des intéressés qui constituent la meilleure voie de promotion humaine. Ce sont elles qu'il faut faire émerger, soutenir, valoriser, promouvoir, car elles sont une alternative au modèle vertical, de communication qui reproduit le système social de domination.

Les associations populaires, les groupes de base, les syndicats, les communautés locales, de multiples mouvements sont très actifs dans cette créativité. Ces actions appellent à une prise de responsabilité qui s'adresse à tous les citoyens.

C'est aux deux extrémités de la chaîne, à la base comme à l'échelon international, que le défi de cette fin de siècle doit être relevé. Face à toutes les dominations, la solidarité est la clé du futur. Car le droit à la communication est un droit fondamental de la personne humaine, en tant qu'individu comme en tant que membre d'une communauté, d'un groupe social, d'un peuple.

FÉLIX LACAMBRE.

CONJONCTURE

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les échanges de la France avec les pays industrialisés sont en voie de redressement

plates-formes, avions et navires (0,5 milliards) n'ont contribué qu'à peine au dixième du total des contrats.

D'un trimestre à l'autre la signature de grands contrats s'est particulièrement contractée avec les pays en développement : 16,3 milliards de francs, de juillet à septembre 1982 ; 11,4 milliards pour la même période de 1983, en diminution de 30,1 %. Pour les seuls pays pétroliers, le recul a été de 34,5 % (7,2 milliards de francs contre 11 milliards de francs) pour les autres, la baisse a été de 20,8 % (4,2 milliards de francs contre 5,3).

L'essentiel des affaires a continué de se réaliser avec le tiers-monde — y compris la zone franc — qui a représenté 80 % du total (12,7 milliards). Pour les seuls pays pétroliers en développement le montant s'est élevé à 5,8 milliards de francs dont 5,8 milliards pour l'Algérie. Toutefois, note le ministre, la part des contrats passés avec des pays industrialisés « *progressa fortement* » pour atteindre 2,2 milliards : le Canada, grâce à la fourniture d'équipements pour une usine d'aluminium, est devenu, avec 1,7 milliard de francs, le deuxième fournisseur de l'Algérie. Il a précédé l'Argentine, (participation à la construction du barrage de Yari-ceta) et le Nigeria.

■ **RECTIFICATIF** — Pour le mois d'août 1983, le déficit brut avait été de 3 281 millions de francs, et non de 381 millions, comme il a été écrit par erreur dans *Le Monde* daté 21 octobre. En outre, toujours en chiffres bruts, les importations ont en septembre, augmenté de 11,6 % (au lieu de 12,2 %) en un mois et diminué de 2 % (et non de 0,2 %) en un an.

En revanche, préoccupant pour l'avenir est le ralentissement des grands contrats, lié aux difficultés des pays en développement, surtout pétroliers, et à l'appréhension de la concurrence. A moins que la France ne parvienne à engendrer des structures du commerce extérieur plus équilibrées, c'est-à-dire moins tournées vers le tiers-monde et davantage vers les pays industrialisés. Qu'elle cesse, en fait, d'être faible avec les forts et forte avec les faibles.

AFFAIRES

DUNLOP FRANCE: LE PAIEMENT DES SALAIRES SERAIT ASSURÉ JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE

Les Cinq mille huit cents employés de Dunlop France, dont le bilan a été déposé le 6 octobre dernier, devraient recevoir leur salaire au moins jusqu'à la fin de l'année. La nouvelle a été connue, jeudi 20 octobre en fin d'après-midi, à l'issue de la réunion, qui a rassemblé autour de M. Louis Gallois, directeur général de l'industrie, une cinquantaine de personnes, les syndicats, les représentants de l'administration, du personnel de Dunlop, de la direction française et britannique du groupe et des industriels (Michelin, Goodyear, Firestone, Continental-Uniroyal) pour faire un premier tour d'horizon sur l'avenir de l'entreprise.

Les syndicats ont annoncé qu'un « pool » bancaire, analysé par le CIRI (comité interministériel de restructuration industrielle) avait été constitué en vue de faire face aux échéances les plus pressantes. De son côté, M. Gallioz a indiqué que deux plans à court terme avaient été mis sur pied pour arrêter l'hémorragie financière des divisions « pneumatiques » et « roues ». Des experts extérieurs à l'entreprise vont être nommés dans les prochains jours pour mener cette tâche à bien. Ils déposeront leurs conclusions dans les prochaines semaines. Ces plans seront ensuite soumis au tribunal de Nanterre.

Les pouvoirs publics se refusent toujours à une vente par appartement et espèrent trouver l'« oiseau rare » qui accepterait de reprendre l'affaire. Actuellement, en plus de ses déficits antérieurs, Dunlop perd 20 millions de francs par mois environ.

NEW-YORK

L'opéra comique

Légère reprise

Assez durement secouée deux jours de suite par d'importantes ventes bénéficiaires amplifiées par l'absence des très mauvais résultats de Digital Equipment et d'A.T.T., Wall Street s'est un peu redressée jeudi. En clôture, l'indice S&P 500 a gagné 0,25 point, passant à 4,78 points à 1 251,52. Sur 1 953 valeurs traitées, 863 ont monté, 693 ont baissé et 397 n'ont pas varié. D'origine technique, cette reprise a également été alimentée par l'annonce d'un avancement du P.N.B. pour le troisième trimestre (+7,9 % sur une base annuelle) et le raffermissement des valeurs de transports (compagnies aériennes, chemins de fer, etc.). Les échanges ont atteint 86 millions de titres ont été échangés, contre 107,8 millions.

VALEURS	Cours de 18 août	Cours de 20 août
Alcan	44	44 7/8
A.T.T.	83	82
Amstar	37	37 1/2
Bearing	47	46 3/8
Boeing	51 3/4	52 1/4
De Pont de Nemours	88 1/2	88
Eastman Kodak	68	66 1/4
Ford	28	28 1/2
General Electric	65 7/8	66 1/4
General Motors	68 1/2	68 1/2
Goodyear	50 3/8	51 5/8
IBM	70 1/2	71 1/8
L.T.T.	130 1/8	129 5/8
Mobil Oil	41 5/8	40 3/4
Rockwell	31 1/8	30 3/4
Tesla	41 1/8	41 1/8
U.S. Steel	54 1/8	53 3/8
Western Union	37 3/8	37 3/8
AT&T	82 1/2	82 1/2
Union Carbide	64 3/8	65 1/4
U.S. Steel	28 1/4	28 1/8
Westinghouse	47 1/4	46 3/8

CHEF DE FABRICATION, édi-tion (550 pts), 49 ans, libre suite à licenciement économique. Expé-rience de l'édition de luxe au ro-man. Formation typo, mise au point manuscrit, mise en pages, relations avec fournisseurs (pou-vant se déplacer), contrôle tra-vaux, devis, prix de revient, recherche poste approchant. Tél. au 285-43-83 ou écrire à
R. KASTNER.

Nominations

● **M. ALAIN-GÉRARD CHOLLET** est nommé président-directeur général de Huré S.A. Ingénieur des Arts et métiers, âgé de quarante-quatre ans, M. Chollet était directeur commercial de Duclief. Il remplace M. Philippe Castillon, qui a rejoint Intelsautomatisme - holding, qui regroupe Huré, Graffenstaden et Hes.

● **M. LOUIS FOUGERÉ**, conseiller d'Etat honoraire, a été nommé président du Bureau de vérification de la publicité (B.V.P.), organisme paritaire (annonceurs, agences de publicité, médias, consommateurs), chargé de veiller à la loyauté des annonceurs publicitaires. Il remplace M. Charles Merveilleux du Vignaux, dont le mandat venait à expiration.

[Né en 1915, conseiller d'Etat depuis 1963, M. Fougère est également président de la commission de concertation T.G.V. Atlantique, membre de la Cour suprême d'arbitrage, président de la commission des jeux au ministère de l'intérieur et membre du Conseil national de l'ordre des médecins.]

DU 17 AU 23 OCTOBRE

La semaine des 4 défis!

Chez tous les concessionnaires et agents Opel.

**OPEL: LA CORSA A PARTIR
DE 33 865 F**

Défi à l'inflation : pendant toute la semaine des 4 défis, OPEL vous propose la Corsa 84 la voiture cousu main équipée et finie comme une grande, au prix 83 : à partir de 33 865 seulement. (Tarif au 13 mai 1983 toujours en vigueur).

**OPEL : LE SUPER CRÉDIT
DIESEL A 9,55 %.**

Défi à la vie chère : 9,55 % sur 12 mois, 13,80 % sur 24 mois, 17,80 % sur 36 et 48 mois, sur tous les diesel Kadeit, Asconit et Rekord, modèles 84 disponibles chez votre concessionnaire, sous réserve d'acceptation du dossier par la banque de crédit General Motors.

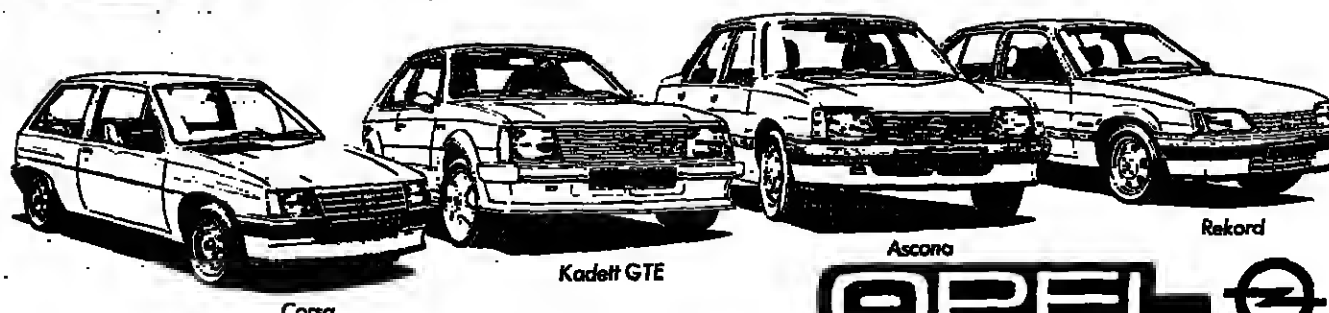
**OPEL: LE NOUVEAU
PRÊTA-FONCER* CORSA SR**

Défi à la morosité : Opel vous fait découvrir la nouvelle Corsa SR, la première petite, grosse cylindrée signée Opel : 1300 cm³, freins assistés, compte-tours, pneus larges, jantes en alliage, phares à iode, sièges habillés sport. Corsa SR, le prêt-à-foncer* du coupé main.

(Consommations normes UTAC (4,9 l à 90 km/h, 6,6 l à 120 km/h, 9,1 l en cycle urbain).
* Dans le cadre de la législation.

**OPEL: LE PUNCH
KADETT GTE.**

Défi aux coins du volant : la Kadett GTE, traction avant, boîte 5, 1 800 cm³ à injection électronique, 115 chevaux, 187 km/h sur circuit fermé, jantes en alliage, pneus taille basse, sièges Récaro.
(Consommations normes UTAC : 5,7 l à 90 km/h, 7,6 l à 120 km/h, 11,0 l en cycle urbain).



LES ARGUMENTS POUR CONVAINCRE.

[illegible]

CONJONCTURE

LES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES POUR 1984

Selon l'O.F.C.E., le déficit extérieur sera ramené à 15 milliards de francs

Fort allourdissement de la charge des emprunts extérieurs

Le déficit du commerce extérieur pourrait revenir de 60 milliards de francs cette année à 15 milliards de francs en 1984, estime l'O.F.C.E. (1) dans sa dernière analyse de la situation française. En revanche, la balance des paiements courants resterait déficitaire en 1984 de quelque 15 milliards de francs, malgré le quasi-rétablissement de la balance commerciale, et cela à cause de la dégradation continue des postes dits « invisibles » (grands travaux, intérêts des emprunts extérieurs, brevets et redevances).

Les gains de compétitivité entraînés par les trois dévaluations du franc ont ajouté leurs effets à la réduction de la demande interne provoquée par les deux phases du plan d'austérité (juin 1982 et mars 1983) : les exportations auront progressé en volume de 0,7 % (- 3,7 % en 1982), tandis que les importations baisseraient de 2,2 % après avoir augmenté de 4,8 % en 1982.

Le renversement de tendance est donc très net et se produit malgré une nouvelle baisse de la demande mondiale (- 2,7 % en volume après - 2,1 % en 1982). Du coup, le solde extérieur, qui avait joué un rôle très nettement négatif sur l'activité économique en 1982 (- 2,1 points), aura un rôle très légèrement positif cette année (+ 0,7 point).

On peut donc dire que c'est grâce au commerce extérieur que l'O.F.C.E. envisage pas de récession cette année (2), récession qui aurait pu se produire à cause du fort recul de l'investissement total (- 2,5 % en 1983 dont - 1,5 % pour les seules entreprises, - 6,3 % pour les ménages, - 0,5 % pour les administrations), d'une très faible croissance de la consommation des ménages (+ 0,8 % après + 3,3 % en 1982) et d'un déstockage important.

En 1984, la réduction du déficit du commerce extérieur sera rapide, prévoit l'O.F.C.E., favorisée par la nette amélioration de l'environnement international (3) : la demande mondiale croîtra de 3,5 % en volume, ce qui représente un renversement complet de tendance par rapport à 1983, qui aura vu cette demande baisser de 2,7 % au total.

Cette évolution très positive permettra à nos exportations de progresser de 4,1 %, alors même que nos importations, contenues par le plan d'austérité, croîtront faiblement (+ 1 %). Du coup, le commerce extérieur contribuera pour 0,7 % à la croissance, alors que tous les autres éléments de la demande auront une contribution globalement nulle : la consommation des ménages (+ 0,7 %), l'investissement (- 1,4 % dont - 0,2 % pour les seules entreprises, - 5,1 % pour les ménages, - 1 % pour les administrations), les stocks qui se réduiront. Au total, donc, le produit intérieur brut marchand augmenterait faiblement mais augmenterait tout de même (+ 0,7 %). Récession à nouveau évitée donc.

Tensions sur l'emploi

La faiblesse de la croissance sera évidemment un élément de gonflement du nombre des chômeurs, qui atteindrait, selon l'O.F.C.E., deux millions cent mille chômeurs à la fin de 1983 et deux millions trois cent mille à la fin de 1984 (4). Ces chiffres sont moins importants qu'on ne le craignait il y a six mois, pour plusieurs raisons : impact des contrats de solidarité qui n'ont pas fini de produire leur effet et dégonflent la population active, impact des mesures institutionnelles telles que celles prévues par le décret de

(1) L'Observatoire français des conjonctures économiques (O.F.C.E.) est un organisme d'études et de recherches économiques présidé par M. Jean-Marcel Jeanneney. Il relève de la Fondation nationale des sciences politiques, qui reçoit à ce titre une subvention de l'Etat.

(2) L'O.F.C.E. prévoit une croissance de 0,1 % du PIB marchand en 1983, ce qui correspond en fait à une stagnation de l'activité.

(3) L'O.F.C.E. prévoit une croissance de 3,2 % du P.N.B. des Etats-Unis en 1984, de 1,6 % du P.N.B. de la R.F.A., de 2 % du PIB de la Grande-Bretagne et de 2,8 % du PIB de l'Italie.

(4) Soit en moyenne annuelle 2 010 000 en 1983 et 2 160 000 en 1984.

L'Albertine

LIVRES ANCIENS ET MODERNES
LIVRES ILLUSTRÉS
ÉDITIONS ORIGINALES
ESTAMPES

Catalogue gratuit sur demande

9, rue Maître-Albert, Paris 5^e

(1) 329.39.20

novembre 1982 (restrictions mises à l'indemnisation des chômeurs) ou comme le meilleur suivi - sous forme d'entretiens - des chômeurs de longue durée qui aboutit à la radiation d'un certain nombre d'entre eux.

L'O.F.C.E. envisage une hausse des prix de détail sensiblement plus forte que le gouvernement : + 9,1 % en glissement (c'est-à-dire de janvier à décembre) cette année, + 7 % en 1984. Le taux du salaire horaire ouvrier continuerait de se ralentir (+ 9,6 % après + 11,4 % en 1983 et + 15,4 % en 1982). Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages régresserait sur les deux années 1983-1984 (- 0,3 %, puis + 0,1 %).

Cependant, la consommation globale se maintiendrait (+ 1,5 % sur les deux années) grâce à une baisse du taux d'épargne, qui reviendrait de 15,5 % du revenu disponible en 1982 à 14,5 % en 1983 et 13,9 % en 1984 ; grâce aussi au formidable recul des investissements des ménages constitués essentiellement

par les achats de logements (- 5,1 % en 1984 après - 6,3 % en 1983 et - 5 % en 1982). Malgré ce « désinvestissement », la consommation des seuls produits industriels du genre automobiles, appareils électroménagers (ce qui excite donc les services) reculerait nettement l'année prochaine (- 2,4 %).

Baisse de la consommation des produits industriels, fort recul des investissements des ménages, rétablissement plus rapide que prévu du commerce extérieur, récession économique évitée : tel sont les points forts de l'analyse de l'O.F.C.E. pour 1984. L'institut de M. Jeanneney souligne également la dégradation, qui devrait être très importante, du poste des invisibles dans la balance des paiements courants, dégradation qui s'explique notamment par le ralentissement des grands travaux à l'étranger (dans les pays en voie de développement et dans les pays producteurs de pétrole notamment), ainsi que par la charge croissante des intérêts des emprunts extérieurs.

AL V.

La Commission européenne recommande à la France de maintenir sa politique actuelle

Bruxelles (Communautés européennes). - Croissance de 1,5 % l'année prochaine (contre 0,5 % en 1983) dans la C.E.E., mais inférieure : France 0,4 % ; Allemagne 2,1 % ; Royaume-Uni, 2,2 % ; Italie 1,5 % ; décelération de l'inflation qui passerait de 6,3 % au terme de cette année à 4,9 % en 1984. Là encore, des différences sensibles selon le pays considéré : France 7,2 % ; R.F.A. 3,2 % ; Grande-Bretagne 5,8 % ; Italie 11,5 %. Telles sont les principales estimations fondées sur les politiques actuellement suivies par les gouvernements de la Commission européenne, dans son rapport économique annuel présenté le mercredi 19 octobre par le vice-président Ortoli.

« L'année 1984 serait une année de transition caractérisée par des progrès importants vers le rétablissement des équilibres fondamentaux et préparant ainsi les voies au retour durable à une croissance soutenue ». La conclusion de la Commission sur l'évolution de l'économie française vient à l'appui des thèses défendues par M. Delors. Considérant que le poids de l'endettement de la France impose un retour rapide aux grands équilibres, le rapport affirme que « l'orientation actuelle de la politique économique devra être maintenue en 1984 ». C'est la condition indiquée par Bruxelles afin que le niveau de l'inflation descende sensiblement en dessous de celui de 1983 (9 % prévus par les experts européens) et que le déficit de la balance commer-

cial soit complètement résorbé. Plus précisément, la Commission recommande une forte réduction du rythme de la hausse des salaires par rapport à cette année, la compression des dépenses énergétiques et une nouvelle augmentation des prélèvements obligatoires.

Elle ajoute que, dans la quasi-totalité des secteurs, les dépenses de l'Etat (en termes réels) devront être stabilisées, voire, dans de nombreux cas, diminuées. Le rapport se prononce aussi pour le maintien d'un contrôle strict du crédit et des taux d'intérêt élevés dans le but d'assurer une épargne stable et de contribuer au rétablissement de la balance des paiements. En suivant cette ligne, la France, poursuit le rapport, « peut raisonnablement escompter l'appar-

ition en 1984 des premiers signes de reprise des investissements des entreprises industrielles dont le retard accumulé au fil des années a été l'une des causes des difficultés récentes du commerce extérieur ».

Pour M. Ortoli, la faiblesse d'investissement est d'ailleurs le point noir commun à tous les Etats membres de l'économie européenne : 21,1 % en moyenne du PIB en 1980 contre 18,6 % en 1983. Ce phénomène explique le soin qu'a pris le commissaire chargé des affaires économiques et financières, pour nuancer l'interprétation « des signes indéniables de reprise ». La croissance amorcée en Europe est surtout à mettre à l'actif, note le rapport, de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne, qui ont enregistré un redressement de la consommation privée, une reconstitution des stocks et un regain d'activité dans le secteur de la construction. La reprise de l'économie américaine et l'accélération du commerce mondial (Bruxelles prévoit une croissance de 3,5 % des échanges internationaux en 1984) sont aussi, en principe, ajoutés à la commission, des facteurs favorables à la relance de l'économie européenne. Mais pour l'instant, conclut M. Ortoli, « nous sommes en face d'une reprise fragile ». A telle enseigne que Bruxelles prévoit un accroissement général du chômage (en France, 9,7 % de la population active en 1984 contre 8,9 % cette année).

Quatre facteurs d'incertitude

Pour expliquer, sa prudence, la Commission retient essentiellement quatre facteurs d'incertitude : le niveau élevé des taux d'intérêt américains, l'évolution des taux de change, qui demeurent éloignés des données économiques, l'endettement international, l'insuffisance de la rénovation industrielle et technologique. Dans ces conditions, Bruxelles appelle de ses vœux des politiques visant à « renforcer des chances d'une reprise durable et profonde » : réduction des déficits publics (3,4 % en moyenne du PIB en 1983) ; déteinte progressive sur les taux d'intérêt ; restructuration des budgets nationaux en faveur des dépenses productives et aménagements des dépenses de la fiscalité, lien entre l'évolution des salaires et les gains de productivité.

MARCEL SCOTTO.

La reprise devrait continuer en R.F.A.

La nette reprise économique constatée au premier trimestre de 1983 en Allemagne fédérale devrait continuer en 1984, mais un certain ralentissement en cours d'année n'est pas à exclure, estime la Commission européenne.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) serait de 5,1 % en 1984 (3,8 % en 1983), le taux de chômage, de 8,7 % (8,6 % en 1983), et la hausse des prix, de 3,2 % (3 % en 1983).

L'excédent de la balance courante serait égal à 0,9 % du PIB comme en 1983, et le déficit public passerait de 3,3 % du PIB en 1983 à 2,1 %.

La Commission estime que la demande intérieure demeurera le « principal moteur » de la croissance en 1984.

En ce qui concerne le chômage, qui continuera à progresser en moyenne annuelle, la Commission juge que les accords salariaux ne pourront résoudre à court terme les « profonds déséquilibres » qui se sont développés sur le marché de l'emploi. Selon elle, des « mesures spécifiques apparaissent indispensables », en vue d'améliorer la formation professionnelle, d'inciter à l'embauche et d'accroître la mobilité des travailleurs.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Leumas, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : « le Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-13^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaires des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

GALERIES LAFAYETTE



Des prix vraiment exceptionnels dans tout le magasin, jusqu'au 5 novembre!

par exemple

Pour les femmes...

- Pantalon jogging bas bord côtelé 50 % coton, 50 % acrylique 170 F 115 F
- Sweat shirt fantaisie assorti 260 F 175 F
- Pull en V, manches longues, 70 % laine lambswool, 20 % angora, 10 % autres fibres 175 F 120 F
- Blazer tweed 70 % laine, 30 % polyester 450 F 315 F
- Jupe portefeuille coordonnée 375 F 260 F
- Besace en rachette souple 275 F

Les hommes...

- Pantalon velours extensible, 80 % coton, 18 % polyester, 2 % élasthanne 190 F
- Trench, manches montées, 65 % polyester, 35 % coton 395 F
- Loden, 80 % laine, 10 % polyamide, 10 % autres fibres 695 F
- Blouson en agneau 1 395 F
- Stylo plume Waterman laqué noir, plume or 18 carats 200 F
- Stylo bille assorti 90 F
- Stylo feutre assorti 90 F

Les enfants...

- Blouson aviateur 65 % polyester, 35 % coton, 2 au 16 ans. Le 8 ans 125 F

La maison...

- Verre à pied, cristal taillé Bohème 40 F (chopes et gobelets assortis)
- Service de table 72 pièces, porcelaine décorée 1 940 F 1 500 F
- Aspirateur traineau Tornado TO 100, 1 000 W, 220 V, rouge et noir : 595 F 830 F
- Table en travertin, 180 x 100 cm 4 515 F 3 610 F
- 15 % sur une sélection de canapés Guernon, Sufren, Steiner, Dunlopillo, Buron...
- Couette duvet d'oie, label Belle Litière, enveloppe percale pur coton, Mathieu Netter pour les Galeries Lafayette. 140 x 200 cm 1 430 F 995 F
- Drap housse, 100 % coton, 6 couleurs, 90 x 190 cm 55 F

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Epine

15.10.1983

LES ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

La C.G.T. est seule à dépasser 35 % des suffrages dans dix départements

Les zones d'influence de F.O. sont mieux réparties

On a chaque confédération a-t-elle gagné le plus et le moins d'électeurs ? Les cartes présentées page 34 mettent en évidence l'importance des cinq confédérations selon les régions et les différences entre les résultats de ces élections et ceux des primaires, en tenant compte du fait que ces élections ne portaient que sur l'audience des syndicats parmi les seuls salariés en activité du secteur privé. Elles montrent aussi les différences de « densité » de cette audience : si la C.G.T. a obtenu moins de 20 % des voix dans six départements seulement (voir le Monde du 21 octobre), elle est seule à dépasser 35 % des suffrages dans dix départements. A l'inverse, la C.F.D.T. ne dépasse 20 % que dans cinq départements ; en revanche, elle a moins de 10 % dans dix-neuf.

La C.G.T. a recueilli le maximum de voix dans des zones contrastées : en Aquitaine, dans le Massif Central, le Jura et le Nord ainsi que dans la région parisienne ; à la fois dans des régions anciennement industrielles et des régions à dominante rurale. Les résultats des élections primaires de 1982 se trouvent accusés : c'est dans les régions rurales et méridionales que l'audience de la confédération est la plus forte, si l'on fait abstraction de la Seine-Saint-Denis.

Si les zones d'influence de F.O. sont mieux réparties, on constate aussi que Force ouvrière a trouvé le plus de voix dans sept départements à dominante rurale, mais qu'elle possède une audience assez large dans le Nord, la Champagne, le sud de la Lorraine, la Normandie, l'Aquitaine, l'Ouest du Massif Central, le Languedoc et la Provence.

La C.F.D.T., elle, remporte toujours son plus grand succès dans l'Ouest, surtout en Bretagne et dans les pays de Loire. En revanche, elle ne retrouve pas une audience comparable à ses résultats aux élections primaires dans l'Est - sauf dans

Les réactions

M. JUQUIN : la politisation des syndicats est « extrêmement dangereuse »

(De notre correspondant.)

Nancy. — M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, jeudi 20 octobre, au club de la presse de Nancy, au sujet des élections aux caisses de Sécurité sociale, que le plus important est que ces élections aient eu lieu. « Je constate, a-t-il ajouté, au plan national, que la C.G.T. est en tête, que F.O. a réalisé un très bon score et que le syndicat qui avait le plus politisé l'élection, la C.G.C., fait un résultat médiocre. »

M. Juquin s'est inquiété de la « politisation » des syndicats. « Je trouve cela extrêmement dangereux, a-t-il dit. Le syndicat doit, à mes yeux, être indépendant de l'Etat, des partis politiques, de l'Eglise et du patronat. Le parti communiste ne s'immisce pas dans les affaires de la C.G.T. », M. Juquin a ajouté : « M. Chirac avait le droit de dire de F.O. qu'il était son syndicat. M. Bergeron a semblé, néanmoins, gêné d'un tel parangon, puisqu'il a déclaré que les membres de sa centrale votent pour moitié à droite et pour moitié à gauche. Si cela est exact, un simple calcul laisse supposer que la gauche est, donc, largement majoritaire dans ce scrutin. » — J.-L. B.

Les formations de l'opposition se félicitent du succès des syndicats « réformistes »

Les résultats aux élections à la Sécurité sociale du 19 octobre ont provoqué d'innombrables commentaires dans les deux jours qui ont suivi. M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a dénoncé, dès le 20 octobre, « la campagne malhonnête des milieux réactionnaires auxquels les grands moyens d'information apportent leur concours actif dans la présentation tendancieuse des résultats ». Dans un communiqué publié le 20 au soir, le bureau confédéral de la C.G.T. a affirmé notamment : « Cochant délibérément le caractère inédit de la composition du corps électoral, les comparaisons abusives auxquelles ils se livrent visent à faire apparaître un recul de la C.G.T. en dehors de toute réalité. »

nous semble difficile que nous puissions nous mettre d'accord.

La C.F.T.C., dans un communiqué du 20 octobre, a salué tous ses militants « qui, par leur travail, ont permis à leur Confédération de réaliser un bond sans précédent aux élections de Sécurité sociale dans toutes les régions, sans exception ». Elle a salué aussi « les quelque 1 600 000 électrices et électeurs qui ont fait confiance au syndicalisme qu'elle présente à base de vérité, de réalisme et de refus de politisation ».

L'Union nationale des associations de professions libérales (U.N.A.P.L.) a également félicité ses électeurs, de même que l'a fait la chambre des professions libérales.

La C.S.L., non admise au scrutin, a estimé que « deux travailleurs sur quatre ont rejeté les centrales collectivistes et qu'un sur deux a rejeté une élection truquée ».

La Confédération nationale du travail (anarchiste) constate « le faible taux de participation » et « ne se réjouit pas de la déroute de la C.G.T. et de la C.F.D.T., qui paient une nouvelle fois leur double langage inféodation au P.C.F. pour la C.G.T. et ralliement à certaines thèses patronales pour la C.F.D.T. ».

De même qu'ils avaient été partie prenante de la campagne électorale, les partis politiques n'ont pas manqué de commenté de leur côté les résultats et de mettre en cause la politique du gouvernement. M. Max Lejeune, président du parti social démocrate, « applaudit au franc succès des candidats réformistes, et tout particulièrement de Force ouvrière, aux élections pour la Sécurité sociale ».

M. Raymond Barre a aussi commenté les résultats du 20 octobre. « Les assurés sociaux ont compris l'importance de l'enjeu du scrutin du 19 octobre. Les organisations syndicales réformistes ont obtenu des majorités dans le pays », a déclaré M. Barre. Selon M. Charles Millon, secrétaire général adjoint du parti républicain, « ce vote est aussi une nouvelle sanction de la politique menée par le gouvernement ». Pour M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., « deux leçons doivent être tirées de ces élections à la Sécurité sociale : 1) les salariés ont sanctionné les organisations syndicales qui hier avaient répandu l'illusion et les fausses promesses ; 2) les salariés démontrent clairement leur attachement à un syndicalisme indépendant des partis politiques et des idéologies ».

Enfin, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, s'est exprimé à diverses reprises dans la journée du 20 octobre. Sur TF1 à 13 heures, il a rappelé qu'« il ne fallait pas faire dire à ces élections plus que ce qu'elles ne disent ». Il a souligné que « les programmes de l'ensemble des organisations syndicales étaient en désaccord avec ceux des formations politiques de la droite, notamment en ce qui concerne l'avenir de la protection sociale ».

Une nouvelle donne syndicale

(Suite de la première page.)

D'une part, si les résultats de ces élections constituent, par ricochet, un revers pour la majorité, ce revers tient surtout à la constatation que la division de la gauche syndicale en deux courants antagonistes est sanctionnée par l'échec de chacun de ces deux courants au profit d'un syndicalisme plus oppositionnel. A gauche, tout le monde est perdant, et il l'est entre la C.G.T. et la C.F.D.T. a en sera pas réduit pour autant.

Le bilan de ce scrutin confirme l'un des enseignements des élections partielles intervenues depuis mai 1981 : l'éparpillement de l'électorat de gauche, attiré par des forces centrifuges. Il y a incontestablement une analogie, au plan national, entre le reflux de la majorité et celui de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Le mal dont souffre la gauche au pouvoir n'a pas le caractère superficiel qu'on veut lui donner parfois à l'Élysée et à l'Hôtel Matignon. D'autre part, la progression des syndicats dits réformistes va rendre plus difficile encore l'« approfondissement » des réformes souhaitées par le gouvernement. « Si le paysage syndical avait eu cette configuration il y a deux ans, nous n'aurions sans doute pas pu engager de grandes réformes ».

ALAIN ROLLAT.

LES RÉSULTATS DÉFINITIFS

Caisses d'assurance-maladie

Inscr. : 28 206 925 ; suffr. expr. : 14 005 100 ; abs. : 47,40 %.

C.G.T.	28,25 %
F.O.	25,16 %
C.F.D.T.	18,36 %
C.G.C.	15,89 %
C.F.T.C.	12,31 %

Totalisation des sièges

	SIEGES	%
C.G.T.	583	29,22
F.O.	306	15,36
C.F.D.T.	278	13,94
C.G.C.	260	13,03
C.F.T.C.	268	13,43
Total	1995	

Caisses d'allocation familiale (collège salariés)

Inscr. : 28 794 262 ; suffr. expr. : 14 160 267 ; abs. : 47,82 %.

C.G.T.	28,35 %
F.O.	24,88 %
C.F.D.T.	18,40 %
C.G.C.	15,88 %
C.F.T.C.	12,46 %

Salariés	%	Commerçants	%	Artisans	%	Prof. Libérales	%
C.G.T.	537	C.G.P.M.E.	6	CID	79	UN.A.P.I.	79
F.O.	448	29,57	3	CID-UNATI	30	C.F.I.	30
C.F.D.T.	339	19,22	2	2,04	7	Div.	3
C.G.C.	229	12,92	S.N.P.M.I.	58	59,18	O.R.G.	17
C.F.T.C.	230	13,10	Div.	29	29,59	Div.	14
Total	1 778	Total	98	Total	104	Total	112

L'AVENIR DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

Les négociations s'annoncent longues et délicates

Les négociations paritaires pour le renouvellement de la convention d'assurance-chômage (UNEDIC), qui s'ouvrent ce 21 octobre, au siège du C.N.P.F., sont le deuxième rendez-vous social important de cet automne, après les élections à la Sécurité sociale.

D'ici au 31 décembre — date finalement retenue pour la fin d'application de la présente convention, décadée en novembre 1982 par le C.N.P.F. — les organisations syndicales et le patronat devront trouver un accord pour assurer le fonctionnement d'un système qui indemnise plus de 1,6 million de chômeurs et, de ce fait, supporte un important déficit, qui atteindrait 3,5 milliards de francs à la fin de l'année.

Y parviendront-ils dans ce délai ? Déjà, plusieurs négociateurs, dont le président en exercice de l'UNEDIC, M. André Bergeron, laissent entendre que le 31 décembre ne constitue pas un bon horizon, mais les perspectives d'un accord étaient en vue.

En fait, pour une grande part, son dépend de l'attitude d'un troisième partenaire : le gouvernement — qui se garde bien, pour l'heure, de dévoiler ses intentions. L'Etat, qui contribue au financement de l'UNEDIC, pour environ un tiers de son budget, essentiellement pour des dispositions particulières du système d'assurance-chômage réclamées par l'UNEDIC (prise en charge des préretraités, des allocations pour jeunes demandeurs d'emploi), attendra de savoir ce que les partenaires sociaux, gestionnaires d'un organisme partitaire créé en 1958, sont en mesure de proposer.

L'enjeu est tellement stratégique que les partenaires sociaux, de leur côté, ne souhaitent pas, non plus, se découvrir trop tôt. Tout le problème repose en effet sur les besoins financiers de l'UNEDIC (1) et de ceux des capacités de contribution des uns et des autres. Or, sur ce point, le patronat refuse une participation supplémentaire des employeurs, tout comme les organisations syndicales, peu ou prou, rejettent l'idée d'une nouvelle ponction sur les revenus des salariés.

Pour sortir de cette impasse, la solution serait bien entendue de voir l'Etat prendre davantage de responsabilités dans le cadre d'un système qui, formellement aujourd'hui, ne le lui permet pas. D'où, en filigrane, l'existence d'un débat sur le partenariat que personne, hormis M. Bergeron, qui y est « sentimentalement attaché », ne souhaite ni réellement remettre en cause ni défendre bec et ongles.

Pour l'heure, le C.N.P.F. n'a d'ailleurs pas précisé son projet et s'est contenté, si l'on peut dire, de demander un chiffrage de différentes options, ce qui s'est traduit par un document de plusieurs centaines de pages contenant 224 combinaisons différentes et 8 064 formules.

Autant dire que ces négociations s'annoncent longues et fébriles...

ALAIN LEBEAUCHE.

(1) Le bureau de l'UNEDIC vient de décider d'une revalorisation de 4 %, à compter du 1^{er} octobre, du salaire de référence servant de base au calcul des indemnités proportionnelles versées aux chômeurs. La partie fixe de l'allocation journalière et de l'allocation de fin de droits est portée de 36 F à 37,80 F.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

Entreprise nationale des travaux aux puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Numéro 9072.04/MF

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

HEXAGONALS KELLYS (Tiges hexagonales)

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits - 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, ALGER - ALGERIE, Département approvisionnement et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secrétariat du DAT à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9072.04/MF - Confidential - A ne pas ouvrir ».

Les offres doivent parvenir au plus tard soixante (60) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 9073.04/MF

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

DRILL-COLLARS (MASSES - TIGES)

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, ALGER (Algérie) - Département approvisionnement et transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du DAT à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme sans en-tête portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9073.04/MF - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR ».

Les offres doivent parvenir au plus tard soixante (60) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet Appel d'Offres.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	CHANGEMENT	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE.L.	7,985	7,990	+ 180	+ 215
SE.M.	4,488	4,419	+ 150	+ 208
SE.D.	3,915	3,960	+ 265	+ 185
SE.F.	3,848	3,875	+ 125	+ 195
SE.S.	2,788	2,795	+ 140	+ 160
SE.R.	14,979	14,975	+ 410	+ 510
SE.T.	3,785	3,765	+ 255	+ 285
SE.U.	5,815	5,810	+ 240	+ 240
SE.V.	11,825	11,830	+ 340	+ 370

Taux des euro-monnaies

	1/4	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4	1/2	3/4
SE.L.	9	1/4	9	1/4	9	1/4	9	1/4	9	1/4
SE.M.	5	1/4	5	1/4	5	1/4	5	1/4	5	1/4
SE.D.	7	1/2	7	1/2	7	1/2	7	1/2	7	1/2
SE.F.	1	1/2	1	1/2	1	1/2	1	1/2	1	1/2
SE.S.	16	1/4	16	1/4	16	1/4	16	1/4	16	1/4
SE.R.	11	3/4	11	3/4	11	3/4	11	3/4	11	3/4
SE.T.	12	3/4	12	3/4	12	3/4	12	3/4	12	3/4
SE.U.	12	3/4	12	3/4	12	3/4	12	3/4	12	3/4

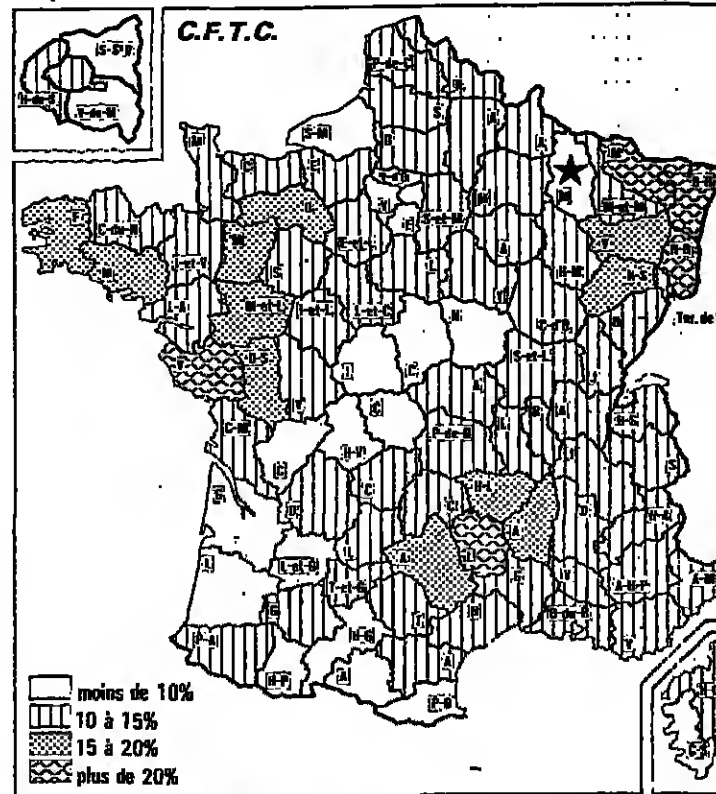
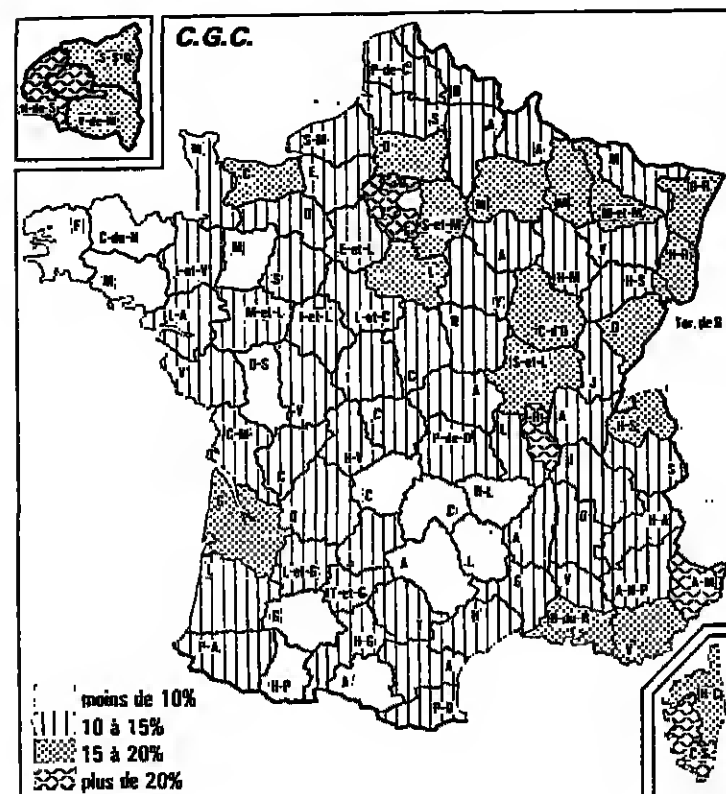
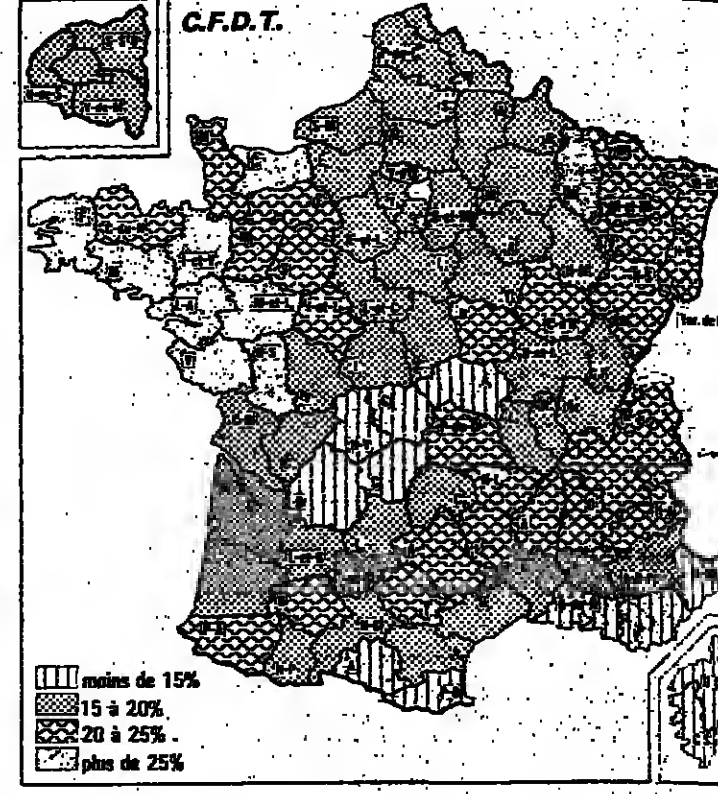
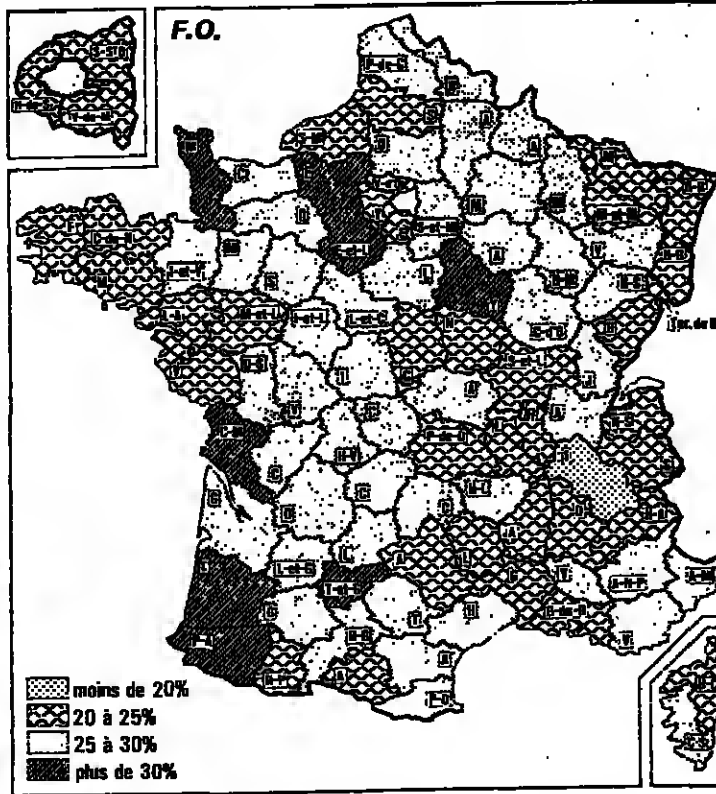
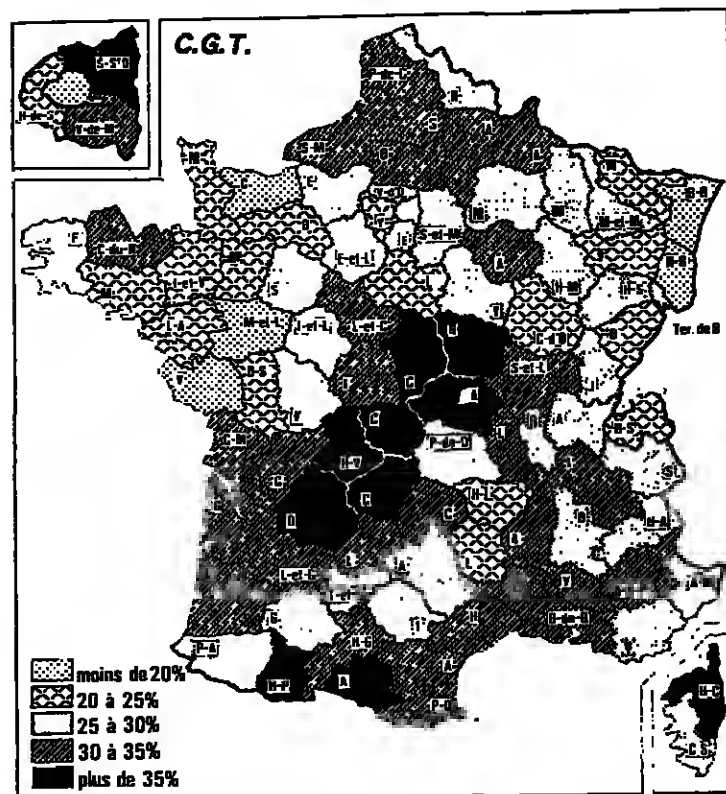
Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

SOCIAL

LES ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'audience des syndicats

Nous présentons ci-dessous, sous forme de cartes, les pourcentages de suffrages obtenus dans chaque département par les cinq confédérations aux élections des conseils d'administration des caisses d'assurance-maladie (les résultats sont pratiquement les mêmes pour les caisses d'allocation familiale).



* La C.F.T.C. ne présentait pas de liste dans ce département.

Les derniers résultats

Assurance maladie		Allocations familiales	
● GUADELOUPE		● GUADELOUPE	
Pointe-à-Pitre		Pointe-à-Pitre	
Inscr. : 109 298 ; suff. expr. : 36 621 ; abs. : 60,85 %		Inscr. : 110 265 ; suff. expr. : 36 146 ; abs. : 61,60 %	
C.G.T. : 54,14 % - 8 sièges		C.G.T. : 52,31 % - 8 sièges	
F.O. : 20,41 % - 3 sièges		F.O. : 20,09 % - 3 sièges	
C.F.T.C. : 14,41 % - 2 sièges		C.F.D.T. : 15,11 % - 2 sièges	
C.F.D.T. : 11,01 % - 2 sièges		C.F.T.C. : 12,46 % - 2 sièges	
● MARTINIQUE		● MARTINIQUE	
Fort-de-France		Fort-de-France	
Inscr. : 121 634 ; suff. expr. : 51 557 ; abs. : 51,42 %		Inscr. : 128 701 ; suff. expr. : 53 850 ; abs. : 51,34 %	
C.G.T. : 48,89 % - 7 sièges		C.G.T. : 47,58 % - 7 sièges	
F.O. : 31,54 % - 5 sièges		F.O. : 33,09 % - 5 sièges	
C.F.T.C. : 7,72 % - 1 siège		C.E.T.C. : 8,53 % - 1 siège	
C.F.D.T. : 6,96 % - 1 siège		C.E.D.T. : 7,49 % - 1 siège	
C.G.C. : 4,87 % - 1 siège		C.G.C. : 3,29 % - 1 siège	

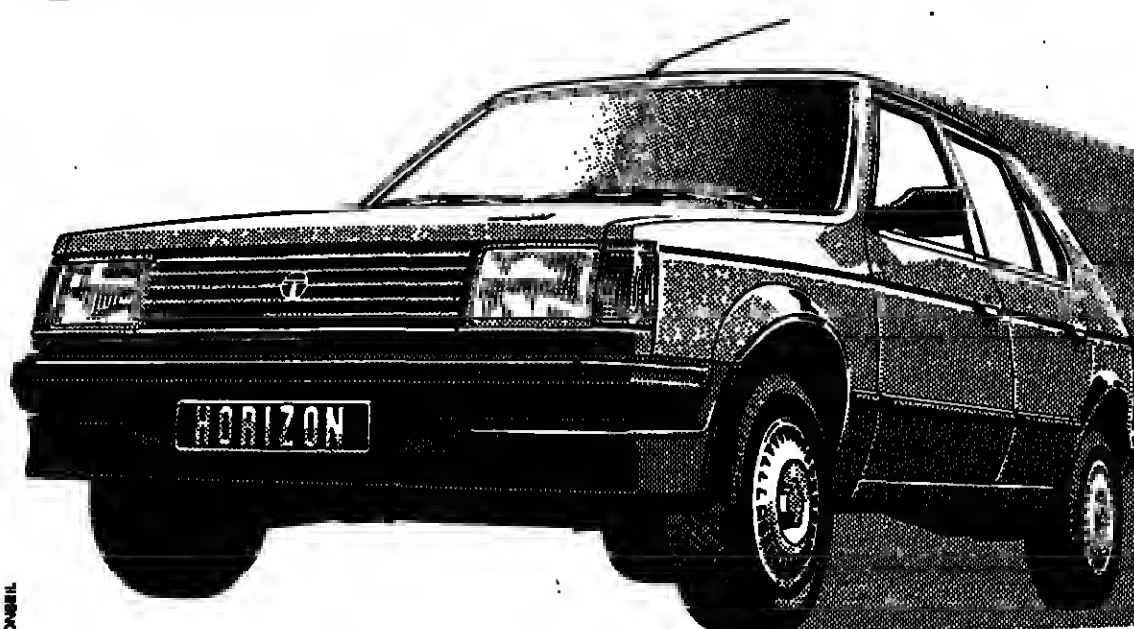
Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5^e
Téléphone (le soir) : 707-85-84

PUBLICATION JUDICIAIRE

12^e Chambre correctionnelle
de T.G.J. de Créteil
2 novembre 1982 :
- Déclare Jean CHARPANTIER
convaincu de diffusion publique envers un
particulier pour avoir, le 14 mai 1982, publié
le Robert-Antoine VIVIEN d'assassin pour
avoir fait tirer sur des collègues d'officiers.
- En répression, le condamne à 1 500
francs d'amende.
- Condamne Jean CHARPANTIER à
payer à M. Robert-Antoine VIVIEN, à titre de
dommages-intérêts, la somme de un franc.
de la cour d'appel de Paris
26 mai 1983 :
- Confirme le jugement déféré en toutes
ses dispositions.
- Le confirme en ce qu'il a condamné
M. Jean CHARPANTIER à payer à
M. Robert-Antoine VIVIEN la somme de un
franc à titre de dommages-intérêts.
- Ordonne la publication du dispositif du
présent arrêt dans trois journaux au choix de
la partie civile et aux frais du prévenu sans
que le coût de chaque insertion puisse excéder
la somme de 3 000 F.

HORIZON ULTRA SERIE SPECIALE ULTRA EQUIPEE



Radio FM
Peinture gris métallisé
Vitres teintées
Spoiler
Essuie-glace arrière
Pneus larges
Sièges velours
Appuis-tête avant

46.500*

TALBOT HORIZON ULTRA

Modèle présenté : Série Spéciale Horizon Ultra année modèle 1984. Garantie anticorrosion 6 ans - *Tarif au 1.10.1983 - SAUF CORSE.

Les constructeurs sont en griffe

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F
ÉTRANGER
(par messagerie)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
361 F 634 F 887 F 1 140 F
2 - SUISSE TUNISIE
454 F 779 F 1 165 F 1 430 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque
postal (tous pays), peuvent bien
joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) :
nos abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capital d'imprimerie.

العدد 152

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins BANQUE INDOSUEZ

Siege social :
96, boulevard Haussmann
75008 Paris - Tél. 581.20.20

denomination des placements	MONÉY Fonds d'investissement	CESTON Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement	ACTIVITÉS Fonds d'investissement
actif net au 30 sept. 1983 (en millions)	1.589	826	1.418	1.035	425	644	2.054	1.528	437	282	258
valeur de l'action au 30 sept. 1983	825,49	342,22	482,35	380,85	437,99	339,20	1.032,86	526,82	444,09	597,52	295,85
revenus distribués (crédits d'impôt compris) de 30 sept. 79 (ou depuis la date de création) au 30 sept. 83	81,82	73,05	136,74	145,76	108,14	87,21	67,93	55,60	(14.04.80) 80,87	75,26	(01.03.82) 15,00
100 F investies le 30 sept. 79, (ou depuis la date de création) valant le 30 sept. 83	317,73	218,48	219,49	172,74	218,26	227,89	421,02	400,23	188,75	306,16	123,06

* SICAV ayant atteint le plafond autorisé
et dont les souscriptions sont suspendues
jusqu'à nouvel avis.

(1) SICAV "Monney" et Compte d'épargne en Actions (CEA).
(2) dividendes et crédits d'impôts.

une documentation peut être obtenue sans frais auprès
des établissements chargés du placement.

L.M. 10.53



AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMÉRAIRE OFFRE D'ÉCHANGE D'ACTIONS CHOAY S.A. CONTRE DES ACTIONS SANOFI RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1983

Le conseil d'administration, réuni le 19 octobre 1983, sous la présidence de M. René Sautier, a décidé d'augmenter le capital social de 804 411 600 F à 938 480 200 F par l'émission de 1 340 586 actions nouvelles à souscrire en numéraire à raison de 1 action nouvelle à 300 F contre six actions anciennes.

Les actions nouvelles porteront jouissance au 1^{er} janvier 1983.

La souscription sera ouverte du 2 novembre 1983 au 1^{er} décembre 1983.

Cette augmentation de capital, dont le produit brut est de 402 millions de francs, permettra au groupe de renforcer ses fonds propres et contribuera au financement de son programme d'investissement.

Au cours de la même séance, le conseil a décidé d'offrir aux actionnaires de Choay S.A. d'échanger leurs actions contre des actions Sanofi nouvelles à émettre. Cette offre devrait conduire Sanofi, qui détient déjà 45,7 % du capital de Choay S.A., à prendre le contrôle d'une large majorité du capital de cette société.

L'échange sera réalisé sur la base de 10 actions Sanofi, jouissance au 1^{er} janvier 1983, pour 7 actions Choay S.A., les actions Sanofi remises ne comportant pas vocation à participer à l'augmentation de capital en numéraire.

L'offre d'échange porte sur toutes quantités d'actions Choay S.A. qui ne sont pas déjà détenues par Sanofi. Dans l'hypothèse où pour les actionnaires de Choay S.A. y répondraient, Sanofi serait amenée à émettre 105 000 actions nouvelles, soit 1,1 % du nombre total d'actions composant son capital, après augmentation de capital en numéraire.

Le contrat d'apport des titres Choay S.A. sera soumis à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Sanofi avant la fin de 1983.

Le conseil a enfin examiné les comptes intermédiaires au 30 juin.

Pour le premier semestre de l'exercice en cours, le bénéfice net consolidé (part de Sanofi) après amortissements, provisions et impôts, s'est élevé à 145 millions de francs contre 124 millions de francs pour la période correspondante de l'exercice précédent (+16,9 %).

La marge brute d'autofinancement a atteint 312 millions de francs contre 257 millions de francs (+21,4 %).

Pour la même période, le chiffre d'affaires consolidé a été de 4 612 millions de francs contre 3 767 millions de francs (+22,4 %) et 3 918 millions de francs (+17,7 %) à structure comparable.



RÉSULTATS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1983

Le chiffre d'affaires totalisé 10,8 milliards de dollars contre 10 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 1982.

Les ventes au gouvernement américain ont atteint 3,7 milliards de dollars contre 3,4 milliards de dollars pour la période correspondante de 1982, en progression de 10 %. Les ventes au secteur privé ont totalisé 7,1 milliards de dollars contre 6,7 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 1982.

Le bénéfice net ressort à 371,1 millions de dollars contre les 314 millions de dollars enregistrés pour la période correspondante de 1982 hors éléments exceptionnels pour un total de 107 millions de dollars.

Le bénéfice dilué par action est de 5,45 dollars contre 4,73 dollars (non compris 0,62 dollar de profit exceptionnel) pour les neuf premiers mois de 1982.

Le carnet de commandes au 30 septembre 1983 totalise 12,2 milliards de dollars contre 12 milliards de dollars pour la même période de 1982.

(Publicité)

SUISSE ROMANDE

Cause départ en retraite, cédant.
CAPITAL-ACTIONS ou porteur société
anonyme d'importance moyenne,
société en déclin et
distribution exclusive, mise
à Genève, permis de séjour possible
Entrée sous régime PVI 353 902
à Publicis CH 1002 Lausanne.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Le Conseil d'administration de la Société Foncière Lyonnaise, réuni le 18 octobre 1983 sous la présidence de M. de Feuilleux de Chauvin, a pris connaissance des résultats provisoires au 30 juin 1983.

Les loyers émis au cours du premier semestre ont atteint 32 754 000 francs contre 29 330 000 francs au cours de la période correspondante de 1982, soit une augmentation de 11,68 % due en grande partie à l'évolution favorable des loyers commerciaux (+14,82 %), les loyers d'habitation ne progressant que de 8,88 % du fait des mesures de limitation résultant notamment de la loi Quilès.

Les revenus globaux de la Société, compte tenu de la baisse prévue du montant des produits financiers, ne progressent que de 5,56 %.

Grâce à une évolution limitée à 3,85 % de l'ensemble des charges, le bénéfice d'exploitation avant impôt s'établit à 20 485 000 francs contre 19 090 000 francs, soit une majoration de 7,31 %.

Le centre commercial Stocker Square à Bruxelles, propriété de notre filiale belge Immobilière Gray-Couronne, a été inauguré le 15 septembre 1983 avec un taux de commercialisation proche de 100 %. Le chiffre d'affaires réalisé par les commerçants locataires au cours des premières semaines apparaît encourageant. La Société foncière lyonnaise peut espérer recueillir progressivement les fruits de cet important investissement.

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 23 octobre, publie :

Les deux 20 juillet d'Otto John agent secret idéaliste

une enquête d'Alexandre Szombati

- Un entretien avec Serge-Christophe Kolm.
- Les cinglés des ondes courtes.
- La bataille de l'eau pure.
- Les champignons du Docteur Giacomoni.
- L'informatique et les infirmes moteurs cérébraux.
- Une nouvelle de Roberto Arlt.

et ses chroniques habituelles

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat à la pêche et aux transports maritimes

Société nationale du transport maritime
des hydrocarbures et des produits chimiques
S.N.T.M. - HYPROC

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT À LA CONCURRENCE NATIONALE ET INTERNATIONALE N° 002/83

La S.N.T.M.-HYPROC lance un avis d'appel d'offres ouvert à la concurrence nationale et internationale pour la construction de deux (2) navires transporteurs de produits raffinés d'une capacité unitaire de 5 000 T.D.W., d'un (01) navire transporteur de bitume d'une capacité de 3 000 T.D.W. et d'un (01) navire transporteur de gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.) d'une capacité de 2 500 m³.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs à l'exclusion des représentants de firmes et autres intermédiaires, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 22 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la S.N.T.M.-HYPROC, Direction technique, Armement et approvisionnement, Zone industrielle ARZEW-PORT.

Les offres, accompagnées de pièces administratives et fiscales requises par la législation en vigueur, seront placées sous double enveloppe cachetée portant de façon apparente la mention « A NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES N° 002/83 » et adressées par lettre recommandée au plus tard soixante (60) jours après la parution du présent avis, à la S.N.T.M.-HYPROC - B.P. 60 - ARZEW - ALGÉRIE.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours, à compter de la date de clôture de réception des offres.

LA VIE FRANÇAISE

UN NUMERO A NE PAS MANQUER

POLITIQUE

- Les ouvriers lâchent Mitterrand
- Les nouveaux rapports de force au sein du PS

ÉCONOMIE

- Les multinationales hors la crise

ENQUÊTE

- Retraite, assurance-vie
- UN DOSSIER COMPLET DE 25 PAGES

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

ON A UN PLAN MAIS PAS D'ARGENT

NOUS AVONS 5000F POUR VOTRE ASSOCIATION

Promouvoir la micro-informatique ou le rack français. Développer le maquis. Fonder un club d'action sociale dans les Z.U.P. ou une association pour valoriser les énergies renouvelables. Développer l'agriculture, la fabrication artisanale ou toute autre bonne idée. Vous avez entre 15 et 30 ans et partagez avec un ou plusieurs de vos amis une passion ou l'envie de faire quelque chose d'intéressant et créatif ? Envoyez-nous votre projet. Cette idée vous aidera à développer ensemble dans votre région, votre village ou votre quartier. C'est le principe, mais les moyens vous manquent.

C'est pourquoi la Caisse des Dépôts et Consignations demande de primer 50 projets présentés par des associations de jeunes - la bourse C.D.C. de l'initiative locale d'un montant de 5000F récompensera les meilleures idées qui seront retenues par un jury de personnalités. Vous pouvez retirer votre dossier de participation avant le 31/12/83 en écrivant à :

le BON PLAN
BOURSE C.D.C. DE L'INITIATIVE LOCALE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
35, rue de Lille
75356 PARIS CEDEX
Tél. : 234.72.66

UN JOUR DANS LE MONDE

DOSSIER

2-3. Les données stratégiques et techniques du débat sur les euro-missiles.

ÉTRANGER

4. DIPLOMATIE
6. EUROPE
6. AMÉRIQUES
7. ASIE
- 7-8. PROCHE-ORIENT
8. AFRIQUE
- La « révolution » en Haute-Volta III, par Laurent Zechin.

POLITIQUE

9. L'examen du projet de budget à l'Assemblée nationale.
10. Un entretien avec M. Léotard, secrétaire général du P.R.

SOCIÉTÉ

11. La rémunération des mères de remplacement est condamnée par le secrétariat d'Etat à la santé.
12. JUSTICE.

LOISIRS ET TOURISME

15. COUPS D'AIL : Sri-Lanka, ou le miroir brisé ; La Gambie, une Afrique encore vierge.
16. Grèce : du gris dans le bleu.
17. Balade à la carte : sur les pas des ancêtres dans les vallées du Lot et du Gers.
18. PROVINCIALES : à Souveraine, en attendant la vallée.
- 18 à 20. Hippisme : Plaisirs de la table ; Chasse ; Philatélie ; Jeux.

CULTURE

22. MUSIQUE : les petits opéras du Châtelet.
25. COMMUNICATION : la publicité face aux nouveaux médias.

UN SEUL MONDE

- 27 à 30. L'enjeu de la communication.

ÉCONOMIE

31. ÉTRANGER : aux Etats-Unis, le P.N.B. a progressé de 7,9 % au troisième trimestre.
- 31-32. CONJONCTURE.
- 33-34. SOCIAL : après les élections à la Sécurité sociale.

RADIO-TÉLÉVISION (25)
INFORMATIONS
SERVICES (13) :
« Journal officiel » ; Loto ; Méthéorologie.
Carnet (13) ; Mots croisés (20) ; Programmes des spectacles (23 à 25) ; Annonces classées (26) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde »
daté 21 octobre 1983
a été tiré à 544 530 exemplaires

DU CAL

EXPOSITION ET
DEMONSTRATION CHEZ
CAPELOU
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE

Reputés pour leur robustesse et
dimensions PEU ENCOMBRAN-
TES, se font en 1 ou 2 places
(interieure : 0,65, 0,80, 1,20 et 1,40).
Matelas, box, latex ou polyuréthane.
Style ou moderne. Grand choix
en exposition.

37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro : Faidherbe - Tél. 337.48.35

BEAU RIVAGE.
Chez votre caviste
et épicerie fine.



A B C D E F G

LES MANIFESTATIONS PACIFIQUES EN EUROPE

La grande majorité des Allemands de l'Ouest sont hostiles à l'installation des missiles

De notre envoyée spéciale

Bonn. — Les représentants de la municipalité, tout sourires, ceux de la police, toute sollicitude, les pacifistes plus pacifistes que jamais : Bonn, petite ville tranquille, provinciale et conservatrice, fait l'apprentissage méthodique et organisé des manifestations de rue.

Il fallait voir, mercredi 19 octobre, l'état-major de la police locale expliquant aux journalistes, plan de la ville à l'appui, le parcours des manifestations de vendredi et samedi, les heures et lieux de rassemblement, les points de détournement du trafic automobile et toutes les mesures prises pour faire en sorte que tout se passe bien. Un seul point noir : cette journée de vendredi, où les manifestations, qui seront déjà très nombreuses, prévoient de bloquer les accès au quartier de la chancellerie, au ministère de la Défense et à celui de la coopération. M. Frisch, le président de la police de Bonn, a prévenu, avec une certaine fermeté, que le devoir de ses hommes était de protéger l'accès à ces bâtiments publics.

Les pacifistes ont répondu avec la même fermeté que c'était une atteinte au droit de manifester et qu'ils maintenaient leur mot d'ordre.

Il fallait voir aussi les représentants de la municipalité chrétienne-démocrate expliquant à la presse tout le mal qu'ils s'étaient donné pour accueillir dignement trois cent mille personnes qui vont doubler la population de la ville : mise en service d'un numéro de téléphone spécial pour tout renseignement, impression en 100 000 exemplaires d'un dépliant qui vante « la joie de vivre dans la cité des bords du Rhin » et indique même le parcours des manifestations, conseil donné aux commerçants de ne pas fermer boutique pour ne pas offrir aux visiteurs « le spectacle d'une ville morte ». On propose même un forfait « spécial manifestants », nuit d'hôtel et visite touristique de la ville pour 44 marks, tout compris. Les transports urbains donneront un coup de collier, la Croix-Rouge est toujours prête, les pompiers sont sur le pied de guerre. Les Chemins de fer font le maximum et distribuent une brève brochure tirée à 1 000 000 d'exemplaires aux trains supplémentaires qui circuleront samedi dans tout le pays.

Bref, tout est mis en œuvre avec le respect, la rigueur et le dévouement que l'on doit en République fédérale à la démocratie. On en oublierait presque, tant l'ardeur à organiser est grande, de quoi il est question. Du côté de la coordination des mouvements pour la paix, on s'adonne depuis le début de la semaine à l'impossible tâche de rendre compte des milliers de manifestations qui ont eu lieu et

d'évaluer la participation. Pour arbitraires qu'elles restent, les estimations étaient revenues jeudi à plus de modestie par rapport aux chiffres avancés en début de semaine. On parlait d'un million de participants pour les cinq premiers jours, étant entendu que la journée de la paix, jeudi, dans l'enseignement, devait faire monter ce chiffre. Il semble, en effet, qu'elle a été très suivie. Les actions, menées généralement de concert par les élèves et les enseignants, sont allées de la grève d'une journée dans les écoles de Bielefeld à l'opération « 100 000 cartes postales pour le chancelier Kohl » organisée dans le Schleswig-Holstein, en passant par les marches, les chaînes humaines d'une école à l'autre, ou les simples débats. Elles ont été en tout cas très nombreuses, et les interdictions ont été ignorées dans toutes les académies où elles avaient été formulées.

Il est cependant impossible d'avancer un bilan chiffré de ces six jours. Dans les entreprises, la campagne pacifiste de mercredi a consisté essentiellement — mises à part quelques manifestations, comme celle organisée à Düsseldorf du siège du syndicat D.G.B. à l'hôtel de ville — en distributions de tracts, discussions à l'entrée des usines et signature d'une pétition réclamant un référendum sur la question des missiles. Faut-il aussi compter les enfants de trois ans et plus qui ont couru à vélo des « rallyes pour la paix » ou parcouru les villes dans des « minibus pour la paix » ? Tenir une comptabilité était d'ailleurs dénué de sens. On sait déjà qu'ils seront très nombreux à manifester samedi à Bonn, Stuttgart, Hambourg et Berlin. On sait surtout que la majorité des Allemands de l'Ouest sont désormais hostiles aux missiles (72 % des personnes interrogées lors du dernier sondage, 77 % disant avoir une image positive du mouvement pour la paix).

CLAIRE TRÉAN.

DEUX DÉFILÉS DISTINCTS A PARIS PENDANT LE WEEK-END

Deux manifestations pacifistes distinctes sont prévues, en cette fin de semaine, à Paris. Le Mouvement de la paix, proche du P.C.F., organise samedi 22 octobre un défilé qui partira de la place Jean-Jaurès, en début d'après-midi, et aboutira rue de la Paix. Des cortèges sont prévus aussi dans plusieurs villes de province, dont Lyon, Lille et Marseille.

Le P.C.F. appelle à participer aux manifestations du Mouvement de la paix, dont les mots d'ordre sont : « le gel des armements nucléaires », « empêcher l'implantation de tout nouveau missile », « réduire tous ceux qui existent, à l'Est comme à l'Ouest », poursuivre la négociation américano-soviétique de Genève « aussi longtemps que nécessaire jusqu'à la conclusion d'un accord ».

Dimanche 23 octobre, le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE), appuyé par la C.F.D.T., organise, dans la matinée, une « chaîne humaine » reliant les ambassades soviétique et américaine. Il demande la « destruction des SS-20 » et le « non-déploiement des Pershing-2 et des Cruise ». L'après-midi, un rassemblement est prévu place de la Bastille.

Le P.S. réprouve ces deux manifestations. M. Jacques Hantzinger, membre du secrétariat national, a souligné que les socialistes font leur le point de vue du président de la République.

« Le 22 Prix Aujourd'hui a été attribué, ce vendredi 21 octobre, à Jean-François Revel pour son essai Comment les démocraties finissent, publié aux Editions Grasset (le Monde du 20 mai 1983).

(Publicité)

En promotion exceptionnelle
jusqu'au 15 novembre
4 quarts KRITER pour le prix de 3

PIANO: LE BON CHOIX



- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 305,39 F par mois* (Credito souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

La Chapelle-Darblay

NOUVEAUX INCIDENTS A GRAND-COURONNE

Une cinquantaine de militants de la C.G.T., dont bon nombre d'élus ouvriers, ont réussi à pénétrer, jeudi 20 octobre, dans l'usine de Grand-Couronne des papeteries de La Chapelle-Darblay, près de Rouen, en trompant la vigilance des C.R.S. Pour autant, ils se sont dirigés vers le local syndical, selon la C.G.T.

Le maire de Grand-Couronne, M. Jean Saligne (P.C.F.), a protesté contre une « action intolérable au libre exercice du droit syndical », tandis que la fédération du parti communiste de Seine-Maritime demandait jeudi soir que le préfet de Haute-Normandie soit relevé de ses fonctions.

Quant aux fédérations C.G.T. du Livre et des industries papeteries, elles ont demandé, une fois de plus, dans une lettre au ministre de l'Industrie et de la Recherche, un nouvel examen du dossier, réaffirmant que le plan Parenco est « un plan de liquidation ». En revanche, le syndicat national C.G.C. des industries et du commerce du papier-carton estime que, si la société Parenco décide de laisser fermer l'entreprise, la responsabilité en incombera à « quelques meneurs politiques de la C.G.T. ».

Selon la Sofres

L'IMAGE DES SOCIALISTES SE DÉGRADÉ

Une nette majorité de Français considère que le gouvernement n'a pas — ou peu — tenu les promesses du candidat Mitterrand, mais la plupart d'entre eux ne souhaite pas de « grands changements » : tel est l'enseignement d'un sondage de la Sofres.

D'après cette enquête publiée par le Nouvel Observateur (réalisée du 3 au 7 octobre sur un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population), 24 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement a tenu ses promesses ; 56 % pensent qu'il les a tenues en faible partie et 16 % pas du tout, 4 % sans opinion ; 74 % souhaitent que M. Mitterrand et le gouvernement « fassent le pays du mieux possible sans faire de grands changements », 15 % voudraient qu'il « accentue la mise en œuvre du socialisme ».

L'idée que les Français se font du « socialisme » est liée à « plus de justice sociale » (48 %). L'idée qu'ils se font de la politique de M. Mitterrand est liée à « plus d'impôts » (61 %) et à « plus de nationalisations » (61 %).

56 % pensent que le P.S. devrait abandonner son alliance avec le P.C.F. et se mettre d'accord avec une partie de l'opposition actuelle, 27 % pensent le contraire, 17 % n'ont pas d'opinion.

L'image du P.S. est « moins favorable » pour 42 % des personnes interrogées « plus favorable » pour 4 %. Par ailleurs, 50 % des personnes interrogées se déclarent « ni plus ni moins favorables » au P.S. qu'il y a deux ans.

M. Lionel Jospin est perçu comme un « bon leader » par 38 % (61 % chez les sympathisants du P.S.).

HANLET L'UNIVERS DU PIANO

CREDIT TOTAL SUR MESURE

Ex : SAMICK 3 péd.
Noyer ciré ou brillant
280,40 F par mois*
ou 12.000,00 F comptant

* 84 mensualités de 280,40 F. Coût total : 23.553,60 F après acceptation du dossier par CETELM, Assurance facultative.

TED 21,90 %

Jusqu'au 28 Octobre 1983



PARIS 8^e
284 rue du Faubourg-Montmartre, Tél. : 708.51.94

VELIZY
21, rue Grange-Doree-Rouge, Tél. : 948.00.52

VELIZY
Centre Clal «Vieilles Vins» Tél. : 948.28.87

ORFÈVRE
Centre Clal «Art de Vivre» Tél. : 978.78.90

ROISSY-CHAMP
Centre Clal «Arcades» Tél. : 303.20.79

Le groupe Schneider s'inquiète des retards dans la mise en œuvre du plan de redressement de Creusot-Loire

La mise en œuvre du plan de sauvetage de Creusot-Loire connaît de sérieuses difficultés. Réuni le jeudi après-midi 20 octobre, le conseil d'administration de Schneider, la maison mère de Creusot-Loire, a estimé qu'il n'était pas en mesure de convoquer l'assemblée générale des actionnaires, qui devait approuver le redressement. « Aucune des réponses attendues et nécessaires pour permettre la mise en œuvre », n'ayant regagné ce jour des pouvoirs publics.

C'est le 30 avril que M. Mauroy, dans une lettre adressée à M. Pineau-Valencienne, P.D.G. de Creusot-Loire, avait fixé les conditions de l'aide de l'Etat au redressement de la société. Dans ses discussions préalables avec les pouvoirs publics, M. Pineau-Valencienne avait chiffré à près de 6 milliards de francs les sommes nécessaires pour apurer la situation financière du groupe. Le plan adopté prévoyait un effort des actionnaires de Creusot-Loire. Ceux-ci devaient fournir 720 millions de francs (dont 500 millions d'argent frais) et accorder leur garantie (pour au moins 300 millions de francs) aux prêts participatifs des banques. Creusot-Loire émettait par ailleurs pour 1,2 milliard de francs d'obligations convertibles.

L'Etat, de son côté, apporterait à travers ses établissements financiers, pour 1 milliard de francs, 500 millions du F.D.E.S., 500 millions de prêts participatifs des banques, celles-ci consolidant également 1 milliard de francs de créances à court terme en prêt à long terme.

Enfin la sidérurgie de Creusot-Loire, qui génère des pertes de 1,25 milliard de francs devant être reprise, pour 1 franc par Usinor et Sacilor, cette dernière société se chargeant d'implémenter.

Les dirigeants de Creusot-Loire estimaient alors qu'il manquait par rapport à leurs estimations, près de 1 milliard de francs. Toutefois, ils jugèrent que la « partie était jouable » à condition « d'aller très vite », notamment pour la cession des activités sidérurgiques et sous

Puisieurs interpellations dans le milieu marseillais

L'ÉPOUSE D'UN « CAID » ET UN AVOCAT SONT ENTENDUS PAR LA POLICE

(De notre correspondant)

Marseille. — Vingt-cinq personnes ont été interrogées, mercredi 19 et jeudi 20 octobre à Marseille et placées en garde à vue dans le cadre de l'enquête ouverte après l'assassinat en pleine rue, le 10 octobre à Marseille, de Gilbert Hénare, actionnaire de plusieurs établissements de crédit de la ville. D'autre part, plusieurs de ces personnes, notamment à Aix, à Cannes et à Marseille, sont aussi l'objet d'une garde à vue. L'une des personnes interrogées, actionnaire d'une discothèque marseillaise, s'est avérée être l'épouse d'un homme riche au grand patrimoine dont le nom défraye régulièrement la chronique judiciaire. Le nom de cet homme a été avancé notamment, avec insistance, après l'assassinat du juge Pierre Michel le 21 octobre 1981.

C'est à la suite d'une suite de documents comptables occultes après l'assassinat de Hénare que les policiers ont découvert cette affaire. Parmi les personnes interrogées, figure aussi un avocat du barreau de Marseille, qui serait le conseil juridique d'une des boîtes de nuit marseillaises.

J. C.

LA BANQUE DU JAPON ABAISSÉ LE TAUX D'ESCOMPTE

La Banque du Japon a annoncé, vendredi 21 octobre, une diminution de 0,5 % du taux d'escompte, qui sera ramené de samedi 22 de 5,5 % à 5 %. Cette décision coïncide avec l'adoption, vendredi, par le gouvernement, d'une série de mesures visant à stimuler l'activité économique du pays, encourager les importations et l'apport de capitaux étrangers.

« Décès du directeur commercial d'Arianespace. — M. Claude Daudon, quarante-huit ans, directeur commercial d'Arianespace et président d'Arianespace Inc., sa filiale américaine, a été frappé par une crise cardiaque alors qu'il suivait les opérations de lancement de la fusée européenne Ariane dans les locaux du CNES, à Évry (Essonne), dans la nuit du 18 au 19 octobre.

M. VADIM ZAGLADINE invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. Vadim Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central du parti communiste de l'Union soviétique, membre du comité central et député de Turkmenie au Soviet suprême, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L. - le Monde », dimanche 23 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Zagladine, ancien journaliste, parfaitement bilingue et spécialiste des relations soviétiques avec les partis communistes occidentaux, doit assister comme observateur au congrès socialiste de Bourg-en-Bresse. Il sera interviewé par Alain Jacob et Patrick Jarnaud, du Monde, et par Christian Mallard et Dominique Penquin, de R.T.L. Le débat était dirigé par Olivier Mazerolle.

LAVOGUE

Avant travaux d'embellissement
LIQUIDATION DU STOCK
Automne-Hiver 1983/1984

PRET A PORTER MASCULIN GRANDES GRIFFES
DEMARQUES MASSIVES

38, bd des Italiens, 75009 Paris
de 9 h 30 à 19 h

BEAU RIVAGE?

Dans tous les bons
restaurants.



BEAU RIVAGE!



Un excellent Bordeaux.

الطبعة 1550